● L'URSS DISPOSE-T-ELLE VRAIMENT D'UNE SUPÉRIORITÉ EN ARMES CLASSIQUES ? – Pages 14 et 15

LE MONDE diplomatique

N° 403 - 34e année — OCTOBRE 1987

28 pages - 15 F

Algérie : 6 DA; Antilles fr. / Réunion : 19,00 F; Belgique : 85 FB; Canada : 2,25 $ C; C.-d'Iv. : 990 F CFA; Espagne : 270 P; E.-U. : 2,50 $ US; Gr.-Bret. : 1,10 £; Irlande : 1,70 £; Italie : 3 500 lires; Maroc : 14,50 dir.; P.-Bas : 5,00 Fl.; Sénég. : 900 F CFA; Suisse : 3,80 FS; Tunisie : 1 700 m

Abonnements : voir tarif page 9

Publication mensuelle · 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

ÉTATS-UNIS : comment gérer le déclin ?

(Pages 20 et 21.)



DÉBATS ÉLECTORAUX ET EXPLORATION DE L'AVENIR

Futilités

Par CLAUDE JULIEN

MORNE similitude de campagnes électorales où, sur les deux rives de l'Atlantique, l'abondance de candidats ne saurait compenser l'absence d'idées. Aux Etats-Unis, ce modèle s'épanouit dans sa plénitude et, le jour du scrutin, inquiétant symptôme d'une démocratie anémiée, il entraîne près de 50 % d'abstentions. En France, il s'esquisse encore timidement, mais non sans brio. Combien de temps encore faudra-t-il pour qu'il amenuise le nombre de votants ? A peine le temps nécessaire pour passer de l'espoir à la résignation. Ce délai se trouve abrégé lorsque, dans une complicité qui devrait les horrifier, la plupart des politiques et les médias s'accordent pour éviter les débats, fuient les plus graves problèmes, préfèrent cultiver les « petites phrases » et l'« image ». Les électeurs ne sont pas dupes : ils savent que jamais le « look » d'un président ou d'un premier ministre n'assurera la sécurité de l'Europe, n'éliminera l'anarchie des finances internationales, n'éteindra les foyers de violence au Proche-Orient ou ailleurs, n'assurera une reprise de la production, n'offrira des ressources décentes à ces chômeurs et à ces « nouveaux pauvres », si nombreux que nul n'ose plus en parler.

Pourtant, les politiques se gardent bien de trop penser et, avec une belle constance, s'appliquent à soigner les apparences. Cela ne va pas sans frais. Les électeurs savent aussi que les dizaines de millions engagés dans une campagne électorale leur présenteront des portraits flatteurs et des slogans vides, mais ne leur apporteront aucune lumière, ne leur ouvriront aucune perspective. Tel n'est d'ailleurs pas le but des généreux donateurs. Leur désintéressement est sans limite : il serait superflu de leur expliquer ce qui les distingue d'une société de bienfaisance.

DÈS l'été 1980, on pouvait écrire ici que le parti démocrate, aux Etats-Unis, n'était plus porteur d'espérance pour ceux qui en avaient le plus grand besoin, et que paradoxalement l'espoir s'incarnait en M. Reagan comme, un demi-siècle plus tôt, il avait pris les traits de F.D. Roosevelt, — et que cet espoir serait déçu.

Les résultats du scrutin confirmèrent avec éclat la prédiction, comme le bilan du reaganisme eut tôt fait de justifier le sombre diagnostic, même si l'opinion, médusée, attendit plus de cinq ans pour mesurer les effets désastreux des déficits accumulés. L'aberrante magie du « grand communicateur » avait embrumé toute raison, un sourire que l'on peut aimer ou détester avait enjolivé les réalités, des plaisanteries d'assez mauvais goût avaient, dit-on, enchanté les chaumières (1). Telles qu'elles sont pratiquées, l'information-spectacle n'est plus qu'une contre-information et la politique-spectacle dissimule les options décisives. Aussi les candidats républicains n'ont-ils aujourd'hui de plus brûlant souci que de se démarquer du président qu'ils ont si longtemps adulé (2).

MAIS il est entendu que, en France, les citoyens s'intéressent à Madonna plus qu'à Eurêka, tant ils sont inaptes à comprendre les lois sauvages de la compétition internationale, les mystères de la finance, les jeux subtils de la concentration d'un capital non productif, les éléphantesques pas de deux d'une diplomatie tout en finesse...

Seules les « élites » savent. Leur science, leur expérience, leur savoir-faire seraient, hélas ! incommunicables (3). Pour recueillir des suffrages, ces élites doivent pourtant communiquer. Non sans condescendance, elles se mettent donc à la portée d'un peuple ignare, que seules séduiraient des recettes simples : formules creuses, charmes surgelés, coups de menton volontaires, optimisme préfabriqué, compassion imitée à la perfection (4). Fort peu hiérophantes, de tels acteurs feraient merveille dans un modeste théâtre de patronage, s'il ne coûtait si cher.

(Lire la suite page 16.)

(1) L'une des plus récentes : *« Un jeune homme comme moi ne peut s'irriter de ce que dit un vieux comme lui »*, répond M. Reagan (76 ans) lorsque le seul Noir ayant jamais siégé à la Cour suprême, M. Thurgood Marshall (79 ans), lui reproche de n'avoir rien fait pour promouvoir la justice raciale. Cf. *U.S. News and World Report*, 21 septembre 1987.

(2) Voir pages 20 et 21 l'article de Pierre Dommergues.

(3) Voir pages 18 et 19 l'article de Christian de Brie.

(4) Car, disait M. Giscard d'Estaing, *« la gauche n'a pas le monopole du cœur »*...

Le libéralisme autoritaire

Dans une atmosphère d'intense affairisme, de spéculation et de troubles intrigues, l'accélération des privatisations en France coïncide avec le démarrage précipité de la campagne pour l'élection présidentielle. Les prétendants — avoués ou non — à la magistrature suprême et leurs hommes liges occupent la scène médiatique, en premier lieu les écrans de télévision.

Cette course de vitesse engage le pays tout entier dans un effort de concentration des pouvoirs économiques. De gigantesques groupes industriels — autour des « noyaux durs », notamment — refaçonnent l'économie, de même que la restructuration des médias voudrait servir au façonnage des esprits. A la télévision, la privatisation de TF 1 répondait à la logique libérale, mais la suppression de l'émission de Michel Polac montre que cette logique peut conduire à restreindre des « espaces de liberté » (lire page 28 l'article d'Ignacio Ramonet).

Secteur privé et secteur public continuent donc de faire preuve d'intolérance et de sectarisme, face à l'irrespect dont témoignent heureusement les esprits libres. Aux cimes du pouvoir, maîtres et serviteurs (voir pages 18 et 19 l'article de Christian de Brie), *sont bien persuadés de faire partie de l'élite quand les limites de leur propre culture les maintiennent isolés, murés dans d'obsolètes certitudes.*

A la faveur de telles équivoques, à coups de décisions contradictoires dans la poursuite d'un illusoire gigantisme économique et dans une fièvre d'activités lucratives pour les amis du pouvoir, s'élabore la nouvelle idéologie dominante, celle du « libéralisme autoritaire », que décrit, ci-dessous, Jean-Paul Jean.

Par JEAN-PAUL JEAN *

SI une formule devait définir le nouvel ordre qui se met en place, on parlerait de « libéralisme autoritaire ». Il y avait pourtant quelque paradoxe à voir proposer un projet « libéral » par l'ancien état-major de Georges Pompidou. Mais le masque est vite tombé et l'on peut aujourd'hui décrypter ce libéralisme sélectif auquel on veut doucement habituer les citoyens. Libéral-autoritaire, c'est-à-dire :

— libéral sur le plan économique, sauf à protéger quelques clientèles ;

— autoritaire sur le plan des libertés individuelles, sauf à protéger certains intérêts particuliers.

Dans cette optique, le projet libéral s'inscrit d'abord dans un débat idéologique et prend pour référence le modèle américain, réduisant en principe le plus possible le domaine d'intervention de l'Etat.

Selon ce modèle idéal, l'Etat doit assurer seulement les fonctions de souveraineté qui le légitiment : sécurité extérieure, police, justice, trois missions fondant la notion même d'Etat. Les mécanismes du marché, les initiatives individuelles, l'autorégulation sociale, devront progressivement réduire les autres domaines d'intervention, telles la solidarité, la culture, l'éducation... (1).

Véhiculée à longueur de médias, ce modèle culturel américain est aussi présenté comme la référence obligée en matière de protection des libertés. Profondément inégalitaire, la société américaine utilise comme mythe fondateur les principes constitutionnels touchant aux libertés. La réalité est bien différente, gérée par une corporation très influente de professionnels du droit tirant un profit maximum d'un marché qu'ils développent à l'envi. Elle suscite un système policier peu contrôlé dans ses pratiques quotidiennes, souvent corrompu, concurrencé par des agences de protection privées, un appareil judiciaire profondément influencé par la situation sociale et financière des individus, un monde carcéral hypertrophié et violent.

Ainsi, avec sept cent cinquante mille détenus, les Etats-Unis sont le troisième pays au monde en nombre de personnes incarcérées par rapport à la population, juste derrière l'URSS et l'Afrique du Sud. Cette population carcérale a doublé depuis 1970, le nombre de femmes détenues ayant, quant à lui, augmenté de 65% entre 1978 et 1983. Le surpeuplement est tel que l'espace moyen dont dispose chaque prisonnier dans sa cellule est inférieur à 2 mètres carrés (2).

La surreprésentation des populations précarisées, les Noirs en particulier, est patente. Au 1er juin 1987, sur 1 901 prisonniers condamnés à mort, 787 sont de race noire. Au 1er octobre 1986, 32 détenus en attente d'exécution étaient mineurs au moment des faits ayant motivé leur condamnation, 18 prisonniers ont été gazés, électrocutés ou empoisonnés par des injections mortelles en 1986. Amnesty International estime que ce chiffre pourrait être porté à 40 en 1987 (3). C'est la violence entretenue par la société américaine qui produit de façon consubstantielle la violence de son système répressif. Plus les inégalités sociales s'accroissent, moins les mécanismes d'aide et de redistribution sont efficaces. Aux solidarités se substituent répression brutale et charité-spectacle.

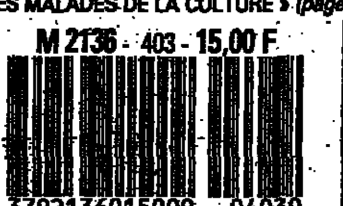
(Lire la suite page 16.)

* Magistrat, ancien secrétaire général du Syndicat de la magistrature.

(1) Tous ces éléments ont été développés à l'occasion du colloque « Un an de libéralisme, mythes et réalités », organisé à Paris le 2 juin 1987 par la Fédération CFDT des finances et des affaires économiques. Voir aussi, sur ce thème, le numéro spécial de la revue *Justice*, réalisé en commun avec la Ligue des droits de l'homme, le Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI) et la revue *Actes*. (*Justice*, n° 114, avril 1987, 30 F. — BP 155, 75523 Paris Cedex 11.)

(2) Selon le ministère américain de la justice, *le Monde*, 5 février 1987. Voir aussi Claude Julien, « Vers un reaganisme à la française. La guillotine, l'enfant et la licorne », *le Monde diplomatique*, décembre 1985.

(3) Amnesty International, conférence de presse du 1er juin 1987 à Londres.



« LE TRAVAIL GOUVERNEMENTAL », de Jacques Fournier

Dans les coulisses des palais ministériels

Par THIERRY PFISTER *

JACQUES FOURNIER a tenté l'impossible dans son nouvel ouvrage (1) : faire comprendre le fonctionnement d'une équipe ministérielle et des administrations centrales qui prolongent son action. Décortiquant la structure gouvernementale, introduisant son lecteur au sein du conseil des ministres, comme dans les innombrables réunions techniques qui l'ont précédé, pistant les décrets et les textes législatifs des services ministériels jusqu'au Parlement, sans oublier le délicat passage devant les sages du Conseil d'Etat, l'ancien secrétaire général du gouvernement n'élude aucun des points de son itinéraire obligé : le rôle des cabinets ministériels et des directions d'administration centrale et l'instable équilibre entre la haute fonction publique et la politique qui en résulte. Une pertinente comparaison du modèle français avec le fonctionnement des exécutifs américain, britannique et allemand vient compléter la documentation du lecteur et élargir sa réflexion.

Ni la chronique des péripéties politiciennes ni la simple description des règles administratives ne peuvent suffire à faire vivre la complexité de tout exécutif d'une grande nation industrialisée. Trop d'essais universitaires prétendent traiter le sujet en paraphrasant *les textes réglementaires ou en accumulant* des statistiques de réunions à la signification douteuse, sans offrir au lecteur les matériaux suffisants pour appréhender la réalité de la pratique quotidienne. Se plonger dans un manuel d'arbitrage n'a jamais permis d'imaginer à quoi peut ressembler un match de football.


(Roger-Viollet)

LE CONSEIL DES MINISTRES DU ROI LOUIS-PHILIPPE
Une majesté qui aujourd'hui n'est plus de mise

La démarche de Jacques Fournier échappe à ce reproche, tout en demeurant d'ordre universitaire. Il est vrai que l'auteur possède l'avantage de pouvoir parler aussi en praticien. Conseiller d'Etat, il a été secrétaire général du gouvernement durant la législature de gauche, avant de prendre la présidence de Gaz de France. Il restitue donc, avec une rare minutie et une véritable intelligence des hommes et des situations, la complexité de rouages qui se sont accumulés au fil des ans sans que leur cohérence soit toujours apparente ou réelle. Toutefois, il s'est refusé les outils du chroniqueur – auxquels son prédécesseur à Matignon, M. Marceau Long, avait su parfois recourir dans ses conférences sur les services du premier ministre (2) – pour se cantonner à son statut de haut fonctionnaire. Il en résulte que si *le Travail gouvernemental* constitue la source de références la plus actuelle et sans doute aussi la plus complète sur le sujet, l'ouvrage demeure plus descriptif que prospectif.

Même lorsque des difficultés sont mentionnées, comme l'abus des ministères à géométrie variable ou l'excessive dispersion, par rapport à des pays comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni ou la République fédérale d'Allemagne, des structures administratives chargées de coordonner le travail gouvernemental, les réformes souhaitables, les réorganisations nécessaires, ne sont pas esquissées. C'est seulement dans trois brèves pages de conclusion que Jacques Fournier prend le risque d'évoquer, sans les traiter, les problèmes des équilibres constitutionnels français ou de l'indispensable revalorisation des directions d'administration centrale par rapport aux cabinets ministériels.

En se fixant d'aussi contraignantes limites, l'auteur devrait rassurer ceux qui avaient voulu voir dans sa nomination à Matignon, en 1982, l'aveu d'une rupture avec les traditions administratives nationales. Par ses écrits, Jacques Fournier montre bien qu'il n'a nulle envie d'échapper au moule du Conseil d'Etat d'où sont sortis tous les secrétaires généraux du gouvernement depuis la création de l'institution en 1935. Et pourtant, son profil de carrière fait plutôt de lui une exception dans l'histoire de la fonction. D'abord par la relative brièveté de son mandat (moins de cinq ans), par rapport à ses prédécesseurs depuis la Libération, ensuite par un engagement politique officiel renouant, certes, avec les origines du secrétariat général du gouvernement, mais tranchant sur les habitudes prises depuis des décennies.

Une situation qui suscitait d'autant plus de gloses que, dans l'univers administratif français, le secrétariat général du gouvernement peut presque apparaître comme une structure de type britannique en ce sens qu'il repose bien plus sur une coutume, une pratique, que sur des textes. Ce qui ne l'a pas empêché, au fil d'un demi-siècle, d'imposer un rituel pour les séances du conseil des ministres, un code pour l'organisation du travail interministériel, bref, une même méthode de travail aux gouvernements successifs.

La démarche de Jacques Fournier illustre, plus profondément, l'ampleur du processus révisionniste dans lequel se sont engagés les socialistes, comme si les charmes des palais ministériels avaient à ce point agi sur leur conscience que, pour y goûter à nouveau, ils étaient prêts, à leur tour, à communier dans l'idéologie administrativo-conformiste actuellement dominante. Ce qu'un homme comme M. Pierre Bérégovoy incarne, par exemple, dans le domaine économique, Jacques Fournier l'exprime en matière institutionnelle. Son hymne au Conseil constitutionnel, que M. François Mitterrand souhaitait supprimer lorsqu'il n'était que chef de file de l'opposition, trahit l'irrépressible penchant des gouvernants d'hier pour cette « juste moyenne » qui fait le bonheur de l'administration mais qui n'a plus grand-chose à voir avec un projet politique ayant prétendu changer, sinon la vie, du moins la société.

THIERRY PFISTER.

* Ancien membre du cabinet du premier ministre Pierre Mauroy (1981-1984), directeur de la *Revue politique et parlementaire*.

(1) Jacques Fournier, *le Travail gouvernemental*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques et Dalloz, Paris, 1987, 287 pages, 140 francs.

(2) Marceau Long, *les Services du premier ministre*, Presses universitaires d'Aix-Marseille.

CORRESPONDANCE

Carl Schmitt, théoricien du national-socialisme

Mme Anne-Marie Minola Bosonnet, professeur de philosophie à Aix-les-Bains, nous écrit à propos de deux annonces publicitaires parues dans notre numéro de juin dernier :

Dans votre numéro de juin, on trouve à la page 27 une publicité pour la revue *Nouvelle Ecole*. Comme chacun sait, cette revue est dirigée par Alain de Benoist, figure célèbre du GRECE, mouvement des intellectuels de la nouvelle droite.

Outre le fait que la présence de cette publicité surprend, étant donnée l'orientation de votre journal, on ne peut manquer d'être choqué lorsqu'on y lit que cette revue est consacrée à Carl Schmitt, qui fut le théoricien du national-socialisme. D'autant qu'à la page précédente (p. 26) figure une autre publicité pour un ouvrage du même Carl Schmitt : *Terre et mer*, dont le chapeau, se référant au Volksgeist nazi, est à lui seul très éloquent. (...)

Carl Schmitt [est le] seul théoricien *« sérieux »* (1) du national-socialisme. Il a posé l'esprit du peuple, le *Volksgeist*, comme valeur suprême, en l'opposant à la tradition des Lumières. Contre la suprématie de la raison et des valeurs supérieures proposées par le dix-huitième siècle, contre le droit de l'humanité, la liberté inaliénable de chaque individu issue des pouvoirs de la raison en tant que pouvoir de connaissance, contre l'individualisme de la tradition idéaliste, il a valorisé avec Otto Dietrich et Rosenberg le *« génie national »*, la communauté comme *« entité naturelle »* de la race, réalité naturelle, qui doit son unité au *« sang »* et au *« sol »*. A la culture *Bildung* idéaliste, il s'agit dès lors d'opposer la virilité guerrière de l'attitude héroïque. Pour les nationaux-socialistes, l'ennemi à abattre, c'est bien la conception universaliste des droits de l'homme, issue du dix-huitième siècle, dont Hegel représente l'achèvement. D'où la formule frappante de Carl Schmitt, le jour où Hitler a pris le pouvoir : *« On peut dire que Hegel est mort* (1) . » (...)

S'il y a des ennemis de la tradition européenne des droits de l'homme, ce sont bien les Européens du IIIe Reich, dont Carl Schmitt est le théoricien le plus sérieux. L'intérêt qu'on lui porte aujourd'hui n'est pas innocent : il s'inscrit dans la lutte contre la modernité de l'esprit des Lumières.

(1) Cité par Herbert Marcuse dans *Raison et révolution*, éd. de Minuit, Paris, 1960 (pp.459-464).

Lawrence d'Arabie, le lévrier fatal

M. Omer Nami, de Pully (Suisse), nous écrit à propos de l'article de Georges Buis publié dans notre numéro de juillet et apporte une précision :

Dans la présentation de M. Georges Buis du livre de V. M. Monteil, *Lawrence d'Arabie, le lévrier fatal*, je relève que Guillaume II aurait fait construire par ses ingénieurs, de 1901 à 1908, le chemin de fer Damas-Médine.

N'ayant pas encore lu le livre de M. Monteil, je ne sais si cela est son opinion ou celle de M. Buis. Mais afin de rendre à César ce qui lui appartient, je tiens à dire que ce chemin de fer a été l'œuvre de mon grand-père, le sultan Abdul Hamid.

Construit sous la direction du maréchal Kazim Pacha grâce à l'argent récolté par souscription publique, il devait lier entre elles les parties arabes de l'Empire ottoman et être continué jusqu'à La Mecque. Il correspondait à la politique arabe et islamique du sultan calife.

Un premier soin de Lawrence dit d'Arabie ne fut-il pas d'ailleurs de le faire détruire pour la plus grande gloire de l'Empire britannique ?

Francophonie : vaste chantier, chiches moyens

M. Robert Chaudenson, responsable du programme « Français, langues nationales et développement » de l'unité associée 1041 du CNRS à l'université Aix-Marseille-I, conteste le chiffre de 200 millions de locuteurs francophones avancé dans le dossier paru dans le Monde diplomatique *d'août 1985 :*

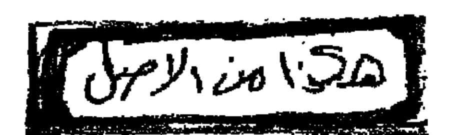
Le chiffre de 200 millions de francophones, le plus souvent retenu, est le total des populations des Etats regardés généralement comme francophones, c'est-à-dire ceux dont, en principe, le français est la langue officielle ou une des langues officielles (en fait, les choses sont plus complexes, mais le détail importe peu ici).

Si, en revanche, on parle de locuteurs dont la langue maternelle est le français, on peut penser que le nombre tombe à 70 millions *au maximum* (les 55 millions de Français n'ont même pas tous le français comme langue maternelle et une partie non négligeable de la population des DOM, par exemple, ne parle pas le *français*).

Ces 70 millions de locuteurs sont, pour la très grande majorité, dans les pays du Nord : France, Belgique, Suisse, Luxembourg, Monaco (État francophone représenté au sommet), Canada. Si l'on admet, généreusement, que les autres pays francophones (Afrique noire, Maghreb, Proche-Orient, monde créole) totalisent 130 millions d'habitants (pour arriver à 200) et que 20 % de leur population parle *réellement* le français (ce qui est, de toute évidence, très exagéré), on arrive à 96 millions de *locuteurs francophones* (...).

Le vrai problème du français dans le monde n'est pas celui de l'illusoire menace d'un « métissage linguistique », qui n'est qu'un tigre de papier, mais celui de la réalité comme de l'efficacité de sa diffusion et de son enseignement. Dans les pays en développement des mondes africain et créole, tous les citoyens « francophones » (au sens géopolitique) ont le *droit* de devenir « francophones » (au sens de la compétence linguistique).

Cette exigence est d'autant plus impérieuse que beaucoup de ces pays consacrent une part importante de leurs faibles ressources à des systèmes éducatifs dont le rendement est évidemment très réduit.



Les enchères de la guerre du Golfe

Tout devient plus clair quand les idéologies cèdent le pas au pragmatisme. L'active participation de l'URSS aux négociations en vue d'un cessez-le-feu dans le Golfe rappelle soudain l'importance stratégique exceptionnelle de l'Iran, quelle que soit la nature du régime à Téhéran. Dès lors, de Suez à l'Afghanistan, d'autres conflits régionaux et les contradictions entre les politiques pétrolières s'ajoutent aux faiblesses des sociétés locales pour alimenter un vaste marchandage entre l'Est et l'Ouest. Bien entendu, l'emploi des forces navales ne peut que faire monter les enchères. S'esquisse un remodelage des alliances, qui cependant ne tient nul compte de la force explosive d'aspirations populaires trop longtemps ignorées *(pages 3 à 8)*.

Périlleux dilemmes pour la politique soviétique

Par notre envoyé spécial ALAIN GRESH

CONCENTRATION d'une véritable armada, risques d'affrontement avec les Etats-Unis : vue de Moscou, la guerre du Golfe prend des dimensions d'autant plus inquiétantes qu'elle affecte une région très proche, déjà fortement perturbée par le conflit afghan et l'insoluble problème israélo-arabe. Assurer la sécurité aux frontières est pour les Soviétiques un impératif vital, qui peut expliquer leurs atermoiements face à l'Irak et à l'Iran.

S'apprêtent-ils aujourd'hui à risquer toute leur mise sur Téhéran, après avoir longtemps maintenu deux fers au feu, armant le régime baasiste de Bagdad tout en ménageant les dirigeants de la révolution islamique ? Pour M. Karens Broutens, responsable adjoint du département de politique internationale du Parti communiste de l'Union soviétique, il n'en est pas question : « *Nous avons toujours maintenu une position équilibrée entre les deux belligérants, nous continuerons à le faire.* » Parlant en russe, mais corrigeant au besoin l'interprète, le principal responsable de la politique proche-orientale du PCUS insiste cependant sur le danger de l'heure : « *En envoyant quarante navires et vingt-cinq mille soldats dans le Golfe, les Etats-Unis ont envenimé la situation. Ils renforcent leur pression sur les pays arabes pour obtenir des bases militaires.* » L'objectif prioritaire est le « *retrait de la région de toutes les flottes étrangères* », ainsi que Moscou l'a proposé de concert avec Téhéran. « *A l'exception toutefois des démineurs* », précise-t-il pour bien mettre en valeur l'attachement de son pays à la liberté de navigation.

Réfutant la demande occidentale de sanctions immédiates, tous nos interlocuteurs soviétiques ont affirmé vouloir « *donner toute sa chance à la médiation des Nations unies* ». « *Il faut laisser un délai suffisant pour les négociations et encourager le parti de la paix à Téhéran* », dit-on au ministère des affaires étrangères, où l'on se félicite du succès des visites dans la capitale iranienne, aux mois de juin et août derniers, de M. Iouli Vorontsov, numéro deux de la diplomatie. N'a-t-il pas rétabli le contact avec les plus hautes autorités de la République islamique — à l'exception de l'ayatollah Khomeiny — et invité le puissant président du Majlis, M. Rafsandjani, à se rendre à Moscou, courant novembre ? N'a-t-il pas, surtout, rapporté lui-même à M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, que les Iraniens étaient disposés à le recevoir ?

Tout en critiquant sévèrement l'Irak pour sa rupture du cessez-le-feu et en déplorant la relance de la guerre des tankers, tel diplomate admet que, toutefois, en cas d'échec de la mise en œuvre de la résolution 598 des Nations unies, Moscou « *ne serait pas hostile à l'adoption de sanctions* ». Signe supplémentaire de neutralité ? Le refus de condamner unilatéralement l'une ou l'autre partie témoigne d'une volonté d'équilibre. Mais, en avril 1987, l'URSS avait été la première des grandes puissances à accepter de « repavillonner » trois pétroliers koweïtiens. Après une attaque contre deux de ses navires, elle menaçait de « *riposter avec violence au cas où l'Iran commettrait une nouvelle agression* (1) ». A la même époque, elle informait différents gouvernements de sa crainte de voir s'effondrer le régime de Bagdad. Or, durant l'été, le ton s'est modifié ; les tête-à-tête avec de hauts dignitaires de la République islamique se sont multipliés et la presse a mis une sourdine à ses critiques.

Peut-on alors parler d'un « nouveau demi-tour » ? Appréciation pour le moins hasardeuse mais qui met en lumière l'extrême complexité des relations avec l'Iran, dont le territoire jouxte celui de l'URSS, sur près de 2 000 kilomètres de frontière commune. L'ancien empire perse, comme l'Afghanistan et la Turquie, touche à cette Asie centrale si vitale pour la défense rapprochée de l'URSS. Eviter l'installation de régimes hostiles, contrecarrer les « *tentatives impérialistes* » d'y édifier des bases militaires, voilà, en dehors de toute considération idéologique, les deux invariants de la diplomatie régionale de Moscou depuis Lénine. Ils ont dicté l'intervention soviétique en Afghanistan, même si aujourd'hui des responsables confessent que le Kremlin s'est trompé en 1979 dans son évaluation de la situation dans ce pays (2). Ils astreignent aussi la « patrie du socialisme » à ménager son voisin islamique.

Surpris, comme les Occidentaux, par la chute du chah avec qui ils entretenaient des relations cordiales, les Soviétiques surveillèrent attentivement une révolution qui ne coïncidait avec aucun de leurs schémas. Le dynamisme de la gauche islamique (moudjahidines, fedayines...), la virulence des sentiments anti-américains et l'agression irakienne — à un moment où Bagdad accumulait les gestes hostiles à l'encontre de son « allié » soviétique — incitèrent l'URSS à esquisser un rapprochement avec l'imam Khomeiny.

Elle suspendit ses livraisons d'armes au régime baasiste. Soumit-elle au même moment une offre d'alliance en bonne et due forme à la fragile et jeune république islamique (3) ? Quoi qu'il en soit, ces ouvertures avortèrent. Dès 1982, l'Iran reprenait l'initiative dans la guerre qu'il portait sur le territoire ennemi, et le flot des armes soviétiques s'écoulait à nouveau vers Bagdad, après que M. Saddam Hussein eut décidé le repli de ses troupes sur la frontière internationale. L'année 1983 voit l'élimination du parti communiste Toudeh, l'expulsion de nombreux diplomates soviétiques de Téhéran — à partir d'indications fournies par la CIA — et le reflux des échanges commerciaux entre les deux pays, prélude au départ des experts économiques soviétiques. Le mirage d'une alliance entre l'islam et le communisme s'est dissipé.

Il faut patienter jusqu'en 1986 pour que s'ébauche une timide reprise du dialogue entre les deux pays limitrophes. Mais le tournant véritable remonte à février 1987 — bien avant la crise actuelle, mais en pleines révélations sur l'« Irangate » — lorsque le chef de la diplomatie iranienne se rend en personne à Moscou, — pour la première fois depuis cinquante ans.

Accueilli amicalement, M. Ali Akbar Velayati peut annoncer : « *Nous avons jeté les fondements de relations globales avec l'URSS.* » Malgré la persistance de désaccords substantiels — sur la guerre du Golfe comme sur le conflit afghan, — le Kremlin répond positivement aux « *souhaits iraniens en matière de coopération bilatérale* (4) ». D'importants projets sont mis à l'étude *(voir l'article de Francis Beaujeu, page 6)* qui témoignent bien de la volonté de l'Union soviétique de consolider ses relations de bon voisinage et d'enrayer un rapprochement irano-américain dont le scandale de l'« Irangate » a confirmé qu'il n'était pas du domaine des chimères.

demain des massacres de La Mecque qui ont eu pour effet d'isoler encore davantage les « Perses » et les chiites. Même le colonel Kadhafi, qui reste avec le Syrien Hafez El Assad l'un des deux alliés proche-orientaux de Téhéran, a trouvé son chemin de Bagdad. Dans ce climat d'unité arabe retrouvée face à l'« ennemi héréditaire », Moscou ne peut que s'inquiéter des critiques qui s'expriment désormais dans la presse du Golfe à l'égard de son « double jeu ».

Le 22 août dernier, deux journaux koweïtiens, *Al Raay al Am* et *Al Siyassah*, mettaient le Kremlin en garde contre toute politique d'« *apaisement* » à l'égard des ayatollahs. Le 5 septembre, c'était au tour du quotidien irakien *Al Joumhourriyah* de critiquer publiquement, pour la première fois, une déclaration de l'agence Tass. Par ailleurs, une campagne hostile se développe dans les mêmes milieux à propos de la reprise de contacts entre l'URSS et Israël.

Sur la scène arabe, c'est le résultat des laborieux efforts menés par les Soviétiques ces cinq dernières années qui risque ainsi d'être aboli. Alors qu'en 1980, au début de la guerre entre l'Iran et l'Irak, l'influence soviétique à l'est de la Méditerranée frôlait dangereusement le zéro de l'étiage, le rétablissement d'aujourd'hui prend des allures de miracle. L'URSS a noué des relations diplomatiques avec Oman et les Emirats arabes unis, entamé un dialogue — assorti de transactions commerciales — avec la dynastie wahhabite (11). Elle a obtenu un prêt de 150 millions de dollars grâce aux banques koweïtiennes, renoué ses attaches avec l'Egypte du président Moubarak, qui est à nouveau l'un de ses principaux partenaires commerciaux. Et même avec l'Irak, après une phase de dépression en 1980-1982, l'alliance s'est normalisée. Près de six cents projets de développement, présence de milliers de coopérants, 5 milliards de roubles d'aide programmée dans les prochaines années : le Proche-Orient a repris sa place vitale dans la politique étrangère de l'URSS, dont les diplomates sillonnent désormais le Golfe et la péninsule arabique.

Alors, sacrifier ces bénéfices à une alliance douteuse avec l'Iran ? « *Autrefois, l'établissement de relations avec un pays nous entraînait à rompre avec un ou plusieurs autres*, rappelle M. Alexandre Krasnov, responsable des questions du Moyen-Orient à l'agence de presse Novosti. *Aujourd'hui, nous avons renoncé à cette conception.* »

De fait, le tiers-monde ne semble plus tenir la même place dans la formulation de la politique étrangère. L'URSS accorde la priorité au désarmement et à son dialogue avec les Etats-Unis ; elle regardera donc à deux fois avant de s'engager dans un conflit régional qui risquerait de déboucher sur une épreuve de force avec Washington.

Car Moscou ne vit plus à l'heure de l' « *optimisme historique* » argumente le professeur Mirsky, l'un des experts soviétiques du monde en voie de développement. Après la défaite américaine en Indochine, l'effondrement du colonialisme en Afrique lusophone, les expériences éthiopienne et sud-yéménite, la victoire sandiniste au Nicaragua, « *nous avions cru que le socialisme allait se répandre dans le tiers-monde. A présent, nous sommes contraints de reconnaître que la majorité des pays en voie de développement ont choisi la voie capitaliste. Ceux qui se sont engagés dans la voie socialiste n'ont pas toujours obtenu des résultats encourageants* ». Et « *l'aide puissante du camp socialiste* », indispensable pour le succès de ce type d'expérience, le réalisme économique ambiant interdit de la surestimer. Les Soviétiques ne viennent-ils pas d'informer Managua qu'en aucun cas le Nicaragua ne deviendrait un deuxième Cuba — pour eux, un boulet financier de plusieurs milliards de dollars par an ?

Les clés du conflit afghan

LES Afghans qui ont fui le régime de Kaboul n'ont pas tous trouvé refuge au Pakistan. L'Iran en accueille entre 1 et 2 millions — dont de nombreux chiites, — et son engagement croissant aux côtés des rebelles préoccupe Moscou. D'autant que la poussée islamiste ne s'arrête pas à ses frontières. En février dernier, à Moscou, M. Andreï Gromyko, « *attira l'attention* » de M. Velayati, en termes diplomatiques mais fermes, sur l'utilisation de son pays comme base arrière par les « *contre-révolutionnaires* » afghans (5). Plus récemment, les médias soviétiques se faisaient l'écho d'incidents le long des 850 kilomètres de frontière qui séparent l'Iran et l'Afghanistan.

Pour Moscou, Téhéran, tout comme Islamabad, détient certaines clés du conflit afghan. Une constatation que M. Abdoul Wakil, ministre des affaires étrangères du gouvernement de Kaboul, entérinait début septembre en suggérant « *la participation de l'Iran à un règlement politique dans la région* (6) ». Même si les chances d'une solution rapide et négociée s'estompent : « *Le retour des Etats-Unis en Iran reste pour eux une priorité régionale*, nous expliquait un commentateur soviétique ; *tant qu'ils n'y seront pas parvenus, un accord entre eux et nous sur l'Afghanistan demeure bien hypothétique.* » Bien que l'Iran puisse difficilement abandonner à leur sort les moudjahidines afghans (7), Moscou s'efforce de se concilier Téhéran afin de s'épargner au moins les déboires d'une escalade militaire.

Autre facteur de circonspection — mais aussi de trouble, — le « retour » à l'islam perceptible parmi les 50 millions de musulmans soviétiques. Jusque-là nié — la religion n'est-elle pas « *l'opium du peuple* » destiné à disparaître avec l'avènement de la société sans classes ? — le phénomène suscite aujourd'hui des polémiques publiques. Les instituts de recherche, dont les cadres servent souvent de conseillers politiques au pouvoir, ont remis ce sujet à leur ordre du jour. Et la presse s'en est emparée.

Dans deux articles retentissants publiés par l'hebdomadaire *Litteratournaïa Gazeta* (8), le journaliste Igor Beliaev s'inquiétait de l'indifférence de certains comités du parti face à la diffusion de l'islam. Citant un journaliste allemand, il évoquait même un complot fondamentaliste contre l'URSS et relatait une attaque armée des *douchmans* (les rebelles afghans) contre le Tadjikistan. Pour sa part, M. Vitaly Naumkin, chef du département arabe à l'Institut d'Orient, admet que « *certains pays encouragent cette poussée : les cassettes et les prédicateurs franchissent les frontières ; les ordres soufis prolifèrent à partir de l'Iran* », qui a installé des haut-parleurs le long de la frontière afin de déverser sa propagande religieuse. Pourtant, M. Naumkin ne croit ni à la gravité de la contagion — l'un de ses collègues parle à ce propos de « *simple phénomène de mode* » — ni à l'influence que cette fièvre islamiste pourrait exercer sur la politique de Moscou à l'égard de l'Iran.

Il est vrai que la question religieuse dépasse largement les frontières de l'Asie centrale. Le discrédit qui ronge les valeurs officielles a encouragé une renaissance du fait religieux, perceptible même en Russie, en particulier dans la littérature et le cinéma. La très forte corruption qui a touché certains cadres communistes, parmi les plus haut placés, au Kazakhstan ou en Ouzbékistan, l'effritement des valeurs morales, l'absence de grands idéaux, l'emprise de relations claniques, créent cependant en Asie un terrain particulièrement propice.

Il faut donc éviter de provoquer l'Iran pour ne pas inciter les ayatollahs à intensifier leur prosélytisme — sans pour autant légitimer la révolution islamique auprès des musulmans soviétiques (9). Pour le Kremlin, la voie est étroite (10), et cela devrait favoriser la modération. Au demeurant, le même doigté sera nécessaire dans les relations avec l'Irak, dont l'URSS demeure le principal pourvoyeur d'armes.

« *Les Iraniens ont transfiguré M. Saddam Hussein, qui, de dictateur irakien, est devenu un héros national défendant la terre arabe.* » Cette assertion d'un dirigeant communiste libanais a soudain pris plus de relief au lendemain des massacres de La Mecque...

(1) *Le Monde*, 3 juin 1987.

(2) Voir les déclarations de l'académicien Primakov, un proche de M. Gorbatchev, rapportées par *Newsweek*, 7 septembre 1987.

(3) Voir Francine Lecours, « L'URSS face à la guerre du Golfe, une stratégie singulière », *Etudes internationales*, nº 4, Québec, décembre 1986.

(4) *Pravda*, 15 février 1987.

(5) *Pravda*, 14 février 1987.

(6) Dépêche de l'agence Tass, 3 septembre 1987.

(7) Par contre, l'URSS a pu obtenir un retournement de la position irakienne sur le conflit afghan, comme en témoigne la visite officielle à Bagdad du premier ministre de Kaboul, M. Sultan Ali Keshmand, du 4 au 7 juin 1987.

(8) Articles publiés dans les numéros des 13 et 20 mai 1987.

(9) Curieusement, l'URSS fut confrontée à un dilemme comparable dans ses relations avec le jeune Etat juif qu'elle avait totalement soutenu dans les premiers mois de son existence. L'accueil fervent réservé en septembre 1948 par les juifs moscovites au premier ambassadeur israélien, Golda Meir, fut un facteur non négligeable du refroidissement de la position soviétique.

(10) L'URSS a réussi à briser l'ostracisme des puissances islamiques après son intervention en Afghanistan. La tenue à Bakou, en octobre 1986, d'une conférence internationale musulmane — en présence de représentants saoudiens, pakistanais, turcs, iraniens, etc. — en témoigne.

(11) Voir Olivier Da Lage, « L'URSS amorce une percée diplomatique dans le Golfe », *le Monde diplomatique*, novembre 1986.

SATISFACTION ET VIGILANCE

Comment Israël tire parti d'une guerre prolongée

SCANDALE aux Etats-Unis, scandale en Autriche, fermeture du bureau d'achat d'armes à Londres...

Les livraisons de matériel de guerre à l'Iran provoquent un peu partout des remous. En revanche, l'aide militaire d'Israël à Téhéran, en dépit des diatribes antisionistes des dirigeants iraniens, n'a guère agité l'opinion. Il est vrai que Jérusalem n'entrave en rien l'approvisionnement massif de l'armée irakienne.

Cette *Realpolitik* s'accommode fort bien de la poursuite de la guerre du Golfe, laquelle retarde d'autant le règlement des autres problèmes du Proche-Orient.

Par AMNON KAPELIOUK

SI la poursuite de la guerre entre l'Irak et l'Iran et les risques de débordement militaire dans le Golfe peuvent susciter bien des inquiétudes, un Etat au moins a lieu de s'en féliciter et ne se prive pas de le faire ouvertement : Israël, dont la stratégie régionale se trouve confortée par les diverses implications du conflit. « *Mieux vaut pour Israël que cette guerre continue le plus longtemps possible* », écrivait, il y a quelques mois, le quotidien indépendant *Haaretz* (1), résumant ainsi l'opinion de *l'establishment* à ce sujet. Le spécialiste des questions militaires du même journal, M. Zeev Schiff, réputé pour ses analyses, apportait cette précision : « *Notre intérêt réside dans la survie de Saddam Hussein et de Khomeiny. Tant qu'ils resteront au pouvoir, on peut être sûr que la guerre du Golfe ne s'arrêtera pas* (2). » Dans l'éventualité même d'une fin des hostilités, les Israéliens souhaitent qu'il n'y ait ni vainqueur ni vaincu, comme l'a clairement affirmé M. Yit-zhak Rabin, ministre travailliste de la défense : « *Israël aspire à ce qu'il n'y ait pas de vainqueur dans cette guerre* (3). » A quoi fait écho ce propos du premier ministre, M. Itzhak Shamir, chef du Likoud : « *Une victoire iranienne ou irakienne dans la guerre du Golfe représentera une menace pour la sécurité d'Israël* (4). »

L'une des conséquences de cette politique fut les ventes d'armes et de matériel de guerre à l'Iran, dès le début des hostilités, alors que le pays était privé de ses approvisionnements traditionnels. Les services de renseignements militaires israéliens estimaient d'ailleurs, à l'époque, que l'Irak pouvait gagner la bataille assez vite. La première transaction avec l'Iran remonte à 1981, alors que le général Sharon était ministre de la défense. Principal intermédiaire, le « marchand de canons » Yaacov Nimrodi avait été attaché militaire israélien à Téhéran au temps du chah. Et les fournitures se sont poursuivies sans qu'aucun des deux pays les avoue. Ce sont les dépêches parues dans la presse internationale qui en ont informé l'opinion — sans parler du rôle de l'Etat juif dans le scandale de l'« Irangate ».

Le soutien ainsi prêté par Israël à l'Iran correspondait à une règle d'or qui consiste, pour ce pays, à toujours se ranger, d'une manière ou d'une autre, du côté de l'adversaire des Arabes lorsque éclate un conflit. Ainsi, lors de la révolte kurde en Irak ou dans la guerre qui oppose, dans le sud du Soudan, des tribus négro-chrétiennes au pouvoir arabo-musulman de Khartoum. Et si un différend surgit entre Arabes musulmans et Arabes chrétiens, ces derniers sont les favoris de l'Etat juif.

« Empêcher l'expansionnisme soviétique »

LES dirigeants israéliens ont plusieurs arguments pour justifier l'aide apportée à l'Iran, dont le régime actuel prône pourtant la destruction de l'Etat juif. Tout d'abord, ce soutien était censé consolider le camp des modérés au sein de la révolution islamique, dans la perspective de la succession de l'imam Khomeiny. Dans la revue mensuelle *Skira Hodchit*, destinée aux officiers de l'armée israélienne, le député Simha Dinitz, dirigeant travailliste, ancien ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis, explique qu'« *il ne faut pas négliger l'Iran, car ce pays et Israël sont des Etats non arabes du Proche-Orient qui, dans certains cas, ont des options stratégiques susceptibles de se rejoindre un jour. Cela ne se produira pas, il est vrai, sous le régime actuel en Iran, mais ce pays ne va pas à l'abandon pour toujours* (5). » M. Yitzhak Rabin, l'un des partisans des transactions avec les Iraniens, s'est fait encore plus précis : « *Dans trois, cinq ou dix ans, se renouvellera l'amitié entre Israël et l'Iran car les deux pays ont un intérêt commun : empêcher l'expansionnisme soviétique* (6). »

Autre argument invoqué, surtout depuis l'affaire des otages américains au Liban : la nécessité d'aider l'ami américain. Israël, entend-on de la bouche des responsables, ne pouvait pas refuser de donner un « coup de main » à ceux qui, chaque année, lui apportent quelque 3,5 milliards de dollars d'assistance militaire et économique ; il existe d'ailleurs entre les deux Etats un accord de coopération stratégique qui couvre aussi les affaires de ce genre.

Des considérations d'ordre économique sont également entrées en ligne de compte, puisque les livraisons à l'Iran permettaient de se débarrasser d'une partie des armes et du matériel de guerre démodés, évalués à plusieurs milliards de dollars, qui s'accumulaient dans les arsenaux. L'Etat d'Israël est aujourd'hui au cinquième ou au sixième rang des grands exportateurs d'armements (les ventes d'armes se montent à environ 1,2 milliard de dollars par an, elles constituent aujourd'hui la première recette d'exportation, devant les diamants). A la place des pièces de rechange pour les Phantom et autres matériels, ainsi que des munitions et missiles vendus à l'Iran, Israël a reçu des Etats-Unis des armes et des munitions plus sophistiquées. Le pays en sort gagnant. Toutefois, ses ventes à l'Iran n'ont pas modifié l'équilibre des moyens militaires entre les deux adversaires : l'Irak conserve une supériorité en chars (quelque six mille, contre mille à l'Iran) et en chasseurs-bombardiers (quelque six cents, contre cent).

Le sort des juifs iraniens dans la République islamique fournit un autre argument à ceux qui défendent la politique de vente d'armes. Selon eux, non seulement les juifs iraniens ont été peu affectés par le cours des événements, mais les autorités de Téhéran ont même fermé les yeux devant l'émigration d'une partie d'entre eux à la suite de tractations. Les Israéliens se montrent pourtant déçus qu'une grande majorité de ces émigrants n'aient pas choisi l'Etat juif pour refuge.

Enfin, les membres du lobby pro-iranien en Israël ont vainement prétendu que l'aide à l'Iran pouvait inciter l'organisation militante chiite du Hezbollah (Parti de Dieu) au Liban à modérer ses activités contre Israël et ses agents dans le sud du pays. Le Hezbollah est en effet devenu l'ennemi numéro un d'Israël au Liban, et les Iraniens ont investi des millions de dollars dans le Sud pour l'aider à se renforcer.

Les Israéliens ont donné une preuve manifeste de leur volonté de laisser se prolonger la guerre en fermant les yeux sur l'acheminement des armes et des équipements militaires destinés à l'Irak. L'une des principales voies de passage de ces fournitures est en effet le port jordanien d'Akaba, d'où elles traversent ensuite la vallée d'Araba, qui longe la frontière israélienne, avant de passer dans le désert jusqu'en Irak. Il eût été facile aux dirigeants israéliens de mettre fin à ces convois géants, soit en faisant un signe aux Jordaniens, soit même en créant un incident à la frontière. Or, chaque jour, on peut voir à Akaba de vingt-cinq à trente-cinq navires dont le chargement est constitué à 80 % de matériel de guerre destiné à l'allié irakien de la Jordanie.

Un autre trafic se déroulait en même temps, à partir du port voisin d'Eilat, en Israël, à destination du port iranien de Bandar-Abbas. Selon des informations de presse, douze cargaisons d'armes ont été acheminées d'un port à l'autre entre août 1985 et novembre 1986 (7). On remarquera aussi que l'Egypte, signataire des accords de Camp David avec Israël, n'en fournit pas moins, elle aussi, une aide considérable à l'Irak.

Ainsi donc se concrétise la conception israélienne voulant que les guerres déchirant ses adversaires soient une chose positive puisqu'elles les mènent à l'épuisement. De surcroît, c'est le potentiel économique de tout le monde arabe qui subit les conséquences de cette guerre sans fin dans le Golfe. Selon le ministre égyptien de la défense, M. Abou Ghazala, les pays arabes producteurs de pétrole ont fourni à l'Irak, pendant ces sept années de conflit, 181 milliards de dollars pour financer son effort de guerre, ce qui a eu des conséquences fâcheuses pour leurs économies (8).

Finalement, la prolongation des hostilités détourne l'attention de l'opinion publique du conflit israélo-arabe et du problème palestinien, tout en favorisant les efforts des dirigeants israéliens qui cherchent à provoquer de nouvelles alliances au Proche-Orient, avec le concours des Etats-Unis. M. Yitzhak Rabin l'a souligné sans ambages : « *Tant que la guerre irano-irakienne fait rage, la Jordanie a plus de liberté d'action* [pour arriver à un règlement de paix avec Israël] *au regard de ce qu'elle pourrait faire après la fin des hostilités* (...). *Donc toute initiative de nature à rassembler l'Egypte, la Jordanie et Israël avant que ne change la situation dans la région représente le seul espoir de renforcer la paix israélo-égyptienne, pour ensuite approfondir le processus de paix en l'élargissant au-delà de ces deux pays* (9). » Selon M. Rabin, les Soviétiques ont au Proche-Orient des objectifs diamétralement opposés à ceux d'Israël et des Etats-Unis, et il est à craindre que la fin de la guerre ne leur permette d'y renforcer leur influence.

En attendant, Israël trouve un climat propice pour agir à sa guise, en particulier dans les territoires arabes occupés. Survenant après la neutralisation de l'Egypte par les accords de Camp David, la guerre du Golfe a pesé d'un poids considérable dans la décision d'envahir le Liban en 1982. La revue *Skira Hodchit* constate ouvertement qu'Israël a profité de la guerre du Golfe « *pour agir dans une relative liberté afin d'atteindre ses objectifs stratégiques dans la région, comme, par exemple, le bombardement de la centrale nucléaire irakienne Osirak, en juin 1981, et la guerre du Liban* (10) ».

L'ennemi irakien, aguerri au combat

CEPENDANT, les responsables militaires de l'Etat juif s'inquiètent du développement de la force militaire de l'Irak. L'armée de ce pays est en effet devenue, à la faveur de cette longue guerre, la force arabe la plus importante, la mieux équipée et, de loin, la mieux entraînée. Il est évident que, après la fin des hostilités, l'Irak conservera une puissance militaire capable de faire face à toute éventualité, et cela lui conférera aussi un poids politique. Aujourd'hui, cette armée compte une quarantaine de divisions, dont trente ont un niveau opérationnel très élevé. Qu'adviendrait-il en cas de nouvelle guerre israélo-arabe si l'Irak devait y participer ? Pendant sept ans, le Golfe a servi de formidable champ de manœuvres. Aucune autre armée arabe au Proche-Orient n'aura eu l'occasion de « s'exercer » ainsi, dans les conditions d'une guerre véritable. Les Irakiens en tirent une expérience militaire unique en son genre, du point de vue stratégique. Il ne s'agit pas seulement de combats de blindés, d'artillerie ou d'infanterie, mais aussi d'organisation logistique, avec le transfert de corps d'armée géants lors des opérations, avec la construction de ponts et de fortifications tandis que les combats font rage.

Pour ce qui est de l'aviation, les experts israéliens estiment qu'elle a atteint un niveau professionnel et opérationnel impressionnant. Les pilotes irakiens des chasseurs-bombardiers et des hélicoptères d'assaut (d'une manière générale, ces derniers représenteront une arme très importante dans les guerres à venir) ont déjà plus d'heures de combat que leurs homologues israéliens. Certes, la qualité du pilote israélien est supérieure à celle du pilote irakien, de l'avis de tous les experts militaires ; mais l'expérience de combat des Irakiens, qui passent immédiatement de l'école de pilotage aux opérations militaires en utilisant des avions du type Mig-21 ou Mirage-2000, diminue cet écart. Enfin, l'armée de l'air irakienne a prouvé l'année dernière qu'elle était capable de bombarder des objectifs stratégiques lointains — comme les complexes pétroliers iraniens dans les îles près du détroit d'Ormuz — tout en ravitaillant les bombardiers en vol.

En outre, pour la première fois, constatent les Israéliens, un commandement militaire arabe acquiert une expérience de combat qui dépasse celle de l'armée israélienne. L'état-major irakien prend ses décisions dans les conditions d'une véritable guerre et il en tire des leçons. Ces sept dernières années, ce sont les meilleurs officiers supérieurs irakiens qui ont avancé dans la hiérarchie militaire, alors que, dans le passé, la fidélité au parti Baas au pouvoir était un atout important pour gravir les échelons. Enfin, l'utilisation par l'Irak de gaz toxiques (« l'arme nucléaire des pauvres ») cause de véritables inquiétudes à l'état-major israélien.

Sans un règlement de paix au Proche-Orient, l'Irak représente donc pour Israël une menace militaire grandissante dont il faut tenir compte. Bien que les partisans de l'aide à l'Iran disposent d'une écrasante majorité au sein de *l'establishment*, quelques dirigeants, surtout des personnalités originaires d'Irak, disent ouvertement leur désapprobation du soutien à l'Iran de l'imam Khomeiny et conseillent, en revanche, d'encourager l'Irak à se rapprocher de l'Egypte et de la Jordanie. Ce courant a surtout pris naissance à la suite du développement des activités du Hezbollah contre Israël dans le sud du Liban, et l'on trouve parmi ses partisans le ministre travailliste de l'énergie, M. Moshe Shahal, originaire de Bagdad, pour qui il vaut mieux, pour faire avancer la paix dans la région, veiller aux relations avec les Arabes et non pas avec un ennemi dont l'éventuelle victoire causerait un cataclysme politique et idéologique au Proche-Orient. Ce lobby très timide a trouvé un encouragement certain dans les propos que tint l'ambassadeur d'Irak à Washington, M. Nizar Hamdoun, devant des leaders juifs américains : « *Nous ne voulons pas une autre guerre entre Israël et les pays arabes*, a-t-il affirmé, *surtout pas après l'épreuve sanglante avec l'Iran au cours des sept dernières années* (11). »

(1) *Haaretz*, 27 novembre 1986.

(2) *Haaretz*, 28 septembre 1986.

(3) Discours au Washington Institute for Near East Policy, le 13 juillet 1987.

(4) *Haaretz*, 16 janvier 1987.

(5) *Skira Hodchit*, revue mensuelle s'adressant aux officiers de l'armée israélienne, éditions de l'état-major, vol. 33, décembre 1986, p. 10.

(6) *Haaretz*, 4 janvier 1987.

(7) *Haaretz*, 27 mars 1987.

(8) *Al Moussawar*, Le Caire, 28 août 1987.

(9) Discours au Washington Institute for Near East Policy, 13 juillet 1987.

(10) *Skira Hodchit*, vol. 34, février 1987, p. 13.

(11) *Yedioth Aharonoth*, 23 août 1987.

FRAGILITÉ DES MONARCHIES PÉTROLIÈRES

L'Arabie saoudite, gardienne d'un ordre menacé

RÉCONFORTÉ par le déploiement de l'armada occidentale et par le soutien des pays arabes au lendemain des sanglants événements de La Mecque, le roi Fahd s'est désormais rangé dans le camp anti-iranien. Mais l'évolution de la guerre, la crise économique et la contestation religieuse et politique menacent la stabilité du royaume, fondée sur le pétrole et la légitimité islamique. Une fragilité que partagent les autres monarchies du Golfe, enserrées dans les mêmes contradictions.

Par OLIVIER DA LAGE et ALAIN GRESH

QUI parle du roi Fahd d'Arabie ne doit plus dire, désormais, « Sa Majesté » – cet attribut n'appartient qu'à Dieu, – mais *« Gardien des deux Lieux saints, La Mecque et Médine »*. Cette appellation, comme le nom du royaume, a au moins le mérite de situer parfaitement la nature du régime : une théocratie familiale. Elle constitue aussi la réponse de la dynastie aux menaces qui lui sont lancées par la révolution islamique iranienne de 1979 tant sur les plans intérieur qu'extérieur.

Les insurgés qui, le 20 novembre 1979, à l'aube du quinzième siècle de l'Hégire, s'assurèrent le contrôle de la Grande Mosquée de La Mecque en plein pèlerinage, défiaient la maison Saoud accusée pêle-mêle d'être corrompue et de trahir sa fonction de gardienne des Lieux saints. Le chef des rebelles, Djouhayman al Oteiba, se réclamait d'un wahhabisme (1) encore plus rigoureux que celui qui prévaut dans la péninsule arabique. Au nom de la pureté de la foi, il s'attaquait ainsi aux fondements mêmes du pouvoir, à sa légitimité religieuse.

Puissance tutélaire de La Mecque et Médine, la famille régnante s'en est attribué le titre lors de la conquête du Hedjaz par Ibn Saoud en 1924. Se proclamant fidèle défenseur de l'orthodoxie, le royaume pose sa candidature à la direction de l'*Oumma*, la communauté des croyants.

Sous l'étendard de l'islam, il asseoit son pouvoir à l'intérieur et étend son influence à l'extérieur. La création de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) en 1969 – elle regroupe aujourd'hui une quarantaine d'Etats – et les activités de la Ligue mondiale islamique, qui coordonne l'activisme de nombreuses organisations non gouvernementales, témoignent de cette place centrale de la religion.

Bien que ses orientations « intégristes » ne le cèdent en rien à celles des groupes les plus radicaux, la Ligue suscite peu d'animosité en Europe, sans doute parce qu'elle est financée par de loyaux alliés de l'Occident, en particulier l'Arabie saoudite et le Maroc (2).

« Une dynastie lâche et dépourvue de raison »

CET activisme permet à la famille régnante à Ryad de neutraliser maints mouvements extrémistes tout en confortant son image pie. Le plus ancien réseau de relations entre l'*Oumma* et le royaume passe par le pèlerinage, une des cinq obligations fondamentales de l'islam, que tout bon musulman doit accomplir au moins une fois dans sa vie. Avec près de deux millions de pèlerins arrivant de l'étranger – 60 000 en 1946 – le *Hajj* annuel assure le prestige des Saoud.

C'est donc au fondement de la légitimité de la dynastie que s'est attaqué Oteiba en 1979 ; c'est cette légitimité que remet en cause l'ayatollah Khomeiny quand, à la suite des violences du 31 juillet dernier, il demande *« aux oulémas de trouver une solution au problème de la garde des Lieux saints que la dynastie wahhabite, lâche et dépourvue de raison, est incapable d'assurer »*.

Incontestablement, les affrontements du 31 juillet, au cours desquels plus de 400 personnes ont trouvé la mort – dont plusieurs dizaines par balles – ont provoqué un choc dans le monde islamique, et les messages de soutien ou de condoléances ont afflué à Ryad. L'un d'entre eux n'est pas passé inaperçu : c'est le coup de téléphone que le président syrien Hafez el Assad a adressé au roi Fahd pour lui faire part de son émotion, alors que son pays s'est rangé depuis le début des hostilités aux côtés de l'Iran. Tout compte fait, le drame semble avoir plutôt bénéficié politiquement à l'Arabie saoudite grâce au sursaut de l'islam sunnite. De plus, jusqu'à présent du moins, les 300 000 chiites saoudiens (sur 6,5 millions de nationaux et 11,5 millions d'habitants au total) (3) ne paraissent pas avoir été sensibles aux appels enflammés de Radio-Téhéran. Concentrés dans la province orientale du Hasa où se trouve l'essentiel des ressources pétrolières du royaume, ils ne représentent apparemment plus le même risque politique qu'en 1979.

Cette année-là, au moment même où les fondamentalistes sunnites conduits par Djouhayman al Oteiba s'emparaient de la Grande Mosquée de La Mecque, l'agitation gagnait les chiites du Hasa. Les manifestations de l'*Achoura*, qui commémorent le martyre de Hussein, fils d'Ali, le gendre du prophète, à Kerbela en 680, strictement interdites en Arabie saoudite, dégénéraient. D'autant que l'exemple tout récent de la révolution iranienne encourageait la révolte des chiites saoudiens, traités en citoyens de seconde zone par le gouverneur Djilouwi, dont la famille accapare la charge depuis 1913. La répression fut sans pitié. L'année suivante, de nouveaux troubles endeuillent l'*Achoura*. Dès lors, le pouvoir rechercha l'apaisement et procéda à d'importants investissements dans le Hasa afin de rattraper le retard accumulé. Mais surtout, en 1985, le roi Fahd décidait d'écarter M. Abdel Mohsen Djilouwi pour le remplacer au gouvernorat par l'un des ses fils, Mohammed. Ce dernier a, depuis, multiplié les gestes de bonne volonté à l'égard de ses administrés, bridant en particulier le zèle excessif de la police religieuse, les redoutables *moutawa*, qui se sont maintes fois signalés par les brimades infligées aux chiites. Depuis 1981, l'*Achoura* n'a plus donné lieu à des incidents, tandis que le niveau de vie dans le Hasa a progressé. Il n'en demeure pas moins qu'un efficace quadrillage policier accompagne cette politique d'apaisement et que la méfiance entre chiites et sunnites est loin d'avoir disparu.

La crise économique qui s'installe pourrait d'ailleurs raviver les tensions religieuses et sociales. Ce n'est qu'en décembre 1986, avec près de dix mois de retard, que furent dévoilées les grandes lignes du budget 1987 (4). Pour la première fois, les autorités reconnaissaient l'existence d'un « trou » de 14 milliards de dollars – en fait, le budget, comme la balance des paiements, est déficitaire depuis 1983 – qu'il faudra combler en puisant dans les avoirs saoudiens à l'étranger. Ces biens, évalués à 80 milliards de dollars (contre 150 milliards en 1982), sont en partie bloqués : prêts au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale, créances douteuses sur l'Irak, investissements dans des sociétés étrangères, etc. Au rythme actuel des prélèvements, la fraction disponible de ces richesses sera épuisée en trois ans. Le pouvoir prêche donc l'austérité bien que l'armée et la sécurité continuent d'absorber un tiers des dépenses de l'Etat.

« Irangate » : la filière de Ryad

LE gouvernement a diminué les investissements, gelé les salaires des fonctionnaires et réduit les subventions à la consommation, tandis qu'une partie de la main-d'œuvre étrangère était expulsée (5). Durant les années 70, l'Arabie saoudite, comme l'Iran du chah, avait connu une folle croissance ; firmes occidentales et intermédiaires saoudiens se sont enrichis sans vergogne. Désormais, aux déséquilibres d'un pseudo-développement s'ajoutent les incertitudes de la récession. Le mécontentement risque de gagner non seulement les plus démunis – avec 50 % d'analphabètes parmi ses nationaux et une mortalité infantile de 60 ‰, le royaume possède bien des caractéristiques d'un pays sous-développé – mais aussi les couches moyennes.

Celles-ci, malgré les promesses du roi Fahd lors de son accession au pouvoir en juin 1981, restent écartées des centres de décision politique. Elles subissent aussi, en plus de l'érosion de leur pouvoir d'achat, le durcissement des autorités en matière religieuse : face à la contestation islamiste, la famille royale a ressuscité les lois les plus rétrogrades et a étendu l'autorité des organes dits *« d'encouragement de la vertu et de condamnation du péché »*.

Bien entendu, la crise économique trouve sa source dans la chute des recettes pétrolières (24 milliards de dollars en 1986 – moins qu'en 1974 – contre 100 milliards en 1982) et la « guerre des prix » déclenchée l'année dernière par le ministre saoudien du pétrole, M. Yamani. Le baril se négociait alors à moins de dix dollars. En congédiant M. Yamani, en octobre 1986, le roi Fahd prenait en main le dossier de l'or noir et changeait radicalement de politique. Désormais, la priorité était accordée à la stabilité des prix – 18 dollars le baril – et à la limitation de la production. Comme le remarquait un observateur attentif, *« cette nouvelle orientation va (...) dans le sens des préoccupations d'un grand nombre de responsables des compagnies pétrolières et des pays consommateurs qui s'inquiètent du maintien du prix du pétrole à un niveau bas et de nature à décourager les investissements dans le domaine de l'exploration pétrolière ainsi que des autres sources d'énergie* (6) ». Il est trop tôt pour juger des effets de cette politique, d'autant que la guerre du Golfe fait naître bien des incertitudes.

Alors que les dirigeants des Emirats arabes unis, d'Oman et de Qatar poursuivent leur dialogue avec Téhéran (7) – ils n'ont pas hésité à recevoir durant le mois de septembre des envoyés de la République islamique, – la politique du roi Fahd a connu, après les événements de La Mecque, une réorientation fondamentale, parallèle à celle de Washington. La presse de Ryad, jusque-là très prudente, se déchaîne désormais sans retenue contre les ayatollahs dont les turpitudes sont dénoncées à longueur de colonnes.

Cette hystérie contraste sensiblement avec le ton adopté précédemment, en particulier depuis la fin 1986, lorsqu'il existait au sein de l'OPEP un accord tacite – seulement tacite ? – entre Saoudiens et Iraniens. Les révélations de l'« Irangate » éclaboussaient alors la famille royale et l'on sait que le milliardaire saoudien, M. Adnan Khashoggi, a joué un rôle clé dans les ventes d'armes américaines à l'Iran et l'aide aux « contras ». Si les médias saoudiens soutiennent que *« le citoyen Khashoggi ne saurait engager la responsabilité du gouvernement »*, l'opinion prévaut dans le Golfe qu'il n'a pu agir dans une affaire de cette importance sans le feu vert des autorités.

Sujet tabou : tel journaliste occidental ayant obtenu un entretien avec le souverain wahhabite s'est vu clairement mettre en garde contre toute question ayant trait à cette affaire. Mais l'un des chefs de la Contra, M. Adolfo Calero, a reconnu en mai dernier, devant une commission du Congrès américain, que son mouvement avait reçu, entre l'été 1984 et octobre 1986, une somme de 32 millions de dollars ; durant cette période, le Congrès avait interdit à M. Reagan d'aider financièrement les rebelles nicaraguayens. Au mois de juin, le *New York Times* révélait que ce type de transactions entre Ryad et la Maison Blanche était courant (8).

Chaque fois que cela a été nécessaire, utilisant ses capacités financières et l'absence de tout contrôle démocratique, la famille royale saoudienne s'est subsituée au gouvernement américain défaillant : dans l'aide à l'UNITA de M. Jonas Savimbi ; dans le financement du transport des troupes marocaines au Shaba en 1977 ; dans l'acheminement de fonds aux insurgés afghans – 500 millions de dollars par an, – dans le soutien au dictateur soudanais Nemeiry... Elle a rarement été payée de retour.

Un mauvais feuilleton

LES ventes d'armes américaines au royaume wahhabite pourraient constituer le scénario d'un mauvais feuilleton à rebondissements. Après avoir arraché au Congrès, en 1981, la fourniture de cinq avions Awacs à l'Arabie saoudite, le président Reagan a dû renoncer en 1985 à y exporter des chasseurs F 15. En juin 1987, il a aussi abandonné le projet d'équiper l'armée saoudienne de 1 600 missiles air-sol Maverick. D'autres contrats ont connu un sort plus heureux, mais les polémiques étalées dans la presse américaine, la pression du lobby pro-israélien à Washington et les déclarations anti-arabes de nombreux membres du Congrès ont inutilement humilié la famille royale et choqué l'opinion publique à Ryad.

Sur un autre plan, l'incapacité de l'administration républicaine à relancer le processus de paix au Proche-Orient a alimenté les oppositions islamistes et affaibli les régimes arabes modérés – Arabie saoudite, Egypte, Tunisie... – qui misent sur l'alliance occidentale pour résoudre le drame palestinien.

Certes, le roi Fahd continue de jouer la carte américaine. Il a souscrit au stationnement dans son royaume de quatre Awacs et de plusieurs centaines de « conseillers » venus d'outre-Atlantique. Mais il hésite à aller plus loin et à fournir des bases permanentes à un allié dont la fiabilité lui paraît douteuse. Au sein même de la dynastie, certaines personnalités – dont le porte-parole semble être le prince héritier Abdallah – s'interrogent sur le bien-fondé d'une amitié aussi peu réciproque que compromettante. La présence navale massive des Occidentaux ne risque-t-elle pas de fournir de puissants arguments aux fondamentalistes ?

En conclusion d'un ouvrage consacré à l'Arabie saoudite dans les années 80, M. William Quandt, ancien conseiller du président Carter, prédisait : *« Si les Etats-Unis passaient pour faibles, incertains, maladroits, arrogants, ils pourraient sérieusement compliquer les affaires du royaume. Dans ce cas, les Saoud seraient tentés de prendre leurs distances par rapport à Washington et de s'adapter au mieux à leur environnement immédiat* (9). » Une prophétie qui, jusqu'à ce jour, ne semble pas émouvoir la Maison Blanche.

---

(1) Les wahhabites, qui préfèrent s'appeler eux-mêmes les *mouwahhidoun* (unitaristes), sont des disciples d'un réformateur musulman du dix-huitième siècle dont la lecture du Coran est particulièrement austère. Ses descendants, la famille Al Cheikh, ont fourni au royaume les principaux oulémas. Les Al Cheikh et les Al Saoud sont unis par de nombreux liens matrimoniaux – la mère du roi Fayçal était une Al Cheikh – censés renforcer la légitimité religieuse de la famille régnante.

(2) C'est le cas aussi pour certaines activités de l'OCI. Voir Bruno Etienne, *l'Islamisme radical*, Hachette, Paris, 1987, pp. 267-271.

(3) Chiffres de source officielle. Selon certains centres de recherche, la population de l'Arabie saoudite ne dépasserait pas 6 millions d'habitants.

(4) *Middle East Economic Digest*, 10 janvier 1987.

(5) Estimée à environ 5 millions d'individus, la force de travail est constituée pour les deux tiers d'étrangers. Parmi ces derniers, les Arabes sont aujourd'hui minoritaires ; leur proportion a tendance à diminuer car on préfère les remplacer par une main-d'œuvre indienne, pakistanaise, philippine ou coréenne, corvéable à merci.

(6) Nicolas Sarkis, dans *Pétrole et gaz arabes*, 16 novembre 1986.

(7) Sur la politique du Koweït, voir Olivier Da Lage, « L'Emirat du Koweït en première ligne », *le Monde diplomatique*, septembre 1987.

(8) Reproduit par *International Herald Tribune*, 22 juin 1987. Voir aussi les révélations du journaliste Bob Woodward dans un livre qui vient d'être publié aux Etats-Unis, *Veil : The secret Wars of the CIA* et dont l'*International Herald Tribune* a rendu compte le 28 septembre 1987.

(9) William B. Quandt, *Saudi Arabia in the 1980s*, The Brooking Institution, Washington, 1981, pp. 158-159.

A PARIS COMME A WASHINGTON ET TÉHÉRAN

Diplomatie et contraintes intérieures

MENÉES de manière expéditive et périlleuse, les négociations entre le gouvernement de M. Chirac et la République *islamique étaient vouées à l'échec. La rupture des relations* diplomatiques et l'envoi d'une force navale française dans le Golfe ont marqué le ralliement de Paris à la stratégie de la Maison Blanche. La mise en quarantaine de l'Iran par l'Occident risque de déboucher sur de graves affrontements, alors que les contraintes de la politique intérieure sont aussi fortes à Paris et Washington que, sans doute, à Téhéran.

Par FRANCIS BEAUJEU

LES explications du gouvernement français tendant à justifier son retournement à l'égard de l'Iran suscitent d'emblée quelques interrogations (1). A-t-il poursuivi quinze mois durant le processus de normalisation, d'amènes tractations avec les « ayatollahs » en ignorant que ceux-ci télécommandaient des actions terroristes au Liban, en France et ailleurs ? Pourquoi s'était-il empressé, au lendemain des attentats meurtriers à Paris, en septembre 1986, de mettre hors de cause la République islamique ? Quelles certitudes l'autorisaient à en faire porter la responsabilité au clan « marxiste » des Abdallah, avant d'accuser *avec la même assurance*, neuf mois plus tard, un « réseau islamiste » d'obédience iranienne ?

Tant d'aplomb incite à une grande prudence dans l'examen de l'« affaire Gordji » qui a conduit à la « guerre des ambassades », puis à la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. Un bref rappel des péripéties de l'escalade permet de relativiser l'événement et, partant, de tenter d'éclairer certaines zones laissées dans l'ombre.

M. Wahid Gordji, considéré par tout un chacun comme le numéro deux de l'ambassade d'Iran à Paris, bien que figurant comme un « administratif » sur la liste diplomatique, est convoqué en juin par le juge Boulouque comme simple « témoin » dans l'instruction *ouverte sur les attentats de l'automne* dernier. Comme il est d'usage dans les relations internationales – surtout quand on a le souci de ménager l'avenir, – l'affaire aurait pu être réglée dans la plus grande discrétion. Or, c'est le contraire qui se produit.

Les salles de rédaction sont alimentées d'abondants « renseignements » destinés à accréditer la thèse de la culpabilité de M. Gordji, alors que *celle de ses complices supposés* n'est toujours pas établie. Le domicile du fonctionnaire iranien ainsi que les appartements de ses collègues sont perquisitionnés. L'ambassade de la République islamique, où s'était réfugié M. Gordji, est assiégée par d'imposantes forces de police. La mise en scène est tout autant spectaculaire que tapageuse. La diplomatie est évacuée au bénéfice de l'épreuve de force médiatisée.

Sur les instructions de son gouvernement, M. Wahid Gordji refuse obstinément de répondre à la convocatipon du juge d'instruction. Non seulement il a été averti par un diplomate français du *« piège »* que lui tendaient *« les adversaires de la normalisation franco-iranienne »*, mais il estime encore qu'il est couvert par l'immunité diplomatique (2). Le Quai d'Orsay, cependant, finit par emboîter le pas au ministère de l'intérieur. Pourtant, nombre de hauts fonctionnaires doutent fort de la culpabilité de celui qui fut longtemps pour eux un précieux interlocuteur.

Les feux de la rampe et les honneurs de l'ombre

PARFAITEMENT francophone, il traitait, en effet, avec le Quai d'Orsay, la DST et même – dit-on – avec le ministère de la défense pour l'acquisition *de matériels militaires* ; il fréquentait les milieux d'affaires pour les intéresser au marché iranien ; il servait à l'occasion d'interprète aux diplomates iraniens lors de leurs entretiens officiels, notamment avec MM. Jacques Chirac et Jean-Bernard Raimond ; des hommes politiques, et non des moindres, s'entretenaient volontiers avec lui des perspectives d'une normalisation entre les deux pays, dont il était un chaud partisan. Bref, ses multiples activités – font remarquer les sceptiques – l'exposaient trop aux feux de la rampe pour qu'il puisse être chargé, de surcroît, d'activités terroristes que des hommes de l'ombre pouvaient accomplir avec beaucoup moins de risques. A moins que l'on admette le postulat que M. Wahid Gordji, comme naguère les frères Abdallah, soit capable d'exploits dignes d'un James Bond...

Quoi qu'il en soit, l'affaire déclenche l'engrenage des représailles. L'ambassade de France à Téhéran est, après celle d'Iran à Paris, assiégée par les forces de l'ordre. Une semaine plus tard, le 5 juillet, le ministre des affaires étrangères annonce la *« suspension »* du processus de normalisation et, le lendemain, M. Jacques Chirac, dans une déclaration au *Monde*, est le premier à brandir la menace de la rupture des relations entre les deux pays. Le 11 juillet, un incident – unique, sauf erreur, dans les annales diplomatiques françaises – conforte la « prédiction » du premier ministre : des douaniers français interpellent un diplomate iranien à l'aéroport de Genève, le malmènent et se saisissent de sa malette et des documents confidentiels qui s'y trouvaient. Téhéran exige des excuses, mais *en vain. Deux jours plus* tard, un bâtiment français naviguant non loin des côtes iraniennes est atteint par des obus, avant que M. Jean-Paul Torri, le consul général de France à Téhéran, ne soit accusé d'« espionnage » et sommé de comparaître devant un juge d'ins*truction. La République islamique* menace à son tour, le 16 juillet, de rompre les relations diplomatiques si le siège de son ambassade n'est pas levé dans un délai de soixante-douze heures. Mais c'est la France qui, dès le lendemain, en prend l'initiative (3).

A-t-on cherché délibérément à trancher les liens avec la République islamique ? La question mérite au moins d'être posée. L'étroite coopération entre les divers services de sécurité français, d'une part, les services ira*kiens, palestiniens, les officines de ren*seignement des phalangistes libanais, ceux de l'opposition anti-khomeiniste, de l'autre, n'exclut pas des opérations d'intoxication visant à isoler davantage le régime de Téhéran. Ce qu'il est convenu d'appeler le lobby pro-irakien, dont l'influence diffuse n'est plus à démontrer dans les milieux industriels, bancaires, militaires, politiques, n'a jamais cessé de peser sur les rouages de l'Etat pour prévenir une normalisation qui risquait de porter un grave préjudice à ses intérêts en Irak et dans divers pays arabes (4).

M. Jacques Chirac, qui avait lui-même instauré les relations priviligiées avec l'Irak il y a douze ans dans les domaines militaire, nucléaire, économique et politique, était passé de la désillusion au dépit devant l'inconsistance de l'entreprise de « normalisation » avec l'Iran. Il avait cru pouvoir concilier l'inconciliable, *gagner* les bonnes grâces des dirigeants de Téhéran sans rééquilibrer pour autant la politique française à l'égard des deux belligérants dans la guerre du Golfe. Tandis qu'il visait essentiellement – pour répondre à l'attente de l'opinion – la libération des *otages du Liban, le prin*cipal objectif des Iraniens était de distendre les liens entre Paris et Bagdad.

*Sous-estimant cette discordance fon*damentale, impatients de démontrer l'efficacité de leur politique, les responsables français ont adopté une procédure de négociation tout autant expéditive que périlleuse. Elle consistait à consentir, au coup par coup, des *concessions d'intérêt secondaire* en échange de la libération d'otages. L'expulsion déguisée de M. Massoud Radjavi, le chef de l'opposition anti-khomeiniste, le versement d'un « à-valoir » sur la dette de l'Eurodif, la pudique discrétion observée à l'égard du *terrorisme iranien, et peut-être aussi* d'occultes ventes d'armements à Téhéran, ont été payés de retour par la restitution de cinq des dix captifs français au Liban. Résultat dont se vantait volontiers le chef de la diplomatie française.

Mais en fragmentant ainsi le contentieux, qui aurait dû être négocié et réglé comme un tout indissociable, le gouvernement de M. Jacques Chirac s'était laissé prendre au piège d'un marchandage permanent qui avait atteint le seuil de l'intolérable. D'où l'impasse – le « palier » selon l'euphémisme de M. Jean-Bernard Raimond – *dans laquelle avait échoué le processus* de « normalisation » dès décembre 1986. La dramatisation de l'affaire Gordji, six mois plus tard, débouchant sur la rupture des relations diplomatiques, est intervenue à point nommé pour dispenser le gouvernement de s'expliquer sur les véritables raisons de son impuissance (5).

Etait-il absolument indispensable de prolonger la politique de « fermeté » par celle de la canonnière ? L'envoi dans la région du Golfe de trois forces navales – l'une d'intervention, l'autre de soutien et la troisième destinée au déminage – a de quoi étonner. Trois mois durant, de mai à fin juillet, Paris avait résisté aux *sollicitations* pressantes de Washington qui souhaitait que des unités françaises se joignent aux navires américains pour escorter des pétroliers dans le Golfe. Au moins trois raisons motivaient le refus de la France. *Primo*, le nombre de bâtiments français empruntant cette voie d'eau est insignifiant. *Secundo*, la prévention d'une attaque surprise étant pratiquement *impossible, les représailles qui* devraient être exercées contre le pays agresseur impliquerait la France dans une guerre régionale, aux conséquences imprévisibles. *Tertio*, la France aurait tout à perdre d'assimiler son rôle à celui des Etats-Unis dans une région où toute initiative américaine, quelle qu'elle soit, est perçue avec méfiance, voire hostilité. Personne n'oubliait le *désastre sur lequel avait débouché*, en 1984, l'entreprise de la force multinationale au Liban.

Aucune de ces raisons n'avait perdu de sa pertinence quand le porte-avions *Clemenceau* appareillait début août pour se rendre à la lisière du Golfe. Au contraire, les incertitudes et les risques s'étaient entre-temps singulièrement accrus.

La flotte des Etats-Unis se déployait dans un *climat politique* trouble, rendant son éventuelle intervention plus problématique. Une centaine de parlementaires américains, républicains ou démocrates, des chroniqueurs de la presse écrite ou audiovisuelle, critiquent *la décision du président Reagan*, prise sans l'assentiment du Congrès, prévu par le *War Powers Act*, prêtent au chef de la Maison Blanche des calculs de politique politicienne et font valoir les dangers encourus par les « marines ».

D'évidence, l'armada occidentale – une cinquantaine de bâtiments, des dizaines d'avions de combat, quelque *trente mille hommes* – est à la merci, dans une conjoncture éminemment explosive, d'un incident fortuit, d'une provocation délibérée, d'un implacable enchaînement de violences. Toute riposte pourrait conduire à l'embrasement des monarchies pétrolières, réputées vulnérables, sans qu'elle puisse ébranler le régime khomeiniste, revigoré par le sursaut patriotique de la population.

Ainsi, « oubliant » que leur présence dans la région est officiellement motivée par le souci de *« défendre la liberté de navigation »*, les escadres occidentales demeurent figées quand l'aviation irakienne coule, le 29 août, des bateaux transportant du pétrole iranien, en violation de la trêve instaurée quarante-trois jours plus tôt. Mieux, M. André Giraud, ministre de la défense, ne partageant nullement l'embarras de Washington, justifie implicitement l'initiative guerrière de Bagdad en expliquant que la trêve *« servait davantage les intérêts de l'Iran (6) »*.

L'absurdité de la situation, et surtout les périls qu'elle recèle, n'échappent cependant pas au ministre. Prudent, M. Giraud renvoie début septembre au port de Djibouti, pour « vérifications et entretien », le *Clemenceau*, ainsi que la flottille de frégates qui l'escortait. Il est vrai que *M. Giraud ne faisait que suivre* l'exemple de son homologue américain qui retirait du Golfe plusieurs navires de l'US Navy pour les positionner plus loin, dans la mer d'Oman. Reculade ou repli tactique, une bonne partie de l'armada occidentale était ainsi provisoirement à l'écart de la poudrière...

S'était-on rendu compte, d'autre part, à Paris et à Washington, que les *gesticulations martiales contribuaient* à radicaliser le régime islamique, et servaient les intérêts de l'Union soviétique ? Les observateurs avertis de la scène politique iranienne ont pu constater depuis le début de la « guerre des ambassades » la remontée à Téhéran du clan des « jusqu'au-boutistes » au détriment des « pragmatiques » dont le chef de file est M. Hachemi Rafsandjani, le puissant président du Parlement. Artisan de la politique de normalisation avec la France, il avait tenté, mais en vain, d'enrayer la détérioration des relations entre Téhéran et Paris.

LES MENACES SUR LA NAVIGATION CIVILE DANS LE GOLFE SEMBLENT PASSÉES, IL NE RESTE PLUS DE PLACE POUR LES PETROLIERS.

*(Dessin paru dans l'*International Herald Tribune *du 27 août 1987)*
LES ABERRATIONS D'UNE SURENCHÈRE MAL MAITRISÉE.

Ses adversaires ont mis à profit la « fermeté » des autorités françaises à *l'égard de M. Gordji, son protégé*, pour impulser l'engrenage de l'escalade jusqu'à la rupture.

M. Hachemi Rafsandjani était, l'été dernier, dans une situation singulièrement délicate. Sa stratégie destinée à *favoriser une « solution politique »* de la guerre du Golfe s'était progressivement effritée. Le scandale de l'« Irangate », révélé par un clan rival, torpilla le dialogue secret qu'il avait engagé avec le président Reagan. La cassure avec la France lui barra l'accès à la « troisième voie » qu'il cherchait à se frayer entre les Etats-Unis et l'URSS. Le massacre des pèlerins iraniens le *31 juillet* à La Mecque – vraisemblablement le fruit d'une provocation – rompit les ponts qu'il avait patiemment construits avec l'Arabie saoudite et d'autres Etats arabes « modérés ». La concentration de navires de guerre occidentaux à l'horizon des côtes iraniennes, les coups de boutoir des forces irakiennes, la menace de sanctions brandie par le Conseil de sécurité de l'ONU, *l'indignation de l'opinion iranienne*, la proximité des élections législatives, prévues pour février prochain, ne lui laissaient d'autre choix, pour assurer sa survie politique, que d'enfourcher le cheval de bataille de ses adversaires. Il se métamorphosa alors en « radical ». Dans la République islamique, tout comme en France et aux Etats-Unis, des préoccupations de politique intérieure l'emportèrent sur des considérations d'intérêt national.

Le président du Parlement s'est distingué dès fin juillet par sa « fermeté » révolutionnaire. Au nom de la *« masse des mostazafin »* (les déshérités, les laissés-pour-compte), il déclare la guerre au Bazar, aux *« profiteurs de guerre »*, fait arrêter des dizaines de riches commerçants, confisquant leurs biens. Dans la foulée, il parvient à mobiliser cinq cents brigades supplémentaires de volontaires pour *« défendre la patrie en danger »*. Il dénonce la duplicité de la « droite » au pouvoir en France, appelle au renversement de la monarchie « wahhabite » d'Arabie saoudite, fustige l'agressivité de l'impérialisme américain, tout en ménageant l'autre *« grand satan »* de la planète, l'Union soviétique.

Un curieux ménage soviéto-islamique paraît, en effet, se former entre deux Etats que tout sépare, une histoire conflictuelle, des idéologies opposées, des alliances régionales contradictoires. Cependant, des intérêts différents mais convergents, et surtout une conjoncture internationale propice, incitent la République islamique et l'Union *soviétique à engager un* processus d'étroite coopération. Malgré son alliance avec l'Irak, dont elle est le principal pourvoyeur d'armements, l'URSS s'était toujours soigneusement appliquée à entretenir un dialogue avec Téhéran, estimant, tout comme les Etats-Unis, que l'Iran demeure une pièce maîtresse dans l'Asie du Sud-Ouest. Il lui a suffi dès lors d'*« exiger »* le retrait des forces navales occidentales de la région du Golfe ainsi que l'arrêt définitif de la guerre maritime (*menée essentiellement* par l'Irak contre l'Iran) pour surmonter les réticences des dirigeants iraniens, aux abois.

Une dynamique dangereuse

EN prévision d'un blocus empêchant l'écoulement du pétrole iranien ainsi que la livraison de matériel militaire par voie maritime, Téhéran et Moscou ont conclu en août des accords portant sur la construction de deux oléoducs – pouvant véhiculer l'un sept cent mille barils/jour, l'autre un million cinq cent mille barils/jour jusqu'aux rivages ukrainiens de la mer Noire – ainsi qu'une voie ferrée reliant le port de Bandar-Abbas, dans le Sud-Est iranien, à la Turkménie (7). En prime, les dirigeants iraniens ont accordé à M. Gorbatchev ce que leurs *prédécesseurs avaient obstinément* refusé à Staline en 1947 au prix d'un affrontement soviéto-américain : une concession *offshore* pour la recherche pétrolière en mer Caspienne. Bref, des liens solides commencent à être tissés entre les deux pays.

Cherchant à *éviter* l'irréparable, à laisser la porte ouverte à la reprise du dialogue avec les puissances occidentales, desquelles il se *méfie* moins que de l'Union soviétique dont le voisinage inquiète, M. Hachemi Rafsandjani a tenu, à la mi-septembre, des propos qui se voulaient rassurants. Il a affirmé qu'il n'était pas question de remettre en vigueur le traité irano-soviétique de 1921, qui donnerait à l'armée de Moscou le droit d'intervenir pour défendre la République islamique contre une agression étrangère

Cependant, la volonté du président du Parlement pèse moins que la dynamique d'une conjoncture qui lui échappe. Nasser, comme tant d'autres leaders du tiers-monde, n'était pas moins anticommuniste et antisoviétique que les dirigeants iraniens. Cela ne l'avait pas empêché de devenir l'un des alliés les plus fiables de l'URSS, réagissant *devant* l'incompréhension et l'agressivité que lui témoignèrent dans les années 50 les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni, ceux-là mêmes qui font patrouiller leurs navires de guerre à proximité des rivages iraniens.

Mais au-delà *des considérations* dites stratégiques, des rivalités Est-Ouest, et des intérêts mercantiles, la fin de la guerre du Golfe – un carnage qui a déjà coûté la vie à plus d'un million d'Iraniens et d'Irakiens – ne mérite-t-elle pas une attitude plus responsable de la part des *dirigeants* occidentaux, une véritable neutralité à l'égard des deux belligérants ?

(1) Cf. Claude Julien, « La canonnière sans pilote », *le Monde diplomatique*, septembre 1987.

(2) La controverse sur ce complexe sujet aurait pu être *tranchée* (et pourrait l'être encore) par la Cour internationale de justice, habilitée à veiller à la stricte application de la convention de Vienne.

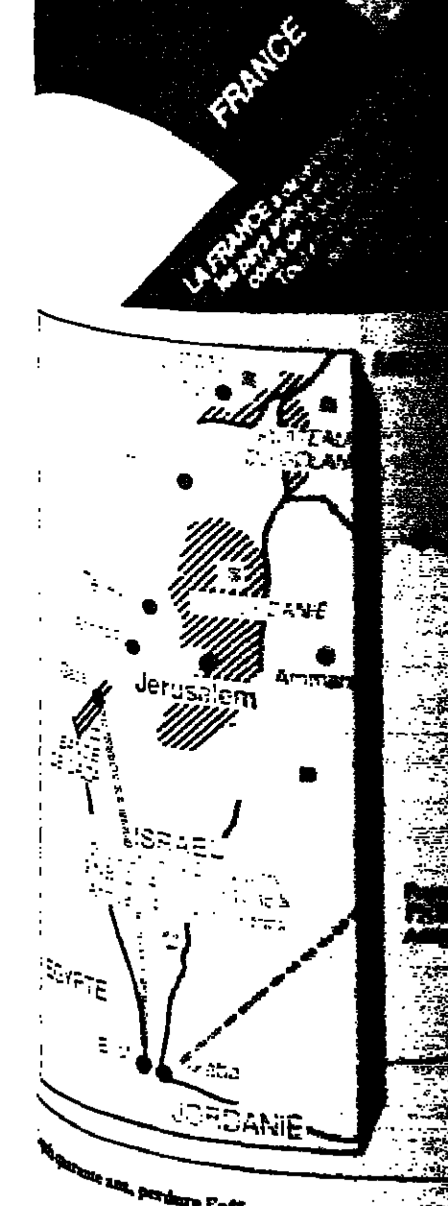
(3) Il n'est pas sûr que Téhéran aurait mis sa menace à exécution. L'Iran, tout comme la France, a comme tradition d'éviter une coupure totale avec les Etats. Ainsi, il n'a rompu ses relations diplomatiques ni avec l'Arabie saoudite, après le massacre de quatre cents pèlerins iraniens à La Mecque, en juillet dernier, ni avec l'Irak malgré une guerre qui fait rage depuis sept ans.

(4) Voir *le Monde diplomatique*, de mai 1987.

(5) Le chantage n'a pas pris fin pour autant. Dans des déclarations à l'hebdomadaire parisien *Jeune Afrique* (23 septembre 1987), M. Rafsandjani menaçait de révéler l'identité *de l'émissaire de la droite* française qui, à la veille des élections de mars 1986, aurait bloqué la libération des otages. A moins, ajoutait-il, qu'il ne réussisse à s'entendre avec la France. Faudrait-il en conclure que les tractations se poursuivaient dans les coulisses entre Paris et Téhéran ?

(6) Dans ses déclarations à TF 1, le 2 septembre 1987.

(7) Les deux oléoducs, dont le premier devait être opérationnel dès cet automne, ont une capacité suffisante pour évacuer la totalité de la production iranienne actuelle, environ deux millions barils/jour.





SÉCURITÉ NAVALE ET TENSIONS A LA PÉRIPHÉRIE

Nouvelles menaces en Méditerranée

LA Méditerranée a changé de visage. Malgré la présence des flottes américaine et soviétique, son destin, comme l'explique ici le général Georges Buis, ne se joue plus sur mer. Du fait de la portée des armements modernes, les menaces viennent plutôt de la terre, d'où s'exercerait aussi un contrôle stratégique. D'où l'importance accrue des conflits et tensions à la périphérie, et notamment des crises – guerres israélo-arabes, éclatement du Liban – qui depuis si longtemps ébranlent en profondeur la rive orientale de la Méditerranée. Il convenait de remettre en lumière cet aspect « terrestre » de la sécurité en Méditerranée, surtout en un moment où le conflit Irak-Iran en illustre avec éclat la validité de la mer d'Oman au Golfe.

Dans sa réflexion, le général Georges Buis s'appuie sur le remarquable ouvrage *Menaces en Méditerranée*, de Claude Nigoul et Maurice Torrelli, qui ont inspiré et coordonné les travaux d'une importante équipe de chercheurs militaires, universitaires, scientifiques. Ce livre, auquel renvoient les appels de note (1), marque un point d'inflexion d'une grande importance.

Par le général GEORGES BUIS

EN dépit de sa prépondérance évanouie, la Méditerranée demeure, en cette fin du vingtième siècle, un espace stratégique d'un intérêt immédiat et majeur. Elle peut même retrouver dès le début du prochain millénaire l'importance qu'elle a perdue depuis trois siècles.

C'est un fait que, si la position géographique de la Méditerranée n'a, bien entendu, pas changé, ses Etats riverains se sont laissé dépasser par de nombreux autres, dont certains ont dimension d'empire. Mais si l'on regarde non pas une carte planisphérique du monde mais un globe terrestre en se plaçant à la verticale de la Méditerranée, il saute aux yeux que cette mer, même réduite par les moyens de transport, de communication et les armements modernes à la dimension d'un grand lac, se trouve encore au centre de la planète habitée. Bien plus, elle se situe à l'endroit même où se recoupent les invariants durables que sont les stratégies militaires globales des deux Super-Grands.

A cela s'ajoutent les innombrables tensions entre pays riverains, les antagonismes nés de millénaires de rivalités et de guerres.

La petitesse de la Méditerranée au temps des missiles et des satellites est telle, relativement aux autres grands espaces maritimes du monde, que les Etats riverains n'ont pas encore osé faire valoir, dans une démarche d'ensemble, les droits d'exploitation exclusive de la mer que leur ont reconnus les Nations unies et qui étendent ce privilège jusqu'à 350 kilomètres des côtes. A peu près partout, en effet, en Méditerranée, les droits des uns recoupent les droits des autres. Dès qu'un Etat a voulu sortir unilatéralement de cette réserve générale, une situation bien proche de la guerre – et même une situation de guerre – s'est créée. Les Tunisiens par exemple ont perçu la leçon, avec les initiatives de la Libye en la matière.

Les prétentions du colonel Kadhafi sur le golfe de Syrte ont conduit aux affrontements en armes que l'on sait entre les Etats-Unis et la Libye en 1981, 1985, 1986 (1). Faire valoir leurs droits sur le plateau continental de la mer Egée a conduit la Grèce et la Turquie, pourtant alliées militaires dans le cadre de l'OTAN, à adopter chacune un déploiement de ses forces qui correspond davantage à un éventuel affrontement entre les deux pays qu'à la bonne exécution de leur mission commune et complémentaire dans le cadre du « théâtre sud » de l'alliance face au pacte de Varsovie (1). Conséquence : ces deux pays vivent en état de prébelligérance.

La Méditerranée en tant que voie de communication n'a plus l'importance qu'elle avait reprise avec le percement du canal de Suez. Elle n'a jamais été non plus un lac de paix, sauf peut-être un siècle ou deux dans une très longue histoire, au temps de la Pax Romana. Et encore... Depuis l'ouverture du canal, à une époque où l'Europe dominait le monde et découvrait les richesses de l'Arabie, de l'Asie du Sud-Est et de l'Extrême-Orient, la Méditerranée était devenue une route Est-Ouest contrôlée essentiellement par le Royaume-Uni et aussi, de façon non négligeable, par la France. Cette route qui n'est plus contrôlée par ces deux puissances est devenue secondaire dans le trafic mondial (1). Le canal de Suez a été aménagé, et les porte-avions eux-mêmes peuvent l'utiliser pour passer de la Méditerranée à l'océan Indien et vice versa. En temps de guerre et de crise, ils ne s'y hasarderaient certainement pas. A allure très modérée, les pétroliers transitent par le canal et d'assez nombreux cargos transporteurs de marchandises sèches utilisent cette même voie d'eau. Il reste que le transit Est-Ouest à travers la Méditerranée a cédé le pas, irrésistiblement et peut-être irréversiblement, depuis 1967 – date de la fermeture du canal par le président Nasser, – devant le trafic atlantique.

La Méditerranée est donc redevenue, pour l'essentiel, un lac. Un lac très dangereux. Là se heurtent Etats-Unis et URSS, qui ont pris sur ces eaux le relais de la France et du Royaume-Uni. Là est le lieu privilégié des tensions Nord-Sud qui mettent face à face les pays du Nord relativement riches et les pays du Sud pauvres ou très pauvres. Ces tensions vont s'aggravant (1). Les retards dans le développement et dans la maîtrise des technologies de pointe que connaissent les pays du Sud vont grandissant (1). Une démographie galopante leur crée, à l'intérieur, des problèmes très inquiétants qui vont parfois jusqu'à menacer leur stabilité. Les mouvements de population ont tendance à déborder sur les pays de la rive nord, créant ainsi des tensions graves parce que ce sont des problèmes humains, entre les pays des deux bords d'une mer dont les eaux ont permis l'échange des hommes et des biens pendant plus de deux millénaires.

Enfin et vu de l'extérieur, une autre question se pose s'agissant de la stabilité des sociétés et des régimes des pays de la rive sud : celui de la poussée de l'Islam (1). C'est là un problème qu'un observateur européen n'a pas à traiter sur le plan de la transcendance. Il ne peut pour autant ignorer l'importance sur le plan stratégique d'un phénomène qui secoue à des degrés différents les pays d'islam depuis Téhéran jusqu'à Casablanca – au moins.

Le contrôle par les rivages

LA partie maritime centrale de l'ensemble méditerranéen est plus facile à contrôler militairement depuis ses rivages, au temps des missiles même modestes, que ne l'auraient été, si nécessaire, les eaux du lac de Genève en 1914. Or, paradoxalement, ce petit monde de Méditerranée est un modèle d'anarchie (1). Autour de cette mer qui, pendant des millénaires, a relié des peuples de même degré de civilisation, règne un désordre assez décourageant. Aucune organisation internationale (1) à fin politique ou de défense n'englobe tout ou partie de l'ensemble méditerranéen constitué d'une bonne vingtaine de souverainetés étatiques qui, de plus, ne sont pas elles-mêmes organiquement homogènes. Au contraire, elles sont en général violemment antagonistes. Certains de ces Etats, qui sont nés récemment dans des conditions de décolonisation difficiles, apparaissent même incapables de réaliser l'intégration des communautés ou des nationalités qui cohabitent à l'intérieur du pays (1). Ainsi en va-t-il du Liban, de Chypre, et ce sont là deux évidences étalées par l'atroce guerre civile libanaise. Ainsi en va-t-il de façon rampante de la Yougoslavie, et c'est là un fait porteur de menaces.

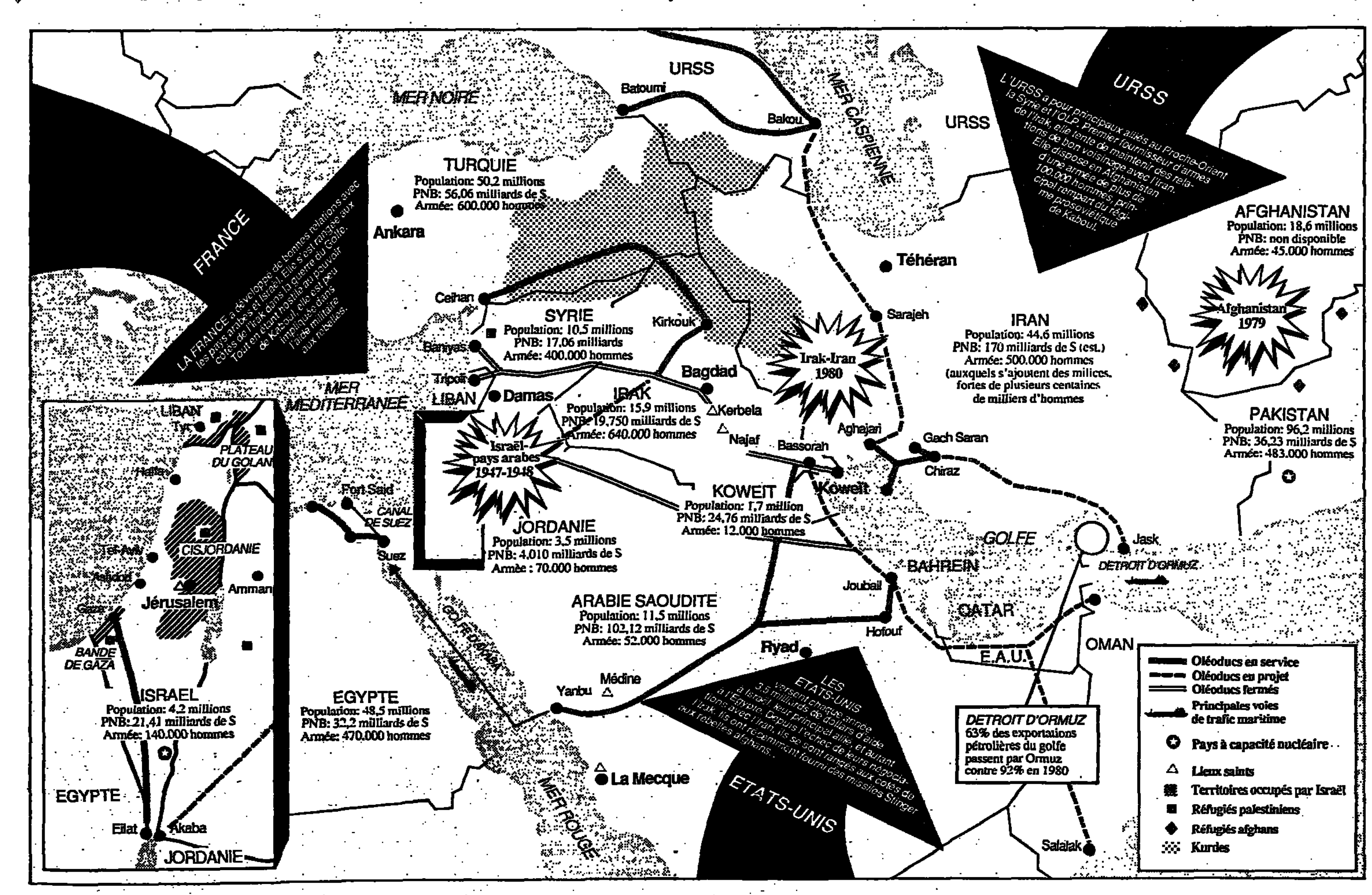
Le célèbre stratège américain du début du siècle, l'amiral Alfred Mahan, théoricien de la stratégie du « maître des mers » (qui est toujours la stratégie militaire globale des Etats-Unis), écrivait en 1902 : « *La Méditerranée appartiendra à un seul maître (...) ou sera le théâtre d'un conflit permanent.* » Il va sans dire que nous ne plaidons pas pour l'instauration d'on ne sait quel ordre impérial méditerranéen, ni pour un quelconque ordre européen comme celui qui s'est dessiné au dix-neuvième siècle. Pendant un peu plus de cent ans, les flottes britannique et française – surtout la flotte britannique qui s'appuyait sur Gibraltar, Malte et Chypre – se sont assuré la maîtrise totale des eaux méditerranéennes. Le contrôle des rivages était le résultat d'un partage, – entre le Royaume-Uni et la France, et un peu aussi l'Empire ottoman déclinant – des zones d'influence sur les pays riverains. Deux guerres mondiales et la décolonisation mirent fin à ce système dont la disparition ouvrit la voie à la rencontre des stratégies militaires de l'Amérique et de l'URSS.

Ce « maître » que l'amiral Mahan souhaitait à la Méditerranée pour que la paix y règne, nous sommes loin d'imaginer qui pourrait l'être alors que les deux superpuissances s'y tiennent en situation – très prudente – de « gesticulation militaire ». Le refus d'une autorité impériale ne retient pas, toutefois, de regretter que l'ensemble méditerranéen n'ait pas voulu, n'ait pas su sécréter un mécanisme de sécurité collective dont il aurait lui-même assuré le fonctionnement.

(Lire la suite page 8.)

(1) Cf. Claude Nigoul et Maurice Torrelli, *Menaces en Méditerranée*, Fondation pour les études de défense nationale, diffusé par la Documentation française, Paris, 280 pages, 98 F.

L'ENCHAINEMENT DES GRANDS CONFLITS, DANS UNE RÉGION STRATÉGIQUE CONVOITÉE



Depuis quarante ans, perdure l'affrontement israélo-arabe. A l'exil des Palestiniens, s'ajoute aujourd'hui le cortège des millions d'Afghans réfugiés au Pakistan et en Iran. Sous l'œil des grandes puissances et en toile de fond à la guerre du Golfe : les enjeux du pétrole, le drame du Kurdistan, les lieux saints de l'islam déchiré, les rapports de force inégaux entre les Etats de la région.

Nouvelles menaces en Méditerranée

(Suite de la page 7.)

Compte tenu de la géographie qui fait de la Méditerranée une série d'étranglements, y compris pour ce que l'on pourrait appeler ses annexes (les géographes disent ses « diverticules » : l'Adriatique et la mer Noire) certains, dont Xavier Sallantin, ont pensé que si les Etats riverains s'étaient entendus pour une extension à toute la Méditerranée de la convention de Montreux qui régule l'utilisation du détroit des Dardanelles, la question de la sécurité sur ses eaux aurait pu être résolue et les escadres américaine et soviétique n'auraient plus intérêt à imposer leur présence excessive dans cette mer. Il ne s'agirait pas d'interdire la libre circulation dans les divers bassins de la Méditerranée, mais de la réglementer et de se mettre en situation de sanctionner les contrevenants à des règles internationalement reconnues. La sanction serait facile à appliquer sur le plan technique. La géographie commande, et point n'est besoin d'être une puissance navale, avec les armements sol-mer ou air-mer en service de nos jours, pour interdire les détroits de Gibraltar, de Messine, d'Otrante et des Dardanelles. C'est là le problème qu'a connu la noria logistique américaine de 1973 en direction d'Israël pour le franchissement du détroit de Gibraltar par ses avions lourds ravitailleurs sans qu'ils violent les espaces aériens espagnol et marocain qui leur étaient interdits.

L'insuffisance des organismes régionaux

D'AUTRES organismes de régulation proprement régionale des tensions et des conflits ont été envisagés. Aucun n'a connu de début de réalisation (1).

La Communauté économique européenne (CEE), qui a passé des accords préférentiels avec divers pays de la rive sud, s'est essayée à une approche globale. Elle n'a pu aboutir, ne serait-ce que parce que ses compétences sont essentiellement économiques.

L'Organisation des Nations unies (1) n'a pas tenté autre chose en Méditerranée que de s'efforcer d'y faire respecter une paix sans cesse remise en question par les riverains. S'intercaler entre les combattants – quand on y réussit, ce qui n'est pas toujours le cas (Israël, FINUL) – n'est certes pas négligeable. Ce n'est pas là une démarche positive qui résout un problème politique.

L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (1) a constitué un « théâtre sud » dont le commandement est en Sicile et la plupart des sous-commandements en Italie. De fait, c'est un théâtre méditerranéen. Force est de constater que ni le besoin de sécurité, qui a fait demander à la Grèce et à la Turquie leur adhésion à l'OTAN, ni le commandement unique sous lequel elles ont accepté de se placer, n'ont pu réduire le degré d'hostilité entre ces deux pays.

En Méditerranée, d'ailleurs, l'OTAN est faible (1). Le Maghreb échappe à sa compétence. Deux des verrous que la géographie a offerts à la Méditerranée sont douteux : celui de Malte et celui de Gibraltar. Depuis le départ des Britanniques et son accession à *l'indépendance, Malte s'est* donné un régime hostile à l'Occident. En ce qui concerne Gibraltar, la situation est ambiguë. Le Rocher est depuis 1713 (traité d'Utrecht) dans les mains des Britanniques. Les Espagnols le réclament. Sa valeur stratégique est-elle d'ailleurs aussi grande que par le passé ? On peut se demander, au temps des sous-marins nucléaires, si le passage de l'Atlantique à la Méditerranée et vice versa n'est pas mieux commandé par Kenitra au Maroc et la base américano-espagnole de Rota, que de Gibraltar (1).

Plus important encore est le fait que les deux grandes puissances maritimes que sont toujours la France et l'Espagne, *si elles adhèrent à l'alliance atlantique*, ont refusé l'intégration militaire de leurs forces dans le système militaire de cette organisation. Certes, la collaboration est bonne en Méditerranée entre ces deux pays et l'OTAN, mais la situation politique (1) ainsi créée n'est pas favorable à une action cohérente. Un exemple récent est donné par le refus de l'Espagne, de la France, de l'Italie et de la Grèce, de suivre les Etats-Unis dans l'application de sanctions à la Libye. Auparavant, la France et l'Espagne avaient déjà refusé le survol de leur territoire aux avions américains allant bombarder Tripoli.

Sur la rive sud, au moment où le pacte de la Ligue arabe (1) a été signé en 1945 par l'Egypte, l'Irak, l'Arabie saoudite, la Syrie et la Transjordanie, il ne s'est pas donné pour vocation d'assumer l'harmonie des Etats arabes dans toute la Méditerranée. La Ligue n'a trouvé ses dimensions maghrébines que par les adhésions successives de la Libye (1953), de la Tunisie (1958), de l'Algérie (1962) et de la Mauritanie (1973). Même si son siège s'est transporté en 1979 du Caire à Tunis en raison de la reconnaissance d'Israël par l'Egypte, la Ligue, privée de moyens et réduite financièrement à la portion congrue, ne peut prétendre dans l'état actuel des choses à se fonder en facteur déterminant dans la mise sur pied d'un système de sécurité valable pour la Méditerranée occidentale et orientale.

Enfin, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ne mobilise que peu (1) les Etats arabes méditerranéens, l'Algérie mise à part. Le continent noir est monolithique, et sa frange nord, que constituent le Maghreb et le Machrek, l'intéresse peu. Depuis que les Etats de la rive nord ont définitivement mis aux poubelles de l'Histoire leurs tentations colonisatrices, et sont demandeurs de paix et d'accords interméditerranéens, le danger, si danger il doit y avoir pour les pays africains, ne semble plus devoir venir de la mer mais du sud, c'est-à-dire du continent africain lui-même (1).

Un espace dilaté et morcelé

SUR le plan de la stratégie militaire, la Méditerranée, en dépit de la dimension de grand lac à laquelle l'ont réduite les armements et les transmissions modernes, ne peut être tenue pour une unité maritime homogène (1). C'est par exemple une évidence que le détroit de Sicile coupe la Méditerranée en deux bassins fort différents. L'Occident domine le bassin occidental. Il n'en va pas de même du bassin oriental. Là, les Soviétiques entendent ne pas laisser les Occidentaux en général, et les Américains en particulier, régner sur ses eaux et disposer seuls de bases ou d'alliés sur les rivages (1).

Il est assez remarquable que les pays méditerranéens agissent comme s'ils ne se sentaient pas responsables d'une situation qui permet aux forces aéronavales de lointaines puissances étrangères de sillonner en maîtresses la mer qui les baigne. Les riverains, en dépit de millénaires de contact, en dépit d'une civilisation qui, fondamentalement, leur est commune au nord et au sud de la vieille mer, ne veulent pas voir que la Méditerranée n'est pas le flanquement « sud » du théâtre d'opération Centre-Europe qu'en a fait l'OTAN (ce qui a pu expliquer sur le plan militaire le face-à-face de la VI[e] flotte américaine et de la V[e] flotte soviétique) mais qu'elle est le centre de gravité d'un théâtre d'opérations qui, du nord au sud, va des Alpes et du Taunus jusqu'au Sahara et court de Gibraltar à l'ouest jusqu'à l'Euphrate à l'est. Sans cette vision, il ne peut exister une pensée stratégique méditerranéenne qui ferait « imploser » la pensée politique des riverains ou groupes de riverains vers leur centre marin. Au contraire, ces pays tournent en quelque sorte le dos à la mer pour exploser vers la périphérie (1).

Ce que constatent avec force et étudient avec soin les auteurs de *Menaces sur la Méditerranée* est que le bassin méditerranéen présente trois stratégies bien typées :

- l'axe atlantico-méditerranéen ;
- l'axe russo-balkanique ;
- l'axe arabo-méditerranéen.

Les pays de la rive nord estiment, apparemment à juste titre, que pour eux la menace militaire vient du nord par la terre et par les airs, et non du sud par la mer. Aussi voit-on ces pays rester fidèles aux conceptions que s'est forgée l'OTAN des théâtres d'opérations et se raccrocher à celui de ces théâtres qui dispose de la force et de la richesse : le théâtre Centre-Europe. Ce rattachement à la ligne de force atlantique (Washington, Paris, Londres, Bonn) est la caractéristique, selon des modalités diverses, de la stratégie globale des nations méditerranéennes de la rive nord, de l'Espagne jusqu'à la Turquie.

Il en va de même pour la Yougoslavie et l'Albanie que borde l'Adriatique. Pour ces deux pays, la menace ne vient plus de la mer mais du nord tant il serait bénéfique aux forces du pacte de Varsovie d'avoir accès, en soumettant ces deux pays, aux eaux de la Méditerranée.

En première conclusion de cette vision globale de l'espace stratégique méditerranéen, Claude Nigoul et Maurice Torrelli constatent qu'il est à la fois dilaté et morcelé par la diversité de ses contours. Dilaté parce que les systèmes d'armes ont gagné considérablement en portée. Ainsi la VI[e] flotte américaine eut sa présence en Méditerranée justifiée pendant vingt-cinq ans parce qu'elle permettait aux armes nucléaires équipant les appareils des porte-avions d'atteindre les points vitaux du pacte de Varsovie. Plus tard, la portée et la précision accrue des missiles de tout type ont fait de la même mer, pour remplir les mêmes missions, un nid de sous-marins nucléaires lance-engins (SNLE).

Dans le même temps, et pour les mêmes raisons, les opérations peuvent y être conduites en temps réel, ce qui a considérablement rétréci cette surface maritime. Sans les satellites, sans les radars d'acquisition et de poursuite, sans l'électronique, c'est-à-dire sans la mise en œuvre de ce que les Américains appellent le C_3 I (Commandement, Communication, Contrôle, Intelligence), l'avion égyptien transportant les Palestiniens auteurs du détournement de l'*Achille-Lauro* n'aurait pas été mis dans l'obligation, par les Américains, d'atterrir en Italie. De même le bombardement de Tunis par des avions israéliens n'aurait pu être réalisé sans la mise à la disposition d'Israël du C_3 I américain. Ce raid a souligné l'évolution de la stratégie militaire en Méditerranée et les dimensions réduites que *cette zone a prises*.

La Méditerranée, constatent Nigoul et Torrelli, est un espace stratégique ambigu. Elle est trop grande pour être contrôlée par un seul, trop petite pour que les flottes y manœuvrent librement, sans compter qu'elles y sont mêlées à un important trafic marchand. Les bâtiments de surface y sont en danger constant, danger qui vient davantage de la terre et des airs que de la mer. Qui vient aussi des sous-marins auxquels la Méditerranée est exceptionnellement propice : les fonds sont grands, la pénétration des couches d'eau y est particulièrement difficile aux ondes émises à la surface, la configuration en falaises de nombreuses côtes y rend la propagation acoustique particulièrement malaisée, donc difficile la détection sous-marine (1).

De plus, cette mer est faite de bassins successifs commandés par des détroits que *Menaces sur la Méditerranée* passe soigneusement en revue : le Bosphore et les Dardanelles, par lesquels peut se manifester la menace du pacte de Varsovie (mais un passage en force y paraît impossible), le canal de Suez, Gibraltar (très praticable aux sous-marins, même en temps de guerre, alors que radars de veille et missiles à terre en interdisent le passage en force par les navires de surface), le détroit de Sicile (où les navires de surface sont soumis à la surveillance sérieuse de Lampedusa, de Pantellaria et de la Sicile, tandis que le passage sous-marin *peut être rendu très difficile par* le minage et la mise en place de réseaux fixes de détection acoustique), le labyrinthe des îles : mer Egée et Crète (un aménagement relativement modeste de la défense côtière et anti-aérienne suffirait pour rendre la mer Egée impraticable *et pour priver d'appui aérien la* flotte ennemie qui s'y aventurerait).

La bataille qui ne se gagne plus sur mer

DE ce coup d'œil général, il résulte que la Méditerranée n'est pas faite pour offrir un théâtre d'opérations maritimes et qu'elle convient mal à une bataille navale. Sa défense n'apparaît donc point affaire de flottes de guerre mais de détermination politique des riverains. C'est pourquoi, tout en maintenant l'une la VI[e] Flotte, l'autre la V[e] Eskadra, l'Amérique et l'URSS ne comptent pas sur ces forces pour remporter une bataille. En les montrant, elles s'efforcent de tisser des alliances ou de s'implanter chez les pays riverains. Dorénavant, une bataille de la Méditerranée se gagne de la terre et de l'air et non plus sur mer (1).

Faire une pareille constatation revient à dire qu'il ne faut à aucun prix céder aux conceptions, enracinées, de la stratégie militaire classique qui mesure la valeur d'un théâtre d'opérations à l'une des possibilités de manœuvre des forces qui y sont engagées et au nombre comme aux caractéristiques techniques de ces forces. C'en est fini de l'affrontement des forces navales ou terrestres en une bataille de Navarin qui décidera qui, de l'Occident ou de l'Orient, est maître, pour un temps, de la mer Méditerranée ou qui en est chassé. Des Grecs aux Britanniques en passant par les Carthaginois, les Romains, les Turcs, Venise, jusqu'à la féroce bataille pour le ravitaillement de Malte de 1941 à 1943, une épopée maritime s'y est déroulée où se sont joués le sort de peuples et même celui de civilisations. Cette ère est terminée.

En nos jours, qui voient les bâtiments de la *VI[e] Flotte et de la V[e] Eskadra* fendre les eaux d'une mer mythologique, il n'apparaît pas que ce soit l'affrontement direct de ces deux forces qui puisse décider du sort du théâtre au cœur duquel elles évoluent. En cas de crise aiguë, ces flottes auraient sans doute intérêt à déguerpir du traquenard des eaux méditerranéennes, en laissant derrière elles leurs sous-marins nucléaires lance-engins ou d'attaque.

Si le problème stratégique de la Méditerranée se joue dorénavant ailleurs que sur ses eaux, il ne se joue point pour autant en terme de confrontation sur le sol de ses riverains (il s'agit ici de « grande guerre », de « théâtre d'opérations » et non de conflits locaux). Il semble au contraire que le problème se pose en termes d'affaiblissement des positions de l'adversaire. De fait, la VI[e] Flotte et la V[e] Eskadra ne sont pas stationnées en Méditerranée en outils d'une double stratégie de dissuasion mais pour participer de façon plus déterminante que d'autres moyens, mis en œuvre par les Soviétiques et les Américains (économiques, financiers, culturels, etc.), au développement de la politique de chacun des deux supergrands.

Menaces en Méditerranée met en évidence combien les rives de cette mer se prêtent particulièrement à ce jeu de *bascule fait d'aides diverses et de* menaces.

En dépit d'une immense aspiration à l'union au sein d'un grand Maghreb, la confrontation – voire la guerre – perturbent de façon endémique les relations entre les Etats maghrébins : Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Mauritanie.

C'est ainsi que le conflit du Sahara occidental oppose depuis plus de dix ans le Front Polisario aux forces armées royales marocaines. Après de nombreuses, ruineuses et sanglantes péripéties, un mur – raineux lui aussi – long de 2 500 km, protégé par des barbelés et des champs de mines, bourré d'artillerie et d'électronique, isole 200 000 kilomètres carrés de Sahara dit « utile ». Il n'est pas possible de voir la fin de cette guerre, et la recherche d'une solution politique empoisonne les rapports du Maroc, de l'Algérie, de la Mauritanie et de la Libye. La Tunisie œuvre, elle, en vain, pour une solution politique... L'affaire perturbe l'OUA. Que peut le peuple sahraoui, pris entre l'Algérie et le Maroc ? *Sans compter que le contentieux* de Tindouf n'est pas réglé dans l'esprit des Marocains et qu'on oublie un peu trop que la frontière entre l'Algérie et le Maroc ne traduit qu'un armistice, n'est qu'un trait tracé sur la carte par le président Ben Bella et par le roi Hassan II en solution provisoire de la guerre de 1962, au cours d'une rencontre à Ifrane. Ce tracé n'a à ce jour été soumis à aucune reconnaissance officielle nationale ou internationale. Le flou de cette frontière facilite aux combattants du Polisario l'approche du « mur » pour leurs opérations offensives, et elle limite considérablement la « reconnaissance » et la « poursuite » par les forces royales marocaines. Militairement, à court et à moyen terme, il apparaît comme impossible que le Maroc perde la guerre, et la République arabe sahraouie démocratique, (RASD) si elle peut la poursuivre, ne peut la gagner.

La solution, pensent C. Nigoul et M. Torrelli, ne peut donc être trouvée que par la voie diplomatique où, d'ailleurs, le Polisario a remporté un succès non négligeable en faisant reconnaître la RASD par l'OUA et, à ce jour, par soixante-trois Etats.

Quelle solution diplomatique ? Un référendum ? C'est évidemment pour C. Nigoul et M. Torrelli la solution idéale si l'on croit possible que les conditions minimales en soient réunies. Elles ne le sont pas. Qui participerait au référendum ? Les cent soixante-*quinze* mille Sahraouis recencés par les Espagnols lorsqu'ils ont passé la main en 1975 ? Leurs descendants ? Les émigrés ? Quelle valeur attacher à un vote fait à Tindouf ? A un vote fait derrière le « mur » ? Est-ce que le Maroc et l'Algérie, ne pensant qu'à leurs intérêts supérieurs, pourraient s'entendre pour que soit organisé un référendum qui ne serait qu'un camouflage de leur accord ?

Les conflits de voisinage ne manquent pas au sud de la Méditerranée, au-delà de la tension algéro-marocaine. Si l'Algérie connaît un sérieux problème à son ouest, elle subit également à l'est les effets d'une tension due aux visées expansionnistes du colonel Kadhafi. Une frontière établie de concert et internationalement reconnue *n'a pu être tracée entre l'Algérie et la* Libye. Le colonel Kadhafi ne reconnaît pas la frontière héritée de la période coloniale et prétend étendre la souveraineté de la Libye sur une partie du Tassili.

Un lourd contentieux existe, du fait de la Libye, dans les rapports libyo-tunisiens.

C'est un fait également que les Tunisiens ont été à juste titre frappés de stupeur et de douleur par le raid de l'aviation israélienne sur Tunis, même si les Israéliens ont pris soin de préciser que leur action visait les Palestiniens et non la Tunisie.

Même si les Maghrébins ressentent au fond d'eux-mêmes le désir très fort d'un « Maghreb des peuples », les affrontements de voisinage ont encore de beaux jours devant eux.

Les coups d'arrêt à l'agressivité du colonel Kadhafi n'ont pas manqué de venir. D'une part, la double baisse du prix du pétrole et du dollar l'a privé d'une bonne partie de son trésor de guerre. D'autre part, le terrorisme, alimenté, protégé par les diverses représentations libyennes dans le monde a été sévèrement contrôlé, sanctionné et quasi éliminé. Sur le plan militaire, la Libye a subi de sévères coups de semonce de la part des forces américaines et de non moins sévères coups d'arrêt dans sa marche vers l'hégémonie saharienne : Tchad, Sud-Algérien, Sahara occidental. Sur le plan militaire, les FANT d'Hissene Habré viennent de lui infliger une série de défaites qui demeurent humiliantes même si le colonel a réagi ponctuellement et victorieusement à Aozou.

Points faibles au sud de l'Europe

QUANT à la « porte » ouest de la Méditerranée, contrôlée à la fois par le Royaume-Uni (Gibraltar), le Portugal, l'Espagne et même le Maroc, *Menaces en Méditerranée* en offre une vision neuve.

Portugal et Espagne, encastrés dans une même péninsule, n'ont jamais formé un tout politique et stratégique. Bloquant au Portugal les directions de l'Europe et de la Méditerranée, l'Espagne l'avait toujours repoussé vers l'Atlantique. En conséquence, le Portugal a jusqu'ici centré sa stratégie sur le triangle : pointe sud de la Péninsule, Madère, Açores. Fait nouveau, en une démarche qui ne fut ni simultanée ni symétrique, le Portugal et l'Espagne ont adhéré à l'OTAN, et à la CEE. *Pour la première fois de leur histoire*, ces deux pays se sont donné une politique internationale commune dont l'évolution va être un facteur très important de la sécurité du théâtre méditerranéen. La nouvelle orientation stratégique fait de l'Espagne et du Portugal une *charnière* atlantico-méditerranéenne qui n'avait jamais existé à ce jour.

En sus, l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN va poser à nouveau, et sous un jour beaucoup plus favorable aux thèses espagnoles, l'épineux problème *de Gibraltar. Si Gibraltar* retourne à l'Espagne, il sera très difficile au gouvernement de Madrid de refuser à celui de Rabat que la souveraineté marocaine ne soit restaurée sur Ceuta et sur Melilla. L'armée espagnole a pris position de façon déterminée pour le maintien de la souveraineté ibérique sur les deux *presidios* maghrébins, et l'opinion publique marocaine ne pardonnerait pas un échec du palais si, par Gibraltar interposé, s'ouvrait plus vivement encore qu'il ne l'est déjà le problème des enclaves de Melilla et de Ceuta.

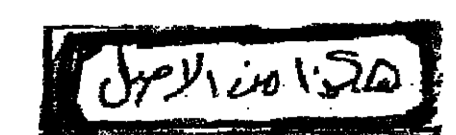
Les Américains disposent – entre autres – d'une base navale considérable pour leurs sous-marins nucléaires à Rota, sur la côte espagnole, à quelques encâblures de Gibraltar. Par ailleurs, ils ont probablement passé des accords officieux avec Rabat pour effectuer des escales techniques sur certains aéroports de la côte marocaine car ils n'ont pas oublié la leçon de 1973.

Dans ce coup d'œil circulaire sur le panorama méditerranéen, *Menaces sur la Méditerranée* considère le flanc balkanique dont on ne parle pas assez. Les pays qui le constituent – Yougoslavie, Albanie, Grèce, Turquie – représentent à la fois une zone de résistance (de moindre résistance) pour l'Occident et plus précisément pour l'OTAN, et d'autre part un véritable obstacle politique et physique pour le pacte de Varsovie.

La faiblesse des pays balkaniques a pour cause tantôt de graves dissensions intérieures – c'est le cas de la Yougoslavie, – tantôt une animosité congénitale, organique – c'est le cas de la Grèce et de la Turquie. La Grèce y ajoute les manifestations d'une méfiance de plus en plus grande à l'égard des Etats-Unis. C'est là la raison principale pour laquelle l'Amérique, leader de l'OTAN à laquelle appartient la Grèce, hésite à déployer sur le « théâtre sud » de cette organisation tous les moyens opérationnels et logistiques qui seraient nécessaires à une défense sans recul. Quant à l'Albanie, qui se drape dans un splendide isolement, elle a modernisé son réseau routier et ses ports, au point qu'elle peut devenir une voie de passage.

Et, bien entendu, la rive orientale de la Méditerranée est, à elle seule, l'archétype de la turbulence.

GEORGES BUIS.



DIVISÉE SUR LES MOYENS D'IMPOSER SA LOI

L'armée philippine défie ouvertement les institutions démocratiques

EN quelques semaines, la situation s'est considérablement détériorée aux Philippines. Dès la mi-août, en augmentant brutalement le prix des carburants, le gouvernement avait de lui-même provoqué le déclenchement d'une grève massive de protestation. Après quoi, le 28 du même mois, le Mouvement de réforme de l'armée (RAM) se lançait dans une tentative de coup d'Etat militaire particulièrement grave. Profitant de la division de l'armée, la guérilla communiste a multiplié ses opérations. Sous la pression des événements, la présidente Corazon Aquino a dû profondément remanier son gouvernement. Le 19 septembre, Leandro « Lean » Alejandro, dirigeant de Bayan – la nouvelle alliance patriotique, – a été assassiné alors qu'il venait d'annoncer une journée d'action contre la militarisation croissante du pays...

Jamais depuis le renversement de la dictature Marcos, en février 1986, la mise en place d'un régime démocratique aux Philippines n'a paru aussi aléatoire.

Par PIERRE ROUSSET

L'ANNÉE 1987 avait commencé sous de bons auspices pour le gouvernement philippin. Par deux fois, Mme Corazon Aquino avait transformé une échéance électorale en véritable plébiscite personnel : à l'occasion du vote sur la nouvelle Constitution, en février, et des élections législatives de mai – sa liste sénatoriale emportant vingt-deux des vingt-quatre sièges à pourvoir. En déclarant la *« guerre totale »* à l'insurrection communiste, après plusieurs mois de négociations infructueuses, la présidente donnait à la fois des gages à Washington et satisfaction aux militaires. Les élections municipales de novembre prochain devaient achever le procès d'institutionnalisation du régime issu du soulèvement populaire de 1986. Après quatorze ans de dictature et une année de transition « inconstitutionnelle », les éléments d'un régime civil semblaient se mettre rapidement en place.

C'est le cours de cette normalisation politique qui est aujourd'hui radicalement remis en cause, si ce n'est dans la forme, du moins dans le fond. Le remaniement gouvernemental de septembre 1987 illustre à quel point la position de Mme Corazon Aquino s'est affaiblie. Elle a dû se défaire de ses plus proches conseillers, MM. Joker Arroyo et Teodoro Locsin. Le vice-président, M. Salvador Laurel, courtise ouvertement les militaires. Désireux de faire cavalier seul, il s'est démis de ses fonctions de ministre des affaires étrangères. L'ancien ministre des finances, M. Jaime Ongpin, contesté mais dont les liens avec des organismes comme le Fonds monétaire international sont connus, a lui aussi pris ses distances. L'Eglise elle-même modère son soutien à la présidente. Alors que le pays s'enfonce dans la crise, le nouveau gouvernement apparaît sans personnalité ni muscle.

Les rapports entre l'armée et l'administration civile sont au cœur de l'actuelle crise de régime. Les Philippines furent autrefois l'un des rares pays de la région sans tradition de pouvoir militaire. Les présidents et les membres du Congrès exerçaient un contrôle étroit sur la « grande muette ». Ce n'est qu'en 1972 que tout a changé, quand M. Ferdinand Marcos et ses « douze disciples » ont organisé un coup d'Etat « légal » et imposé la loi martiale. En quelques années, les effectifs de l'armée sont passés de 58 000 à plus de 250 000 hommes. Grâce aux tribunaux militaires, elle a conquis un pouvoir judiciaire. Des officiers d'active ont occupé d'importants postes dans la diplomatie, l'économie, l'administration. La promotion s'est opérée selon des critères de moins en moins professionnels : primait la loyauté à l'égard du président Marcos et de son ancien garde du corps et chauffeur, le général Ver.

Achever le « coup d'Etat interrompu »

L'ARMÉE philippine a goûté au pouvoir politique, elle n'entend plus en être exclue. Le renversement de Marcos devait être, aux yeux des colonels du RAM, l'occasion d'imposer une junte civile-militaire avec le ministre de la défense, M. Juan Ponce Enrile. Le complot ayant été éventé, le coup s'est transformé en mutinerie improvisée. Menacés d'écrasement, les soldats rebelles ont été sauvés par l'intervention de l'Eglise et celle – massive – de la population. Mais la « révolution de février » les a aussi frustrés d'un coup d'Etat : c'est Mme Aquino, à la tête d'un gouvernement civil, qui a été portée au pouvoir.

Rapidement il est apparu que le danger principal, pour le nouveau gouvernement, ne venait ni de l'insurrection communiste, ni des nostalgiques restés fidèles à M. Marcos, mais de l'intérieur même du régime, de ceux qui comptaient bien achever un jour ce « coup d'Etat interrompu » de février 1986. Les menaces se sont, en effet, rapidement succédé. En novembre 1986, Mme Corazon Aquino a dû se séparer de M. Juan Ponce Enrile, encore ministre de la défense, et les officiers du RAM se sont vu retirer leurs principaux commandements. Mais les choses n'ont pas été plus loin : M. Gringo Honasan s'est retrouvé instructeur chef des Forces spéciales. De quoi préparer tranquillement son prochain coup d'Etat. Très vite, donc, les enjeux de la transition vers la démocratie se sont clarifiés : M. Francisco Nemenzo, qui enseigne les sciences politiques à l'Université des Philippines, notait, fin 1986, que *« le coup d'Etat, encore une nouveauté aux Philippines, est un mode usuel d'action politique dans de nombreuses parties du tiers-monde. A moins que des mesures ne soient prises par le gouvernement civil et le mouvement populaire démocratique pour inverser le cours actuel des choses dans l'armée, il peut devenir un trait permanent de la vie politique de notre pays »*. Il notait aussi que le gouvernement tardait à prendre de telles mesures et que le charisme de Mme Aquino risquait de s'user rapidement. Un an encore, et *« l'enthousiasme populaire va se dissiper, se transformer en un cynisme destructeur. Si un tel scénario se matérialise, un autre despote se présentera, qui prétendra sauver la République et réformer la société* (1) ».

C'est bien là le discours empreint de démagogie populiste qu'a tenu le colonel Gringo Honasan, principal auteur de la tentative de coup d'Etat du 28 août dernier. Dénonçant la corruption du régime – malheureusement de plus en plus réelle, – la supposée faiblesse du gouvernement face au communisme et la politique politicienne, il a présenté l'armée comme la conscience de la nation. Or la popularité du colonel parmi les officiers de terrain ne fait aucun doute : *« Les objectifs des soldats rebelles, les causes de l'échec de leur entreprise à Manille et les flottements dans la réaction du pouvoir, indiquent qu'il s'agit moins d'un putsch, c'est-à-dire d'une action limitée, que d'une lame de fond de protestation au sein des forces armées. Aujourd'hui, le malaise tend à unir plus qu'à diviser les militaires et à isoler le pouvoir civil* (2). »

L'armée hésite encore, elle est divisée sur les moyens : junte imposée par un coup d'Etat (l'option maximale du RAM à la fin août) ou renforcement progressif du contrôle militaire « légal » sur la vie politique, dont l'idéal est le régime de la loi martiale (une option que le général Ramos, chef d'état-major, partage avec certains de ses pairs) ? Mais elle s'unifie contre l'administration civile. Au cœur du pouvoir politique, elle refuse d'être en marge de ses institutions : le gouvernement, le Sénat et la Chambre des députés. Il faut réduire le poids des organes électifs, quitte à étrangler, ce faisant, les mécanismes démocratiques.

La question, très inquiétante, que soulèvent les derniers événements n'est pas de savoir comment la tentative de coup d'Etat du 28 août a été possible, après tant d'avertissements, mais pourquoi elle a échoué...

L'immobilisme social du pouvoir

AUX Etats-Unis, l'administration de M. Reagan jugeait probablement que le succès complet des putschistes n'était pas souhaitable. Cependant, certains services américains sont étroitement liés aux officiers du RAM que le Pentagone, *« sans approuver »* leur action, juge avec *« compréhension »*, comme le rapporte le journaliste Nayan Chanda (3). Par ailleurs, l'armée reste déchirée par des conflits d'autorité et de promotion. Le noyau dur du RAM, colonels et lieutenants, vient de la classe 1971 de l'Académie militaire des Philippines. Ces officiers n'ont pas fait mystère de leurs critiques à l'encontre de l'état-major. Ils n'ont pas la même histoire que nombre de généraux, plus liés aux grandes familles traditionnelles. Leur ambition dérange celle de leurs aînés, devenus officiers durant les années 60 et qui attendent d'accéder – enfin – au sommet de la hiérarchie militaire.

De surcroît, l'armée est aujourd'hui traversée de chaînes concurrentes de commandement. Mme Aquino tente de placer des généraux fidèles aux postes clefs – mais qui peut savoir jusqu'où ira cette fidélité ? Et la structure officielle est doublée de plusieurs structures parallèles, celle des classes d'âge, des corps et clans militaires, celle de « fraternités » élitistes et ouvertement politiques, comme l'aile d'extrême droite du RAM, ou « attrape-tout », comme la Guardians Brotherhood Inc. (GBI).

Mme Corazon Aquino a tenté de restaurer le vieil équilibre politique des années 1950-1960 en rétablissant les institutions élues traditionnelles. Assurée de pouvoirs très étendus durant toute la période de transition non constitutionnelle, grâce notamment à l'appui populaire dont elle bénéficiait, la présidente s'est refusée à purger l'armée (ce que Washington n'aurait pas admis), à réduire drastiquement le poids considérable du service de la dette – celle-ci se monte à 28 milliards de dollars – qui grève les ressources du pays (tout en faisant porter maintenant la responsabilité de la situation à M. Jaime Ongpin) et à engager des réformes socio-économiques substantielles.

Le secteur des entreprises d'Etat s'ouvre enfin à la syndicalisation, mais la législation sociale continue à n'offrir aux ouvriers qu'une protection dérisoire face à un patronat qui, bien souvent, n'accepte aucune limite à sa capacité d'exploiter. L'échec le plus patent du régime se situe probablement sur le terrain de la réforme agraire. A cet égard, M. Eduardo Tadem, chercheur à l'Université des Philippines, note que *« la population rurale se trouve aujourd'hui dans une situation pire qu'il y a vingt ans »*. En février 1986, *« une révolution politique était amorcée avec succès. Mais, pour la majorité des Philippins, un changement politique ne représente qu'un premier pas. Ce qu'attendent maintenant les millions de familles pauvres, c'est un changement social – que le gouvernement s'attaque aux problèmes socio-économiques qui sont à la racine de l'agitation sociale et de l'insurrection, et qu'il le fasse sans répéter les erreurs du passé* (4). »

Mais la présidente a attendu la dernière minute pour signer le décret sur la réforme agraire, laissant en fait à un Congrès dominé par la propriété foncière le soin de répondre aux questions les plus brûlantes, comme le rythme de sa mise en œuvre. L'immobilisme social de la présidence est pour beaucoup dans la désagrégation de sa base populaire, comme en a témoigné le succès impressionnant de la grève des transports qui a paralysé Manille et six autres centres provinciaux le 26 août, après que le gouvernement eut annoncé une hausse du prix des carburants. Le projet initial des conseillers de Mme Aquino – la réforme contre la menace de révolution – n'a jamais véritablement pris substance.

Le parti communiste des Philippines, déséquilibré par l'échec de sa politique de boycottage des élections présidentielles de 1986 (5), a dû faire face à de nombreuses difficultés. Mais l'enlisement du pouvoir nourri chez lui un nouvel optimisme, manifeste dans la déclaration publiée à l'occasion du dix-huitième anniversaire de la Nouvelle armée du peuple : *« Dans les prochaines années* (...), *l'aggravation rapide de la crise va l'emporter sur les efforts du régime pour se consolider et va profondément l'affaiblir. Les forces révolutionnaires se trouvent aussi dans une situation bien meilleure qu'auparavant pour étendre et renforcer leur force armée et politique...* (6). »

Pour avoir refusé d'organiser le *« pouvoir populaire »*, tant chanté en février 1986, et d'engager des réformes socio-économiques radicales, le régime Aquino est aujourd'hui prisonnier de dangereux amis : l'administration américaine, qui cherche avant tout à préserver la cohésion de l'armée ; les grandes familles provinciales et les clans politiques traditionnels, qui dominent la Chambre des députés ; les généraux, qui se disent constitutionnalistes mais ne veulent ni ne peuvent purger le corps militaire de ses éléments factieux. Il est à craindre que les derniers événements sonnent le glas des espoirs démocratiques suscités par le soulèvement de février 1986 contre la dictature.

---

(1) Francisco Nemenzo, « A Season of Coups, Military Intervention in Philippine Politics », *Diliman Review*, vol. 34 nos 5 et 6, 1986 pp. 1 et 25.

(2) Kim Gordon-Bates et Philippe Pons, *le Monde*, 3 septembre 1987.

(3) Nayan Chanda, « A Split Opinion », *Far Eastern Economic Review*, 24 septembre 1987, p. 14. En ce qui concerne l'intervention américaine dans la politique philippine sous Marcos, voir le récent livre de Raymond Bonner, *Waltzing with a Dictator*. Ken incorporated, Quezon-City, 1987.

(4) Eduardo C. Tadem, *Handbook on the Reorganization Proposals for the Ministery of Agrarian Reform*, Présidential Commission on Government Reorganization, Manille, décembre 1986, pp.24-25. Pour un débat sur la réforme agraire, voir notamment la revue *Solidarity*, nos 106 et 107, 1986.

(5) Voir *le Monde diplomatique* de janvier 1987.

(6) « Statement of the Communist Party of the Philippines on the 18th Anniversary of the New People's Army », *Ang Bayan*, numéro spécial, 29 mars 1987, p. 5.

DISPARITION D'UN MILITANT

LEANDRO « Lean » Alejandro est tombé victime d'un attentat, le 19 septembre 1987. Nous l'avions rencontré pour la première fois peu après la tentative de coup d'Etat du 28 août, toujours animé de cette franchise et de cette ouverture d'esprit qui incitaient à respecter son engagement. Ancien étudiant, secrétaire général de la coalition d'organisations de masse Bayan, il était l'une des figures marquantes de sa génération militante. A vingt-sept ans, marié et père d'un enfant de six mois, il se savait menacé.

Rolando Olalia, président de la centrale syndicale KMU, avait été abattu en novembre 1986. Bernabe Buscayno, dirigeant historique de la guérilla communiste, longtemps incarcéré, engagé depuis sa libération dans le Partido ng Bayan – une formation politique légale – avait de justesse échappé au pire en juin 1987. Lean Alejandro était sur la liste noire des « escadrons de la mort » philippins. Il est resté fidèle a ses convictions, jusqu'au bout.

P.R.

Le Monde diplomatique USPS 763-610 is published monthly for $ 35 per year by : *le Monde* c/o Speedimpex, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104. Second class postage paid at New-York, NY Postmaster : send address change to *le Monde* c/o Speedimpex, USA, PNC, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104.

DE CUBA A TRINITÉ-ET-TOBAGO :

Les Caraïbes,

L'UNITÉ des Caraïbes – le terme fait référence à une population indigène, les Karibs, rayée de la carte par les conquistadores espagnols – tient d'abord à leur histoire. Violence, pillage, soulèvements : toutes les îles ont subi la domination de diverses métropoles européennes avant de devenir une « chasse gardée » des Etats-Unis. Aujourd'hui encore, la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, possèdent des « miettes d'empire » dans cette zone dont le peuplement fut marqué par l'importation de main-d'œuvre d'Afrique et dont l'organisation sociale reposa sur l'économie de plantation. Si diverses que soient leurs structures économiques, les petits pays de la région ont en commun un sous-développement aggravé. Petites – la plus grande est Cuba, 10 millions d'habitants, mais la Grenade envahie par les « marines » en 1983 n'en a que 111 000, – usant de langues différentes, peu ou pas du tout reliées entre elles, fondamentalement dépendantes de l'agriculture et du tourisme, à la fois séparées et unies par leur richesse culturelle, les îles de cet « archipel éclaté » préoccupent la super-puissance américaine. La révolte du peuple haïtien contre le « duvaliérisme sans Duvalier » en est l'exemple le plus saisissant.

Par FRANÇOISE BARTHELEMY

UNE *« zone sinistrée où tous les bouleversements politiques deviennent possibles »* : la formule vient d'un journal modéré, dans un article consacré il y a plus d'un an à la situation économique des pays caraïbes et qui a conservé toute son actualité (1). Rien n'est venu depuis donner des couleurs plus riantes au tableau, marqué par de profondes déformations héritées de siècles d'exploitation coloniale, au cours desquels les Espagnols, les Anglais, les Français, les Hollandais puis les Nord-Américains se sont disputé les îles pour s'approprier leurs richesses.

Aujourd'hui, les deux tiers des quelque deux mille entreprises multinationales qui y opèrent ont leur maison-mère aux États-Unis, le voisin vigilant dont le souci premier est de réaffirmer la supériorité du capitalisme face au système socialiste construit par les Cubains avec l'aide de l'URSS.

Partager cette philosophie n'empêche pourtant pas certains grands groupes de se retirer ces temps derniers de petits pays où la fermeture de leurs usines ou de leurs domaines représente une catastrophe. Ainsi la société Kaiser Aluminum et la Reynolds Metal ont quitté la Jamaïque, important producteur de bauxite. Exxon a abandonné ses raffineries de pétrole dans les Antilles néerlandaises. La Gulf and Western a bradé – à des exilés cubains de Miami, les frères Fanjul, – l'empire de plantations sucrières, de terrains d'élevage et d'équipements hôteliers qu'elle possédait en République dominicaine.

Les raisons de cet exode, auquel participent des institutions financières telles que la Bank America, la Chase Manhattan Bank, la Royal Bank, tiennent à la baisse constante des prix des matières premières d'exportation – sucre, bauxite, produits pétroliers, denrées agricoles – jointe à la faible demande des acheteurs.

Les Etats de la région ont subi un effondrement de leurs revenus, alors qu'ils devaient faire face à l'augmentation rapide des prix des produits importés. D'où le recours à un terrible endettement. La Jamaïque et Trinité-et-Tobago, principaux pays anglophones du marché commun de la Caraïbe, le CARICOM – qui a joué un rôle notable dans la signature des accords de Lomé entre la Communauté économique européenne et les pays ACP (2), – ont une dette extérieure *par tête d'habitant* plus grande que celle de leurs voisins latino-américains les plus accablés.

Comme le Congrès américain n'a pas approuvé une loi accordant des crédits d'impôts aux sociétés qui s'implanteraient dans la région, les autorités locales placent leurs espoirs dans l'arrivée d'autres investisseurs étrangers. De rares Israéliens se lancent dans des cultures « spéculatives » (fruits, légumes, horticulture). Des Japonais apportent leur savoir-faire. Ce sont des cas isolés. La méfiance prédomine chez les hommes d'affaires – Européens notamment, – inquiets devant des situations sociales explosives et l'instabilité politique.

La chute du dictateur Jean-Claude Duvalier, en Haïti, n'a pas soulagé de l'effroyable pauvreté une population de 5 millions d'habitants, obligés d'émigrer en masse vers la Floride au péril de leur vie. Les Haïtiens ont adopté en mars 1987 une Constitution extrêmement avancée, qui garantit le droit de tous à la santé et à l'éducation, et qui crée un institut de réforme agraire. Mais, le 25 juillet dernier, à Jean-Rabel, une centaine de paysans sans terre qui manifestaient pacifiquement ont été massacrés par des « tontons macoutes » au service des grands propriétaires fonciers. Le décalage entre cette réalité tragique et un beau texte constitutionnel se fait de plus en plus insupportable. Des élections libres et démocratiques pourront-elles réellement se tenir à la fin du mois de novembre ?

C'est justement parce qu'il craignait de forts remous dans cette région, qualifiée d'*« artère stratégique et commerciale de premier ordre pour les Etats-Unis »*, que le gouvernement de M. Ronald Reagan avait lancé en 1984 l'initiative pour le bassin des Caraïbes (CBI), dont les objectifs étaient d'établir une vaste zone de libre-échange, de donner un coup de fouet aux investissements privés et d'augmenter l'aide financière américaine. A présent, les pays « bénéficiaires » se sentent dupés (3). S'il est vrai que certains produits (fruits de mer, citrons, ananas, tomates, conserves de fruits, jouets, articles électroniques, etc.) entrent sans taxes douanières sur le marché américain, des productions essentielles comme les textiles, le cuir, les produits pétroliers ne peuvent franchir des barrières protectionnistes que les lobbies concernés ont tout fait pour sauvegarder.

En outre, durant ces quatre dernières années, les Etats-Unis ont réduit de 41 % leurs quotas d'importation de sucre en provenance des Caraïbes, car ils protègent leurs propres planteurs, déjà atteints par un recul de la consommation intérieure au profit d'édulcorants. Le premier ministre de Saint-Christophe-et-Nevis, M. Kennedy Simonds, a adressé une lettre de protestation à Washington dans laquelle il dénonce le *« coup dévastateur »* porté à l'économie de son pays (quarante-cinq mille habitants) par une décision qui contredit les principes de la CBI. La grogne et l'inquiétude ont poussé les îles de l'Organisation des Etats de l'Est caraïbe (OECS), qui totalisent près d'un demi-million d'habitants et près de 3 000 kilomètres carrés, à engager des pourparlers afin de former une fédération permettant la libre circulation des personnes et des biens entre Etats membres.

La Grenade est, elle aussi, bien placée pour se sentir flouée. Après que les Etats-Unis eurent engrangé les bénéfices politiques qu'ils souhaitaient tirer de leur intervention militaire d'octobre 1983, ils n'ont pas envisagé de porter à bout de bras cette petite île qui, pas plus que ses voisines, ne bénéficie des prêts privilégiés de la Banque mondiale, alors que sa surface financière ne lui permet pas de recourir à des crédits commerciaux.

Certes, la presse américaine a vanté, à propos des Grenadiens, la *« valeur d'une force de travail jeune, anglophone, payée à 4,5 dollars par jour, ce qui est encore élevé par rapport aux 3 dollars payés en Haïti, mais ce qui représente tout de même une affaire quand on pense aux prix pratiqués en Amérique centrale, en Extrême-Orient et dans d'autres centres traditionnels de travail bon marché* (4) ». Les investisseurs privés ne se sont pas bousculés pour autant... Auraient-ils d'ailleurs résolu les problèmes structurels de ce « micro-Etat » sous-développé, dépendant du tourisme et de l'exportation de la noix muscade ? L'actuel gouvernement du Nouveau Parti national, coalition conduite par M. Herbert Blaize, a abandonné la plupart des programmes sociaux et des réformes entreprises entre 1972 et 1983 par Maurice Bishop avant qu'il ne meure assassiné par un groupe de sa propre formation.

Très populaire, ce dernier avait donné à la microscopique Grenade le sentiment nouveau de la souveraineté nationale, de la dignité recouvrée après la dictature ubuesque d'Eric Gairy. Mais ce que Maurice Bishop avait transmis à son peuple n'est peut-être pas aussi mort qu'on le croit.

Pas plus que ne meurt, dans un autre protectorat américain d'une tout autre dimension, Porto-Rico, l'aspiration à être libre et souverain.



(Roger-Viollet)

LA COUPE DE LA CANNE A SUCRE AUX ANTILLES (gravure de 1878)
L'héritage de l'économie de plantation

« Indépendantistes dans leur cœur »

« PORTO-RICO représente un modèle d'industrialisation rapide et efficace. Au cours des trente dernières années, nous avons évolué d'une société fondée sur l'agriculture vers une autre, hautement industrialisée et utilisant des technologies de pointe », proclamait récemment le gouverneur de Porto-Rico, M. Rafael Hernandez Colon, dans un supplément du *Financial Times* où il invitait les chefs d'entreprise du monde entier à se tourner davantage vers cette *« place unique* (5) ».

Porto-Rico a livré une concurrence acharnée à plusieurs pays asiatiques (Taiwan, Corée du Sud, Singapour, Hongkong) pour conquérir le marché américain en produisant des articles industriels à un coût très bas. Son principal atout : une clause spéciale – la section 936 du code fédéral des impôts – selon laquelle l'administration des Etats-Unis exonère d'une grande partie des taxes fédérales les compagnies qui effectuent des investissements dans l'île. Encouragés par l'exemption fiscale, et aussi par le niveau des salaires versés aux Porto-Ricains, les capitaux sont allés surtout, jusqu'au milieu des années 60, vers l'industrie textile et d'autres branches de l'industrie légère. Puis ils se sont tournés vers la pétrochimie et le raffinage du brut, activités que le renchérissement du pétrole a ralenties, non sans qu'elles aient entraîné une forte dégradation de l'environnement.

Aujourd'hui, les investissements se concentrent dans les industries pharmaceutiques et électroniques. Les firmes Pfizer, Abott, Bristol Myers, Johnson and Johnson, General Electric travaillent avec de la matière première importée, tout comme la technologie, et mettent au point des produits semi-manufacturés que les maisons-mères se chargent d'achever.

Si les sociétés ont enregistré d'importants profits, il n'en a pas été de même pour la population. Certes, le niveau de vie (en moyenne) est élevé, bien que bon nombre des 3,2 millions d'habitants dépendent de programmes d'assistance pour leur nourriture. Le chômage chronique atteint 16 % selon les chiffres officiels, mais son indice réel se situe à un niveau supérieur, avec un facteur aggravant : parmi les jeunes de seize à vingt-cinq ans, il atteint plus de 50 %, ce qui explique l'augmentation de la criminalité et de la délinquance. L'économie dite souterraine, liée au trafic de drogue, à la prostitution, au jeu, se développe sous le contrôle de « parrains » protégés par certains chefs de la police. Tandis que les touristes viennent profiter des beautés coloniales de San-Juan – le tourisme, principale activité économique, rapporte quelque 600 millions de dollars par an, – les chômeurs émigrent vers les Etats-Unis, où les employeurs de main-d'œuvre à bon marché font toujours la chasse aux « Latinos ».

La décision du président Ronald Reagan de réduire de 20 % l'aide fédérale a eu des conséquences très dures pour l'économie (fermeture d'usines, arrêt de travaux prévus dans les services), d'autant que les investissements à l'intérieur du territoire portoricain se faisaient moins attractifs à cause du traitement préférentiel octroyé à d'autres pays de la CBI. M. Hernandez Colon tente de desserrer la dépendance de son pays face au marché américain en sollicitant des capitaux japonais et européens et en développant des « entreprises jumelles » avec ses voisins caraïbes. Mais cette dépendance est inscrite au cœur même du système politique de Porto-Rico, « Etat libre associé » des Etats-Unis depuis 1952, accueillant des bases militaires et objet d'une entreprise de « dépersonnalisation » culturelle depuis qu'elle a été cédée par l'Espagne au tournant du siècle. Tout citoyens américains qu'ils sont, les Porto-Ricains ne peuvent choisir le président des Etats-Unis, et leur représentant au Congrès n'a pas le droit de voter au moment d'approuver une loi. Constatant chez ces citoyens, *« contents mais humiliés »*, le sentiment de subir une *« émasculation politique et une absence de souveraineté »*, le reporter Robert Graham estimait récemment, que *« sur le plan émotionnel, la plupart des Porto-Ricains sont indépendantistes dans leur cœur* (5) ».

Favorable à l'annexion, le Nouveau Parti progressiste (PNP) a été battu lors des élections législatives de 1984. Quant au Parti démocratique populaire (PPD), actuellement majoritaire, il propose davantage d'autonomie et une interprétation plus souple du statut actuel. C'est sur ces bases qu'il se battra aux élections de 1988. Les propositions du Parti indépendantiste portoricain (PIP) de M. Ruben Berrios et du Parti socialiste portoricain de M. Carlos Gallisa, partisans de l'indépendance complète, continuent de faire peur (6). Dans les écoles, on explique aux enfants, dès les classes primaires, que Porto-Rico est un très petit pays dépourvu de ressources naturelles – il importe 80 % de ses aliments, parmi lesquels le café et la banane, – qu'il doit savoir gré aux Etats-Unis de leur protection et que, si celle-ci lui faisait un jour défaut, il serait une proie idéale pour Cuba et le communisme.

Une partie des élites politiques actives dans les Etats caraïbes tiennent en estime la révolution cubaine. C'est ce que l'on sent affleurer dans le chapitre consacré au *« castrisme »*, à la fin de l'œuvre maîtresse écrite par l'ancien premier ministre de Trinité-et-Tobago, Eric Williams, historien décédé en 1985 (7). Bien qu'il fût de pensée conservatrice, il s'inclinait devant la détermination de Cuba à *« transformer ses structures économiques et sociales »* et à *« affirmer son identité nationale »*, tout en déplorant que, pour ce faire, elle eût recours à des

(1) Marc Durin, « Caraïbes, l'exode des investisseurs », *le Figaro*, 2 avril 1986.

(2) Les premiers ministres trinitéen, barbadien, jamaïcain et guyanais réunis à Chaguaramas (Trinité) signèrent, le 4 juillet 1973, l'acte de naissance de la Communauté et du marché commun de la Caraïbe (CARICOM), qui regroupe les anciennes colonies britanniques de la zone.

(3) Ces pays « bénéficiaires » sont : Antigua-et-Barbuda, les Antilles néerlandaises, la Barbade, Belize, le Costa-Rica, la Dominique, la République dominicaine, El Salvador, Grenade, le Guatemala, Haïti, le Honduras, les îles Vierges britanniques, la Jamaïque, Montserrat, Panama, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Trinité-et-Tobago.

(4) *New York Times*, 6 juillet 1984.

(5) Robert Graham, « Puerto-Rico, a Very Special Relationship », *Financial Times*, 27 mars 1987.

(6) José Luis Mendez, « Vers un statut de « République associée » pour Porto-Rico ? », *le Monde diplomatique*, janvier 1987.

(7) Eric Williams, *De Christophe Colomb à Fidel Castro. L'histoire des Caraïbes, 1492-1969*, Présence africaine, Paris, 1975.

Un lac marxiste-léniniste

« ...Le bassin des Caraïbes, région de communications maritimes et centre de raffinage du pétrole destiné aux Etats-Unis, se transforme en un lac marxiste-léniniste... Notre pays ne s'est jamais trouvé dans une situation aussi dangereuse sur le flanc sud. Le temps est venu de prendre une initiative. On ne peut plus repousser l'heure de la prise de décisions. »

(« A New Inter-American Policy for the Eighties », connu sous le nom de « Document de Santa-Fé », élaboré par un comité spécial de chercheurs, d'hommes politiques et de militaires américains à l'intention de l'administration républicaine, Washington, 1980.)

Le sang se transvasait...

« Les plantations des Caraïbes, condamnées à la monoculture de la canne à sucre, peuvent être considérées non seulement comme le centre dynamique du développement des « treize colonies » pour le soutien que la traite des Noirs apporta à l'industrie navale et aux distilleries de la Nouvelle-Angleterre. Elles constituèrent également le marché idéal pour le développement des exportations de vivres, de bois et d'équipements à destination des raffineries. Ce marché insuffla sa prospérité à l'économie rurale et précocement manufacturière de l'Atlantique nord. Les navires construits dans les chantiers des colons du Nord apportaient en grandes quantités aux Caraïbes du poisson frais et fumé, de l'avoine et du grain, des haricots noirs, de la farine, du beurre, des fromages, des oignons, des chevaux et des bovins, des bougies et du savon, des tissus, des planches de pin, de chêne et de cèdre pour l'emballage du sucre (Cuba eut la première scie à vapeur importée en Amérique latine, mais elle n'avait pas de bois à couper), et des douelles, des cerceaux, des cercles, des anneaux et des clous.

» Ainsi donc le sang se transvasait. Les pays développés se développaient ; et les sous-développés se sous-développaient. »

(Eduardo Galeano, *les Veines ouvertes de l'Amérique latine*, Terre humaine, Plon, Paris, 1981, pp. 115-116.)

L'énergie de la mémoire

« Par chance, la réserve décisive de l'Amérique latine et des Caraïbes est une énergie capable de faire bouger le monde : c'est la périlleuse mémoire de nos peuples. Un immense patrimoine culturel antérieur à toute matière première, une matière première de caractère multiple qui toute la vie accompagne chacun de nos pas. Une culture de résistance qui se manifeste dans les ombres du langage, dans les vierges métisses – nos patronnes artisanales, – véritables miracles du peuple contre le pouvoir clérical colonisateur. Une culture de solidarité, qui se manifeste dans les excès criminels de notre nature indomptée ou dans la rébellion des peuples pour l'identité et la souveraineté. Une culture de protestation dans les visages indigènes des anges artisanaux de nos temples ou dans la musique des neiges éternelles, qui tâche de conjurer par la nostalgie les sourds pouvoirs de la mort. Une culture de la vie quotidienne qui se manifeste dans l'imagination de la cuisine, du monde d'habillement, de la superstition créatrice, des liturgies intimes de l'amour. Une culture de fête, de transgression, de mystère, qui brise la camisole de force de la réalité et réconcilie finalement la raison et l'imagination, la parole et le geste, et montre qu'il n'est pas de concept que tôt ou tard la vie ne dépasse.

» Cette force-là tient à notre retard. Une énergie de nouveauté et de beauté qui nous appartient entièrement et avec laquelle nous nous suffisons à nous-mêmes, qui ne pourra être domestiquée ni par la voracité impériale, ni par la brutalité de l'oppresseur interne, ni même par nos peurs immémoriales de traduire en parole les rêves les plus secrets. »

(Gabriel Garcia Marquez, *Deuxième Rencontre des intellectuels pour la souveraineté des peuples de notre Amérique*, La Havane, 29 novembre 1985.)

UNE MOSAIQUE ÉCLATÉE

zone sinistrée

« méthodes totalitaires ». Avec un art très consommé de la nuance, il précisait à ce sujet : *« La révolution cubaine a beau être, sans conteste, un régime totalitaire, on ne peut mettre en doute l'enthousiasme et l'engagement populaires. »* Enfin, il estimait que la *« domination russe »* sur l'économie était *« moins néfaste que l'ancien contrôle américain, même si l'exemple de Cuba n'en a pas moins mis en lumière la faiblesse fondamentale des pays antillais, la tendance à rechercher des soutiens à l'extérieur »*.

Aujourd'hui, plusieurs leaders de la région entretiennent avec le régime cubain des relations amicales : l'ancien président Juan Bosch, et son Parti de libération nationale (PLN), dont l'audience ne cesse de s'étendre en République dominicaine ; les dirigeants du Parti travailliste démocratique de la Barbade (DLP, socialiste), fondé par Errol Barrow. Entre son retour au pouvoir aux élections de mai 1986, fort mal vu par Washington, et son décès soudain le 1er juin 1987, il a eu le temps et la volonté de freiner la constitution de la *« force armée multinationale des Caraïbes orientales »*, que les Américains avaient mise sur pied afin d'intervenir en cas de *« basculement à gauche »* d'un pays de la région. Son successeur, M. Erskine Sandiford, est résolu à poursuivre dans la voie d'une politique nationaliste et progressiste. En dépit de ses modestes proportions, la Barbade, qui vit du tourisme et de l'industrie sucrière, exerce un indéniable leadership sur ses petits voisins, et même sur la Jamaïque. Là, précisément, les élections municipales de juillet 1986 ont donné une victoire écrasante à l'ancien premier ministre Michael Manley (1972-1980), dirigeant du Parti national du peuple (PNP), bon ami de Cuba, et qui a toutes les chances de revenir au pouvoir en 1988.

Ainsi, après deux mandats successifs de M. Ronald Reagan, et malgré ses efforts pour modifier à son avantage le rapport des forces, le bassin caraïbe se trouve devant une situation paradoxale : les deux principaux pays du CARICOM, la Barbade et la Jamaïque, ont ou auront à leur tête les partis qui, dans les années 70, ont adopté une politique de non-alignement, assumé des positions de plus en plus indépendantes en matière de politique extérieure et établi des relations cordiales avec Cuba. Pourquoi, sinon parce que Cuba est vue comme un membre à part entière de l'espace caraïbe, sur le plan culturel notamment, et parce qu'elle a adopté face aux Etats-Unis ce qu'un chercheur a appelé la *« souveraineté de la résistance* (8) » ? Parce qu'elle a réussi également de hautes performances pour la satisfaction des besoins populaires : le droit au travail, le droit à la santé, le droit à l'éducation, le droit à l'alimentation. Aux yeux des populations voisines démunies, ces acquis ne sont pas minces.

Malgré la très mauvaise conjoncture financière que traverse Cuba, il n'est pas question pour les dirigeants de toucher à ces quatre droits fondamentaux, pas plus qu'au développement économique du pays. Si ce dernier souffre terriblement du blocus américain, il a toutefois sur ses voisins un avantage : appartenant à la communauté socialiste, il a affaire à des acheteurs et à des fournisseurs stables. En échange de certaines quantités de sucre et d'autres produits achetés à de bonnes conditions, l'URSS et ses alliés lui fournissent la majeure partie des biens d'équipement et de consommation requis.

C'est une sécurité dont d'autres pays sous-développés ne jouissent pas. Pas plus qu'ils ne reçoivent une aide comparable à celle que reçoit Cuba depuis vingt-sept ans, comme le rappelait, dans *le Monde diplomatique*, l'écrivain Mario Vargas Llosa, dont l'anticommunisme est sans faille (9).

CUBA
110 861 km²
10 000 000 hab.
PNB/hab. : non disponible
Dette : 7,035 milliards de dollars
Ressources : sucre, agrumes, nickel, industries légères, pêche
Mortalité infantile : 16 ‰
Taux de scolarisation : 90 %

JAMAIQUE
11 425 km²
2 290 000 hab.
PNB/hab. : 940 dollars
Dette : 4,282 milliards de dollars
Ressources : bauxite, alumine, sucre, bananes
Mortalité infantile : 20 ‰
Taux de scolarisation : 95 %

ÉTATS-UNIS – OCÉAN ATLANTIQUE – Nassau – ILES BAHAMAS – ANDROS – La Havane – ILES CAICOS (Brit.) – ILES TURKS (Brit.) – CUBA – MEXIQUE – BELIZE – GUATEMALA – HONDURAS – SALVADOR – NICARAGUA – COSTA-RICA – PANAMA – ILE CAÏMAN (Brit.) – Kingston – JAMAIQUE – Port-au-Prince – HAITI – St-Domingue – RÉP. DOMINICAINE – PORTO-RICO (É.-U.) – ILES DU VENT – ILES SOUS LE VENT – Mer des Antilles (Mer Caraïbe) – ANTILLES NÉERLANDAISES – CURAÇAO – BONAIRE – ARUBA – Cartagena – COLOMBIE – VENEZUELA – GUYANA – SURINAME – GUYANE – BRESIL – Georgetown – Paramaribo – Cayenne – LA TORTUE – MARGARITA – San-Juan – ST-THOMAS – ILES VIERGES (É.-U.) – STE-CROIX – ANGUILLA (Brit.) – ST-MARTIN (Fr. et Néer.) – SABA – BARBUDA – ANTIGUA – ST-CHRISTOPHE et NEVIS – MONTSERRAT (Brit.) – Pointe-à-Pitre – LA DÉSIRADE – GUADELOUPE (Fr.) – MARIE-GALANTE – DOMINIQUE – St-Pierre – MARTINIQUE (Fr.) – STE-LUCIE – ST-VINCENT – BARBADE Bridgetown – ILES GRENADINES – GRENADE – Port-of-Spain – TOBAGO – TRINITÉ

HAITI	RÉP. DOMINICAINE	PORTO-RICO	GRENADE	TRINITÉ-ET-TOBAGO	BARBADE
27 750 km²	48 730 km²	8 900 km²	344 km²	5 130 km²	430 km²
5 050 000 hab.	6 150 000 hab.	3 400 000 hab.	111 000 hab.	1 170 000 hab.	260 000 hab.
PNB/hab. : 350 dollars	PNB/hab. : 810 dollars	PNB/hab. : 4 850 dollars	PNB/hab. : 970 dollars	PNB/hab. : 6 010 dollars	PNB/hab. : 4 680 dollars
Dette : 824 millions de dollars	Dette : 3,731 milliards de dollars	Dette : non disponible	Dette : 70 millions de dollars	Dette : 1,768 milliard de dollars	Dette : 465 millions de dollars
Ressources : sucre, café, produits agricoles, élevage	Ressources : tourisme, sucre, cacao, mines	Ressources : tourisme, raffineries de pétrole, usines d'assemblage	Ressources : noix de muscade, bananes, cacao, noix de coco	Ressources : pétrole, asphalte, industries légères	Ressources : tourisme, sucre, industries légères
Mortalité infantile : 123 ‰	Mortalité infantile : 70 ‰	Mortalité infantile : non disponible	Mortalité infantile : non disponible	Mortalité infantile : 22 ‰	Mortalité infantile : 23 ‰
Taux de scolarisation : 48 %	Taux de scolarisation : 81 %	Taux de scolarisation : 85 %	Taux de scolarisation : 85 %	Taux de scolarisation : 83 %	Taux de scolarisation : 97 %

Une grande diversité de statuts politiques

RÉPUBLIQUES

Cube ; Haïti ; République dominicaine ; Trinité-et-Tobago ; Guyana ; Suriname.

ÉTATS INDÉPENDANTS MEMBRES DU COMMONWEALTH

Antigua-et-Barbuda ; Bahamas ; Barbade ; Belize ; Dominique ; Grenade (dépendances : Carriacou et Petite-Martinique, dans les Grenadines méridionales) ; Jamaïque ; Sainte-Lucie ; Saint-Vincent-et-Grenadines ; Saint-Christophe-et-Nevis.

DÉPARTEMENTS FRANÇAIS

Guadeloupe (dépendances : Désirade, Marie-Galante, Saint-Barthélemy, Saintes, partie septentrionale de Saint-Martin] ; Martinique ; Guyane.

ANTILLES AMÉRICAINES

- **Territoire extérieur des Etats-Unis :** Iles Vierges américaines : Sainte-Croix, Saint-John, Saint-Thomas.
- **Etat libre associé :** Porto-Rico (dépendances : Vieques, Culebra, Mona).

ANTILLES BRITANNIQUES

- **Colonie de la couronne :** Bermudes.
- **Territoires dépendants semi-autonomes :** Anguilla ; îles Caïmans ; Montserrat ; îles Turks et Caicos ; îles Vierges britanniques : Tortola, Virgin Gorda, Anegada.

ANTILLES NÉERLANDAISES

- **Statut particulier :** Aruba.
- **Autonomie interne :** Bonaire ; Curaçao ; Saba ; Saint-Eustache ; partie méridionale de Saint-Martin.

Cuba réalise tout de même 13 % de ses échanges avec le monde capitaliste. Mais ses revenus en devises convertibles ont diminué de 50 % et la réduction des importations payables en devises est du même ordre en 1987. D'où la mise en œuvre de *« mesures d'austérité »* et, surtout, d'une campagne de « rectification ». Inefficacité et faible productivité des entreprises, place de l'initiative privée, fonctionnement de la « démocratie socialiste », travail des militants communistes, lutte contre la corruption et les privilèges, tels sont les sujets auxquels M. Fidel Castro donne la priorité, tout en continuant à mener une politique extérieure ambitieuse. Jamais La Havane n'avait renoué à la fois autant de liens diplomatiques, économiques, culturels avec les membres de la « famille » latino-américaine : Mexique, Bolivie, Uruguay, Brésil, Equateur, Pérou, Argentine, Panama et Nicaragua, sur le continent, et, dans les Caraïbes, Guyana, la Barbade, Trinité-et-Tobago. On est très loin de l'isolement que souhaitait le président Reagan. A Genève, en mars dernier, le Costa-Rica a été le seul pays latino-américain à suivre les Etats-Unis, qui tentaient d'asseoir Cuba au banc des accusés pour *« violation des droits de l'homme »*.

République dominicaine et Jamaïque : deux bombes à retardement

AUTRES revers, à plus longue portée ceux-là : les deux pays caraïbes dont Washington voulait faire des « vitrines » du capitalisme prospère et de la liberté sont tous deux plongés dans le marasme économique et les convulsions sociales.

1978-1986 : les huit années de gouvernement social-démocrate du Parti révolutionnaire dominicain (PRD), membre de l'Internationale socialiste, ont ouvert une phase de réactivation des formes démocratiques représentatives. Mais elles n'ont rien changé à un modèle de développement qui respecte les impératifs américains : agriculture et élevage d'exportation, industrialisation à base d'usines d'assemblage, situées dans les zones franches, véritables « paradis fiscaux » consommateurs d'une main-d'œuvre à bon marché, essor d'un tourisme de luxe, etc. Les problèmes sociaux ont pris un tour aigu avec « les émeutes de la faim » d'avril 1984, réprimées dans le sang par l'ancien président Jorge Blanco (1982-1986), maintenant sous mandat d'arrêt pour malversations dans des achats effectués par les forces armées. C'est précisément la bataille contre la corruption que l'actuel président, l'octogénaire Joaquim Balaguer – entre 1966 et 1978, il gouverna le pays d'une main de fer, en bon disciple qu'il était du dictateur Rafael Trujillo, – a placée au centre de sa fiévreuse activité, caractérisée aussi par le désir d'améliorer le sort des paysans, sa grande base électorale. Se souciant fort peu de consulter son Parti réformiste social-chrétien (droite), ce patriarche aveugle bat les campagnes pour dénoncer les abus des latifundistes ou des militaires, et gagne, auprès des âmes simples, une auréole de sainteté.

Rien ne dit qu'il pourra et voudra remettre en marche la réforme agraire qu'il avait jadis commencée, dans ce pays où 0,07 % des propriétaires terriens détiennent 45 % de la surface cultivable, à côté de trois cent mille familles de paysans privées de terres. Mais ses propos subversifs – *« Celui qui travaille la terre, celui qui la féconde avec la sueur de son front est, par la volonté de Dieu, le maître de cette terre* (10) » – risquent d'alimenter de futures révoltes. Le succès de la grève générale organisée le 28 juillet dernier par les syndicats, qui réclament une augmentation de 60 % du salaire minimal (75 dollars, soit 250 pesos), a fortement irrité le président Balaguer. En habile politicien qu'il est, il sait cependant flatter l'opinion publique en déclarant que la dette extérieure est *« impossible à payer »* et en désapprouvant les prétentions du Fonds monétaire international à *« dicter des solutions incompatibles avec la dignité dominicaine »*.

En revanche, au cours de ses sept ans de pouvoir, l'actuel premier ministre de la Jamaïque, M. Edward Seaga, et son Parti travailliste jamaïcain (JLP, conservateur) ont suivi à la lettre les recettes du FMI, de la Banque mondiale et des conseillers américains. Les résultats sont mauvais : stagnation de l'économie, déjà frappée par la mévente de la bauxite, alourdissement de la dette (42 % du budget sont consacrés au paiement des intérêts), dévaluation catastrophique du dollar jamaïcain, dégradation brutale des conditions de vie de la population. Désavoué lors des dernières élections municipales, M. Edward Seaga s'acharnera certainement – en recourant si nécessaire à la violence politique contre ses adversaires, – non seulement à tenir jusqu'en décembre 1988, date légale des élections législatives, mais à barrer la route au « socialisme démocratique » de M. Michael Manley. Ce dernier affirme, notamment, vouloir redonner à la politique extérieure de son pays plus d'autonomie, une orientation nationaliste, et travailler à l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial.

Un objectif auquel souscrit le premier ministre de Trinité-et-Tobago, M. Arthur Napoleon Raymond Robinson, dont le triomphe, le 16 décembre 1986, a représenté, selon la presse locale, un *« tremblement de terre »*. La coalition qu'il dirige, l'Alliance nationale pour la reconstruction (NAR), a en effet mis fin au long règne du Mouvement national du peuple (PNM), dont l'influence dépendait surtout du charisme de feu Eric Williams. M. Robinson, animé d'un vif esprit « intégrationniste » et attaché au Mouvement des non-alignés, aspire à diversifier l'économie nationale, rudement atteinte par la chute des prix du pétrole. Il pense que *« le protectionnisme, les termes injustes de l'échange commercial et le coût élevé du transfert de technologie des pays développés ont fait basculer de nombreux Etats en voie de développement dans le cercle vicieux de l'endettement* (11). »

Quelle nation des Caraïbes, quel que soit son régime politique, n'approuverait ce constat ? L'amertume se double de profondes incertitudes : déclin de l'agro-industrie traditionnelle, énormes difficultés rencontrées par des îles exportatrices de matières premières et productrices de loisirs, transformations en cours dans les économies de pays industrialisés laissent entrevoir une modification de la « spécialisation » des Caraïbes dans le marché mondial. La région – Cuba mise à part – ira-t-elle de plus en plus vers un développement « asiatique », fondé sur une stratégie de promotion des exportations à partir des zones franches, avec tous les déséquilibres que suppose cette accentuation du caractère extraverti et dépendant des économies locales ? Réussira-t-elle, au contraire, à favoriser – en particulier par le biais d'une intégration bien comprise – un développement plus autocentré, répondant aux besoins des populations locales (12) ? Les Etats-Unis lui en laisseront-ils le choix ? Comme pour d'autres puissances occidentales présentes dans l'archipel, tel serait pourtant leur intérêt.

FRANÇOISE BARTHELEMY.

(8) Pierre-Alain Blérald, « Les variations de la souveraineté : de l'intégration à la résistance », numéro « spécial Caraïbes », *Revue politique et parlementaire*, n° 924, juillet-août 1986.

(9) *Le Monde diplomatique*, mai 1987.

(10) José Comas, « La transformacion del senor presidente », *El Pais*, 24 mai 1987.

(11) *Financial Times*, 20 mars 1987.

(12) Canute James, « Self-help in the Caribbean », *Financial Times*, 12 août 1987.

Le Burundi, au-delà de la « révolution de palais »

QUELLES raisons *ont poussé, le 3 septembre dernier,* le major Pierre Buyoya à s'emparer du pouvoir au Burundi et à renverser M. Jean-Baptiste Bagaza ? Les mesures adoptées par l'ancien président à l'encontre des catholiques (65 % de la population) et de l'Eglise elle-même comptent sans doute parmi les mobiles des auteurs du coup d'Etat. Mais, plus profondément, subsiste le problème majeur du pays : celui d'un régime s'appuyant sur une minorité tutsi (15 % de la population), et redoutant que des activités échappant à son contrôle ne mobilisent la majorité hutu brimée dans l'exercice de ses droits.

Par COLETTE BRAECKMAN

ALORS qu'il assistait au sommet francophone de Québec, le 3 septembre, le président du Burundi, M. Jean-Baptiste Bagaza, fut soudainement renversé par l'un de ses proches, le major Pierre Buyoya, sans violence aucune. Depuis lors, une impression de soulagement règne à Bujumbura, la capitale : plusieurs centaines de détenus ont été libérés, dont trois prêtres et deux catéchistes, ainsi qu'une quarantaine de personnalités appartenant à l'ethnie hutu. Les mesures qui limitaient la liberté d'action de l'Eglise catholique ont été rapportées, et le chef de la Sûreté, un personnage craint dans tout le pays, a été limogé. Provisoirement, le Conseil militaire de salut national assume tous les pouvoirs, le parti unique et l'Assemblée nationale ayant été dissous.

A première vue, il s'agit donc, dans ce petit pays de cinq millions d'habitants, d'une « révolution de palais », d'un règlement de comptes entre militaires. Simple péripétie, en somme ? Les dérives du régime du président Bagaza, dans les derniers mois qui précédèrent sa destitution, suffiraient à expliquer sa disgrâce. Orgueilleux, solitaire, le président avait multiplié les inimitiés au sein de sa propre caste, le groupe des Himas, appartenant à l'ethnie des Tutsis, sur lequel il avait assis son pouvoir. Il avait nommé des hommes liges à tous les postes-clés et considérablement restreint les libertés individuelles. Le pouvoir avait interdit l'organisation des marchés en semaine et strictement limité la durée des cérémonies de deuil et de mariage : tout se passait comme si, dans ce pays de collines où les paysans vivent dispersés, il fallait à tout prix empêcher les gens de se réunir, de s'organiser.

Mais ce qui finalement précipita la perte du régime Bagaza, c'est l'épreuve de force engagée avec l'Eglise catholique. Au cours des dernières années, les mesures visant à limiter ses activités s'étaient multipliées. Cette année encore, plus de 3 000 catéchistes qui assistaient les 107 prêtres nationaux avaient été démis de leurs fonctions ; le régime avait interdit les messes en semaine et les réunions de prière qui rassemblaient les fidèles sur les collines, au cours desquelles les paysans parlaient aussi de leur vie quotidienne, de leurs problèmes matériels et, à la longue, auraient peut-être entrepris de s'organiser comme, sous d'autres cieux, les « communautés chrétiennes de base ».

Si l'Eglise officielle choisit de réagir avec une extrême modération, les fidèles, eux, considérèrent qu'il s'agissait là d'une véritable persécution religieuse. Persécution à laquelle d'autres religions n'échappaient d'ailleurs pas : les jours et les heures de prière des musulmans furent réglementés ; témoins de Jéhovah et adventistes du septième jour, ainsi que groupes protestants, durent aussi se soumettre à des règles strictes.

De telles dispositions furent mal accueillies par une population catholique à 65 %. Elles attirèrent, de surcroît, l'attention de la communauté internationale : par exemple, Amnesty International publia plusieurs rapports alarmants et les relations avec la Belgique, l'ancienne métropole, se détériorèrent, Bruxelles suspendant certains projets de coopération. Les pressions qui s'exerçaient ainsi sur le pays incitèrent le major Buyoya à renverser un président qui cependant appartenait au même groupe ethnique et à la même région que lui. L'Eglise du Burundi apporte désormais son soutien sans réserves au nouveau dirigeant. Cependant les causes profondes du conflit demeurent.

Dans ce pays, qui fut administré par la Belgique après l'occupation allemande, l'Eglise accéda, à l'époque coloniale, à d'importantes responsabilités. Répartis dans tout le pays, disposant d'une puissance spirituelle et temporelle considérable, les missionnaires éduquaient, soignaient et, aussi, travaillaient en étroite collaboration avec les administrateurs coloniaux. Par la suite, l'Eglise poursuivit ses tâches sociales et spirituelles et il n'est pas étonnant que, un quart de siècle après l'indépendance, le gouvernement d'un pays souverain ait souhaité assurer lui-même l'éducation primaire : 95 000 enfants ayant perdu l'accès aux « petits séminaires » ont déjà été réintégrés dans les écoles de l'Etat. De même, les autorités ont voulu prendre le contrôle du secteur de la santé et des nombreux dispensaires qui, dépendant de l'Eglise, sont tenus par des religieuses. Or, dans ce pays où la croissance démographique est de 2,96 %, le gouvernement prône la planification des naissances, mais aucune information sur ce sujet n'est dispensée dans les institutions catholiques.

Très axée sur les valeurs spirituelles, soutenue par une population de tradition monothéiste, l'Eglise du Burundi n'a rien de révolutionnaire et seuls quelques missionnaires, italiens ou espagnols, expulsés voilà longtemps, prêchaient naguère la « théologie de la libération ». La Conférence épiscopale, dont cinq évêques sur sept sont tutsis, évita le plus longtemps possible d'entrer en conflit avec le pouvoir.

Au-delà des querelles classiques, sinon anachroniques, entre l'Eglise et l'Etat se profile, en filigrane, le problème majeur du pays : le pouvoir est *celui d'un régime minoritaire*, s'appuyant sur l'ethnie tutsi (15 % de la population) et redoutant que, à l'instar du Rwanda voisin, l'Eglise ne « conscientise », ne « mobilise » la majorité hutu, qui pourrait alors revendiquer ses droits. Tôt ou tard, les démêlés avec l'Eglise risquent de se reproduire.

L'impératif de la réconciliation

DEPUIS 1972, en effet, le Burundi est un pays traumatisé. A cette époque, une brève révolte des Hutus, accompagnée de règlements de comptes au sein des groupes tutsis, fit quelque deux mille morts chez ces derniers. Cette révolte et la crainte inspirée par l'exemple du Rwanda (soutenue activement par l'Eglise, la « révolution rwandaise » avait porté les Hutus au pouvoir, des milliers de Tutsis avaient été massacrés et de nombreux autres avaient dû fuir) amenèrent les Tutsis du Burundi à déclencher contre leurs compatriotes hutus ce que l'on appela à l'époque un *« génocide sélectif* (1) ».

Avec l'accession au pouvoir du président Bagaza, en 1976, le sujet devint tabou au Burundi. Officiellement, on parle de réconciliation, on nie les différences ethniques, on loue la « symbiose » entre deux peuples qui partagent la même langue, la même culture et la même histoire. Mais, fût-il nié, le problème demeure sous-jacent et, aujourd'hui comme hier, ce sont les Tutsis qui sont majoritaires dans l'armée, au gouvernement, dans l'administration, dans le haut clergé. Dans l'enseignement secondaire, les enfants hutus sont loin d'être représentés en fonction de leur nombre.

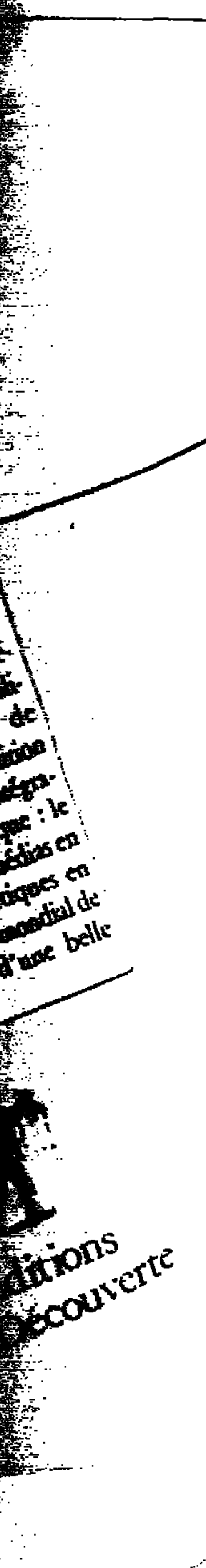
En outre, depuis la disparition de la monarchie qui, elle, se situait au-dessus des ethnies, le Burundi est dirigé par les membres d'un seul groupe tutsi, celui des Himas, originaire du Sud et parfois considéré avec mépris par les Banyarugus du Nord, qui formaient, eux, l'entourage des souverains d'autrefois, les « mwamis ».

Le major Buyoya, comme son prédécesseur le président Bagaza, ou comme le président Micombero, responsable des massacres de 1972, est un Hima. Le groupe dominant veille simplement à remplacer les dirigeants issus de ses rangs dès lors qu'ils sont discrédités ou usés par le pouvoir.

Rien, dans les événements récents, n'a modifié ce schéma. Et persiste le malaise qui hante la société, aux racines duquel se trouve l'aspiration au pouvoir de la majorité hutu, écartée des centres de décision, et qui ne se satisfait pas de la relative stabilité économique qui lui est proposée. Car au-delà de ce malaise ethnique, le Burundi offre l'image d'un pays bien géré : au cours des dernières années, des efforts considérables ont été accomplis pour assurer l'autosuffisance alimentaire, améliorer l'état des routes, approvisionner les collines en électricité et en eau potable, développer les coopératives de production et regrouper en villages les paysans trop dispersés afin qu'ils puissent y bénéficier de services de santé ou d'un meilleur encadrement agricole. Les cellules du parti sont, certes, des moyens de contrôle de la population, mais aussi des agents de développement, mobilisant les villageois à l'occasion de campagnes de vaccination ou de travaux collectifs comme l'entretien des routes ou la lutte contre l'érosion.

Un tel encadrement entrait en compétition directe avec les structures d'Eglise et, sur ce point, les récentes mesures d'apaisement n'ont pas non plus modifié les données du problème. Aussi longtemps qu'il demeurera entre les mains de la minorité tutsi, le pouvoir se sentira vulnérable, menacé par toute forme d'organisation populaire hors des structures du parti ou de l'Etat.

(1) « Burundi since the Genocide », *The Minority Rights Group Report*, n° 20, Londres, mai 1987.





VIVRE ET LUTTER EN AFRIQUE DU SUD

Quand Durban sera libre

Par MEWA RAMGOBIN

Ils sont deux millions et demi de travailleurs noirs, en Afrique du Sud, à être recrutés sur contrat annuel dans l'économie blanche : tel Elias, le héros du roman de Mewa Ramgobin dont nous publions ce mois-ci un extrait (1). Elles sont huit cent mille femmes noires à travailler pour une famille blanche, telle Lucy, la compagne d'Elias. *Quand Durban sera libre* nous révèle leur vie quotidienne. Portés par un style sobre, se déploient les thèmes majeurs de la réalité sud-africaine : la lutte armée du Congrès national africain (ANC), le rôle éminent des femmes, le poids des Eglises et des chefs tribaux, la révolte des jeunes, les dilemmes du libéralisme blanc... Un sabotage perpétré par l'ANC coûte à Elias une jambe, son emploi, son logement. Et lorsque les bons maîtres de Lucy quitteront l'Afrique du Sud *« pour ne pas avoir à se repentir plus tard »*, celle-ci, réduite à la prostitution, se forgera une conscience toujours plus aiguë des fins et moyens de la lutte.

Seul un grand romancier placé lui-même au tout premier rang du combat démocratique pouvait ainsi saisir, sans tabous, les déroutantes logiques à l'œuvre dans son pays ; et en nourrir une volonté de libération aussi lucide qu'ardente. Né en 1932 au Natal, Mewa Ramgobin, petit-fils par alliance de Gandhi, dirige le Congrès indien du Natal (NIC) créé par le Mahatma en 1884 et allié à l'ANC. Pendant douze ans, il fut assigné à résidence ; et « banni » pendant dix-sept ans. En 1983, il devint trésorier du tout nouveau Front démocratique uni (UDF).

En mai 1985, seize responsables de l'UDF – dont Mewa Ramgobin, – inculpés de trahison, risquaient la peine de mort. Le 9 décembre de la même année, l'écrivain fut parmi les douze premiers acquittés. Commencé en 1982, *Quand Durban sera libre* fut parachevé en prison et publié en 1986 à New-York.

JEAN-PIERRE RICHARD.

(1) Mewa Ramgobin, *Quand Durban sera libre* (titre original en anglais : *Waiting to live*. Vintage Books, Random House, New-York, 1986). Traduit de l'anglais sud-africain par Jean-Pierre Richard, à paraître aux éditions L'Harmattan, Paris, en novembre prochain.

PAR un vendredi matin glacial, Elias quitta l'hôpital. On lui donna une paire de béquilles. Les techniciens de l'hôpital, avec l'aide des chirurgiens orthopédistes, avaient fait ce qu'il fallait avec la jambe artificielle qu'ils lui avaient fixée à la cuisse.

A partir du genou, son diamètre se réduisait de plus en plus et elle se terminait par un rond. La partie aplatie qui remplaçait la plante du pied n'avait pas plus d'une demi-douzaine de centimètres. On avait dit à Elias qu'avec le temps et l'habitude il arriverait à marcher sans béquilles. Cela lui prit environ trois mois ; après quoi, il rendit les béquilles à l'hôpital comme l'exigeait la direction de l'établissement. Il avait appris à marcher avec une simple canne. Il boitait, mais il pouvait se déplacer.

Il se rendit, clopin-clopant, au bureau du contremaître. Il avait repris le travail. La secrétaire le renvoya au bureau des chemins de fer qui s'occupait des pensions des employés. Elle lui en indiqua l'adresse, et Elias, avec son pilon, traversa Durban jusqu'à l'endroit indiqué. S'agissant de son travail, il fallait absolument qu'il sache à quoi s'en tenir. (...)

Elias laissa la marque de son pouce aux emplacements indiqués. Les deux témoins signèrent. Une fois les documents paraphés dans les règles, Elias se vit remettre une feuille.

« C'est une lettre qui a trait à la somme qui t'est allouée pour ta retraite.

– Ma retraite !

Elias, sous le coup du choc, lança un regard envieux au retraité blanc.

– Oui, dit l'interprète.

– Mais je ne peux tout de même pas partir en retraite ! Je suis jeune encore ! Je veux travailler. J'ai une femme et un enfant.

– C'est possible, dit l'interprète. Il ouvrit la porte et ordonna à Elias : Tu peux y aller maintenant. »

Elias sortit. La porte se referma derrière lui. Il resta là, à contempler les murs vides et morts du couloir de ce bâtiment administratif. Il n'avait pas encore recouvré ses esprits lorsque la porte se rouvrit dans son dos et le vieux Blanc passa fièrement à côté de lui, sans un mot, sans un regard. (...)

Elias, encore abasourdi, quitta les bureaux sans broncher. Il prit le chemin de la gare, pour rentrer à Kwa-Mashu, chez lui, revoir son fils, revoir Lucy.

Quelqu'un l'aida à descendre du train. Ceux qui se trouvaient près de lui, notamment les plus âgés, avaient peur de voir le train redémarrer avant qu'ils ne soient tous descendus. Une vieille de la township offrit son épaule à Elias pour qu'il y prenne appui au moment de descendre de wagon. A deux, ils y réussirent très bien, et Elias la remercia chaleureusement. En même temps, il s'en voulait. Il avait honte de son état. Et comme pour aggraver sa honte et sa colère, il était porteur d'un avis de mise à la retraire – à son âge ! Il avait le sentiment de ne plus servir à rien. Il rentra chez lui en boitant et, une fois arrivé, il expliqua à Lucy tout ce qui s'était passé.

« Tu ne crois pas qu'on devrait demander conseil à Peter Evenmore, qu'il nous dise quoi faire au sujet de mon travail ?

– Ce n'est pas une mauvaise idée. Au moins, il pourra lire la lettre et nous dire tout ce qui est écrit là, en petits caractères. Mais attendons lundi matin. De toute façon, il faut que j'aille travailler. On ira ensemble. »

« QU'EST-CE que c'est encore que cette histoire ? demanda Peter Evenmore.

– On m'a mis d'office à la retraite, répondit Elias, penaud.

– Quoi ? En retraite, à l'âge que tu as ? s'exclama Mary.

– C'est ce qu'ils disent. »

Pendant que Peter lisait la lettre, Mary sortit sur le perron. Lucy la suivit. A l'écart des hommes, les deux femmes se regardèrent. Mary demanda :

« Lucy, qu'est-ce que vous allez faire, maintenant qu'Elias a perdu son emploi ? Et maintenant qu'il est unijambiste, qui va le prendre ?

– Il va falloir réfléchir à la question tous les deux. Nous ne savons pas encore ce qu'Elias va faire. Mais en tout cas, moi, je sais ce que je vais faire.

– C'est-à-dire ?

– Ne jamais lui donner l'occasion de penser qu'il est désormais un homme diminué en quoi que ce soit.

– Tu as tout à fait raison. Rentrons voir ce que les hommes ont décidé. »

Peter et Mary n'avaient pas encore fini d'examiner la notification de mise à la retraite. Mary s'approcha de la table de la salle à manger et lut la lettre par-dessus l'épaule de Peter : « Montant total de l'indemnité correspondant au taux d'invalidité fixé : 483 rands (1) », lut-elle à voix haute. Elle relut le paragraphe concerné.

« Et c'est avec ça que tu es censé partir à la retraite ?

– C'est ce que dit la lettre », répondit Peter.

Mary s'assit et se prit la tête dans les mains. Exaspérée, elle demanda :

« Elias, à combien se monte ton loyer ?

– 5 rands 35 cents par mois.

– Et combien vous dépensez en nourriture, vêtements, savon, bougies, charbon – bref, pour tout ce que vous avez à acheter ?

– On essaye de ne pas dépenser les 15 rands par mois.

– Et vos traites pour les meubles ?

– Deux rands quarante.

– Et combien tu gagnais ?

– Ça se montait aux environs de 9 livres par mois – c'est-à-dire 18 rands, en monnaie actuelle – si j'avais la possibilité de faire des heures supplémentaires.

– Et où trouviez-vous la différence entre ce que tu gagnais et ce que vous dépensiez en réalité ?

– On prenait sur ce que Lucy gagne chez vous.

– Je ne m'étais jamais rendu compte que...

– En général, nos maîtresses ne sont pas au courant de notre situation, coupa Lucy en reprenant la lettre sur la table.

– Bon. On a là un problème de taille. Essayons de voir comment le résoudre au mieux, intervint Peter Evenmore. Est-ce que tu as lu ce paragraphe-ci ? » Il se tourna du côté d'Elias. « Le montant sera versé à un compte postal et un livret vous sera adressé. Une fois que vous serez en possession dudit livret, vous serez en droit de retirer, dans n'importe quel bureau de poste, jusqu'à 6 rands par mois.

– Quoi ? s'exclama Mary.

– On avait vu, dit Lucy.

– Mais, au nom du Ciel, comment êtes-vous donc censés vous débrouiller ? » s'écria Peter.

Il alla allumer sa pipe près de la fenêtre.

Lucy dit :

– « Allez ! ce n'est pas la fin du monde. On va se débrouiller. Oui, on va bien trouver le moyen de s'en tirer. »

Elle s'approcha d'Elias. Ils n'étaient pas chez les Evenmore depuis un quart d'heure qu'elle disait déjà :

« Viens, Elias ! il faut y aller. On a du pain sur la planche et on aurait intérêt à s'y mettre tout de suite.

– Attends, Lucy ! supplia Mary. Vous ne pouvez tout de même pas partir comme ça, comme si rien ne s'était passé.

– Ne t'en va pas tout de suite, Lucy. Elias, s'il te plaît, reste encore un peu ! » renchérit Peter. Lui aussi, il les suppliait presque.

Ils se rassirent. Mary rompit le silence :

« Je veux que vous sachiez que je hais ce qui vous arrive. Si nous pouvons vous aider en quoi que ce soit, nous le ferons. N'est-ce pas, Peter ?

– Bien entendu. Là-dessus, n'ayez aucune crainte.

– Alors, qu'allons-nous faire ? demanda Mary.

– Je ne sais pas », répondit Peter.

LA radio était restée allumée en sourdine. Peter saisit au passage une information qui attira son attention :

« ...annoncent que s'agissant des deux explosions qui se sont produites dans la région de Johannesbourg samedi soir et qui ont entraîné la mort d'un indigène, il est désormais établi qu'un second non-Européen a été grièvement blessé. Son état est jugé critique. La première explosion visait un bureau de poste situé dans un faubourg à l'ouest du centre ville. La deuxième a endommagé les bureaux administratifs du conseil municipal des townships indigènes. Dans les deux cas, on soupçonne que ces actions sont l'œuvre de saboteurs. On a retrouvé à chaque fois, près du lieu de l'explosion, des tracts revendiquant la responsabilité de ces attentats au nom d'une organisation dénommée Umkhonto we Sizwe (la Lance de la nation). Ladite organisation est liée au Congrès national africain (ANC) interdit. On n'a pas encore évalué les dégâts matériels occasionnés. La police publiera un nouveau communiqué une fois que l'enquête aura été menée à son terme. »

« C'est abominable ! s'exclama Peter, en éteignant la radio.

– C'est terrible, dit Elias discrètement, en regardant Lucy.

– Mais pourquoi diable les gens de ce pays sont-ils incapables de régler leurs différends autour d'une table ? demanda Mary.

– On ne peut pas obliger les gens à venir s'asseoir à la table de négociation rien qu'avec des mots, lâcha Lucy.

– Qu'est-ce que tu veux dire ? demanda Mary.

– Quand les Noirs étaient faibles, ils voulaient s'asseoir à la table de négociation ; mais les Blancs, qui étaient forts, ont refusé toute discussion. Vous voyez vous-mêmes le type de bâtiments qui sont la cible d'attaques. Les bureaux de poste appartiennent au gouvernement.

» Les bureaux des townships sont haïs parce que les fonctionnaires qui y travaillent passent leur temps à nous bousculer et c'est eux qui nous disent où nous pouvons et où nous ne pouvons pas habiter. Vous savez qu'ils jettent nos affaires à la rue et qu'ils nous y jettent nous-mêmes au moindre retard dans le paiement du loyer, ou s'ils ont décidé de donner à quelqu'un d'autre la maison où on est. Leurs inspecteurs nous réveillent en pleine nuit pour vérifier nos pass. Alors, les Noirs protestent, et ils protestent de la seule façon qui leur reste. Ces actions montrent simplement que la coupe est pleine. Si on croit que nous allons oublier nos revendications uniquement parce que certaines organisations ont été interdites... De nouvelles organisations vont voir le jour et nous conduire jusqu'à la liberté. Alors, peut-être accepterons-nous de discuter. »

Elias remarqua la vivacité avec laquelle Lucy s'adressait à ses employeurs. Il n'en pensait pas moins : « Une bombe dans un bureau de poste... des organisations secrètes... des actes de sabotage dans les townships. Il doit certainement y avoir de meilleurs moyens d'agir. Les victimes sont noires. Un tué, un blessé – un blessé grave. Peut-être s'est-il fait estropier ; il doit sûrement souffrir. Je suis passé par là... »

(Jean Mineraud)

« Ça suffit. Maintenant j'ai envie de partir, dit-il tout à coup.

– Où ? demanda Peter.

– Je veux retourner chez moi.

– Pourquoi si brusquement ?

– Je veux partir pour y voir plus clair dans ma tête.

– Tu ne peux pas le faire ici ? Tu ne vas pas en discuter avec nous ?

– Non. Ça ne sert à rien maintenant. Je sais ce qu'ils voulaient, les baas qui m'ont fait venir ici. Et je sais comment ils se sont comportés envers moi. A présent, je veux y réfléchir et voir comment je vais me débrouiller pour survivre.

– Qu'est-ce que tu veux dire, Elias ? demanda Mary sur le ton de la supplication.

– C'est tout, madame. »

MARY se retourna vers son mari. Elle était déconcertée par la fermeté du ton d'Elias. Peter et elle se rappelaient tous les deux comme Elias avait toujours été dépendant de leurs conseils et de leur aide, et qu'il leur en avait toujours été reconnaissant. L'attitude de Lucy n'était pas nouvelle. Mais Elias était leur chouchou noir, venu d'Umzinyathi avec une seule idée en tête : imiter leur propre mode de vie. Il avait l'air assez bien parti. Et voilà qu'il disait maintenant : « A partir d'aujourd'hui, je me débrouillerai tout seul. »

Peter demanda :

« Elias, es-tu bien certain que tu ne veux pas que nous t'aidions dans cette passe difficile ?

– Comment, Peter ? Les choses sont ce qu'elles sont.

– Mais tu ne peux même pas disposer de l'argent qu'ils t'ont alloué.

– Non. Mais je peux retirer mon allocation hebdomadaire. Pour le reste, je me débrouillerai. »

Tout le monde se tut pendant quelques instants. Lucy prit Themba dans ses bras et dit :

« Ton père a dit qu'il faut qu'on y aille. »

Elle garda pour elle le fond de sa pensée : « J'ai envie de savoir ce qu'Elias a dans le crâne. Je ne l'ai jamais vu comme ça. Ces nouveaux ennuis semblent susciter chez lui de nouvelles idées. Peut-être qu'aujourd'hui il va me faire une bonne surprise. »

Pendant que Lucy prenait l'enfant, Elias essaya, avec mille peines, de se lever. Peter se précipita vers lui en disant :

« Attends ! je vais t'aider.

– Non, non, je vais me débrouiller. Je ne veux déranger personne. »

Mary était abasourdie. Lucy aussi ; elle sourit, de façon à encourager Elias. Elle était impatiente d'en savoir davantage.

« En route ! »

Le ton d'Elias était sans appel.

Personne ne rappela à Lucy que, pour elle, c'était jour de travail.

(1) 1 rand = 3 F environ (au 30 juin 1987) (N.D.L.R.).

L'URSS DISPOSE-T-ELLE

L'équilibre militaire conventionnel

DEPUIS le déploiement des Pershing-2 et des missiles de croisière en Europe occidentale, le public n'entendait plus guère parler de l'*« écrasante supériorité des forces soviétiques »*, et notamment de ses nombreuses divisions blindées. La présence des armes nucléaires à portée moyenne rassurait l'opinion, qu'il était inutile de troubler. Mais la conclusion d'un accord de principe, le 18 septembre, entre MM. Shultz et Chevardnadze, fait resurgir l'argument. M. Caspar W. Weinberger, secrétaire d'Etat à la défense des Etats-Unis, a encore évoqué récemment *« l'énorme supériorité des Soviétiques et du pacte de Varsovie en matière d'armements conventionnels. »* Déjà au temps de la « guerre froide », voilà plus de trente ans, les Européens s'attendaient à voir déferler le *« rouleau compresseur »* russe. Qu'en est-il exactement aujourd'hui ? Chiffres à l'appui, c'est une question sur laquelle il convient, périodiquement, de faire le point.

Par ANTOINE SANGUINETTI *

« *LES opinions sont souvent alertées d'une façon excessive sur le poids relatif de la puissance soviétique... Cela fait partie des plaisanteries que l'on répand : l'Europe envahie en quarante-huit heures ! Il faudrait tout de même être sérieux.* » Cette déclaration conjointe de deux experts peu suspects de sympathies à l'Est (1), dans un article qui fit du bruit en août 1979, fut très vite oubliée.

Une fois de plus donc, quand M. Gorbatchev jeta sur la place son acceptation inattendue de l'« option zéro », puis sa propre proposition d'« option double zéro », on ressortit en Europe occidentale, et en France en particulier, le sempiternel argument repoussoir de tout ralentissement de la course aux armements : ne pas toucher au nucléaire, seule garantie contre l'énorme déséquilibre des forces classiques des deux blocs.

Et pourtant cette assertion ne fait pas l'unanimité des connaisseurs. Dès qu'on l'examine sérieusement, sans se contenter des synthèses intéressées, le dossier apparaît en effet faussé dans plusieurs directions : choix arbitraire, non innocent, de certains matériels pour évaluer les puissances relatives ; manipulation opportune des nombres d'autres équipements, d'unités et d'effectifs en présence ; omission regrettable de précisions ou de renseignements essentiels à une appréciation correcte des réalités cachées derrière les chiffres.

Quand on veut montrer la puissance conventionnelle de l'armée rouge, on se garde de toute analyse globale traitant des capacités réelles ou de la philosophie d'emploi des matériels et des choix doctrinaux des deux camps. On met en avant les 53 000 chars soviétiques, dont 32 000 sont en Europe (sans compter les 14 000 des pays satellites de l'Est), chiffres écrasants *a priori*. Et comme l'Occident n'en possède pas autant, loin de là, on le proclame surpassé à l'évidence sur le plan conventionnel.

– **Chars.** Il est sûr que le bloc soviétique en aligne un peu plus du double des Occidentaux. Cela dit, les vieux matériels qui, à l'Ouest, auraient été retirés du service de longue date forment le plus gros de l'arsenal du pacte de Varsovie (2). En fait, en juillet 1986, les modèles dépassés (3) représentaient encore 81 % des chars de l'armée rouge, contre seulement 8 500 T-72 et 1 400 T-80 plus récents (4). Quant aux pays satellites, ils n'ont reçu des T-72 qu'au compte-gouttes et aucun T-80. Au total, ces deux derniers modèles soviétiques sont moins nombreux dans le pacte de Varsovie que leurs équivalents, Leopard allemands (6 600) ou M-1 américains (4 800), dans les armées occidentales (5).

On constate du reste que les Occidentaux ne font pas de gros efforts pour rattraper ce retard numérique, qu'ils prétendent déplorer. Aux Etats-Unis, en 1979, le nombre de chars stagnait au même niveau que dix ans auparavant – bien que la production n'ait cessé d'augmenter (6) – et, depuis, n'a progressé que légèrement. En France également, le nombre de chars, longtemps figé à un millier environ de 1974 à la fin 1980, en dépit des fabrications annuelles (7), n'a monté que lentement à 1 300 en 1986 (8), pour être ramené à 1 100 par la loi de programmation 1987-1991. Nul doute qu'il en irait autrement si cela présentait vraiment une utilité militaire.

En fait, de nombreux officiers occidentaux, connaissant leur métier, tiennent les chars pour le matériel dépassé de la dernière guerre. Son image de marque historique, par ailleurs, est offensive. L'alliance atlantique, parce qu'elle voulait se donner une image défensive, et plus encore parce qu'elle dispose d'une technologie très supérieure, a donc limité le rôle et le nombre de ses chars, et s'est plutôt tournée vers les armes antichars, nées de l'explosion électronique et informatique récente.

– **Antichars.** Dans ce domaine, les Occidentaux ont acquis une panoplie redoutable d'« engins guidés de précision » (Precision Guided Missiles, ou PGM), les fameux « engins intelligents » qui vont au but avec une probabilité de plus de 95 % et sont très en avance sur ceux de l'autre camp : antinavires comme l'Exocet français, déjà ancien, illustré aux Malouines et dans le Golfe ; antiaériens dans une gamme de portée de 5 à 120 km, comme le Stinger américain, très apprécié en Afghanistan, ou le Roland franco-allemand, adopté par les Etats-Unis ; ou, pour le cas qui nous occupe, antichars tirés par fantassins, canons, véhicules lourds ou légers, avions et hélicoptères.

La presse lève parfois le voile sur ces armes, dans l'inattention générale : des milliers de chars détruits en quarante-huit heures dans la guerre du Kippour ; au Liban, dans la Bekaa, les chars russes n'ont pas fait le poids face aux missiles israéliens ; au nord du Tchad, à Ouadi-Doum ou Faya-Largeau, quelques véhicules légers tchadiens, armés d'engins Milan, sont facilement venus à bout des chars lourds (toujours soviétiques) de Kadhafi. De tels missiles, il en existe de nombreux modèles (SS-11 français, Hot ou Milan franco-allemands, Tow, Dragon, Hellfire ou Copperhead américains, etc.), dont les principaux (Hot, Milan ou Tow) se trouvent dans la plupart des armées alliées. Il y en a aujourd'hui plus de dix pour chaque char russe existant, et ce nombre grossit chaque année.

– ***Autres matériels** de l'Est. Ils se* prêtent moins à dégager la « supériorité soviétique », sauf manipulations. On ne s'en prive pas pour autant : ainsi des avions de combat, inventoriés tous déploiements et missions mêlés, sans distinguer par exemple les milliers d'intercepteurs retenus loin des zones éventuelles d'affrontement par l'immensité de l'espace aérien soviétique à protéger ; ainsi des hélicoptères armés, dont un ouvrage, pourtant sérieux, gonfle délibérément dans ses tableaux-synthèses les chiffres donnés par ailleurs dans le texte.

Des chiffres manipulés

UN slogan plus élaboré, pour entretenir la peur, repose sur le nombre des divisions soviétiques. En 1986, les annuaires militaires affichaient pour l'URSS 216 divisions (180 en 1981), ce qui, pour tout autre pays, est terrifiant parce que sans commune mesure avec ses propres forces permanentes. Le chiffre ne résiste cependant pas à la réflexion, même sommaire. 216 divisions de 11 000 hommes chacune – c'est l'effectif le plus bas, celui des divisions blindées – feraient déjà 2 376 000 hommes : c'est-à-dire beaucoup plus que le total de l'armée rouge (1 991 000 hommes en 1986), et cela *sans aucun état-major, sans bureaucratie politique, sans infrastructure territoriale, sans soutiens et sans intendance* : rien que des combattants. Cela ne tient pas.

Le chiffre n'est pourtant pas faux. *Mais son explication, soigneusement* occultée, tient en ce que le principe du décompte des grandes unités opérationnelles est différent dans les deux camps. En Occident, le nombre de divisions affiché correspond aux unités disponibles en temps de paix. En URSS, il traduit la répartition des matériels existants, en service ou en stock, dans des divisions d'active de réserve. Il existe ainsi trois catégories de divisions en fonction de leur délai d'aptitude au combat. La catégorie 1 (un quart environ du total) est seule opérationnelle en le temps de paix ; la catégorie 2 (un petit quart) demande un délai d'un mois ; la catégorie 3 (plus de la moitié), un délai de deux mois. Les deux dernières catégories (la grande majorité) exigent la mobilisation de 2 100 000 hommes (9) pour être utilisables.

Il est difficile de dégager le nombre exact de divisions de chaque catégorie de la seule lecture des documents et annuaires accessibles au grand public, peu prolixes sur le sujet. Du *Soviet Military Power*, publié en 1981 par le Pentagone, et du *Military Balance* annuel de Londres (en dépit de certaines omissions), on peut conclure avec une faible marge d'erreur à *57 divisions soviétiques* de catégorie 1, dont 45 en Europe, 44 de catégorie 2 et 115 de catégorie 3 (*voir encadré*). Même avec les 33 divisions de catégorie 1 des pays satellites (sur un total de 55), cela n'a plus rien de déséquilibré eu égard aux 84 divisions de l'OTAN, ou équivalents, disponibles en Europe en temps de paix (10), sans la France.

Il y a d'autant moins déséquilibre en faveur de l'Est que les divisions de l'OTAN, allemandes et américaines en particulier, sont nettement plus étoffées que celles de l'OTV (16 000 à 17 500 hommes contre 10 500 à 12 500) ; et que les divisions des pays satellites d'Europe de l'Est sont d'une valeur discutable dans une optique de conflit majeur européen *(voir encadré 2).*

Ce qui permet en général de fausser les comptes avec une apparence de bonne foi, c'est que l'OTAN, commandement militaire régional, ne regroupe en temps de paix qu'une partie des forces occidentales réelles. Plusieurs pays de l'alliance, en effet, et non des moindres, ne lui ont affecté qu'une fraction de leurs forces – ou même aucune – et ont conservé le reste pour leurs besoins « nationaux » indépendants. C'est le cas en particulier des pays ayant une tradition affirmée de politique mondiale, ou de repli sur eux-mêmes, Etats-Unis, France ou Angleterre.

En éliminant entre autres les sept huitièmes des forces américaines, la totalité des françaises et plus de la moitié des anglaises, *on peut donc* présenter les forces de l'OTAN comme inférieures à celles de l'URSS et de ses alliés, toujours comptées pour leur part dans leur totalité. Dans la réalité, c'est l'Occident qui a l'avantage des effectifs globaux en Europe, terrestres en particulier, en dépit de temps de service plus courts, grâce au déséquilibre démographique qui joue en sa faveur. Et pourtant la presse, en faisant une confiance excessive aux chiffres manipulés que lui présentent divers groupes de pression, continue de faire croire le contraire à un public qui n'en peut mais.

Un journal du matin, certainement de bonne foi, attribuait ainsi en avril 1987, au titre des forces conventionnelles, *« 2,7 millions de soldats »* au pacte de Varsovie, contre 1,8 à l'OTAN. Il est exact que l'armée soviétique comptait 1 991 000 hommes en 1986, et qu'avec ses six satellites on arrivait bien à 2 892 000 soldats à l'Est (11) ; mais cela jusqu'à Vladivostok, en face du Japon, à 10 000 kilomètres du front de l'OTAN, en passant par l'Afghanistan et la frontière chinoise. Quand on additionne cependant, dans l'autre camp, les quatorze armées de terre occidentales, on trouve que l'alliance atlantique dispose de 3 200 000 combattants terrestres contre les 2 900 000 du bloc de l'Est. Dans ce total, les alliés européens à eux seuls (Turquie comprise) alignent 2 215 000 hommes dans leurs armées de terre (11) : nettement plus que le total de l'Union soviétique, ou que le pacte de Varsovie en Europe.

Pour le front particulier du Centre-Europe, essentiel puisque le seul où les forces des deux pactes sont au contact direct (à part les frontières turques), le mieux est de se reporter aux chiffres dégagés par les discussions MBFR (*négociations pour la réduction* mutuelle et équilibrée des forces) de Vienne, consacrées depuis deux décennies à l'équilibre des forces dans cette zone et rapportées périodiquement par la presse (12). Selon les Occidentaux, le pacte de Varsovie y disposerait d'un nombre *stable* de *960 000* hommes, aviateurs compris, dont 530 000 Soviétiques. Les effectifs reconnus pour leur part par les mêmes Occidentaux y sont de 777 000 hommes – inférieurs en principe de 180 000 à ceux de l'adversaire, – mais on n'y compte pas les 400 000 Français de terre et d'aviation – ce qui inverse la différence – sous le prétexte qu'ils ne sont pas dans l'OTAN et ne peuvent donc être pris en compte dans les négociations.

Les principaux arguments généralement mis en avant pour prouver ou affirmer l'*« énorme supériorité conventionnelle soviétique »* ne sont donc guère probants. Comme le précise en outre le *Military Balance* chaque année, *« la balance des forces à partir d'un décompte de matériels ou d'unités de combat est déjà extraordinairement complexe et difficile ; mais il y a aussi les facteurs de qualité, qui ne peuvent se traduire en chiffres »*. Il s'agit là de facteurs subjectifs, mais essentiels, de technologie, fiabilité ou conception des matériels ; et aussi, pour les hommes, de connaissances techniques et d'entraînement, de valeur du commandement, d'organisation opérationnelle et logistique. Dans tous ces domaines, les armées soviétiques ne sont pas forcément la machine bien huilée que l'on nous vante à l'occasion, et l'on peut multiplier les exemples de leurs déficiences. Ceux qui suivent ont été principalement tirés de *l'Equilibre militaire des super-puissances*, publié par Bordas, préfacé par le général Buis et déjà cité.

Infériorité numérique, supériorité technologique

LES chars soviétiques sont nombreux, mais leurs défauts semblent l'être tout autant. En fait, outre le grand âge de la majorité d'entre eux, déjà évoqué, ils sont mal conçus pour l'efficacité maximale de leurs équipages : silhouette très basse (qualité certaine), mais au détriment de l'habitabilité, ce qui, en opérations durables, soumettrait l'équipage à des fatigues extrêmes. Aucun de leurs modèles, même les plus récents, ne présente un progrès technologique spectaculaire. L'infériorité numérique en chars de l'alliance atlantique serait donc compensée par une supériorité technologique flagrante, ce qui a convaincu les chefs militaires occidentaux qu'ils sont en mesure d'arrêter un assaut du pacte de Varsovie *malgré le poids du nombre* (13).

Le 11 juillet dernier, dans le *New York Times*, des généraux américains – immédiatement contredits, du reste, par des experts – tentaient de présenter les derniers chars russes T-72 et T-80 comme invulnérables. Ce qui est sûr, c'est que, lors du voyage du chancelier Helmut Kohl à Jérusalem en janvier 1984, un projet de vente de blindés allemands à l'Arabie saoudite soulevait l'inquiétude des Israéliens, *« en vertu de la très grande supériorité du Léopard allemand sur les blindés soviétiques utilisés par les Arabes* (14). » La Syrie disposait alors de 1 100 de ces fameux T-72 (15).

Ces appréciations réservées sur les chars valent pour d'autres matériels soviétiques du combat aéro-terrestre, *engins guidés ou avions*, accusant un retard de plusieurs années ou man-

(*) Vice-amiral d'escadre (C.R.).

(1) Le vice-amiral Antoine Sanguinetti, ancien président de la commission de la défense de l'Assemblée, et le général Georges Buis, ancien directeur du CHEM et de la Fondation pour les études de défense nationale, dans le *Nouvel Observateur* du 20 août 1979, p. 28.

(2) *L'Equilibre militaire des super-puissances* (EMSP), par quatre experts civils et militaires américains et britannique, en liaison étroite avec l'OTAN et le Pentagone, traduit de l'anglais par Bordas, 1983, p. 57.

(3) T-54, T-55, T-62 et T-64.

(4) *Military Balance* (M. B.), de l'Institut international d'études stratégiques, Londres,

(5) *M. B.* 1986-1987, p. 22, 56, 61, 63, 67, 69, 71, 73, 74, 78.

(6) *M. B. 1979-1980*, p. 4.

(7) « Blancs du budget », Assemblée nationale, de 1974 à 1980.

(8) *M. B.* 1986-1987, p. 64.

(9) *M. B.* 1986-1987, p. 37.

(10) *M. B.* 1986-1987, p. 28, et 56, 60, 62, 63, 67, 69, 71, 73, 74, 76, 78.

(11) *M. B.* 1986-1987, divers.

(12) *Le Monde* 17 décembre 1983 et 1er avril 1984.

(13) EMSP, p. 56 et 61.

(14) *Le Monde* du 25 février 1984.

(15) *M. B.* 1984-1985, p. 71.

Décompte des divisions soviétiques de diverses catégories

LES annuaires à usage d'experts font état des trois catégories de divisions soviétiques, mais sans en permettre un décompte précis, sauf le *Soviet Military Power* du Pentagone édité en 1981 (mais pas les suivants).

Il y est précisé que, sur ses 180 divisions répertoriées à l'époque, l'URSS en déployait 46 de catégorie 1 (utilisables sans délais mais qui n'étaient évidemment pas toutes en Europe) ; 37 de catégorie 2 ; et 97 de catégorie 3 ; soit respectivement 25,5 %, 20,5 % et 54 % du total. Si ces proportions n'ont pas changé de façon importante, leur application au chiffre de 216 divisions de 1986 donne alors 57 divisions de catégorie 1, 44 de catégorie 2, 115 de catégorie 3, avec une faible marge d'erreur probable.

D'après le *Military Balance 1986-1987* (pp. 37, 44 et 45), il y a 45 divisions de catégorie 1 face à l'Europe, à l'ouest de l'Oural, y compris la réserve polyvalente : 5 aéroportées, 31 en RDA, Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie, 7 en URSS occidentale et 2 en réserve centrale..

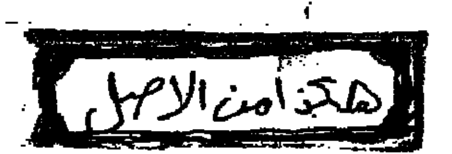
Capacités opérationnelles des armées satellites de l'Est

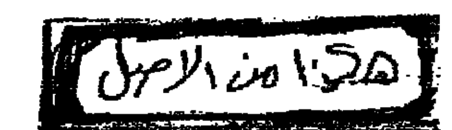
LE pacte de Varsovie est d'abord le garant des conquêtes socialistes, et un instrument de défense contre les velléités de changement et d'émancipation des alliés de l'URSS. La présence permanente ou les manœuvres d'unités militaires constituent un moyen commode d'intervenir dans les orientations politiques de l'Est européen, sous couvert de *« décisions communes de l'alliance »* (Prague 1968) ou de *« réactions purement nationales »* (Pologne 1980). Cette fonction essentiellement interne d'intégration et de police ressort clairement d'un examen, même superficiel, des armements des satellites. L'URSS fait preuve, en effet, d'une certaine négligence s'agissant de leurs armées, équipées de manière bien peu moderne par rapport à la sienne propre. *Il est clair que*, dans une hypothétique confrontation avec l'Ouest, l'URSS compte sur ses propres forces (1).

Avis partagé par nombre d'experts militaires occidentaux : d'après les *informations* parvenues en Occident, l'important parc de blindés à roues (5350) des armées satellites, destiné en théorie à contrecarrer des infiltrations aéroportées sur les arrières, semble avoir reçu tout autant, sinon plus, une mission de police que de combat. Le pacte présente, en effet, des problèmes non négligeables de *loyauté de l'Est européen à l'égard du* grand allié. La situation en Pologne, malgré la prise du pouvoir par les militaires, comporte un double danger : stratégique, parce que les lignes de communication soviétiques les plus vitales passent par là ; *politique*, parce que l'instabilité polonaise pourrait toucher la Tchécoslovaquie, la RDA, ou même l'URSS occidentale. Des troubles, ou des menaces de troubles, en Europe de l'Est exigeraient au moins trente divisions soviétiques pour assurer la sécurité des cheminements logistiques vitaux (2).

(1) D'après Hélène Carrère d'Encausse, *le Grand Frère*, pp. 318, 319 et 326.

(2) *EMSP*, Bordas 1983, pp. 53 et 63.





D'UNE SUPÉRIORITÉ EN EUROPE ?

des deux blocs

quant d'efficacité par rapport aux matériels occidentaux.

Ainsi 140 des 160 bombardiers soviétiques à très long rayon d'action, les Tu-95 Bear, sont encore à hélices et très largement subsoniques. On peut imaginer les sarcasmes s'il s'agissait de notre camp. Quant au fameux Backfire supersonique à géométrie variable, dont on a voulu faire un épouvantail lors de la signature de SALT 2, le général américain Ellis, ancien commandant du SAC (Strategic Air Command), déclarait en novembre 1979 que *« s'il fallait échanger le F-111 américain contre lui, l'Amérique ferait une mauvaise affaire »*. En fait, *« cet avion n'a pas les brillantes performances que des experts occidentaux lui ont prêtées* (16). *»*

Alors que l'alliance atlantique a remplacé ses anciens avions par des appareils modernes, plusieurs pays du pacte de Varsovie continuent de mettre en ligne des appareils dépassés. Quant à la force aérienne soviétique qui, en cas de conflit conventionnel, serait directement opposée aux forces atlantiques sur le front central, en dépit d'une modernisation intensive, elle n'a toujours pas de matériels capables de concurrencer les plus récents modèles occidentaux (17). En ce qui concerne son actuelle génération de chasseurs, l'alliance a ainsi maintenu, voire accru, sa supériorité technologique sur l'adversaire (18). L'armement, enfin, des avions du pacte de Varsovie (canons et missiles air-air ou air-sol), dans la majorité des cas, est nettement moins performant que celui des appareils de l'alliance atlantique (19).

Quant à l'efficacité des engins antiaériens soviétiques, *Time* du 12 septembre 1983, dans les jours qui ont suivi l'affaire du Boeing coréen, écrivait que, *« depuis janvier, de nombreux avions de reconnaissance américains ont pénétré en zone aérienne interdite près des frontières de l'URSS, déclenchant ainsi le tir de plus de 900 fusées sol-air soviétiques, sans jamais être touchés »*.

Une valeur exceptionnelle du personnel pourrait compenser les déficiences du matériel. Or il semble qu'il n'en est rien :

– **Encadrement.** Parmi toutes les nations industrialisées, en effet, l'URSS est celle dont les forces aéroterrestres comportent la plus faible proportion de gens de métier : 30 %, à comparer aux 43 % de la France, aux 51 % de la RFA ou aux 100 % de la Grande-Bretagne ou des Etats-Unis. Cela joue forcément sur les capacités d'entretien comme de mise en œuvre opérationnelle de l'armée rouge.

– **Formation.** Effectivement, alors que les armées occidentales disposent de sous-officiers techniciens expérimentés, celles du pacte de Varsovie en sont dépourvues et devraient difficilement tirer le maximum de leurs matériels les plus récents... Le manque de formation des équipages et mécaniciens chargés de véhicules sophistiqués, joint aux déficiences des services de réparation et de compensation des pertes en personnel dans les premiers échelons, pourrait entraîner l'immobilisation de nombreux chars après quelques jours de bataille (20).

– **Entraînement.** Les aviateurs occidentaux reçoivent un entraînement plus poussé que ceux du pacte de Varsovie. Ils volent quelque vingt heures par mois, alors qu'un pilote soviétique de l'aviation de front ne vole le plus souvent qu'un jour sur deux ou trois, et ne totalise en moyenne, sur l'année, que cinq heures de vol par mois. Dans ces conditions, l'entraînement des pilotes soviétiques ne leur donne qu'une faible capacité d'initiative au combat (21).

– **Réserves.** La presse spécialisée a parfois insisté, en Occident, sur l'absence d'une réserve centrale de l'alliance en Europe. C'était simplement vouloir ignorer l'armée française, nombreuse et bien équipée, dont le déploiement ne laisse aucun doute sur son intention, en cas de conflit, de se porter rapidement à la rencontre de l'ennemi. Une partie des unités françaises a du reste été constituée en force de contre-attaque rapide, dont les spécialistes apprécient toute la puissance. Depuis quelques années enfin, l'alliance atlantique améliore continuellement la qualité opérationnelle de ses unités de réservistes, capables non seulement de protéger les arrières, mais aussi de monter en ligne (22).

– **Mobilisation.** Tous les exercices de mobilisation ont convaincu les chefs alliés que leurs hommes peuvent être prêts à se battre, avant même que le pacte de Varsovie ait fini d'organiser ses formations d'assaut. Dans la plupart des cas, en effet, le soldat occidental vit à moins de vingt-quatre heures du lieu où il est appelé à combattre. Réincorporer les réservistes, les faire passer à l'intendance, former les convois et effectuer le déploiement définitif exige un certain temps, mais ces mouvements se font sur l'un des meilleurs réseaux routier et ferroviaire du monde (23).

– **Déploiement.** Plus on va vers l'est, au contraire, plus les routes et voies ferrées deviennent rares et mauvaises. L'acheminement des divisions du pacte de Varsovie stationnées en Europe orientale ou en Russie représente une tâche longue et difficile. D'une part, le déploiement de ces divisions impose un très lourd effort à un système de distribution qui fonctionne déjà difficilement en temps de paix. D'autre part, les personnels sont souvent mal préparés à manier la masse d'armements sophistiqués qu'on leur confie. Même à effectifs de guerre, les formations combattantes ont à peine assez d'hommes pour servir les matériels qui leur sont attribués. Des pertes humaines relativement mineures pour des divisions occidentales provoqueraient très vite la désorganisation de systèmes d'armes entiers dans les divisions du pacte de Varsovie (24).

– **Organisation.** En fait, c'est tout le système logistique soviétique qui se révèle trop sommaire. En Occident, en dépit des disparités apparentes et des égoïsmes nationaux, les quinze Etats de l'alliance sont tous parvenus à un degré surprenant de standardisation, d'« inter-opérabilité » pour parler le jargon des spécialistes, non seulement dans le domaine des procédures, mais aussi dans celui des matériels militaires (25). La maintenance des équipements, par ailleurs, repose sur des unités-ateliers de réparation, disposant de stocks importants de pièces de rechange, tandis que les compléments en personnel sont faits par des unités-dépôts, regroupant en attente du personnel instruit. La pratique normale en URSS est au contraire la « cannibalisation » au profit des premiers échelons. Dans ces conditions, la maintenance est aléatoire et demande des délais plus importants, tandis que le nombre de divisions de catégories 2 et 3 apparaissent comme des réserves de matériel et de personnel sans valeur ni destination opérationnelle réelles.



(Interpress/Sygma)

DANS LA PLAINE POLONAISE, FORCES DU PACTE DE VARSOVIE EN MANŒUVRE L'ÉTÉ DERNIER
Une mission de police, tout autant que de combat

– **Commandement.** Les Occidentaux ont longtemps ironisé sur l'âge des dirigeants soviétiques, sans jamais s'aviser cependant que les maréchaux de l'armée rouge étaient leurs contemporains. Quand M. Gorbatchev en limoge certains pour les remplacer par des « jeunes », ceux-ci ont parfois largement dépassé l'âge de la retraite dans nos pays. Il y a là un risque de sclérose des méthodes, et d'attachement excessif à des techniques dépassées.

Les officiers européens qui ont vécu d'expérience la manière dont les Soviétiques menaient leurs opérations pendant la guerre doutent qu'ils puissent aujourd'hui maîtriser certains aspects-clés d'un conflit à l'échelle continentale : notamment la guerre aérienne, qui doit être gagnée si l'on veut remporter la victoire terrestre. Ainsi, chez les Occidentaux, il est admis depuis longtemps que tout officier, même d'un grade modeste, puisse demander un soutien aérien ; alors qu'à l'Est les demandes d'appui rapproché doivent suivre une filière tellement rigide que, en cas d'approbation, l'opération serait probablement déjà devenue inutile (26). De même, en défense aérienne, les épisodes en vraie grandeur du Boeing coréen ou de l'intrus de la place Rouge ont révélé une lenteur ou une absence de réactions qui laissent mal augurer de l'efficacité du système, et qu'on ne corrigera pas par le simple limogeage de quelque chef.

A mauvaises données, mauvaise politique

ON pourrait continuer cette démystification, mais il faut se garder de tomber dans l'excès inverse de celui que nous dénonçons ici. Toutes les armées ont leurs défauts et leurs qualités. L'armée soviétique est en fait une grande armée, ni plus invincible ni meilleure qu'une autre *a priori*, ni plus mauvaise cependant. Seule une confrontation en vraie grandeur, que personne ne désire, permettrait de trancher ce débat dans un sens ou dans l'autre.

L'alliance atlantique s'est dotée d'un appareil militaire beaucoup plus moderne et efficace qu'on ne le croit généralement (27). Même sans la participation conventionnelle actuelle des Etats-Unis (limitée à une centaine de milliers d'hommes), les armées classiques de l'Europe occidentale sont globalement plus nombreuses que les forces homologues soviétiques, ou que celles du pacte de Varsovie en Europe ; souvent mieux armées de matériels plus évolués, différents de nature à cause de choix raisonnés ; mieux encadrées enfin, et sans doute mieux entraînées. A tous ces facteurs favorables s'ajoutent au moins deux raisons géographiques d'optimisme supplémentaire : la longueur et la vulnérabilité des frontières de l'URSS et de ses voies de communication, dispersant l'armée rouge face à d'autres menaces et limitant ses possibilités de regroupement

Il reste à se demander pourquoi la légende de l'énorme supériorité conventionnelle de l'Est est soigneusement cultivée en Europe, et particulièrement en France. Certes, l'entretien de la peur est un moyen avoué de sauvegarde de la cohésion de l'alliance (28). Mais cela ne suffirait sans doute pas s'il ne s'y ajoutait les intérêts particuliers, financiers et catégoriels, de deux groupes de pression influents à qui la détente n'est jamais profitable : les industriels, dont toutes les branches avancées – mécanique, aéronautique, électronique, informatique, chimie ou nucléaire – touchent à l'armement, et les militaires.

Le revers de la médaille est qu'on ne peut bâtir une bonne politique sur de mauvaises données. Outre le gaspillage d'argent, toujours nuisible, la surévaluation systématique des capacités de l'URSS sert politiquement son image de marque dans un tiers-monde fasciné par la puissance. Or c'est sans doute là, et non en Europe, que se jouera l'avenir.

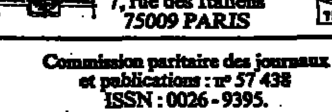
ANTOINE SANGUINETTI.

(16) *Flottes de combat*, 1984, p. XXV.
(17) *EMSP*, p. 172.
(18) *EMSP*, p. 187.
(19) *EMSP*, p. 194.
(20) *EMSP*, p. 56.
(21) *EMSP*, p. 173.
(22) *EMSP*, p. 53.
(23) *EMSP*, p. 52 et 53.
(24) *EMSP*, pp. 52 et 53.
(25) *EMSP*, p. 52.
(26) *EMSP*, p. 177.
(27) *EMSP*, p. 52.
(28) Documents fondamentaux de l'OTAN, résolution du 13 décembre 1956, article 22.

Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André FONTAINE, directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS



Imprimerie du « Monde » 7, rue des Italiens 75009 PARIS



Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438
ISSN : 0026-9395.

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.

LE MONDE DIPLOMATIQUE
Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédactrice en chef : Micheline PAUNET
Rédaction : Ignacio RAMONET, Alain GRESH, Bernard CASSEN, Christian DE BRIE
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND

RÉDACTION
7, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Télex : MONDPAR 650572 F
Tél. : 42-47-97-27

Publicité : *le Monde Publicité S.A.*
Responsable : Antoine Gauvin
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Futilités

(Suite de la première page.)

Le président de la République s'est prêté à ce jeu dérisoire, naguère avec M. Mourousi, qui tenait absolument à savoir s'il pratiquait l'art du « verlan » et connaissait le sens du mot « chébran », tout récemment avec Mme Ockrent, qui ne voulait surtout pas savoir ce que le chef de l'Etat pense de l'accord Reagan-Gorbatchev sur les euromissiles, du rôle assigné à la Royale en mer d'Oman, du fragile destin de l'industrie française dans le marché *unique européen d'ici à cinq* ans (5).

Les Etats-Unis et la France ne manquent pas d'excuses. Les mutations économiques ont bouleversé les deux sociétés, brisant les courants électoraux traditionnels, frappant d'obsolescence les grands thèmes d'antan. Autant de changements qui appellent un effort pour renouveler la pensée politique.

AINSI, aux *Etats-Unis*, la grande alliance rooseveltienne (syndicats, Noirs, fermiers) ne peut plus offrir aux démocrates la base sociologique qui, si longtemps, fit leur force. Alors que la population active n'a cessé de croître, les salariés syndiqués sont moins nombreux que sous Truman. Si les Noirs ont conquis des droits, ils oscillent toujours autour de 12 % de la population totale et sont loin de tous voter démocrate. Quant au poids des exploitants agricoles et des activités qui gravitent autour d'eux, il ne cesse de décliner.

Pour retrouver une majorité, les démocrates pourraient bien tenter de rallier sous leur bannière toutes les « minorités » qui subissent les plus rudes coups de la crise : au-delà des Noirs, les « pauvres Blancs » qui souvent ambitionnent, sans grandes *chances de succès, de s'identifier à la* bourgeoisie ; la masse en expansion des hispanophones ; les femmes, qui ne sont certes pas unanimes à militer pour l'égalité des droits, etc. Ces couches sociales ne seraient attirées que par une nouvelle version de l'Etat-providence qui, si moderniste soit-elle, coûterait cher aux finances publiques. Satisfaire leurs aspirations supposerait une draconienne diminution des dépenses militaires, un allégement des budgets de fonctionnement (6), une augmentation des impôts sur les revenus les plus élevés, ce qui ne manquerait pas d'enrayer la formidable « pompe à dollars » qui aspire vers les Etats-Unis tant de capitaux étrangers.

A défaut d'une telle politique, il ne reste plus aux démocrates qu'une seule ambition : découvrir le candidat-miracle qui, par sa bonne mine plus que par *ses propositions*, attirerait en masse les électeurs.

MAIS les républicains ne sont pas mieux lotis. Eux aussi scrutent anxieusement l'horizon, s'attendant, sans trop oser y croire, à voir surgir le « *lone rider* » qui saurait gagner des votes. Car que pourraient-ils préconiser ? Depuis que s'est ouverte la perspective d'un accord partiel sur les armes nucléaires, ils prônent un nouveau développement des armements classiques : dans leur esprit, pas question de réduire le budget militaire. Tout alourdissement de la ponction fiscale serait pour eux suicidaire. Pour drainer les capitaux étrangers, ils font monter les taux d'intérêt, ce qui rend prohibitifs les investissements dans un pays déjà largement désindustrialisé.

Les difficultés internes du Parti républicain sont à peu près aussi anciennes que l'éclatement de la coalition démocrate de type rooseveltien. *Depuis la candidature de M. Goldwater* (1964), et surtout depuis que Nelson Rockefeller s'écarta en 1968 devant M. Richard Nixon, le « big business » a perdu le contrôle du parti, au profit de milieux d'affaires plus axés sur le marché intérieur, moins internationalistes, plus protectionnistes, qui intensifient leur pression au fur et à mesure que la crise se prolonge. Cette évolution avait incité M. David Rockefeller, avec les grands patrons réunis dans la Commission trilatérale, à chercher un candidat hors des rangs républicains : ce fut M. James Carter, dont le bilan ne put satisfaire ni les milieux d'affaires ni les couches populaires.

Ainsi, pour chacun des deux partis, *devient-il de plus en plus difficile d'élaborer* une « plate-forme » capable d'attirer une majorité de suffrages. Si habile soit-il, un programme n'a de chances d'être ratifié aux urnes qu'à la condition d'être servi par un candidat médiatique. S'il n'a rien de concret à offrir à l'électorat qu'il sollicite, ce candidat doit posséder un véritable charisme. Un acteur de second rang sut accomplir cette prouesse. Après lui, le théâtre et le cinéma ne peuvent plus voir surgir de leurs rangs la vedette de très grand talent qui soulèverait d'enthousiasme les foules en attente. Seule reste disponible la corporation des prestidigitateurs : faire croire qu'un budget déficitaire est équilibré, sortir d'un chapeau, comme un lapin blanc, l'introuvable prospérité.

LES conditions seraient-elles, en France, plus favorables ? M. Mitterrand observait récemment (7) que *« la France n'a pas réagi assez tôt pour s'adapter à la révolution industrielle »* qui a permis à d'autres pays de produire mieux et moins cher. Il paraissait sans grande illusion sur l'efficacité des diverses politiques expérimentées depuis plusieurs années pour lutter contre le chômage. En effet, les efforts entrepris pour contenir l'inflation n'ont été couronnés de succès, en France comme dans tous les pays industrialisés, que par une double compression de la demande interne (salaires) et externe (pouvoir d'achat du tiers-monde). Ainsi ont été mis en place les mécanismes d'une déflation, d'une grande récession dont seules restent inconnues la date et les modalités (8).

Si, à l'épreuve du pouvoir, la gauche a perdu des illusions, elle ne peut plus, aujourd'hui, pousser l'ingénuité jusqu'à croire que, spontanément et dans l'allégresse, les entreprises vont procéder aux investissements annonciateurs des *« emplois de demain »*. Malgré ses largesses à l'égard des possédants (9), la droite elle-même n'y compte plus.

Droite et gauche contemplent une gageure : dans des électorats éclatés, rassembler des groupes disparates, eux-mêmes traversés par des intérêts et passions souvent contradictoires. L'analyse politique se garde bien de sonder ce terrain mouvant. Elle recule devant la difficulté, trouve quelque confort dans d'inépuisables banalités. Ainsi se complaît-elle, par jeu et sans risque, à *gloser sur les éventuelles candidatures*, sur les bourdes de telle ou telle vedette, sur les prétendus accrocs à la cohabitation, sur les conflits de personnes, tout cela sur un ton assez superficiel qui trahit l'absence de compréhension, le vide des idées, l'innocuité des concepts, le flou des perspectives. Face à face, des courants fort peu homogènes, soumis aux forces centrifuges qui travaillent le corps social tout entier.

Pour donner quelque cohésion à cette société en miettes, en plein désarroi, il faudrait élever le débat – on l'abaisse ; cerner les difficultés, en discerner les causes – on les évite ; s'interroger sur la modernité qui bouleverse les modes de production et de vie – on *se réfugie* dans l'incantation lyrique et dans l'invective ; esquisser non pas un programme, mais des objectifs prioritaires – on distribue des tranquillisants ; appeler à l'effort, annoncer comment il sera réparti – la majorité elle-même en est réduite, joyeuse perversion marxiste, à promettre des *« lendemains qui chantent »*...

DANS quel environnement international ? Seuls M. Raymond Barre (« De la sécurité en Europe » et « La place de la France dans le monde », *Faits et arguments*, avril et juillet 1987) et M. Jean-Pierre Chevènement (discours de Belfort, 29 août 1987, et entretien accordé au *Monde*, 24 septembre 1987) ont sérieusement examiné le dossier, scruté les voies possibles, défini une ambition. Les tribuns atteints du haut mal médiatique préfèrent s'épuiser à gambader et folâtrer sur le terrain pourtant miné de la compétition entre nations plus ou moins bien armées pour faire face à la crise. *Stupéfiante inconscience*. Si peu avertis soient-ils, les citoyens sentent bien que quelqu'un se moque d'eux tout en les caressant dans le sens du poil.

Lisez bien : *« Nous n'avons pas à repenser le monde et à moraliser l'univers d'ici au printemps prochain, mais à choisir entre un président socialiste et un président libéral »* (10). C'est en effet beaucoup plus simple. Mais, socialiste ou libéral, que ferait ce président ? Certains préfèrent l'ignorer. Pourtant, s'il ne repense pas le monde, alors que celui-ci bouge à grande vitesse, le futur président improvisera au gré des vents contraires et, nécessairement, il échouera. Quoi qu'il fasse. Car, plus que jamais, ce monde en pleine mutation requiert réflexion, intuition, culture pour inspirer l'action (11). Et, avant de *« moraliser l'univers »*, peut-être conviendrait-il, modestement, chacun à sa place, et sans bruit, de moraliser les affaires du pays. Il n'en est pas question...

L'auteur déjà cité considère que la *« principale faiblesse »* de la droite réside précisément dans le domaine de la pensée. Son personnel, ajoute-t-il, *« tripote moins les idées, il est moins caresseur de sentiments »* (12) que la gauche. Juste observation. La droite semble en effet plus apte à *« tripoter »* sensuellement les noyaux durs des entreprises privatisées, à *« caresser »* avec volupté les amis et les comptes d'exploitation. C'est en effet plus sûr. Plus lucratif. La haute philosophie du bas de laine, elle, n'a jamais trompé son *monde*.

SANS projet d'avenir et, avoue-t-elle, sans idée, la droite est bien contrainte, non sans répugnance, à ressortir de vieilles affaires, comme celle des Irlandais de Vincennes, *tout en libérant celui auquel* elle remit un vrai-faux passeport. A défaut de perspectives, la boue. Il faut éclabousser. Affairisme et scandales fleuriront jusqu'au scrutin de mai 1988. Deviendront ainsi superflus tout débat de fond, toute proposition constructive, toute mobilisation des énergies, dont ce pays est pourtant riche.

Mais que peut-on faire ? Une prudente « Exploration des voies d'avenir » (13) ne saurait avoir qu'une ambition : stimuler la réflexion de tous les citoyens qui refusent de s'incliner sous les futilités et l'affligeante médiocrité des discours dominants. Avec les pays qui leur sont liés, la France et l'Europe possèdent des atouts qu'elles doivent jouer avec cette prudence qui, dans les temps difficiles, appelle toujours le courage de la pensée et l'audace dans l'action.

CLAUDE JULIEN.

(5) De tels talents justifient évidemment les *fabuleux salaires auxquels se sont vendues* les « stars » de la télévision, investies d'une redoutable mission de décervelage généralisé, condition du succès de la politique-spectacle. Les slogans publicitaires de TF 1, fort peu à l'image de M. Bouygues, révèlent stupidement l'intention de la chaîne qui se veut *« la plus bisou dans le cou », « la plus fraise à la crème »*... On peut vouloir s'évader du monde réel, *qui n'est ni bisou, ni fraise*, ni crème. Il aura tôt fait de nous rattraper... par le cou. Le choc sera rude.

(6) *« Aucun effort réel n'a été fait pour réduire les dépenses gouvernementales »*, avoue M. Reagan, éberlué, qui semble oublier qu'il gouverne depuis plus de six ans et demi. Cf. *U.S. News and World Report*, 21 septembre 1987.

(7) *TF 1, 17 septembre 1987.*

(8) Voir pages 22 et 23, « La tentation déflationniste », par Jacques Léonard et Gérard de Bernis.

(9) Voir Christian de Brie, « Avalanche de bienfaits pour les privilégiés de la crise », *le Monde diplomatique*, février 1987, et « Le libéralisme autoritaire », par Jean-Paul Jean, pages 1, 16 et 17.

(10) Louis Pauwels, *le Figaro Magazine*, 5 septembre 1987.

(11) Voir la série « Des politiques malades de leur culture », *le Monde diplomatique*, juin, juillet, août, septembre, octobre 1987.

(12) Cf. note 10.

(13) Tel est le surtitre de l'article de Jean-Paul Jean, *(ci-contre)*, qui sera suivi, jusqu'à l'élection présidentielle, par une série d'articles examinant un par un les grands axes d'une politique constructive.

DÉBATS ÉLECTORAUX ET

Le libéralisme

(Suite de la première page.)

Pourtant éclatantes, ces réalités sont constamment occultées dans les livres récents sur la théorie du droit ou sur la magistrature, qui alimentent le nécessaire débat sur l'adaptation du système judiciaire français avec comme référence constante le modèle américain (4).

Cette offensive idéologique libérale, dont les porte-parole sont essentiellement des avocats d'affaires internationaux, intervient à un moment bien précis. Dans le cadre de l'Acte unique européen (1992), il s'agit d'adapter les mentalités, puis les institutions françaises, les professions parajudiciaires (avocats, notaires, conseils juridiques, administrateurs...) aux besoins du marché européen qui doit trouver une *cohérence de fonctionnement*. Le libéralisme, lui, a un modèle cohérent à proposer...

L'Europe économique a bien du mal à trouver une identité réelle face aux multinationales, comme l'Europe culturelle face à l'offensive médiatique anglo-saxonne. Les phénomènes d'acculturation s'accélèrent dans les modes de vie et de pensée, dans l'évolution des systèmes d'organisation sociale, faute d'un contre-projet.

Les éléments de ce contre-projet existent pourtant, et c'est autour d'eux que *devrait* s'engager le vrai débat sur la question sociale. Débat engagé au début des années 70, dont il convient de reconsidérer les données après le passage de la gauche au pouvoir, mais qui régresse devant l'offensive *idéologique* libérale.

Tout responsable, même dans le domaine judiciaire, doit savoir que les *enjeux des années à venir tournent* autour des risques de décomposition sociale, de la gestion du non-emploi, de la formation et de l'insertion des jeunes, des immigrés et des nouvelles solidarités, de la définition des nouvelles formes de démocratie, et, d'abord au niveau local, de l'enjeu *européen et de l'identité française*. Une réflexion sur l'organisation judiciaire ne peut qu'intégrer préalablement ces éléments.

La montée du libéralisme autoritaire et la gestion à court terme imposée par les échéances électorales occultent ces débats de fond, et certains tentent même de régler des comptes idéologiques datant de mai 1968 et des années qui *ont suivi* (5).

C'est ainsi que les problèmes de justice, de police, de sécurité sont posés de manière caricaturale et pauvre, en dehors des enjeux essentiels.

Pourtant, la gauche avait réussi, après bien des hésitations, à mettre en place une politique cohérente qui commençait à produire ses effets. D'un côté, le retour à l'Etat de droit voulu par MM. François Mitterrand et Robert Badinter, marqué *par des réformes* essentielles (suppression de la peine de mort, des juridictions d'exception, vie quotidienne en prison...). *De l'autre, les patients acquis des* conseils communaux de prévention de la délinquance, dus à la démarche pragmatique de M. Gilbert Bonnemaison (6), la mise en place de la commission de développement social des quartiers, présidée par M. Hubert Dubedout (7), l'instauration *des zones à éducation prioritaire* (ZEP) due à M. Alain Savary, les missions locales pour l'insertion des jeunes à l'initiative de M. Bertrand Schwartz... S'y ajoutent le développement des peines de substitution à l'emprisonnement, tel le travail d'intérêt général, celui des associations gérant le contrôle judiciaire à caractère socio-éducatif, les services d'enquête rapide sur les prévenus, l'aide aux victimes, les expériences de conciliation en matière pénale, d'abord expérimentées à Valence.

Apporter des réponses concrètes et *originales aux questions que pose la pratique* des libertés constitue le grand acquis de la période 1983-86. Les liaisons institutionnelles entre responsables locaux, les réalisations pragmatiques par-delà les clivages politiques, permettent d'espérer le maintien à terme de ces initiatives. *Cette même démarche* cohérente a été voulue par M. Pierre Joxe sur les problèmes de police après la gestion catastrophique de ses prédécesseurs (8).

Innocenter des délinquants cossus

LE retour de la droite à une politique *archaïque dans certains domaines* est tel que la grille de lecture marxiste redevient opérationnelle, ce qui remet à l'ordre du jour les blocages et conservatismes de tous bords. Car force est de constater que c'est d'abord une conception dite libérale de l'économie qui conditionne la mode de gestion du social *et la* reconstruction d'un certain ordre moral (9).

En ce qui concerne l'ordre économique, certaines dispositions significatives balisent clairement l'orientation de l'actuel gouvernement :

– couverture de comportements délictueux commis par ceux qui possèdent le pouvoir économique et financier ;

– *loi du 1er août 1986 sur la presse* qui amnistie M. Robert Hersant des délits commis sous le régime de l'ordonnance de 1944 anticoncentration. Il a eu raison d'affirmer *cyniquement qu'il* était en avance d'une loi ;

– amnistie dès avril 1986 de ceux *qui avaient exporté illégalement* leurs capitaux, ce qui a permis à certains de « blanchir » des sommes provenant de divers trafics moyennant une modique taxe de 10 % (à rapprocher de la réouverture de maisons de jeux, dont le casino Ruhl à Nice, dont on sait qu'il n'a rien à voir avec le « milieu » *en général* et avec M. Jean-Dominique Fratoni en particulier...) ;

– dans le même temps, pour cette clientèle, qui par sa presse ou ses finances soutient les campagnes électorales de la majorité, on développe les garanties procédurales en *matière fiscale* et douanière, on abroge les dispositions des ordonnances de 1945 sur le contrôle économique, M. Giscard d'Estaing fait *ramener la prescription* fiscale de quatre à trois ans...(10).

Ainsi la délinquance qui coûte le plus cher à la collectivité (11) se voit *accorder* une protection toute particulière, alors qu'elle bénéficie déjà de procédures spécifiques (initiative de l'administration, opportunité du pouvoir, que la *récente* affaire Chaumet vient d'illustrer, interventions, transactions...). Les enquêteurs sont de plus en plus poussés à *renoncer devant cette délinquance lourde* et complexe, pour, sur incitation de leurs supérieurs hiérarchiques, se contenter de « faire du chiffre et de la statistique » sur *les petits dossiers de* ceux qui n'ont pas les moyens de contester.

Ces choix sont très graves pour l'avenir, car ils développent chez les citoyens un fort sentiment d'injustice qui va diminuer le sens civique : échapper à l'impôt ou au contrôle des règles fixées par la collectivité devenant une valeur *dominante*.

Il ne s'agit pas de se lamenter sur certaines dispositions archaïques, mais de proposer, *face à la délinquance* économique et financière, un projet se rapprochant le plus possible des procédures et *sanctions de la délinquance de droit commun*, en donnant parallèlement à des agents de l'administration le statut d'officier de police judiciaire et en les faisant travailler en relation directe avec les parquets qui joueraient un double rôle de coordinateur et de contrôleur.

La logique qui consiste à favoriser sur tous les plans les investisseurs potentiels (alors que c'est le profit purement spéculatif qui prédomine) conduit aussi à renforcer leurs pouvoirs dans la relation contractuelle :

– le volant de chômage permet déjà une embauche très sélective. L'autorisation administrative de licenciement a été supprimée sans contrepartie négociée *réelle, précarisant encore plus* le statut des salariés (12). Désormais, ce sont les salariés les moins productifs, les plus âgés, qui sont les victimes des licenciements pour *motif* économique, sans véritable contrôle.

– les atteintes au droit de grève se précisent. Dans la fonction publique, avec la retenue *minimum* d'un *jour* de salaire (loi du 31 juillet 1987) ; dans le secteur privé, où, en se prononçant sur l'opportunité économique des grèves, le juge fait un cadeau royal aux employeurs. Pour ce motif, la grève des agents d'Air Inter est déclarée *illicite par le tribunal de Créteil* et quatre syndicalistes *sont* condamnés, par le tribunal du Mans, à payer 880 000 francs de dommages et intérêts *à leur* entreprise.

(4) Laurent Cohen-Tanugi, *le Droit sans l'Etat*, PUF, Paris, 1985, et Daniel Soulez-Larivière, *les Juges dans la balance*, Ramsay, Paris, 1987.

(5) Xavier Rauffer, *le Cimetière des utopies*, préface de Robert Pandraud, Suger, Paris, 1985.

(6) Gilbert Bonnemaison, *la Sécurité en liberté*, Syros, Paris, 1987.

(7) Auquel ont succédé M. Pesce, puis M. Geindre.

(8) La « couverture » de la bavure de la rue Rossini par Gaston Defferre, ses revirements successifs face à la hiérarchie policière, l'incompétence du secrétaire d'Etat à la sécurité, M. Joseph Franceschi, la « légèreté » des décisions touchant aux services secrets, aux renseignements généraux, la création de la *cellule antiterroriste de l'Elysée...*, autant d'erreurs difficilement rattrapables.

(9) *Cf.* Claude Julien, « Un nouvel ordre moral », *le Monde diplomatique*, novembre 1986.

(10) Ordonnance du 1er décembre 1986 ; loi du 30 décembre 1986 portant loi de finances pour 1986.

(11) Le SNUI (*Syndicat national unifié des impôts*) estimait, pour 1985, la fraude fiscale à 44 milliards pour la TVA, 15 milliards pour l'impôt sur les sociétés, et 58 milliards pour l'impôt sur le revenu. Voir aussi Christian de Brie, « La criminalité en col blanc ou la continuité des affaires », *le Monde diplomatique*, mai 1986.

(12) Loi du 3 juillet 1986, complétée par la *loi du 30 décembre 1986*, qui tient largement compte de l'accord interprofessionnel du 20 octobre 1986.

EXPLORATION DE L'AVENIR

autoritaire

– précarisation du statut du locataire à travers la loi Méhaignerie sur l'« investissement locatif », qui se substitue à la loi Quilliot sur le droit au logement (13). Des solutions de rechange existent pourtant, qui permettent de développer des espaces de négociation, de débat, des contre-pouvoirs s'appuyant sur les associations et les syndicats. Mais la gauche a pris bien peu d'initiatives déterminantes en ce domaine...

Cet ordre économique accentue les inégalités de traitement, renforce la société duale qui engendre de plus en plus de précarités. Dans un premier temps, le contrôle social va permettre de gérer en douceur cette population, dans le cadre de l'Etat-providence. La décentralisation et les budgets considérables d'aide sociale, d'attribution de logements, d'allocations, vont même produire une accélération des phénomènes de clientélisme par des élus locaux libérés de la tutelle administrative et sans contre-pouvoirs réels.

Logique d'enfermement et d'exclusion

Mais la crise – économique, culturelle, – l'impossibilité de construire un projet de vie pour des millions de personnes *rejetées du système productif (chômeurs de longue durée; jeunes qui n'ont jamais travaillé*, ballottés de stages en TUC et de TUC en TIL), vont entraîner fuites, *révoltes, marginalités*, violences, besoin *d'acquérir par tout moyen ce qu'on perdrait sa vie à gagner*. C'est uniquement en développant la répression que la *société libérale* peut se maintenir, en jouant sur les peurs et insécurités qu'elle-même produit (14).

L'idéologie sécuritaire permet à la société libérale-autoritaire de trouver une cohérence et une identité par l'enfermement et l'exclusion de populations-cibles. Dans cette logique s'inscrivent ceux qui augmentent délibérément le nombre de détenus dans les prisons, qui veulent enfermer les toxicomanes, placer les adolescents difficiles dans des centres *fermés*, expulser un maximum d'immigrés.

Poussée un peu plus loin, cette logique folle rejoint celle de M. Jean-Marie Le Pen *et de ses « sidatoriums pour sidaïques »*. Sa constante : éliminer des individus *socialement repérés* et éviter d'aborder les problèmes de fond auxquels nul ne peut apporter une réponse immédiate.

La concurrence est forte sur le marché de la peur. Tous les sondages concordent pour montrer que dans le domaine de la lutte contre l'insécurité, réelle ou non, les Français jugent la droite plus efficace.

Il est vrai que le gouvernement a trouvé dans la vague terroriste un prétexte de choix, et qu'il a pu facilement mettre en place son dispositif de lois sécuritaires, marquant un net renforcement du pouvoir de l'Etat sur le citoyen, la prééminence du pouvoir policier sur l'autorité judiciaire.

Les lois des 3 et 9 septembre 1986 instaurent la généralisation des contrôles d'identité, développent les procédures de comparution immédiate (ex-flagrants délits) et les possibilités de placement en détention provisoire, restreignent les possibilités d'individualisation de la peine. Le décret du 19 mars 1987 portant création d'un système informatisé de fabrication et de gestion des cartes nationales d'identité est passé presque inaperçu, tant les médias étaient occupés ce jour-là à parler des menaces de censure lancées par M. Charles Pasqua à l'encontre de quelques revues qui *révulsaient* sa pudeur naturelle.

A ce renforcement des pouvoirs de la police, de surcroît couverte par avance, en cas d'éventuelles bavures, par le premier ministre lui-même, a correspondu aussi l'abrogation des circulaires Joxe sur les polices municipales en l'attente d'une nouvelle définition de leurs prérogatives. On peut noter, parallèlement, la réintégration, à des postes de choix, des policiers factieux qui avaient conduit les manifestations policières contre le gouvernement socialiste en 1983.

Les premières victimes de ces mesures coercitives sont les immigrés qui, de plus, voient leur statut précarisé par le transfert du *contentieux de la reconduite à la* frontière du judiciaire à l'administratif, avec diminution concomitante des garanties. Le préfet peut expulser pour de simples raisons d'ordre public, selon la procédure dite d'« urgence absolue », utilisée notamment à l'encontre des Basques remis directement à la police espagnole. Les camps de rétention, créés par la gauche, permettent de regrouper les étrangers en l'attente d'être reconduits à la frontière.

Le projet de réforme du code de la nationalité déposé à l'Assemblée nationale a pour but de trier plus facilement ceux qui « méritent » d'être Français. Déjà les préfectures et les municipalités ont à cet égard des pratiques de plus en plus restrictives et tatillonnes.

Quant aux textes sur le terrorisme, ils marquent un renforcement très important des pouvoirs de la police et du parquet de Paris, directement contrôlé par le gouvernement. Est instauré le très dangereux système des repentis (repris depuis lors dans le texte sur la toxicomanie), est institutionnalisée la pratique de la délation rémunérée. Ces dispositions s'appliquent aussi à la supposée « mouvance terroriste », aux indépendantistes, aux mouvements de libération. La volonté de revenir à une Cour de sûreté de l'Etat qui n'en porterait pas le nom s'est affirmée à l'occasion du procès d'Action directe et *des menaces de Régis Schleicher, suivies de la défection de quelques jurés, par la* curieuse précipitation à instaurer une cour d'assises uniquement composée de *magistrats professionnels*.

Pourtant, face au terrorisme, outre la réponse policière, la réponse civique et la solidarité nationale, que symbolisent aussi les jurés populaires, constituent des armes psychologiques essentielles. En renforçant artificiellement un élément de l'appareil répressif d'Etat, on affaiblit la collectivité tout entière. C'est à un recul du civisme que correspond le transfert de l'ensemble des problèmes de sécurité aux seuls professionnels.

Mais l'exemple le plus topique de l'harmonie entre système libéral et système autoritaire a été celui du débat sur la privatisation des prisons.

M. Chalandon met en œuvre une politique pénale plus répressive. En aval, il entend donc développer le parc pénitentiaire qu'il estime insuffisant, puisque la France possède un taux d'incarcérations inférieur à celui d'autres pays comparables, tels que la RFA (15). Pour une fois que le pays a un indicateur social plus favorable que celui des Allemands...

Le garde des sceaux projetait donc de doubler les capacités carcérales françaises en cinq ans, grâce au financement privé (32 500 places répondant aux *normes minimales européennes* sont occupées par 51 972 détenus au 1er juin 1987). En permettant à des investisseurs privés de dégager des profits sur la privation de liberté d'individus de plus en plus nombreux, le système libéral–autoritaire produirait son modèle idéal.

Une campagne d'opinion était préalablement déclenchée sur les prisons privées américaines qui n'accueillent pourtant que 2 500 détenus, soit 0,3 % de la population pénitentiaire totale, essentiellement des jeunes délinquants et des immigrants illégaux (16).

Des appels d'offre sont lancés en direction des entrepreneurs, qui voient là un marché immobilier considérable, et des municipalités, qui envisagent déjà *création d'emplois et taxe professionnelle*.

Ce projet ne s'est pas brisé sur les problèmes humains et moraux posés, sur les problèmes constitutionnels ou sur ceux touchant au statut des personnels. C'est l'argument financier qui a été décisif : le gouffre qu'aurait représenté pour l'Etat la gestion privée rémunérée au prix de journée, et les modalités de financement de l'investissement s'apparentant à une opération de crédit-bail.

La Cour des comptes, dans son rapport pour 1986, parlant de la privatisation des autoroutes réalisée par M. Albin Chalandon, avait déjà pu mettre en évidence l'absence totale de contrôle par la collectivité du non-respect des cahiers des charges, et les substantiels profits réalisés par quelques entrepreneurs au détriment de l'Etat (17).

Il n'empêche que, si M. Chalandon n'a pu mener à bien cette privatisation, qui aurait marqué une avancée idéologique essentielle pour les « libéraux », il a tout de même obtenu la création de 15 000 places de prison supplémentaires, ce qui lui donne les moyens de sa politique répressive dominée par la volonté d'enfermer (18).

Faibles réactions de l'opinion « éclairée »

ENFERMER, exclure, cela se traduit très concrètement chaque jour. Début janvier, à Fleury-Mérogis, ont été incarcérés trois adolescents de 10 à 12 ans (19).

Le discours dominant, qui conduit à de telles décisions, se fonde sur les valeurs d'autorité, de hiérarchie, d'encadrement, à l'égard de certaines populations, en particulier des jeunes. Pour la drogue, on sensibilise les parents par la peur en annonçant le chiffre fantaisiste de 800 000 toxicomanes, alors que toutes les évaluations scientifiques intégrant le critère de dépendance (20) situent ce chiffre entre 80 000 et 120 000. Cela a permis au gouvernement de proposer un projet initial qui préconisait le « choix » entre incarcération et soins forcés, le recours aux communautés thérapeutiques comme celle du Patriarche utilisant les méthodes comportementalistes directement inspirées des Etats-Unis, le placement à la demande de la famille... Là encore, M. Chalandon a dû reculer sous la pression des professionnels, mais le débat marque les mentalités.

Pour les jeunes délinquants ou marginaux (que d'aucuns nomment prédélinquants tant le déterminisme social est fort), le même ministre a tout de suite proposé des « chantiers de jeunesse » organisés par des bénévoles ou l'armée. Par exemple, à Liancourt, l'armée a créé une association intitulée JET (il faut faire moderne), qui prend en charge seulement les Français et, parmi eux, pas de toxicomanes. Les perspectives : une formation accélérée, un encadrement, le brevet de secouriste, *devancer l'appel*. Dans le même temps, M. Chalandon veut *« rouvrir les centres fermés »* pour mineurs auxquels Alain Peyrefitte lui-même avait mis fin en 1979. Il est vrai qu'ils porteraient le nom de « centres éducatifs de qualité ».

Pendant que le gouvernement se donne les moyens de ces mesures répressives, il réduit les budgets associatifs, supprime des postes d'éducateurs et de mises à disposition des activités parascolaires, il met fin aux entreprises intermédiaires qui permettaient l'insertion économique et sociale de jeunes en difficulté dans le cadre du dispositif mis en place par M. Bertrand Schwartz.

Voilà les réalités qui se dissimulent derrière les oripeaux de l'ordre moral.

Comment ne pas être frappé par la faiblesse des réactions de l'opinion « éclairée » face à la mise en place d'un tel dispositif visant des populations-cibles rejetées par la société qui les produit ? Les manifestations étudiantes de fin 1986 ont bien montré les potentialités de réponse des jeunes. Cependant, le discours des intellectuels, des relais d'opinion que sont les syndicats et les partis, les fait apparaître comme incapables de s'appuyer sur les préoccupations immédiates et individuelles des gens pour développer une prise de conscience collective.

L'absence de projet mobilisateur, la faiblesse actuelle des réseaux de contre-pouvoirs, la camisole médiatique sont autant de causes d'anesthésie de la pensée et de l'action. Ne voit-on pas, pourtant, la logique qui commande l'ensemble (21) ?

Le traitement par l'enfermement de celui qui dérange vise à ressouder artificiellement des individus sans valeurs collectives, qui se repèrent simplement par rapport à ceux qu'ils excluent ou auxquels ils attribuent un statut social inférieur.

Les réactions aux mesures de contrôle, de fichage, de refoulement ou d'enfermement que préconisent certains à l'encontre des porteurs potentiels du virus du SIDA, d'abord (est-ce un hasard ?) aux Etats-Unis de M. Reagan, dans le Land de Bavière de M. Franz-Josef Strauss, ou dans les Alpes-Maritimes de M. Jacques Médecin, seront un test déterminant.

JEAN-PAUL JEAN.

DES MILLIERS DE MINEURS INCARCÉRÉS

Nombre d'entrées chaque année (au 1er décembre) :

1976	1980	1981	1982	1983	1984	1985
4021	6087	6053	5970	5875	5700	4902

Population moyenne :

1982	1983	1984	1985
786	776	824	850

Durée moyenne de la détention dans les prisons de Lyon (en jours) :

1983	1984	1985	1986
42	41,50	57,47	64,51

(13) Loi du 23 décembre 1986.

(14) Voir « La peur et l'ordre », *le Monde diplomatique*, mai 1986.

(15) La France figure en moyenne position des pays membres du Conseil de l'Europe en nombre de détenus, avec 84 pour 100 000 habitants, derrière l'Autriche (102,5), la Turquie (102,3), le Royaume-Uni (95,3), la RFA (87,5), et juste devant le Portugal (82), au 1er septembre 1986, selon M. Tournier dans une recherche pour le Conseil de l'Europe arrêtée au 1er février 1986. Le 27 octobre 1986, M. Chalandon, devant l'Assemblée nationale, donnait les chiffres suivants : Autriche (109), Portugal (96), Royaume-Uni (94,2), RFA (92,2), France (80,7). Aux Etats-Unis, modèle de référence, le taux est de 215 détenus pour 100 000 habitants.

16) Rapport de la commission d'enquête parlementaire au retour d'un voyage d'étude aux Etats-Unis en 1986.

(17) Rapport 1986 de la Cour des comptes, la Documentation française, Paris.

(18) Loi du 22 juin 1987 relative au service public pénitentiaire.

(19) Au 1er avril 1987, il y avait 921 mineurs incarcérés, dont 861 de seize à dix-huit ans, et 60 de treize à seize ans. 80 % de ces mineurs entrent en prison au titre de la seule détention provisoire. Si les statistiques mettent en évidence une diminution du nombre d'entrants ces dernières années, grâce aux permanences éducatives auprès des tribunaux qui peuvent offrir des solutions de rechange à l'incarcération, elles cachent le fait que les mineurs qui vont en prison y restent de plus en plus longtemps *(voir le tableau ci-contre)*.

(20) Définition médicale sur laquelle s'accordent l'ensemble des spécialistes : est toxicomane celui ou celle qui consomme des drogues illicites de façon pathologique (impossibilité d'en maîtriser l'usage) et dont la vie sociale s'en trouve détériorée (difficultés familiales, professionnelles, médico-légales) de façon nette et durable.

(21) Claude Julien, « Pensée sans objet, société sans projet ? Des politiques malades de leur culture », *le Monde diplomatique*, juin 1987.

DES POLITIQUES MALADES

Aux cimes du pouvoir : maîtres

Le poisson pourrit par la tête dit le proverbe. Et dans le désarroi des citoyens, entretenu par le mouvement brownien des médias, les élites au pouvoir n'ont pas une mince responsabilité.

Imbues de leurs privilèges et coupées des réalités, elles ne reculent pas devant la démagogie de l'anti-élitisme pour conforter leur mainmise.

Par CHRISTIAN DE BRIE

« A*UX vertus qu'on exige dans un domestique, Votre Excellence connaît-elle beaucoup de maîtres qui fussent dignes d'être valets ? (1)* »

Deux siècles après Beaumarchais, l'insolente réplique du barbier qui galvanisait le peuple du parterre claque dans un théâtre vide. La vérité d'hier n'a pas pris une ride. Elle a perdu son public.

Compétitif, flexible, performant, dynamique, jeune, expérimenté, créatif, discipliné, responsable, mobile... telles sont quelques-unes des moindres qualités attendues aujourd'hui de celui qui est conduit à travailler pour se procurer les moyens d'une existence. Qualités préalablement vérifiées par des séries de tests, de justificatifs, d'entretiens et d'enquêtes, graphologiques, de moralité, parfois même astrologiques. Etant entendu que pour le peu, seules seront garanties dans un premier temps la précarité de l'emploi et la modestie de la rémunération. Que l'on sache, les « maîtres » d'aujourd'hui ont, en ce qui les concerne, moins d'exigences et davantage de prétentions.

Alors que les castes dirigeantes sont de moins en moins capables d'assumer des responsabilités qu'elles confisquent abusivement, elles multiplient les contraintes sur tous ceux qui, par leur travail, assurent la production des biens et le fonctionnement des services communs. Le contraste s'amplifie de jour en jour entre les privilèges illégitimes et exorbitants dont jouissent les uns, la rigueur, les efforts, les sacrifices, voire les conditions extrêmes imposées aux autres. Dans les démocraties occidentales (mais aussi dans les régimes socialistes et les pays du tiers-monde), les minorités qui, un peu partout, exercent le pouvoir verrouillent son accès, gaspillent les richesses et le bien commun, préservent leur pérennité par la contrainte économique et sociale, le contrôle politique, la manipulation idéologique et culturelle.

Car la crise dont il est question, celle qui se manifeste dans des politiques malades de leur culture, est bien la crise des « élites » en place (2). Dirigeants et administrateurs des grands groupes industriels, financiers ou commerciaux ; hauts fonctionnaires des bureaucraties d'Etat, civiles et militaires ; dignitaires des appareils institutionnels, judiciaires, culturels ou autres ; politiciens professionnels des assemblées, gouvernements et partis ; ainsi que la nuée des spécialistes, conseils, experts et « sages » en toutes choses dont ils s'entourent. Au total, dans chaque pays, quelques milliers, au plus quelques dizaines de milliers de personnes. Auxquelles s'ajoute le réseau vassalisé des responsables et notables locaux.

Parce qu'elles ne sont porteuses d'aucun autre projet que celui de leur propre conservation, ces castes dirigeantes constituent le principal obstacle aux évolutions nécessaires. Celles qu'impose l'interdépendance croissante et irréversible des conditions humaines sous la double poussée de la mondialisation des rapports sociaux et de production d'une part, d'un développement scientifique et technologique accéléré aux effets universels, d'autre part. Incapables de conduire l'une et l'autre, d'en maîtriser les finalités, elles ne savent que reproduire à l'échelle mondiale le modèle expérimenté localement à l'aube de la révolution industrielle.

Certains s'en avisent et dénoncent la corporation. Prudemment, comme M. François Dalle : « *Notre crise est une crise de créativité. Il faut savoir si nous avons suffisamment de chefs d'entreprise créatifs. Je crois qu'ils sont trop peu nombreux* (3). » Sélectivement, comme M. Albin Chalandon : « *Pour un quart de champions, beaucoup de médiocres et de ringards* (4) ». Sans faire le détail, comme M. Richard Darman, secrétaire adjoint au Trésor de l'administration Reagan, s'en prenant à la « *corpocratie timorée, inefficace et sans imagination des entrepreneurs* (5) », ou M. Jean-Pierre Chevènement constatant « *les inépuisables réserves de médiocrité et cette absence totale d'imagination des classes dirigeantes* (6) ».

Un obstacle, mais aussi une menace. Car pour se maintenir en place, les « élites » sont périodiquement tentées de bloquer l'aspiration des peuples à la paix civile, la dignité, l'équité, la démocratie et la recherche du bonheur, en les entraînant dans une nouvelle ère d'obscurantisme séduisant, dont, après des siècles, les hommes tentent à peine de s'affranchir (7).

Dans les démocraties occidentales, comme dans toutes les nations, les citoyens entretiennent à grands frais, à leurs frais, des dirigeants politiques ou d'entreprise chargés, chacun pour ce qui les concerne, de prévoir les évolutions, analyser les problèmes, proposer des solutions en fonction d'objectifs préalablement énoncés, mobiliser les moyens, mettre en œuvre et gérer leur application. Or ces fonctions qu'ils occupent à temps complet, assistés des techniques de prévision, d'évaluation, d'analyse et de simulation les plus sophistiquées, entourés de conseillers réputés les plus compétents dans leur spécialité, ils se révèlent incapables de les remplir.

Habiles à maintenir le *statu quo* et à conforter l'ordre établi, héritiers d'une longue tradition de conservatisme, s'étant toujours opposés, souvent avec violence, aux changements qu'ils n'ont jamais acceptés que contraints et forcés, formés à reproduire les schémas et comportements déjà expérimentés, ils sont désarmés devant la nouveauté et témoignent d'une remarquable inaptitude à anticiper puis accompagner les profonds bouleversements qui ne manquent pas de se produire. Telle fut la première leçon de la crise inaugurée il y a quinze ans. Le roi est nu ; les Français l'ont vu, les autres aussi. Des milieux patronaux aux chefs d'Etat et de gouvernement, majorité et opposition confondues, ils n'ont su ni prévoir, ni analyser, ni trouver des solutions adaptées. Les chocs pétroliers, la concurrence des nouveaux pays industrialisés, les désordres monétaires, la révolution technologique, les déséquilibres Nord-Sud et l'endettement du tiers-monde, la perte de compétitivité et des gains de productivité, le tout-Etat, les égoïsmes et rigidités sociales et syndicales, le déclin des valeurs morales et culturelles, sans oublier les erreurs catastrophiques des gestionnaires précédents, tout un fourre-tout de causes partielles, sans liens ni cohérence, a défilé devant une opinion publique ébahie. Elles sont censées expliquer la fin des glorieuses années d'expansion, l'entrée dans le noir tunnel de la récession et du chômage, dont personne ne prétend plus apercevoir l'issue et encore moins ce qui nous attend à la sortie.

Ce n'est évidemment pas l'intelligence des hommes qui est en cause mais le décalage entre la dimension des événements et la capacité des dirigeants à les maîtriser. A cet égard, ils ont largement atteint leur seuil *d'incompétence. Ils ne peuvent agir* que dans un espace-temps restreint qui n'est pas celui, beaucoup plus vaste, des problèmes qui traversent le monde et des solutions qu'ils attendent. Au mieux, les politiques peuvent tenter d'intervenir globalement, sur l'ensemble des secteurs, mais seulement dans les limites territoriales de l'Etat et pour la durée de leur mandat (quatre à cinq ans en moyenne). Les dirigeants des grands groupes multinationaux peuvent développer une stratégie mondiale, mais seulement dans un domaine déterminé et dans les limites des perspectives du marché (dix à quinze ans au maximum).

Un statut de caste supérieure

PRENDRE effectivement en compte et intégrer dans un programme de gouvernement ou une stratégie de groupe un ensemble de paramètres, de données et de problèmes mondiaux dans une perspective trentenaire, équivalant à une génération, n'a aujourd'hui, pour les uns et pour les autres, *rigoureusement aucun sens*. Une telle démarche concerne la prospective, non la gestion des affaires, qu'elles soient publiques ou privées (8).

A cette incompétence fonctionnelle s'ajoutent les processus de sélection et de promotion des élites (9). Dans les énormes et complexes machineries que constituent les centres de pouvoir, l'essentiel des capacités et des énergies de ceux qui visent les sommets est consacré à atteindre à cet objectif par tous les moyens et, une fois la forteresse conquise, à s'y maintenir le plus longtemps possible contre les assauts permanents des concurrents, étendre son emprise ou s'en servir comme tremplin pour d'autres conquêtes. Tout au long de ce parcours dangereux et épuisant, il serait suicidaire de prendre de la distance, de se mettre en réserve, de retrouver une disponibilité et une ouverture d'esprit indispensables pour remettre en cause son mode d'approche et de compréhension des problèmes. Aussi la plupart des dirigeants vivent-ils dans un système clos d'idées reçues, de connaissances fragmentaires et spécialisées, de pratiques de pouvoir rigides et contraignantes. Quant aux motivations profondes et non dites qui attirent certains hommes vers la course au pouvoir, elles sont sans grand rapport avec la noble et séduisante imagerie généralement présentée. Si la question est soigneusement occultée, ce que nous en révèlent la psychanalyse et quelques portraits témoigne qu'elles ne prédisposent pas toujours à promouvoir le mérite (10).

Enfin, l'incompétence des élites dirigeantes est confortée par l'isolement que leur confère un statut de caste *supérieure*. Que ce statut soit acquis dès le départ par l'origine sociale privilégiée ou en cours de route par la *conquête ou la cooptation*, qu'il concerne les héritiers ou des parvenus, il rend inapte à comprendre et à partager *les préoccupations et les centres* d'intérêt du plus grand nombre. Vivant durablement dans des conditions matérielles hors du commun, disposant discrétionnairement de tous les moyens et de toutes les facilités – de communication, d'information, de circulation et de voyages, de réception, d'hébergement et de villégiature – travaillant dans le luxe des palais nationaux et des sièges sociaux feutrés, entourés d'un personnel prévenant et habile à déblayer devant eux toutes les difficultés et tracasseries de la vie quotidienne, ne fréquentant que des gens de leur condition, ils ne rencontrent le peuple des autres citoyens qu'à l'occasion de tournées électorales et de bains de foule, de visites d'ateliers ou d'arbres de Noël de sociétés (11). Comment ces élites, issues principalement de la bourgeoisie aisée, disposant de hauts revenus et jouissant en plus, généralement, de par leurs fonctions, d'un train de vie sans commune mesure avec ces mêmes revenus, pourraient-elles avoir la moindre aptitude à comprendre les problèmes et représenter les aspirations de communautés humaines qui leur sont, dans leur grande majorité, complètement étrangères ? Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'analystes et sociologues ont souligné les rigidités et les blocages sociaux qui résultent de la nature de la bourgeoisie et de la classe dirigeante, de leurs croyances, de leurs comportements et de leurs modes de vie, en France comme aux Etats-Unis ou en *Grande-Bretagne* (12).

En dépit de toutes ces évidences, les porte-parole des castes dirigeantes discourent et tranchent de tout avec une arrogante assurance. Gonflés de certitudes, ils *ont sur toutes choses* des connaissances définitives et des jugements péremptoires, distribuant blâmes et satisfecits avant même d'être sollicités, comme si, par nature, le seul fait d'appartenir à ce milieu privilégié leur conférait une culture et un savoir innés, sans égard aux démentis que la réalité se charge de leur apporter. Il est vrai que la petite cour de laudateurs assidus, crédules ou intéressés, dont chacun d'eux s'entoure les conforte en permanence dans l'idée prestigieuse qu'ils ont d'eux-mêmes. Le moindre truisme, la plus plate banalité qui, prononcée par n'importe qui d'autre, signerait son demeuré, devient dans leur bouche réflexion osée, méditation profonde ou fulgurante vision faisant l'objet d'interminables exégèses. Ainsi se creuse l'écart entre les discours des élites dirigeantes et les réalités qu'elles sont censées appréhender. Sournoisement, la langue de bois a franchi le rideau de fer.

Incompétence et irresponsabilité

A *cette incompétence répond une irresponsabilité à peu près générale* et permanente (13). Le prix des erreurs commises est toujours payé par les autres, par ceux qui n'ont eu aucune part à l'élaboration des décisions et à la gestion des affaires. C'est peu dire que les castes dirigeantes ne fréquentent pas les bureaux de placement, les agences pour l'emploi ou les sociétés d'intérim, les stages de formation ou de recyclage. Dans la haute administration et l'appareil d'Etat, les seules sanctions sont la promotion dans une sinécure dorée, la « mise au placard » avec traitement plein, et au pire le retour provisoire dans le corps d'origine. Dans tous les cas, l'incompétence n'est

(1) Beaumarchais, *le Barbier de Séville*, acte I, scène 2.

(2) Voir les quatre premiers articles de la série « Des politiques malades de leur culture » : Claude Julien, « *Pensée sans objet, société sans projet ?* », *le Monde diplomatique*, juin 1987 ; Ignacio Ramonet, « le Désarroi des citoyens devant un savoir en miettes », *le Monde diplomatique*, juillet 1987 ; Bernard Cassen, « Un nouveau maître à penser : l'entreprise », *le Monde diplomatique*, août 1987 ; Ricardo Petrella, « L'homme et l'outil : *les valeurs qui basculent* », *le Monde diplomatique*, septembre 1987.

(3) François Dalle et Jean Bounine, « Pour développer l'emploi », rapport au ministre des affaires sociales, mai 1987.

(4) Albin Chalandon, *Quitte ou double*, Grasset, Paris, 1986, page 22.

(5) Cité par Philippe Messine, in *les Saturniens*, La Découverte, Paris, 1987.

(6) Conférence de presse du 9 juillet 1983.

(7) Voir en particulier les thèmes développés par la très influente secte Moon ou les fondamentalistes chrétiens aux Etats-Unis comme M. Marion « Pat » Robinson, candidat à la présidence (*le Monde diplomatique*, février 1985 et septembre 1986).

(8) Sauf en de rares occasions, lorsque se mobilisent sur de grands projets – type Ariane – une pluralité d'Etats, de groupes industriels et de centres de recherche.

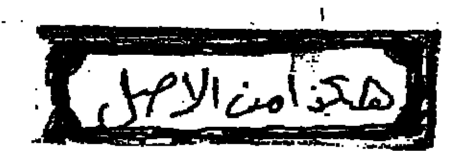
(9) Voir en particulier : C. Wright Mills, *l'Elite au pouvoir*, Maspero, Paris, 1979 ; Pierre Birnbaum, *la Classe dirigeante française*, Le Seuil, Paris, 1976 ; *les Sommets de l'Etat*, Le Seuil, Paris, 1977 ; Ezra N. Suleiman, *les Elites en France*, Le Seuil, Paris, 1979 ; Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *les Héritiers*, Editions de Minuit, Paris, 1984.

(10) Cf., par exemple, le portrait satirique de l'ancien président des Etats-Unis, Richard Nixon, qu'a proposé Emile de Antonio dans son film *Richard Milhouse Nixon*, 1971.

(11) Alexandre Whickham et Sophie Coignard, *la Nomenclatura française, pouvoir et privilèges des élites*, Belfond, Paris, 1986 ; Daniel Schneidermann, *Tout va très bien monsieur le ministre*, Belfond, Paris, 1987.

(12) Voir, par exemple, Stanley Hoffmann, *A la recherche de la France*, Le Seuil, Paris, 1963 ; Michael Parenti, *Democracy for the Few*, Saint Martin's Press, New York, 1974 ; Arthur Koestler, *Suicide d'une nation, la Grande-Bretagne face à son destin*, Calmann-Lévy, Paris, 1964.

(13) Que sont devenus les responsables des milliards engloutis à fonds perdus dans l'informatique du « plan calcul », dans la sidérurgie... ou dans l'affaire dite des « avions renifleurs » ?



DE LEUR CULTURE (V)

et serviteurs

jamais le motif invoqué. Dans les grandes entreprises, le management passe allégrement d'un groupe à un autre, quitte une direction générale de branche déficiente pour une présidence de filiale juteuse et a généralement abandonné le navire bien avant qu'il ne soit en perdition. Tout un système de relations et de cooptations fonctionne comme une mutuelle fraternelle, assortie de solides garanties financières négociées en cas de prise de contrôle ou de restructuration. Il est rare que le milieu laisse sur le carreau un membre des états-majors et ne l'aide pas d'une manière ou d'une autre à se remettre en selle. Cela créerait un fâcheux précédent. Au reste, le pays et le monde des affaires peuvent-ils se passer d'éléments qui, quels que soient leurs résultats, sont membres de droit de l'élite ?

Quant aux administrateurs et PDG de sociétés, détenteurs et représentants du capital, ils risquent surtout l'emploi et l'argent des autres et leur responsabilité juridique est toute formelle. Dans les sociétés anonymes, tout le pouvoir appartient aux actionnaires réunis en assemblée générale ; mais ce pouvoir, ils ne l'exercent que quelques heures par an, le temps de le déléguer au conseil d'administration, après lui avoir donné quitus et approuvé son rapport. Tout fonctionne en sorte que les petits porteurs n'y gèrent pas les gros ; ceux-ci se retrouvent au conseil d'administration où, par le jeu des participations croisées et en cascade, ils dirigent et contrôlent avec une minorité de titres (14).

Restent les élites politiques dont la responsabilité est sanctionnée par les électeurs. L'est-elle vraiment ? Les modes de scrutin, les cumuls de mandats, les fiefs électoraux garantissent aux ténors et caciques la pérennité de leurs fonctions, dont témoigne la longévité des carrières électives. De plus, dans la plupart des cas, il suffit de rassembler le vote d'un tiers des citoyens pour être légalement majoritaire ; beaucoup moins aux Etats-Unis, dans toutes les consultations, et en Europe dans les élections locales ou partielles. On est loin du rassemblement de « deux Français sur trois » préconisé par M. Valéry Giscard d'Estaing. Sans doute se réfère-t-il à sa propre élection dans la deuxième circonscription du Puy-de-Dôme, en septembre 1984, où il fut élu avec 63,25 % – pratiquement les deux tiers – des suffrages exprimés. Mais ces deux tiers, 25 000 voix, ne représentaient qu'un tiers des 75 000 électeurs inscrits.

Enfin, les conditions dans lesquelles se déroule le débat démocratique diluent les responsabilités. Phénomènes de clientélisme et techniques de vente du produit politique se conjuguent pour transformer le citoyen en consommateur submergé par le flot publicitaire plutôt qu'en censeur lucide et exigeant. Les démocraties garantissent à tous le droit de dire ce qu'ils veulent et réservent à quelques-uns le droit de faire ce qu'ils veulent. En toute impunité. Au demeurant, comme le constatait avec un tranquille cynisme Georges Pompidou : *« Il ne s'agit pas pour les électeurs de choisir leur avenir. Il s'agit de choisir la personne à qui ils confieront cet avenir pour un certain nombre d'années* (15). »

Ces conditions, qui ont considérablement accru les pratiques de corruption des élites, s'étendent à l'ensemble des activités politiques et économiques. De l'affaire Lockeed-Tanaka au Japon à celle du Carrefour du développement en France, en passant par le « Watergate », le « Koreagate » ou l'« Irangate » aux Etats-Unis, les affaires Flick en Allemagne de l'Ouest, Matesa en Espagne ou de Broglie en France, les scandales pétroliers et bancaires ou celui de la loge P2 en Italie, pour ne prendre que quelques exemples spectaculaires parmi des centaines d'autres, la corruption est une pratique courante dans les rapports permanents qu'entretiennent le pouvoir politique et le monde des affaires.

Du bon usage de la dramatisation

DE la moindre implantation d'une surface commerciale dans une commune urbaine aux gigantesques tractations qui se déroulent sur les marchés internationaux pour capter les grands contrats, la corruption est intégrée à la pratique des affaires dont elle est une des composantes tarifée et hiérarchisée (16). Si elle n'enrichit pas toujours personnellement politiciens et hommes d'affaires qui s'y livrent – encore que le cas ne soit pas exceptionnel, – elle concourt largement à leur prospérité commune. On sait qu'elle n'est pas l'apanage des démocraties occidentales et sévit dans le camp socialiste : en URSS, en Chine, en Yougoslavie... où elle imprègne tous les rapports sociaux, comme dans l'ensemble du tiers-monde. Et les élites des pays industrialisés s'en absolvent elles-mêmes en dénonçant la corruption, bien réelle, pratiquée ailleurs.

Encore ne s'agit-il là que de son visage le plus brutal. Il en est d'autres, plus flous et comme banalisés. Ainsi, par exemple, de la foule des petits trafics d'influence. La bourgeoisie, en général, et les castes dirigeantes, en particulier, témoignent d'une prodigieuse aptitude pour ces pratiques, en tirant des avantages personnels d'une fonction professionnelle. Bien évidemment, le niveau des avantages s'élève avec la position. Ils sont utilisés directement à titre individuel ou dans le cadre familial et comme monnaie d'échange pour obtenir ailleurs des avantages équivalents. Une multitude de passe-droits, d'accès privilégiés à des biens et services, gratuitement ou à tarif réduit, de prises en charge par l'entreprise ou le service public, donne lieu à un réseau d'échanges permanents.

Moins compétentes qu'elles ne le prétendent, peu responsables, parfois corrompues, les élites en place tentent de masquer leur faillite et de perdurer par la dramatisation spectaculaire. Sous prétexte de sauver la démocratie et la civilisation, elles ont recours à des procédés de gouvernement qui sont traditionnellement ceux des tyrannies : la guerre, la division sociale et l'obscurantisme.

Suivant le discours dominant, les démocraties occidentales sont engagées depuis quarante ans dans une guerre « froide » contre leur seul ennemi commun : l'Union soviétique, le camp socialiste et le mouvement communiste international. Cette guerre inexpiable, qui doit décider du sort du monde et plus précisément du nôtre, se déroule sur le triple terrain de l'équilibre nucléaire stratégique, de la subversion idéologique et des conflits périphériques. Elle continue d'engloutir la plus grande part des capacités financières d'investissement et des ressources humaines d'intelligence et de recherche dans un effort constant et sans précédent (17). Mais, alors même que cette guerre nous est présentée comme redoublant d'intensité, les alliés et amis occidentaux ont engagé entre eux une guerre économique tout aussi inexpiable.

Partout, une intense et permanente mobilisation tente, avec succès, d'accréditer l'idée que, loin d'être une guerre en dentelle, l'enjeu de la compétition économique n'est rien de moins que la survie de chaque nation belligérante en tant que puissance industrielle, le maintien de son niveau de développement économique, social et culturel, voire son identité et sa souveraineté. Malheur aux vaincus, promis au sort peu enviable des pays sous-développés et dépendants du tiers-monde.

Les propos des dirigeants ne sont plus que des communiqués d'états-majors rapportant la situation des batailles qui se déroulent sur les différents fronts : bataille de l'emploi, de l'investissement, de la modernisation, de l'exportation, de la formation... Tous les problèmes sont envisagés en termes stratégiques de percée et de recul, d'invasion et de reconquête. Sur le terrain de lutte de cette guerre économique – le marché –, l'unité combattante – l'entreprise – est l'objet de toutes les attentions pour lui conférer mobilité et combativité, la doter d'armes nouvelles, de fers de lance, de forces d'appui... Les meilleurs capitaines font figure de héros nationaux.

Au-delà des exhortations périodiques à l'unité nationale face au danger commun, on oppose en permanence le courage et la pugnacité des uns, les risques qu'ils prennent, au manque de combativité, d'effort, de rigueur, de conscience du danger des autres, désignés du doigt comme responsables des retards et reculs constatés sur les champs de bataille. Il y a ceux qui se battent sur le front de la compétition et les « planqués » de l'arrière, tous ceux qui sont protégés dans leur emploi et ne sont pas prêts à en faire le sacrifice pour le salut national.

On montre en exemple les troupes d'élite des adversaires, en particulier japonais, le dévouement aveugle des combattants à leurs prestigieuses unités qui ont nom Toshiba, IBM ou Siemens. Un effort particulier est fait pour la sélection et l'entraînement des cadres commerciaux au combat, au corps à corps de la compétition sauvage, véritables commandos de choc dont la principale qualité doit être l'agressivité.

Aucune interrogation sur l'origine, le sens et la finalité de ces combats fratricides dont les effets dévastateurs sont au demeurant bien visibles dans les branches industrielles et les régions entières dites « sinistrées ». Aucun


(Selçuk)

doute sur la cohérence de tels comportements. Aucune réflexion sur les véritables ambitions des seigneurs de la guerre qui contrôlent les opérations. Le discours incantatoire vise seulement à l'embrigadement du plus grand nombre dans un effort de guerre auquel tout doit être subordonné. Jamais la société civile n'avait été soumise à une telle pression, ni n'avait fait l'objet, en temps de paix, d'une telle emprise, d'une tentative aussi prégnante de conditionnement des mentalités et des comportements.

Le sabre de la guerre a trouvé son goupillon. Presse, cinéma, radio et surtout télévision (à travers les feuilletons, les jeux, les sports...) développent inlassablement les mêmes thèmes : exaltation de l'agressivité, du combat pour la survie individuelle, de la juste violence, de la compétition et de la conquête, de la sélection et de la hiérarchie des meilleurs, de l'argent et de la réussite matérielle des « battants », dévalorisation de la paix, de l'harmonie, des solidarités sociales, des thèmes d'égalité et de justice, de la résistance à l'oppression et de toute interrogation sur les finalités ou les méthodes. Enfermé dans un brouillage ininterrompu d'images, de sons et de mots auquel il a peu de chances d'échapper, le citoyen a de moins en moins de possibilités de comprendre et de réagir (18). Tout un clergé de la communication veille au rituel liturgique, officie dans les grand-messes quotidiennes et les rassemblements en forme de pèlerinage, puissant, courtisé et craint comme aux pires époques d'obscurantisme religieux. Accrochée à ses basques, une nuée de moines soldats, intellectuels belliqueux, parcourt la campagne, dénonçant le Satan rouge et ses suppôts cachés parmi les fidèles, pourchassant les tièdes, et brûlant quelques sorcières.

A quelles valeurs de civilisation peuvent bien se référer ces litanies ? De quelle culture se réclament ces nouveaux dévots et leurs mentors de la politique et des affaires ?

Certainement pas à ces *« courants de pensée et d'idées qui circulent à travers une grande partie du monde civilisé depuis trois millénaires »* qui animaient un Jean Vilar, créateur du Festival d'Avignon dont on a célébré cet été le quarantième anniversaire. *« Des banalités : que la paix est bonne pour tout le monde et la guerre pour quelques-uns seulement ; ou bien que les castes sont sources de grands ennuis pour qui les côtoie ; ou encore que rien ne vaut la liberté. Et qu'il peut y avoir plus de bon sens et de sens de l'honneur chez un paysan que sous le bicorne d'un polytechnicien. Des petites choses simples (19). »*

Aussi simples, par exemple, que ces femmes et ces hommes qui, un vendredi 22 mai 1987, se retrouvèrent à la barre des témoins de la cour d'assises de Lyon, où se déroulait le procès de Klaus Barbie. Un moment sortis de l'ombre, où notre indifférence les a abandonnés une seconde fois, les meilleurs d'une génération étaient venus rappeler l'essentiel : leur résistance ; malgré l'ineffable horreur de ce qu'ils avaient subi ; pour que ne disparaissent pas dans la nuit et le brouillard ces *« petites choses simples »*.

Pour ces moments et ces êtres vrais, au « look » si peu médiatique, il ne restait qu'une poignée de journalistes (20). La plupart des huit cents correspondants et techniciens accourus du monde entier étaient repartis en apprenant que le procès se déroulerait en l'absence de l'accusé. Révélant ainsi qu'ils n'avaient pas été envoyés là pour l'essentiel, mais pour faire du spectacle et de l'argent avec les révélations vainement attendues du bourreau nazi. A la recherche de ces pseudo-événements sans cesse renouvelés, de cette information en miettes qui annihile toute compréhension et toute réflexion pour l'immense majorité des citoyens. Mais, tous les sondages des médias le prouvent à l'évidence, ils s'en satisfont. C'est donc très démocratiquement que les élites refusent l'élitisme.

CHRISTIAN DE BRIE.

(14) Ainsi des oligarchies politico-financières, les « noyaux durs », qui contrôlent les groupes privatisés et se chargent de choisir les représentants des petits porteurs de l'actionnariat populaire.

(15) Conférence de presse du 16 décembre 1965.

(16) Voir, par exemple Aburish Saïd K., *Vous avez dit bakchich ? Confessions d'un homme d'affaires au Moyen-Orient*, Plon, 1987.

(17) Rappelons que les seuls stocks d'armes nucléaires représentent 5 000 fois la totalité des bombes utilisées au cours de toute la seconde guerre mondiale, ou encore 3 000 kg de TNT pour chacun des 5 milliards d'hommes.

(18) Voir Thierry Pfister, « La communication et le pouvoir », *Revue politique et parlementaire*, mai-juin 1987.

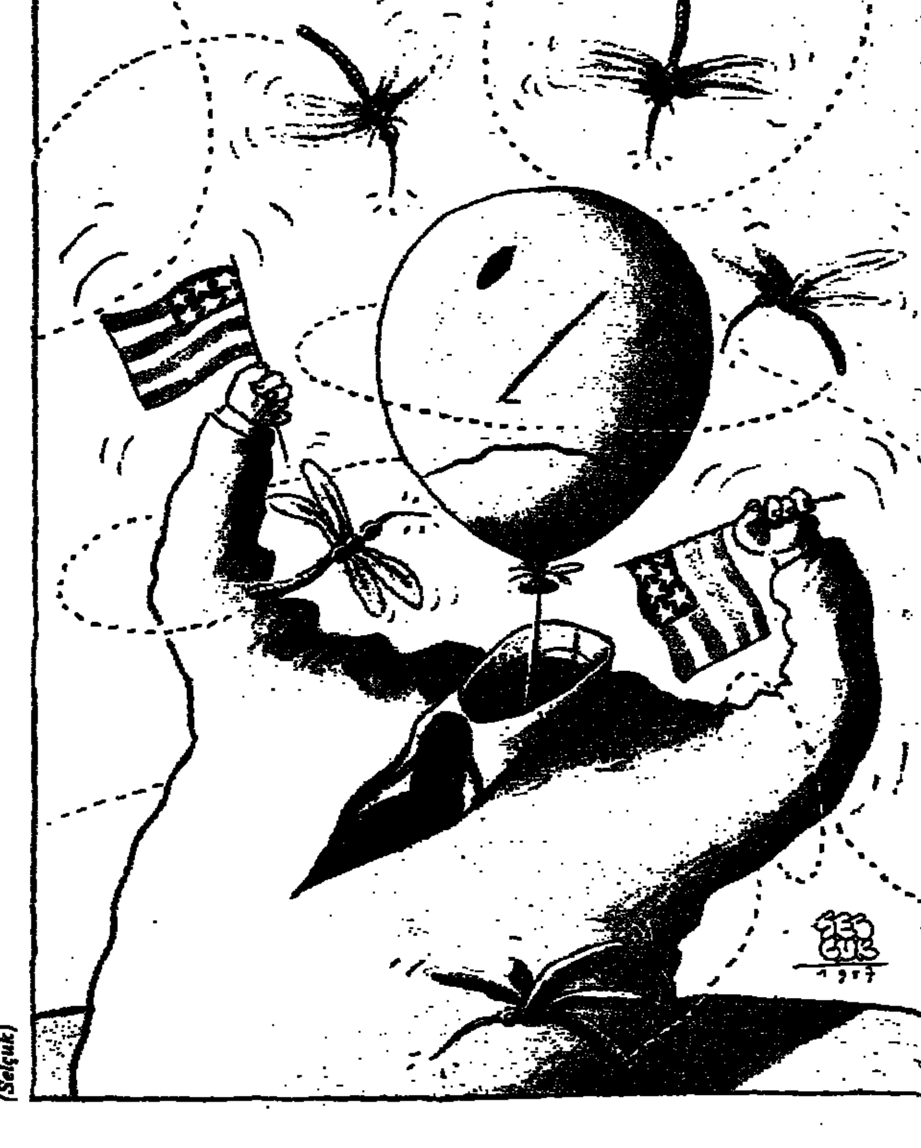
(19) Cité par Bernard Thomas dans *le Canard enchaîné* du 8 juillet 1987.

(20) En majorité, des correspondants de journaux français, ce qui n'est pas surprenant ; mais combien d'entre eux étaient présents aux procès des militaires criminels argentins ?

A UN AN DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

L'Amérique s'interroge sur la meilleure façon de gérer son déclin

**Ce n'est pas la signature d'un accord américano-soviétique sur les armements nucléaires à courte et moyenne portée qui empêchera l'enlisement, chaque jour plus patent, du mythe reaganien.
Loin que l'Amérique soit « de retour », c'est le déclin économique qui se confirme et la débâcle financière qui guette.
Une débâcle qui, au passage, exacerberait encore davantage les tentations déflationnistes qui minent l'économie mondiale** *(voir pages 22 et 23.)*
Mais l'écroulement d'un « rêve américain » fondé sur l'ultralibéralisme pourrait bien dégager le terrain pour une nouvelle donne politique prenant mieux en compte les impératifs de la protection sociale et de l'amélioration des conditions de travail. Déjà s'esquissent les conditions d'un nouveau partenariat sans lequel toute velléité de redressement serait illusoire.


(Selçuk)

Par notre envoyé spécial PIERRE DOMMERGUES

« *LES Etats-Unis sont aujourd'hui au bord d'une crise économique et financière. Ce qui n'était qu'une éventualité il y a encore cinq ou six ans, et plus récemment une probabilité, est devenu une quasi-certitude. La question est de savoir quand cette crise va éclater et comment.* » Ainsi s'exprime M. Felix Rohatyn, le patron de Lazard Frères, l'une des plus importantes banques d'investissement international, dans un article intitulé « Au bord du gouffre » (1).

« *En 1945, les Etats-Unis contrôlaient 40 % de l'économie mondiale ; aujourd'hui, cette part a diminué de moitié, et, parallèlement, les engagements militaires se sont accrus. Ce déséquilibre, qui suit un modèle historique classique, menace notre sécurité, sur le plan à la fois militaire et économique.* » Telle est la thèse de M. Paul Kennedy, professeur d'histoire à Yale, dans un article consacré au « Déclin (relatif) des Etats-Unis », à la « une » de l'*Atlantic Monthly* d'août 1987 (2).

Après avoir démonté les mécanismes inefficaces et coûteux de la « reaganomie », M. Lester Thurow, professeur d'économie et de gestion au MIT (Massachusetts Institute of Technology), analyse, dans *The Zero-Sum Solution* (« la Solution à somme nulle » (3), le déclin structurel de l'économie américaine et suggère les grandes lignes d'une politique fondée à la fois sur la rigueur et sur un partage plus équitable des efforts et des ressources nationales et internationales raréfiées.

En janvier 1987, l'économiste John K. Galbraith *souligne « le parallèle avec la crise de 1929 »* (4). Dans le sillage de cet article irrespectueux, plusieurs ouvrages s'emparent du spectre d'une accélération de la crise. Des fictions cataclysmiques reposant sur la réalité incontournable de la dette — telles que *The Panic of'89* (« la Panique de 89 »), de Paul Erdman (5), le spécialiste du genre à qui l'on doit *le Krach de 79*, un succès international dans les années 70. Mais aussi des études universitaires — telles que *The Great Depression of 1990* (« la Grande Dépression de 1990 ») (6), l'un des best-sellers de l'été, où M. Ravi Batra, professeur de commerce international à la Southern Methodist University, inscrit la catastrophe prochaine, inévitable *à ses yeux*, dans une perspective historique où il établit d'intéressantes corrélations entre les crises cycliques américaines (tous les trente ou soixante ans) *et la montée* non seulement des déficits budgétaires et commerciaux, mais aussi de la concentration de la richesse dans les mains d'un nombre toujours plus réduit et toujours plus puissant de nantis.

Ce qui frappe aujourd'hui, dans les médias américains comme dans les conversations, c'est une prise de conscience inhabituelle non seulement de l'échec personnel du président Reagan, que le Bread and Puppet Theater, par exemple, représente sous la forme d'une marionnette géante bleu acier qui finit par être terrassée par la mort (7), mais aussi et surtout de l'échec d'une politique ultra-libérale fondée sur une théorie mécaniste de l'offre, la réduction univoque de l'impôt, une conception théologique du retrait de l'Etat, une déréglementation à-tout-va — autant de choix aux résultats contraires à ceux qui étaient escomptés.

Si l'on refaisait le célèbre sondage de 1980 qui sonna le glas de l'administration Carter et d'une « *philosophie interventionniste* », une très large majorité d'Américains déclareraient à nouveau qu'ils « *sont, aujourd'hui, plus mal lotis qu'il y a sept ans* ». Est-ce à dire qu'il est possible et suffisant de renverser la vapeur, de revenir à une politique de la demande, à l'augmentation de l'impôt, au retour de l'Etat et à une nouvelle ère de la réglementation — *bref de remettre le cap, après la parenthèse d'une génération*, sur les traditionnelles recettes du Parti démocrate, incarnées par le président Johnson, le spécialiste de la politique du beurre et des canons ?

La réponse est évidemment négative, même si elle peut tenter certains démocrates, qui, après avoir reconquis le Sénat, sont en principe les mieux placés dans la course à la présidence de novembre 1988. Si aucune personnalité ne se distingue encore avec netteté, tous les candidats — leurs états-majors et leurs « sondeurs » — sont à l'écoute des « besoins » de ces catégories d'électeurs qui auront un rôle décisif — à savoir les membres d'une classe moyenne qui ne cesse de s'appauvrir et qui doit chaque jour renoncer à une nouvelle parcelle du rêve américain (un emploi correctement rémunéré, l'éducation des enfants, la maison individuelle, l'achat d'une seconde voiture), à savoir aussi les sous-privilégiés, toujours plus nombreux à vivre en deça du seuil de pauvreté, qu'ils aient ou non un emploi. Le taux de participation électorale de ces derniers est plus faible, mais leurs voix ne sont pas négligeables, et surtout ils deviennent chaque jour plus visibles et plus gênants.

On peut donc s'attendre que, dans les mois qui précèdent l'élection présidentielle, l'accent soit mis sur les difficultés de l'économie américaine et que, sans proposer de véritables réformes structurelles, des projets « progressistes », mis au placard depuis sept ans, soient ressortis, voire ratifiés par le Congrès démocrate, avec le soutien de républicains modérés. Si le président Reagan, affaibli, les accepte, tant mieux : les démocrates considéreront qu'ils auront marqué un point. Si le président oppose son veto, ce n'est pas plus mal, les « déçus du reaganisme » seront amenés à trancher lors des élections.

La « folie financière »

PAS un jour de l'été et de l'automne où la presse nationale américaine ne commente la substance du déclin. « *Aujourd'hui*, précise Leonard Silk dans la page « affaires » de l'*International Herald Tribune* (8), *avec la spéculation sur la Bourse et la croissance de l'économie américaine qui dure depuis plus de cinq ans, une question tourmente les investisseurs et les PDG : va-t-il y avoir un nouveau krach ?* » M. Horace Brock, président de Strategic Economic Decisions Inc., une firme californienne de consultants, poursuit le questionnement : « *Quel facteur va déclencher la récession ? Quelle en sera la gravité ? Comment le gouvernement va-t-il réagir ? Quel impact sur les taux d'intérêt, le dollar et les valeurs ?* » Selon ce groupe d'experts californiens, la crise, qui ne devrait pas éclater avant 1989, serait comparable à la moyenne des précédentes récessions depuis 1920 : un fléchissement du PNB de 6 %, soit deux fois plus que la moyenne des récessions de l'après-guerre. En ce qui concerne la Bourse, trois scénarios sont envisagés : le plus vraisemblable (40 % de probabilité), une chute des cours de 30 % à 40 % ; le scénario moyen (25 % de probabilité), une chute de 40 % à 50 % ; le scénario pessimiste prévoit un affaissement de plus de 50 % — un véritable désastre financier.

« *L'escalade de la Bourse au cours des cinq dernières années*, écrit le *Wall Street Journal* à la « une » de son édition du 10 août 1987, *a réparti sa manne bien inégalement dans l'économie. Les grandes institutions et quelques riches individus ont récolté la masse des profits, pendant que des millions d'autres perdaient leur emploi* (9). » Les cours se sont envolés de 200 % alors que la production nationale a augmenté à peine de 40 % en valeur nominale et de moins de 20 % hors inflation. « *La Bourse fait cavalier seul*, remarque M. Charles P. Kindleberger, professeur d'économie au MIT. *Aucun investissement industriel massif ne suit. C'est une énigme.* » Les restructurations et les fusions, qui se sont multipliées de 1984 à 1986, ont entraîné la perte de 600 000 emplois chez les cadres. Bien que *le taux de chômage soit passé*, en cinq ans, de 9,7 % à 5,9 %, la hausse de la Bourse n'a pas provoqué les retombées attendues sur l'économie. Certes, de nombreux individus se sont enrichis « sur le papier », mais il est difficile d'évaluer l'impact sur la consommation — et la part qui a été consacrée à l'achat de biens importés. L'auteur conclut que « *le principal bénéficiaire a été le secteur boursier lui-même. Les institutions de Wall Street ont ramassé des milliards de dollars d'honoraires en organisant des fusions, des rachats et des restructurations, qui ont, à leur tour, contribué à accélérer le processus. Et elles ont ramassé bien d'autres milliards en vendant des actions, en gérant des portefeuilles et en touchant des commissions* ». « *Si le marché se maintient jusqu'à décembre 1987*, ajoute M. William LeFevre, analyste financier à la Advest Inc., *il aura battu le record du siècle en dépassant les soixante-trois mois consécutifs d'envol des valeurs boursières entre 1924 et 1929.* »

Les causes de la « débâcle » sont parfaitement identifiées (10). En premier lieu, le désordre financier. Selon le banquier Félix Rohatyn, « *les Etats-Unis ont eu, au cours des sept dernières années, le comportement financier le plus irresponsable de leur histoire. La folie financière, renforcée par une incapacité à coordonner leur politique économique avec celle de l'Europe et du Japon, a créé une pyramide mondiale et toujours ascendante de la dette qui ne pourra pas résister à une récession majeure. Les Etats-Unis sont devenus l'emprunteur international le plus important du monde, et, dans la mesure où les marchés financiers internationaux sont interconnectés, un revers économique sérieux qui touche l'Amérique provoque automatiquement des répercussions dans le monde* (11). »

Les signes les plus marquants du désordre sont connus, et les perspectives vertigineuses. Déficit commercial : il s'est élevé à 160 milliards de dollars en 1986, huit fois plus qu'en 1980 ; même s'il diminuait au cours des prochaines années pour se stabiliser autour de 140 milliards de dollars, en 1995 la dette extérieure atteindrait 1 500 milliards et ses intérêts annuels 120 milliards. Déficit budgétaire : de 73,8 milliards de dollars en 1980, il a atteint 207,8 milliards en 1983 et 220,7 milliards en 1986. Dette publique fédérale : elle est passée de 914,3 milliards de dollars en 1980 à 1823, 1 milliards en 1985 et elle dépasse aujourd'hui les 2 000 milliards. Quant au service de cette dette (intérêts et remboursement), son coût pour le budget est passé de 52,5 milliards de dollars en 1980 à 129 milliards en 1985. Au rythme d'accroissement des cinq dernières années, la dette publique atteindrait 14 000 milliards de dollars en l'an 2 000, et son service annuel 1 500 milliards. Pour mesurer l'énormité des chiffres, il convient de rappeler que le montant de la dette de l'ensemble des pays du tiers-monde est actuellement de l'ordre de 1 000 milliards de dollars.

Le spectre du recul britannique

LE *second facteur, encore* plus fondamental, est la perte de compétitivité. Les indicateurs sont, là aussi, au rouge : la part des Etats-Unis dans l'activité *économique mondiale diminue régulièrement* (de 26,1 % à 24,4 % en dix ans, de 1973 à 1983) dans les industries traditionnelles (— 20 points dans l'automobile, par exemple) et de haute technologie (— 10 points sur les semi-conducteurs). Malgré la chute du dollar, les exportations plafonnent et les importations se maintiennent ou augmentent dans l'ensemble des secteurs. La *productivité industrielle* stagne : en 1986, elle ne progresse que de 1 % aux Etats-Unis, contre 1,70 % en France, 3 % au Japon et 6 % en Corée. L'épargne individuelle (qui devait se développer spontanément avec la baisse des impôts) reste faible (6 % contre 16 % en France et 18 % au Japon en 1986). L'investissement plafonne à 17 % du PNB, contre 20 % en France et 28 % au Japon. En 1985, la Grande-Bretagne est le seul pays industrialisé qui investit moins que les Etats-Unis.

Le spectre du déclin britannique hante les économistes et les hommes politiques. Dès le début des années 80, M. Lester Thurow évoque le parallélisme entre les deux pays. Il considère néanmoins que les atouts et la diversité de l'économie américaine sont tels que ces tendances peuvent être enrayées ou retardées en « *construisant une économie américaine de classe mondiale* ». Cela implique une « *mobilisation civile* » sans précédent pour améliorer la qualité et la productivité. Et, selon l'économiste du MIT, cette mobilisation n'est possible que dans *un contexte de plus grande justice (fairness)* sociale. La presse des affaires se fait l'écho de ces craintes : « *De nombreux observateurs*, rappelle Alan Murray dans le *Wall Street Journal, discernent d'inquiétantes tendances à long terme au-delà des bonnes nouvelles à court terme. Ils perçoivent les signes d'une nation qui s'enfonce dans une forme de déclin à l'anglaise et qui risque de miner le leadership économique américain dans le monde* (12). »

L'Amérique est aujourd'hui traversée par un « *sentiment croissant d'inquiétude* » qui ressemble à celui qu'a connu la Grande-Bretagne édouardienne. Au tournant du siècle, le malaise avait engendré, outre-Manche, un vaste débat sur la façon d'enrayer le déclin national. Le monde des affaires, l'élite universitaire et la classe politique s'étaient concertés pour tenter de retrouver la compétitivité fléchissante. Soutenues par tous les secteurs politiques, les campagnes du « Mouvement pour l'efficacité *nationale* » *devaient permettre de « réorganiser » et « renouveler »* l'économie. Ces appels avaient débouché sur des réformes qui, ironiquement, allaient surtout confirmer le déclin. C'est un débat comparable qui se développe aux Etats-Unis depuis le milieu des années 80. Avec un numéro spécial consacré à « La réindustrialisation de l'Amérique » (13), *Business Week* lance le débat, qui est repris au cours de la campagne électorale de 1984 par M. Gary Hart et les « *néolibéraux en quête d'un nouveau grand dessein* (14) ». A l'horizon des années 90, le discours majoritaire risque d'être dominé par deux thèmes : « *la nation est en danger* » et « *créons un nouveau consensus* » (en remplacement de la défunte « coalition rooseveltienne »). Les réformes économiques et sociales qui vont sortir de cette prise de conscience suffiront-elles ?

Capacité militaire menacée

EN attendant, l'inquiétude grandit parmi les modérés, démocrates et républicains : les Etats-Unis seront-ils capables de maintenir leurs engagements dans le monde ? Une croissance économique faible est-elle compatible *avec l'accélération des dépenses militaires ? Là encore, les Américains*, que l'« exceptionnalisme » maintenait en marge de l'histoire, découvrent l'évolution des empires. La Grande-Bretagne, la France, l'Espagne, Rome, ont toutes connu une époque où le coût des guerres extérieures et/ou du maintien de l'ordre impérial, *même s'il reste constant en termes* absolus, devient insupportable parce que la richesse relative de l'empire s'est contractée. Tel est bien le cas des Etats-Unis *d'aujourd'hui. S'il est vrai que la* part du PNB consacrée à la défense est aujourd'hui de 7 % contre 9 % sous le président Kennedy et 10 % sous l'administration Eisenhower, ce pourcentage est *critique pour une nation qui a perdu*, pendant cette même période, près de la moitié de ses

(1) Felix Rohatyn, « On the Brink », *The New York Review of Books*, 11 juin 1987.

(2) Paul Kennedy, « The Relative Decline of America », *The Atlantic Monthly*, août 1987.

(3) Lester Thurow, *The Zero-Sum Solution*, Basic Books, New-York, 1985, à paraître aux éditions Economica, Paris, 1987.

(4) John K. Galbraith, « The 1929 Parallel », *The Atlantic Monthly*, janvier 1987.

(5) Paul Erdman, *The Panic of'89*, Doubleday, New-York, 1987.

(6) Ravi Batra, *The Great Depression of 1990*, Simon & Schuster, New-York, 1987.

(7) Installé dans le Vermont, le Bread & Puppet Theater s'est rendu célèbre, aux Etats-Unis et en Europe, par son théâtre politique populaire. C'est à coup de marionnettes géantes, trois ou quatre fois plus grandes que nature, que Peter Schuman, son créateur et directeur, révélait, dans les années 60, les horreurs de la guerre au Vietnam, puis les brutalités de la politique américaine en Amérique latine, et tout récemment le scandale de l'« Irangate ». Dans son dernier spectacle, marionnette bleu acier, le président Reagan fauche, non sans péripéties, un ballet de résistants — indiens ? nicaraguayens ? — avant une rencontre fatale avec la mort.

(8) Leonard Silk, « Cautious View of Stock Exchange », *The New York Times*, 14 août 1987.

(9) Tim Metz, « Bull's Run. Stock's Five-Year Rise Has Showed Benefits Unevenly in Economy », *Wall Street Journal*, 10 août 1987.

(10) Claude Julien, « Débâcle. L'éthique balayée par l'esprit de croisade », *le Monde diplomatique*, janvier 1987. Voir également le dossier « Escalade de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et leurs partenaires », *le Monde diplomatique*, mars 1987 ; Michael T. Klare, « Les démocrates plus reaganiens que M. Reagan », *le Monde diplomatique*, avril 1987.

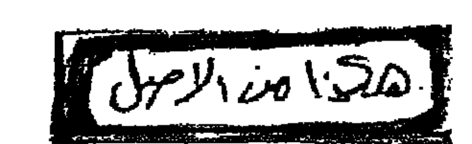
(11) Felix Rohatyn, *op. cit.*

(12) Alan Murray, « US Economic Role May Face Long Decline », *Wall Street Journal*, 17 août 1987.

(13) « The Re-industrialization of America », *Business Week*, 30 juin 1980.

(14) Pierre Dommergues, « Les nouveaux libéraux américains en quête d'un grand dessein », *le Monde diplomatique*, octobre 1983.





marchés mondiaux et qui doit faire face à des concurrents japonais et allemands nullement astreints aux mêmes obligations. C'est l'inquiétude que manifeste M. Caspar Weinberger, secrétaire à la défense, lorsqu'il admet que *« nous ne pouvons pas nous offrir le luxe d'acheter tout ce qui nous permettrait de tenir nos engagements avec 100 % de certitude* (15) ».

Spectre du déclin. Spectre de l'histoire. Spectre de l'indépendance menacée. En 1986, près de la moitié du déficit du budget fédéral est financée par des emprunts étrangers, en particulier japonais. *« Pour la première fois dans notre histoire,* remarque M. Felix Rohatyn, *nous dépendons de capitaux étrangers pour financer les opérations au jour le jour de notre gouvernement. D'un point de vue financier, nous sommes en train de devenir un pays colonisé* (16). » Chaque année, une fraction plus importante de biens de consommation est fabriquée hors du territoire national. Les investissements étrangers – surtout japonais – se substituent ou s'associent aux investissements nationaux, y compris dans des secteurs critiques de haute technologie. Dans le domaine de l'immobilier, les Japonais achètent, hors de prix, des immeubles de bureaux à Boston, New-York, Detroit. Au début des années 80, les Américains craignaient la concurrence d'un Japon exportateur de produits moins coûteux et de meilleure qualité. Ils redoutent aujourd'hui que – grâce aux usines, toujours plus nombreuses, que les Japonais implantent sur le territoire américain, grâce, aussi, aux *joint-ventures,* qui généralement profitent d'abord au plus puissant – le Japon ne colonise l'Amérique de l'intérieur. Le traditionnel processus d'« américanisation » est menacé. Hier encore, c'était l'étranger qui s'américanisait. On observe aujourd'hui un début de « nipponisation » de l'Amérique, non pas sur le plan relativement anodin de l'adoption, par exemple, d'habitudes culinaires ou musicales, mais sur celui d'une transformation radicale des modes de gestion (le *just in time*), des processus de production, ou même des relations commerciales, par exemple entre donneurs d'ordres et sous-traitants.

« Petits boulots » et polarisation sociale

AU cours des cinq dernières années, plus de 13 millions d'emplois ont été créés. Ce chiffre est supérieur aux 10,8 millions de postes de travail (le plus souvent industriels) supprimés à la suite de fermetures d'usines et de restructurations. Le chômage a ainsi fléchi de 3,8 points. Pourtant, le rapport (17) que MM. Barry Bluestone et Bennett Harrison, professeurs d'économie, respectivement à l'université de Boston et au MIT, ont établi pour le Congrès, en décembre 1986, confirme les craintes de nombreux experts sur la nature des emplois gagnés et leur impact sur la structure sociale.

Créés essentiellement dans les services, les nouveaux emplois sont – à la différence des postes industriels perdus – souvent précaires, fréquemment à temps partiel et faiblement rémunérés. Les salariés sont rarement syndiqués. Surtout, ils ne bénéficient pas, pour la plupart, des avantages sociaux *(fringe benefits)* traditionnellement négociés dans le cadre de conventions collectives, ce qui constitue un sérieux handicap dans un pays qui n'a pas – à ce jour – adopté les systèmes européens de protection sociale. Ces nouveaux emplois contribuent donc à accroître le nombre d'employés à bas salaire (les *working poors*), à creuser le différentiel de revenus (déjà le plus élevé des pays industrialisés) entre riches et pauvres, et à accélérer la tendance à la dégradation du niveau de vie de la classe moyenne américaine. Cette prolifération de « petits boulots » engendrée par *« la grande machine américaine à fabriquer des emplois » (« the great American job machine »)* provoque des effets pervers à moyen et long terme qu'il sera difficile de corriger. Elle renforce la tendance au déclin de la classe moyenne (supérieure ou inférieure) qui est le fondement même du système américain. Elle accélère la polarisation sociale provoquée par la reaganomie. Ce ne sont plus seulement les Noirs, les Hispaniques, les femmes, les jeunes et autres « minorités » qui sont frappés par cette « révolution » du marché du travail, mais la majorité des Américains blancs, l'armée des travailleurs modestes qui constituent l'Amérique profonde. Le fragile équilibre social est menacé.

Quelques chiffres permettent de mesurer l'ampleur des dégâts. Dans les années 70, sur cinq emplois créés, un seul était rémunéré au-dessous de la barre des 7000 dollars; dans les années 80, six emplois nouveaux sur dix entrent dans cette catégorie. Autre clignotant, le déplacement massif des salaires individuels par rapport au salaire moyen : entre 1979 et 1984, le nombre des salariés qui touchaient un salaire égal ou supérieur au salaire moyen a diminué de 1,8 million, et le nombre de salariés gagnant moins que le salaire moyen a augmenté de 9,9 millions. Si rien n'est fait pour rectifier la qualité des emplois créés, la situation risque d'empirer. En effet, selon les prévisions du bureau des statistiques du travail, ce sont les services qui vont assurer, entre 1984 et 1995, une fraction importante des nouveaux emplois. Une croissance globale de 15 % est prévue : – 7 % dans l'agriculture, + 7 % dans la fonction publique, + 7 % dans les industries traditionnelles, + 30 % dans les services. En ce qui concerne ce dernier poste, les experts gouvernementaux prévoient la répartition suivante : + 57 % dans les services d'affaires, + 45 % dans les services professionnels, + 13 % dans le commerce de détail, + 21 % dans la restauration (18).

« J'achète, donc je suis »

S'IL est une leçon que les hommes politiques américains sont en train de méditer, c'est que la création de n'importe quel emploi, dans n'importe quelle condition, peut être lourde de conséquences pour l'avenir de la nation. Surtout dans un contexte – qui n'est pas près d'être modifié – où le niveau de vie va continuer à baisser. Après avoir rappelé que les salaires réels des travailleurs américains ont fortement fléchi depuis le début des années 70 (une chute de 14 % en dollars constants entre 1972 et 1986), Kenneth Bacon précise que *« les efforts pour réduire le déficit commercial de la nation vont encore accroître la pression sur le niveau de vie américain ». « La réduction des salaires,* poursuit l'éditorialiste économique du *Wall Street Journal, fait partie du réajustement que doivent mener les Etats-Unis pour améliorer leur compétitivité face aux Japonais et aux pays asiatiques à bas salaires. Ce réajustement est loin d'être terminé. L'économie américaine est en grave déséquilibre : elle consomme plus qu'elle ne produit ; elle investit (improductivement) plus qu'elle n'épargne ; et elle emprunte à l'étranger pour boucher les trous* (19). »

Cependant, la vente au détail progresse, et l'engouement pour le « shopping » prend des formes quasiment psychotiques qui surprennent les psychologues, les sociologues et même les experts en mercatique (20). Une enquête menée par M. John Robinson, professeur de sociologie à l'université du Maryland, montre que le passe-temps favori des Américains est, après la télévision, le temps consacré à faire des courses dans les magasins (boutiques locales, supermarchés, centres commerciaux). Les adultes (femmes *et* hommes) consacrent une moyenne de six heures hebdomadaires à ce sport. A titre de comparaison, ils consacrent moins de dix minutes au golf et quarante minutes à jouer avec leurs enfants. *« Le shopping est une drogue,* affirme l'un des hommes interrogés. *Cela vous fait planer un moment. »* On voit apparaître des autocollants tels que *« J'achète, donc je suis »* ou encore *« Né pour faire du shopping ».* Les Américains des deux sexes, de toutes les classes et de tous les âges sont touchés, semble-t-il, par cette épidémie nouvelle qui contribue à réduire encore la tendance à l'épargne, à accroître l'endettement des ménages (la moitié des personnes interrogées considèrent qu'elles n'achèteraient pas aussi facilement si elles n'avaient pas de cartes de crédit) et à creuser le déficit commercial (par leur exotisme et leur plus faible coût, les produits importés sont plus souvent l'objet d'« achats impulsifs »). Comme la Bourse, le commerce de détail continue à prospérer. Mais les observateurs plus lucides s'inquiètent : l'inflation a repris (une moyenne de 5 % sur les six premiers mois de 1987), les salaires poursuivent leur mouvement de contraction et les prévisions de consommation à moyen terme sont moroses (21).

C'est dans des Etats peu développés – comme le Vermont – que les contradictions sont les plus visibles et que la nouvelle polarisation sociale est la plus dramatique. Les rédacteurs du *Sunday Times Argus,* l'un des quotidiens régionaux, ne s'y trompent pas lorsqu'ils consacrent une série d'articles, à la « une » de leur supplément du dimanche, au thème « Des vaches maigres en période d'abondance » (22). Malgré le faible taux de chômage, de nombreux travailleurs dans le Vermont ne peuvent trouver de logement adéquat, ni se nourrir, ni payer leurs frais médicaux. Dans cette enquête menée sur le terrain, les raisons de l'accroissement du nombre des salariés pauvres sont parfaitement identifiées par les intéressés eux-mêmes : *« Le salaire horaire minimum garanti n'a pas suivi le coût de la vie » ; « le nombre des emplois industriels s'est rétracté » ; « les nouveaux emplois créés dans les services procurent un salaire inférieur à la moyenne des salaires de l'Etat ».* De plus, l'afflux de nouveaux venus aisés (en provenance de Boston ou de New-York) en quête d'une résidence principale ou secondaire a provoqué une flambée des prix fonciers et immobiliers. M. Terry Howard a commencé à gagner sa vie, dès l'âge de huit ans, en aidant son père à couper du bois. Vingt ans plus tard, il travaille toujours – et il est toujours pauvre. Howard et sa femme Marlene ont quatre enfants. Ils cherchent à se loger. Les appartements sont rares. A 4,5 dollars de l'heure, le mari gagne 750 dollars par mois – alors qu'il faut en moyenne 500 dollars pour un logement. Mme Veronica Celani, commissaire local aux services sociaux, constate, elle aussi, que *« l'écart entre les très riches et les très pauvres se creuse dans l'Etat. Le risque est grand de voir disparaître la classe moyenne ».*

« Vaches maigres en période d'abondance »

LES conditions de vie des travailleurs de Detroit doivent sembler paradisiaques aux Vermontois. Pourtant, c'est un schéma comparable qui se met en place dans les grands centres industriels. Contraction des emplois, réduction des salaires, taux de chômage supérieur à la moyenne nationale. Dans les négociations menées entre la direction des trois grands constructeurs et le syndicat de l'automobile au cours de l'été et de l'automne 1987, les propositions patronales sont les suivantes : à la place d'une augmentation annuelle des salaires, l'octroi de « primes globales » *(lump-sum payments)* non indexées et liées à la productivité et à la qualité ; un taux de prime inférieur pour ceux qui produisent des pièces détachées par rapport à ceux qui travaillent dans les usines d'assemblage ; un lien plus étroit entre la sécurité d'emploi et une nouvelle organisation du travail ; l'offre de la garantie d'emploi pour certains salariés, mais pas pour la totalité, ainsi que le demande le syndicat.

Les structures et les hommes mis en place par le reaganisme sont toujours présents : il faudra des années, par exemple, pour qu'une agence telle que OSHA (Office of Occupational Safety and Health Administration), chargée d'établir des normes de sécurité dans le travail et surtout de les faire appliquer, retrouve sa vigueur des années 60. Les inspecteurs sont moins nombreux ; ils passent plus de temps à étudier les dossiers qu'à enquêter sur le terrain ; par suite, l'amélioration des conditions de travail stagne (23). Mais sur le plan idéologique, les changements sont plus rapides et les modes vont bon train : en son temps, le *Wall Street Journal* avait fortement contribué à la diffusion de la théorie de l'offre. Aujourd'hui, M. Alan Murray, l'éditorialiste de ce même journal, constate non seulement l'échec de ses théories, mais la disgrâce dans laquelle sont tombés ses fondateurs, même auprès du président, et la défection de leurs plus chaleureux partisans – tel que M. Laffer, l'inventeur de la courbe qui porte son nom, et qui, aujourd'hui, préfère soutenir M. George Bush (hier encore considéré comme un traître à la cause du conservatisme), plutôt que le représentant Robert Kemp (un « pur et dur » de l'ultra-libéralisme). Toujours est-il qu'aucun républicain – parmi les candidats sérieux à la présidence – ne veut être associé, même de loin, à l'idéologie ultra-conservatrice, hier encore dominante (24).

C'est en 1976 que s'amorce le grand virage conservateur aux Etats-Unis. Onze ans après le début de la « révolution conservatrice », peut-on parler d'un nouveau mouvement de pendule en faveur des forces progressistes ? Certaines conditions sont réunies : les classes moyennes ne vont pas éternellement supporter un mode de répartition chaque jour plus inégal, et une rigueur pourtant nécessaire à une reprise durable de l'économie. Par ailleurs, chacun est aujourd'hui convaincu que seule la mobilisation de l'intelligence – au sens large du terme, – accompagnée d'un puissant investissement en ressources humaines et d'un système socio-organisationnel fondé sur la participation, la coopération et le partenariat, permettra à la société de demain de redevenir compétitive.

C'est dans le cadre de ce nouvel état d'esprit que des réformes risquent d'être adoptées ou au moins largement discutées dans les mois à venir. Deux axes – qui préoccupent particulièrement les Américains – devraient retenir l'attention des législateurs : d'une part, l'amélioration de la protection sociale et de la politique familiale ; d'autre part, les conditions de travail des salariés. Plusieurs indices laissent présager une telle évolution progressiste, non dépourvue d'arrière-pensées électorales.

Dans le Massachusetts, dont le gouverneur, M. Dukakis, appartient au Parti démocrate, il est de plus en plus sérieusement question d'adopter un programme de sécurité sociale qui couvrirait l'ensemble des habitants de l'Etat. Aujourd'hui, plus d'un sur neuf (exactement 660 000 sur une population totale de 5,8 millions) n'est pas assuré. Les soins éventuellement reçus à l'hôpital sont financés par une imposition prélevée sur les factures des assurés, ce qui n'est ni logique, ni efficace, ni apprécié par les assureurs et les assurés. Les deux tiers des non-assurés sont des salariés ou dépendent de salariés. Les différents projets prévoient que les employeurs devront assurer eux-mêmes leurs salariés ou payer une taxe spéciale d'un montant égal à l'assurance. L'Etat ne prendrait en charge que l'assurance des non-salariés. *« Les travailleurs et leurs familles,* déclare le sénateur Edward Kennedy, *ne devraient pas être contraints de jouer à la roulette russe avec leur santé parce que leurs employeurs ne les assurent pas et qu'ils ne peuvent se payer une assurance privée. »*

Signe d'un pragmatisme post-reaganien, on ne touchera à rien de ce qui fonctionne correctement : les entreprises qui assuraient déjà leurs employés et les individus qui avaient souscrit des assurances individuelles privées continueront sur leur lancée. Plusieurs régimes sociaux pourront coexister. Assez curieusement, un vaste consensus s'est constitué en quelques mois autour d'un projet que le gouverneur Dukakis pourrait étendre au plan national s'il était élu à la présidence des Etats-Unis. La plupart des partenaires ont, en effet, un intérêt objectif à soutenir ce projet : les professionnels de la santé voient arriver une nouvelle clientèle ; les industriels (assez nombreux dans l'Etat) qui assurent déjà leurs employés seront désormais plus compétitifs par rapport à leurs confrères qui en faisaient l'économie. Quant à l'Etat, il a le beau rôle : il fait glisser le plus gros des coûts sur les employeurs à un moment où la frugalité étatique est toujours appréciée. Il espère profiter de son crédit pour créer un rapport de forces en sa faveur lors des négociations qu'il mènera, avec les professionnels, sur les coûts de santé. L'opération est d'autant plus facile à réaliser que le taux de chômage au Massachusetts est sensiblement inférieur à la moyenne nationale (25).

A Washington, l'évolution est si spectaculaire que le *New York Times* n'hésite pas à écrire : *« Les démocrates sentent que le temps des dépenses sociales est enfin arrivé : le Congrès est porté par une vague de projets d'expansion de l'Etat-providence* (26). » Il est vrai que le sénateur Kennedy, réputé pour ses idées progressistes et son sens politique, a préféré prendre la présidence de la commission sénatoriale du travail et des ressources humaines plutôt que celle, pourtant beaucoup plus prestigieuse, de la commission de la justice. Le sénateur est un des piliers du projet de sécurité sociale proposé par l'Etat du Massachusetts. Sur le plan national, il rappelle que 37 millions de travailleurs américains n'ont pas de couverture sociale et que leur nombre s'accroît sous la pression de la fameuse *« machine américaine à fabriquer des emplois ».* Les milieux d'affaires éclairés sont plutôt favorables à cette évolution, perçue comme un moment dans le nouveau mouvement de pendule qui s'amorce. *« Il y a un besoin longtemps refoulé de voter des lois* [sociales], déclare M. Frank P. Doyle, vice-président de General Electric. *Un flot de lois nouvelles commence à déferler. C'est une étape normale dans le cycle de la pensée sociale par laquelle l'Amérique passe régulièrement* (27). »

Les projets qui ont une chance d'être adoptés lors de la prochaine session parlementaire paraîtront dérisoires à bien des Européens. Ils constituent néanmoins un tournant dans l'histoire sociale de l'Amérique des années 80 et peut-être aussi dans la remise en question de l'ultralibéralisme qui n'a pas fini de régner en Europe. Quelles sont les principales mesures envisagées ? Obligation d'un préavis d'au moins soixante jours en cas de fermeture d'usine ou de licenciements massifs ; obligation d'informer les travailleurs actuels et anciens des risques pour leur santé pendant leur travail ; accroissement du salaire horaire minimum de 3,35 dollars à 4,65 dollars ; possibilité d'un congé de maternité (ou de paternité) sans salaire d'un maximum de dix-huit semaines en cas de naissance ou d'adoption ; interdiction pour les entreprises de travaux publics où le syndicat est reconnu de créer des succursales où il n'est pas représenté. Autant de projets modestes, mais présentés par leurs adversaires comme des mesures perverses, proposées au moment même où des pays comme la Grande-Bretagne et la France ont enfin choisi les voies de la logique conservatrice. Toutes les précautions sont pourtant prises pour ne pas s'inscrire trop visiblement contre l'ancienne idéologie. Ainsi le congé de maternité est-il présenté comme un maillon d'une politique de protection de la famille. Ainsi encore, les assistants du sénateur Kennedy insistent-ils sur le fait que *« la législation proposée concerne les droits de l'ensemble des travailleurs »* et qu'il ne s'agit pas d'une *« réforme de la législation sur les syndicats* (28) ».

Sans crier victoire, les syndicats, qui sont au plus bas (environ 15 % de syndiqués, contre 26 % dans les années 50), reprennent courage. N'ont-ils pas, de surcroît, gagné quelques petites batailles au cours des derniers mois : en septembre 1986, les aiguilleurs du ciel reconstituent le syndicat que le président Reagan avait « décertifié » à la suite de la grève de 1981 ; en juin 1987, la Cour suprême confirme que, à la suite d'un rachat, les nouveaux propriétaires devront négocier avec les syndicats représentant les anciens employés.

Ces réformes un peu symboliques signifient, néanmoins, que les pratiques conservatrices qui ont dominé les dernières années ont échoué et que des stratégies mieux adaptées aux réalités nationales et internationales doivent être réinventées. Deux leçons se dégagent : la première, c'est que le social ne peut pas éternellement être mis à la remorque de l'économique et que ces deux dimensions sont en fait indissociables. La seconde, c'est que les années à venir vont sans doute s'inscrire sous le signe de la coopération, de l'alliance, du partenariat – aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan mondial. Partenariat social, mais aussi partenariat interentreprises, internations, interrégions. Coopération sur le plan de la recherche, mais aussi de la conception, de la production et de la commercialisation. Un tel système ne peut fonctionner qu'entre des partenaires (relativement) égaux. Mais l'histoire montre à quel point il est difficile d'obtenir, pour chacun des participants, la réciprocité des droits et des devoirs.

PIERRE DOMMERGUES.

(15) Cité dans l'article de Paul Kennedy, *op. cit.*

(16) Felix Rohatyn, *op. cit.*

(17) Barry Bluestone et Bennett Harrison, « Rapport au Congrès sur l'emploi », décembre 1986. Voir également « Etats-Unis : un rapport sur la création d'emplois. Les petits salaires ont connu une expansion disproportionnée », *le Monde,* 28 août 1987.

(18) Cité dans *Employing Human Capital to Achieve Priority Economic Development Objectives,* rapport établi par la National Alliance for Business, Washington DC, décembre 1986.

(19) Kenneth Bacon, « Future Pressures on Living Standards », *Wall Street Journal,* 3 août 1987.

(20) Betsy Morris, « Big Spenders. As a Favored Pastime, Shopping Ranks High with Most Americans », *Wall Street Journal,* 10 août 1987.

(21) Alfred Malabre Jr, « The Consumer's Role : Large and Worrisome », *Wall Street Journal,* 10 août 1987.

(22) John Dillon, « Hard Times in a Boom Economy », *The Sunday Times Argus,* 9, 14 et 21 août 1987.

(23) William Glaberson, « Is OSHA Falling Down on the Job ? », *New York Times,* 2 août 1987.

(24) Alan Murray, « Downward Curve. Supply-Siders Suffer a Decline in Demand for their Policy Ideas. Big Burden : Federal Deficits », *Wall Street Journal,* 18 août 1987.

(25) Mathew Wald, « Massachusetts Weighs Plans for Health Insurance for All », *New York Times,* 21 août 1987.

(26) Robert Pear, « Congress Awash with Ideas to Expand the Welfare State », *New York Times,* 2 août 1987.

(27) Ann Hughey, « Congress Takes up Labor's Cause », *New York Times,* 23 août 1987.

(28) *Ibid.*

BIBLIOGRAPHIE

Restructurer la politique étrangère

Au moment où Washington envisage de nouveaux impôts pour réduire le déficit budgétaire du gouvernement fédéral et de nouvelles lois protectionnistes pour combler la béance du déficit commercial, un rapport publié par le World Policy Institute, un centre de recherche new-yorkais sur les politiques mondiales (1), montre que ces problèmes ne peuvent être résolus sans réinjecter dans l'économie américaine une partie des ressources actuellement mobilisées par le secteur militaire. Selon les rapporteurs, au moins 1 milliard de dollars militaires doivent être transférés, au cours de la prochaine décennie, en direction d'investissements productifs civils si l'Amérique veut enrayer son déclin.

L'Amérique de l'après-reaganisme est à un carrefour historique : va-t-elle réussir à dessiner les contours d'un nouveau rôle mondial compatible avec ses besoins économiques, ou va-t-elle poursuivre une politique d'expansion militaire aux dépens de son niveau de vie et de son influence dans le monde ? Est-elle prête à mettre entre parenthèses quarante années de confrontation Est-Ouest, ou va-t-elle continuer à mener une politique étrangère principalement centrée sur la menace soviétique ?

P.D.

(1) Archibald Gillies, Jeff Faux, Jerry Sanders, Sherle Schwenninger et Paul Walker, *Post-Reagan America,* World Policy Institute, New-York, 1987.

D'un krach à l'autre

Un demi-siècle après le krach de Wall Street en octobre *1929,* le spectre de la Grande Crise est loin d'être exorcisé. Les ressemblances sont plus frappantes que les différences : *1920/1980* : inflation, chômage, intérêts élevés ; 1921/1981 : réduction d'impôts en faveur des plus riches ; 1922/1982 : baisse de l'inflation et des taux d'intérêt accompagnée de la flambée de la Bourse ; 1923/1983 : réduction du chômage et poursuite de la montée de la Bourse ; 1924/1984 : baisse de l'inflation et des taux d'intérêt parallèlement à une Bourse qui persiste dans la hausse ; 1925/1985 : nouvelle baisse du chômage, nouvelle hausse de la Bourse, nombreuses faillites bancaires ; 1926/1986 : nouveaux records boursiers, légère baisse du chômage, nouvelle baisse des impôts pour les familles et relèvement pour les entreprises, baisse des prix de l'énergie, etc.

L'Amérique en crise. Roosevelt et le New Deal (1) tombe à point nommé. Au moment où les méthodes keynésiennes ne font plus recette et où l'ultra-libéralisme reaganien a montré son impuissance, l'étude de Denise Artaud est une magistrale mise en perspective d'un moment historique à la fois unique *et* cyclique. Au-delà d'une synthèse étonnamment nuancée des interprétations souvent contradictoires de la crise de 1929, l'auteur analyse les termes d'un débat qui préoccupe et divise le monde politique – aujourd'hui comme hier, aux Etats-Unis comme en France, – à savoir le rôle de l'Etat dans une économie en croissance ou en crise.

P.D.

(1) Denise Artaud, *l'Amérique en crise. Roosevelt et le New Deal,* Armand Colin, Paris, 1987.

TAUX D'INTÉRÊT ÉLEVÉS, INVESTISSEMENTS TROP COÛTEUX,

La tentation

A en croire certains, les problèmes économiques et financiers internationaux seraient d'une telle complexité que seule la compétence des « experts » permettrait de les maîtriser. Mais les résultats obtenus par ces « experts » ne s'étalent-ils pas déjà largement sous nos yeux avec l'aggravation d'une crise mondiale que les citoyens devraient donc subir comme une fatalité échappant à leur compréhension ?

Il n'est nul besoin d'avoir reçu une formation spécialisée pour vérifier que, si les politiques suivies dans la lutte contre l'inflation ont été en grande partie couronnées de succès, elles ont en même temps entraîné un ralentissement de l'activité économique. Les mécanismes mis en place par les autorités économiques et monétaires, tout en facilitant des prises de décision provisoirement favorables à certains acteurs, n'ont fait qu'accumuler les facteurs de récession mondiale. Telle est bien la « tentation déflationniste » analysée ci-dessous.

Par GÉRARD DE BERNIS et JACQUES LÉONARD*

EN 1929-1930, économistes et responsables politiques se sont laissé surprendre par la déflation. Pourtant, nous savons aujourd'hui que, dès 1925, une apparente expansion masquait de fortes tensions déflationnistes. Ce sont des tensions identiques que l'on voit aujourd'hui se manifester après deux décennies d'obsession de l'inflation. Comment se réjouir des succès de la désinflation face à la récession qui pointe ?

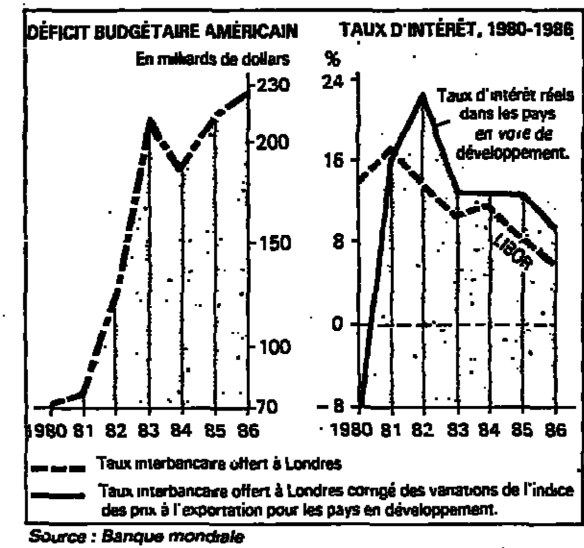
La déflation est un phénomène dont l'analyse n'a qu'exceptionnellement retenu l'attention des économistes, et l'idée qu'elle constitue la contrepartie inévitable d'une phase d'expansion sera longtemps admise. Le grand économiste britannique John M. Keynes, s'il redoutait l'inflation, voyait dans la déflation un mal infiniment plus grave : la baisse des prix réduit la production et l'emploi, elle a un caractère cumulatif et appelle donc des actions compensatrices de l'Etat. C'est cette définition du processus que nous retiendrons.

Les forces déflationnistes sont trop souvent étudiées séparément au risque de négliger leur interaction. Il s'agit bien là d'un choix : on connaît encore trop mal ces influences réciproques, ainsi que leurs rapports avec les tendances expansionnistes, pour prétendre à un diagnostic général. Quant aux modèles macro-économiques disponibles, le décalage entre les prévisions qu'ils permettent et le mouvement du réel incite à la prudence. Situation qui renvoie à l'incapacité des instituts de conjoncture des années 20 à annoncer et comprendre la crise de 1929, parce qu'ils n'étaient pas arrivés à prendre en compte les changements structurels et les incertitudes caractérisant toute période de crise. Ainsi, soutenir que *« le profit d'aujourd'hui fait l'investissement de demain et l'emploi d'après-demain »* confine à l'absurde si le profit se place sur les marchés financiers et si les mutations technologiques canalisent les capitaux vers la rationalisation et la réduction des capacités productives.

Poser ces difficultés de méthode conduit à se défier de tout raisonnement mécaniste. Par exemple, si l'affaiblissement des facteurs d'expansion donne indéniablement plus de poids aux tendances déflationnistes, cela ne signifie pas pour autant que celles-ci se manifestent immédiatement. Pas question non plus d'extrapoler à partir de la conjoncture d'une année donnée : la décélération des prix des produits de base remonte à 1980 et ne s'accentue pas en 1986, interdisant toute interprétation en dehors d'un contexte plus global. De leur côté, les facteurs influant sur le « climat » des affaires, tels que les débats sur la désindustrialisation, puis sur le « hollow corporation » (1) aux Etats-Unis, les polémiques sur le déclin en France, les nouvelles pratiques des banques américaines dans la gestion de la dette du tiers-monde... reflètent, à leur manière, les tensions déflationnistes qu'il convient de repérer. Leur inventaire se situera à trois niveaux, seulement isolés pour les besoins de l'analyse : national, à l'articulation du national et de l'international, et enfin mondial.

Lutte contre l'inflation et déficits publics

MISES en œuvre par les principaux pays industrialisés et par le Fonds monétaire international (FMI), les politiques de lutte contre l'inflation ont été « absolument » déflationnistes et elles ont exercé leurs effets bien au-delà des frontières nationales. Justifiées par des constructions intellectuelles permettant la coexistence de propositions qui, en toute logique, devraient s'exclure, elles ont vu leurs aspects négatifs renforcés par le jeu des intérêts en place qui opèrent un choix sélectif dans les enseignements de la théorie.



Source : Banque mondiale

Financer les déficits au détriment des investissements productifs

Les stratégies suivies portent d'abord la marque d'un monétarisme vulgaire : le niveau général des prix procéderait de la quantité de moyens de paiement en circulation, quantité que les « autorités monétaires » auraient les moyens de fixer. La théorie dite « de l'offre » — contradictoire avec la précédente — ajoute une explication de l'inflation par les coûts... dont il sera implicitement convenu qu'ils se limitent, pour l'essentiel, aux salaires. *Enfin, pour compléter le tout, on* « démontrera » que l'inflation résulte de la demande, ce qui permet de justifier la réduction des salaires et — pour ceux qui en ont les moyens — l'incitation à l'épargne en créant des conditions favorables aux placements financiers.

En réalité les mécanismes inflationnistes résultent largement du mode de formation des prix. Si les firmes utilisent leur degré de liberté pour augmenter leurs marges bénéficiaires, le taux d'inflation sera élevé. Si, au Japon ou en RFA, par exemple, elles jugent plus rentable d'élargir leurs parts de marché plutôt que leurs profits immédiats, ce taux, toutes choses égales par ailleurs, sera plus faible et le rythme de croissance plus élevé. Reconnaître *cette véritable* nature de l'inflation et donc agir au niveau de la formation des prix doit permettre de conduire une désinflation stabilisante, voire expansionniste.

En revanche, s'en tenir aux thèses traditionnelles — ou éventuellement ne pouvoir faire autrement — signifie que l'efficacité de l'arsenal anti-inflation se mesurera à la puissance des tensions déflationnistes qui finiront effectivement par occulter des poussées inflationnistes guère maîtrisées pour autant. Ces tensions sont d'ailleurs en partie transférées à l'extérieur (réduction de la demande de produits primaires, pression sur les prix des produits exportés par le tiers-monde, etc.) et reviennent sous forme de « désinflation importée » dont il serait dangereux de se *féliciter*. *Simultanément*, la poursuite des tendances inflationnistes contribue à laminer encore davantage la véritable compétitivité des entreprises : invoquer la contrainte extérieure pour réduire les importations ne peut alors que renforcer la spirale déflationniste.

Qu'il s'agisse des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) par leur initiative propre, ou des pays du tiers-monde soumis aux mesures d'ajustement du FMI, on retrouve partout les mêmes pratiques monétaires restrictives : diminution des dépenses publiques, contrôle des salaires, incitation à l'épargne... On ne saurait concevoir cocktail plus éclectique et plus déflationniste, dont chacun des ingrédients est à l'origine de processus cumulatifs.

De telles politiques monétaires ne relèvent pas d'une stratégie qualitative visant à accompagner d'authentiques paris sur la production. Le contrôle *a priori* des passifs bancaires (encadrement des agrégats) ou des actifs (encadrement du crédit) procède d'un quantitativisme récessif, aveugle comme toute politique globale. Avec des moyens différents, la généralisation récente de la régulation par des taux d'intérêt à la hausse vise les mêmes objectifs.

La politique budgétaire n'est pas moins paradoxale. Au début des années 80, « l'économie de l'offre » de l'administration Reagan devait, après des déficits initiaux, induire des excédents futurs. Mais le poids du budget militaire a empêché l'application de ce beau programme et entraîné trois types de conséquences négatives. D'abord, la compression des dépenses collectives, pour l'essentiel de caractère social, véritable retournement du sens et du rôle de l'action publique. Ensuite, la réduction des engagements de l'Etat dans les autres secteurs d'activité, qui a contrebalancé le caractère traditionnellement expansionniste de l'accroissement des crédits de la défense — ainsi, la réforme profonde du financement de l'*agriculture américaine* a *engendré* une forte diminution de sa demande en produits industriels. Enfin, la nécessité de financer les déficits publics par les capitaux nationaux ou étrangers a contribué au maintien de taux d'intérêt élevés.

La politique des revenus est marquée par une forte distorsion. Alors que la progression du pouvoir d'achat avait joué un rôle déterminant dans le soutien de l'activité économique pendant la période d'expansion de l'après-guerre — et même durant la première phase de la crise actuelle, — la volonté de réduire les coûts salariaux l'emporte depuis la seconde partie des années 70, et avec une efficacité d'autant plus redoutable que le chômage croît rapidement. L'indexation généralisée s'est *transformée en désindexation généralisée*. La volonté de stimuler l'épargne constitue un facteur supplémentaire de hausse des taux d'intérêt et des revenus financiers et elle vise deux objectifs : réduire la demande et financer l'investissement. Mais le premier, en soi dépressif, décourage les investisseurs ; quant au second, il relève, une fois de plus, de cette conception purement exogène de la monnaie que nous avons déjà signalée.

Au cœur de toutes ces recettes, une *constante : des taux d'intérêt élevés*. Dès le *Tract* (1923), dans une période de turbulence monétaire, Keynes mettait le doigt sur la contradiction entre le taux d'intérêt requis pour assurer *« l'équilibre interne »* et celui compatible avec l'équilibre de la balance extérieure. Aujourd'hui, la politique monétaire entraîne des taux d'intérêt élevés, le financement des déficits public et externe les requiert, l'incitation à l'épargne les exige. Dans un contexte de réduction de la demande, cette stratégie pèse *doublement sur l'activité* productive.

Elle gêne l'investissement productif à l'extérieur des frontières et incite à sa délocalisation accélérée. Par la combinaison de taux nominaux élevés et de la désinflation, les taux réels à long terme, qui étaient négatifs (de l'ordre de -2 % pour la France, le Japon ou les Etats-Unis en 1975), sont devenus positifs (+ 4,5 % en moyenne) au milieu de la décennie suivante, c'est-à-dire nettement supérieurs à leur niveau de la période d'expansion des années 60. Les charges financières qui en résultent réduisent les profits et les marges d'*autofinancement* des entreprises. Le coût de l'investissement croît encore plus vite et pousse à comprimer les autres dépenses, celles-là mêmes qui entretiennent le marché intérieur.

Cette stratégie encourage des comportements de *rentiers préférant* le « placement » financier à l'investissement productif (2). Au moment où la conjoncture, marquée par la récession et l'incertitude, suscite déjà chez les industriels une puissante aversion à l'égard du risque, la perspective de pouvoir réaliser à court terme des profits financiers accentue cette tendance. Suicidaire d'un point de vue global, elle n'est que le résultat normal des politiques macro-économiques.

L'abondance des disponibilités conduit alors à rechercher des couvertures et des occasions nouvelles de placements grâce à l'ouverture de nouveaux marchés financiers et au recours à de prétendues « innovations » qui ne sont, en fait, que des resucées de formules *déjà utilisées, sous une forme ou* sous une autre, entre 1925 et 1929. Pour les établissements qui les réinventent, en particulier les banques, cette panoplie de mesures surdéveloppant les quasi-monnaies rémunérées n'est qu'une réaction d'autodéfense permettant de préserver une relative liberté à

(1) L'expression « hollow corporation », popularisée par un dossier de *Business Week* du 3 mars 1986, désigne des firmes qui se sont progressivement vidées de leurs propres actifs *industriels en leur substituant de pures participations financières.*

(2) Voir notamment sur ce sujet : Claude Julien « L'argent », *le Monde diplomatique*, mars 1987 ; sur la Grande-Bretagne, Bernard Cassen, « Chômeurs et rentiers au pays du néolibéralisme réel », *le Monde diplomatique*, juin 1987 ; sur l'Argentine, Bernard Cassen, « Le fardeau d'une culture de rente », et Moises Ikonicoff, « Un pays transformé en immense zone franche financière », *le Monde diplomatique*, juillet 1987.

* Respectivement attaché de Recherches au CNRS, président de l'Institut des sciences mathématiques et économiques appliquées ; maître de conférence de l'université Paris-Nord.

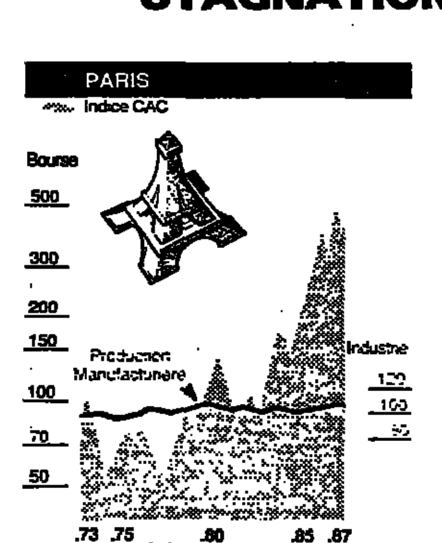
Le système de Bretton-Woods

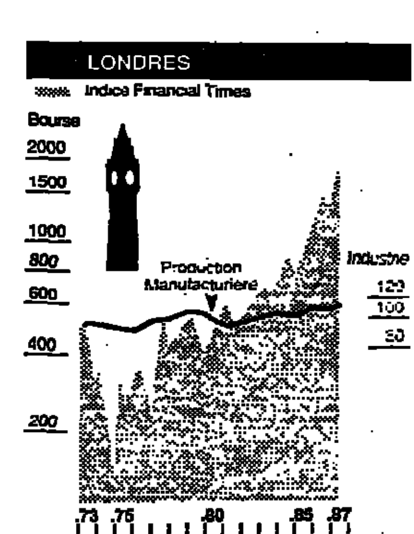
LE système monétaire international né, en 1944, de la conférence de Bretton-Woods (New-Jersey, Etats-Unis) consacre la *prédominance*, alors absolue, des Etats-Unis sur le monde occidental. L'*objectif* du système est la stabilisation des taux de change des monnaies et l'organisation de l'équilibre des paiements internationaux. Les monnaies participantes sont toutes défi*nies par un poids d'or, et convertibles* à taux fixe en dollars. Le dollar étant quant à lui défini et convertible à taux fixe en or. Les pays signataires de l'accord défendent leur monnaie par rapport au dollar, les Etats-Unis s'engageant à servir de l'or contre *des dollars à taux* fixe.

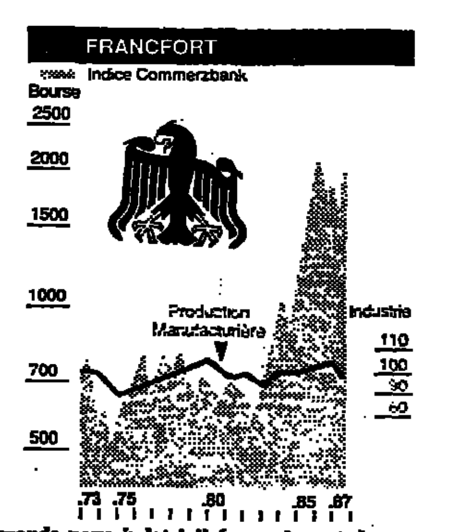
Le billet vert devient ainsi le moyen de règlement international privilégié, et ce pour deux raisons : d'abord parce que les banques centrales (à l'exception de la France, résolument attachée à l'or) ont choisi les réserves *en dollars comme moyen essentiel* de défense de leurs monnaies ; ensuite parce que l'émission de dollars par le système bancaire américain, tant au plan interne qu'à destination du reste du monde (au titre des règlements et des investissements), n'est soumise à aucune forme de contrôle quantitatif. Emetteurs de leur propre monnaie comme moyen de règlement international, les Etats-Unis pratiquent dès lors le « déficit sans pleurs » : ils alimentent ainsi l'économie mondiale en une forme de liquidités dont ils ont tout fait pour que le monde en ait un besoin structurel.

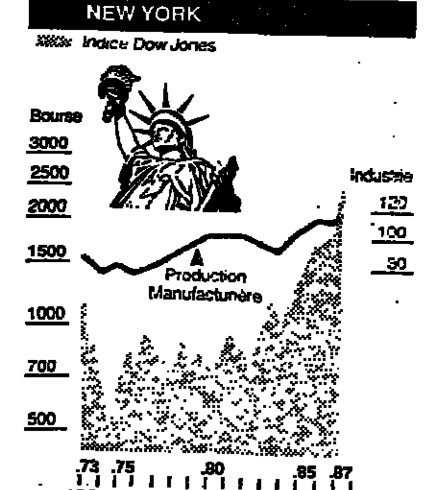
Toutefois, la détérioration des conditions du fonctionnement de l'économie américaine dès la fin des années 60, et son affaiblissement relatif ont pour contrepartie un mouvement irréversible de défiance envers le dollar, qui conduit progressivement à *l'éclatement* final du système en 1973. Les deux institutions créées *pour gérer* le système de Bretton-Woods, à savoir le Fonds *monétaire* international (garant du système des changes fixes par le jeu de financements temporaires des déficits de *balances de paiements) et la Banque* mondiale (mettant à la disposition des pays pauvres des ressources financières collectées auprès des pays riches) ont cependant survécu au système.

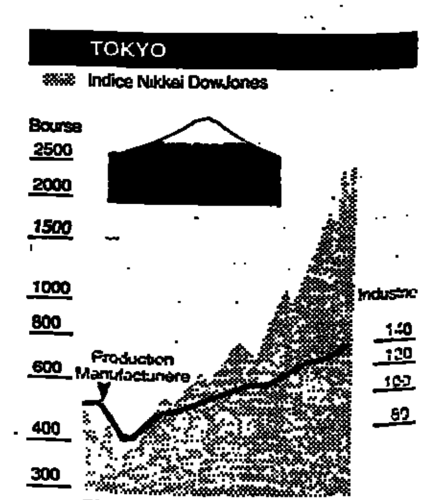
STAGNATION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE, ESSOR DES ACTIVITÉS BOURSIÈRES



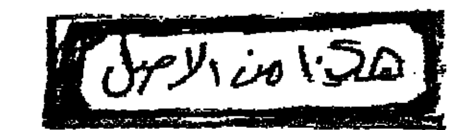








Après une baisse en 1973-1974 due à la crise pétrolière, les indices boursiers des cinq grands pays industrialisés atteignent des sommets en 1987. Tandis que l'indice OCDE de la production manufacturière n'évolue guère, *sauf au Japon et, dans une moindre mesure, aux Etats-Unis* *(représentation semi-logarithmique)*



SPÉCULATIONS FINANCIÈRES, RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE

déflationniste

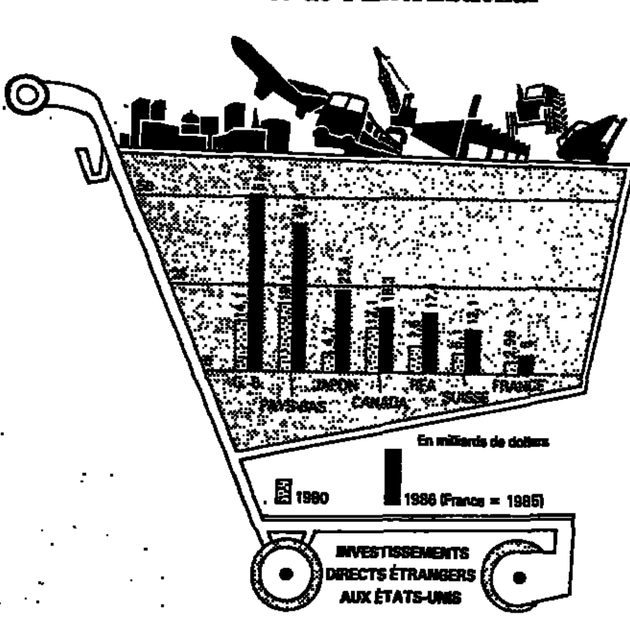
l'égard des politiques restrictives des autorités monétaires de tutelle.

La montée des cours en Bourse, si elle permet la constitution de fortunes individuelles à caractère purement spéculatif, n'a aucun rapport avec un accroissement de la richesse collective. L'écart croissant entre la « prospérité » financière et le retard de l'investissement productif, la déconnexion entre l'évaluation financière des actifs et leur valeur économique réelle (qui dépend des résultats de l'activité productive) accroissent les risques d'une crise financière globale dont il ne sera peut-être pas possible de différer indéfiniment les échéances (3). En témoigne la sensibilité du marché des titres aux moindres variations des taux d'intérêt, voire à leur anticipation. Mais cette fragilité limite à son tour la capacité des autorités monétaires à abaisser ou à relever ces mêmes taux : la stabilité de l'épargne financière implique le maintien de taux réels positifs, et cela malgré leur caractère ouvertement déflationniste.

A l'articulation du national et de l'international

MISES en œuvre par la plupart des grands pays industriels, ces politiques développent *de nouveaux effets* à l'articulation du national et de l'international, en particulier à travers les taux de change.

Pour pallier les difficultés du système de Bretton-Woods *(voir l'encadré page 22)* à la fin des années 60, beaucoup d'économistes préconisèrent un système de changes flexibles, favorable, selon eux, à la stabilité des taux de change et à l'autonomisation des politiques nationales. Or, une fois de plus, la théorie a dû reconnaître son échec. Les taux de change, volatiles, se sont révélés imprévisibles aussi bien dans leurs tendances longues – qui a anticipé le retournement des cours du dollar et le moment où il s'est produit – que dans leurs fluctuations à court terme. Et, progressivement, les politiques économiques nationales ont perdu toute autonomie sans pour autant que la coopération entre les grandes puissances prouve son efficacité.



L'afflux des capitaux étrangers aux Etats-Unis

Cette incertitude sur les cours des monnaies accentue, de deux manières, les tendances déflationnistes. D'abord, elle rend aléatoires les anticipations des entreprises sur leurs prix et leurs coûts, et elle interdit toute prévision concernant les profits ; elle incite donc à placer les capitaux sur les marchés financiers. Le pari, déjà risqué, de l'investissement productif devient encore plus incertain avec l'entrée en lice de variables nouvelles et incontrôlables. Seules, sans doute, les industries domestiques au sens strict – qui n'exportent ni n'importent – se trouvent à l'abri de ces aléas monétaires. La part croissante prise par la rationalisation dans l'investissement productif, si elle s'explique par l'exacerbation de la concurrence – ouverture des frontières – au moment précis où la technologie connaît de profonds bouleversements, tient aussi à ces incertitudes. La rationalisation constitue un moyen privilégié de réduire les risques en diminuant non seulement les coûts mais aussi les capacités de production. Ce qui limite d'autant les effets d'expansion découlant normalement d'un investissement productif, surtout si l'équipement nouveau est importé.

D'autre part, les fluctuations à court ou très court terme des taux de change, même si elles ne sont pas incompatibles avec des tendances longues – par exemple, l'appréciation du mark par rapport au franc, – ne dépendent pas toujours de l'évolution des structures productives, ce qui les rend bien aléatoires. Le dollar représente un cas extrême mais particulièrement dangereux. Surtout lorsqu'elles sont anticipées comme durables, les tendances longues engendrent des phénomènes structurels de protection ou d'adaptation ; et leur rupture inopinée provoque des déséquilibres qui se répercutent d'un bout à l'autre de la planète.

Jusqu'en janvier 1985, le déficit public américain, grâce à une politique monétaire relativement restrictive, assurant des taux d'intérêt plus élevés que dans le reste du monde, était comblé par un afflux de capitaux étrangers. L'appréciation du billet vert par rapport aux autres monnaies était à la fois la conséquence de cette situation et la condition de sa pérennité. Un niveau élevé de la demande et d'importantes difficultés pour l'industrie américaine caractérisaient ce contexte.

Le déficit extérieur, c'est-à-dire l'excédent de la demande sur l'offre intérieure, se répercutait de manière différenciée sur le reste du monde :

– il autorisait un excédent commercial des pays du tiers-monde, dont certains (pour l'essentiel huit des seize pays les plus endettés) se transformaient en exportateurs nets de capitaux. Ce système garantissait le non-provisionnement des profits réalisés par les banques américaines sur leurs débiteurs des pays en voie de développement ;

– il permettait au Japon un développement hypertrophié de ses branches d'activité exportatrices, son excédent compensant le déficit américain ;

– enfin, l'Europe, qui – à l'exception de la RFA – n'a pas profité de la redistribution des parts du marché américain, fournissait aux Etats-Unis les capitaux dont ils avaient besoin. Les entreprises s'implantaient outre-Atlantique et multipliaient les investissements de délocalisation, accentuant le processus déflationniste sur le Vieux Continent. Dans le cas français, une telle stratégie des entreprises, privées et publiques, fut expressément encouragée par les pouvoirs publics.

A partir de février 1985, l'inversion de tendance et la baisse du dollar par rapport aux autres monnaies, et particulièrement au yen, vise à relancer l'activité industrielle américaine. Mais la dépréciation du billet vert accroît automatiquement le déficit des Etats-Unis sans aucune perspective d'amélioration, au moins à court terme ; le pays devient, pour la première fois depuis 1914, débiteur net sur le plan international. L'allégement du fardeau de la dette exigera, tôt ou tard, des mesures drastiques.

La réévaluation du yen face au dollar et la remontée du courant protectionniste à Washington mettent en difficulté le Japon qui ne maintient son excédent commercial que grâce à une réorientation de ses exportations, notamment des biens de consommation durables, vers la CEE. Ces nouveaux flux de marchandises font concurrence aux entreprises européennes sur leur propre marché et ravivent là aussi les tendances protectionnistes, telles que la multiplication des contingentements et des accords d'autolimitation.

Cette tendance à la fermeture, tant aux Etats-Unis qu'en Europe, et la relative imperméabilité du marché japonais provoquent une récession du commerce mondial et un fractionnement de l'activité, créant en particulier aux firmes transnationales, des problèmes d'une ampleur sans précédent.

A l'exception des tenants de scénarios-catastrophes qui prédisent une aggravation inéluctable de la crise, la quasi-totalité des spécialistes s'accordent sur la nécessité d'une coordination des politiques nationales, seule susceptible de faire face aux contradictions engendrées par le système des changes flexibles. Mais à quel niveau situer cette « coordination » ? Un fossé sépare, en effet, un simple engagement à suivre des « indicateurs fondamentaux » d'un accord politique international impliquant la mise en œuvre des mesures nationales interdépendantes. Un tel engagement global reviendrait, en dernière instance, à faire peser sur les partenaires de Washington la charge de l'ajustement américain : relance au Japon et en Europe, avec réduction simultanée du déficit budgétaire des Etats-Unis assortie d'une nouvelle baisse du dollar, ouvrant la voie à une stabilisation des taux de change. On comprend dès lors que, sur le Vieux Continent et à Tokyo, on préfère s'en tenir à une coordination minimale qui, pourtant, entretient des incertitudes de nature à empoisonner les relations internationales.

Cours des matières premières et dette du tiers-monde

DANS l'espace mondial, la chute des cours des matières premières, la suprématie du dollar et la dette du tiers-monde ont, chacun à sa manière, contribué à la récession.

Depuis 1980, les prix des produits primaires ont baissé de 30 %. Quels que soient les indices choisis, tous les calculs confirment un affaiblissement sensible du pouvoir d'achat des pays en voie de développement, de l'ordre de 20 % entre 1980 et 1985. En 1986, la baisse aurait été de 3,5 % exprimée en dollars (indice Moody's), de 6,6 % en livres sterling (indice Reuter), de 12,5 % en droits de tirages spéciaux (DTS) (indice *Economist*), de 13,8 % en francs français (indice INSEE). La « stabilisation » constatée depuis la fin 1986 traduit le fait que ces prix ont pratiquement épuisé leur potentiel de baisse. Toute nouvelle dégradation, en particulier pour les produits agricoles, amènerait à vendre très en dessous du prix de revient, ce qui équivaudrait à... subventionner les pays riches.

Différents éléments convergents sont à l'origine de cette catastrophe :

– la chute de l'activité manufacturière dans les pays développés, qui a eu des répercussions immédiates sur les marchés de produits primaires, d'autant que la baisse des cours n'a entraîné aucune reprise industrielle ;

– les mutations liées aux bouleversements technologiques en Occident ;

– le niveau élevé des taux d'intérêt qui rend très coûteuse la constitution de stocks régulateurs ;

– la rigidité de l'offre. L'absence de toute autre possibilité de rentrées peut même conduire certains producteurs, en particulier les plus endettés, à compenser l'effondrement des cours par l'augmentation des quantités mises sur le marché. Ainsi, entre 1979-1980 et 1983-1984, la production agricole s'est accrue de 11 %; alors que l'indice des prix chutait de près de 15 %. Pour le pétrole, la mise en exploitation des gisements de la mer du Nord et la volonté occidentale de déstabiliser l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ont pesé lourd. Toutefois, lorsque l'effondrement du prix du baril a menacé l'économie américaine (en juillet 1986, le prix mondial de l'or noir était de 40 % inférieur au prix intérieur américain), Washington a utilisé son influence et ses relations avec Londres et Ryad pour rétablir des cours compatibles avec ses propres contraintes.

Subventionner les pays riches

La chute des recettes d'exportation des pays en voie de développement a eu des conséquences très négatives sur l'activité du monde industrialisé, la dette du tiers-monde interdisant de relancer le commerce par l'octroi de nouveaux crédits. La dynamique des grands contrats d'équipement qui, pour de nombreux pays industralisés (dont la France), contribuait aux bonnes performances à l'exportation, s'est progressivement épuisée, aggravant les difficultés des balances commerciales.

Deuxième facteur de récession : la suprématie du dollar qui joue à la fois le rôle de moyen de règlement et d'actif international, et qui assujettit les politiques monétaires des pays industrialisés à la stratégie de Washington. Le maintien obligé, par les Etats-Unis, de taux d'intérêt attrayants hypothèque fortement tout assouplissement monétaire chez leurs partenaires. Et la non-résorption des excédents et des déficits internationaux contribue à transmettre à l'ensemble du monde les tensions monétaires déflationnistes.

Le système monétaire européen (SME) offre un aspect révélateur de ces enchaînements. Les effets de la politique de la Maison Blanche s'exercent, pour l'essentiel, par le biais de la relation privilégiée dollar-mark, et créent sur le Vieux Continent des remous dont l'origine et l'amplitude n'ont rien à voir avec les rapports inter-européens. Face à toute variation du dollar par rapport au mark, les règles de fonctionnement du SME amènent les partenaires de l'Allemagne fédérale à assurer la stabilité des changes par la manipulation des taux d'intérêt. Ainsi la dépréciation du billet vert, s'ajoutant à l'ampleur des déficits américains, renforce les pressions sur le mark – en raison du report des capitaux sur cette devise – et interdit aux pays de la Communauté européenne, s'ils veulent maîtriser les mouvements de capitaux et garantir la stabilité de leurs monnaies, une quelconque baisse des taux d'intérêt. Le maintien de taux élevés à Washington, s'il soulage le mark, favorise la volatilité des capitaux et limite les capacités des autorités monétaires de Bonn à conduire une politique autonome. Relais forcé entre les Etats-Unis et le reste de l'Europe, l'Allemagne fédérale répercute ainsi sur ses partenaires les contraintes qui lui sont imposées outre-Atlantique.

Troisième origine des enchaînements déflationnistes : la dette du tiers-monde et sa gestion par l'ensemble des créanciers. L'effritement des recettes d'exportation des pays en voie de développement, qui bloque toute possibilité de remboursement, se conjugue avec un effondrement des nouveaux crédits consentis depuis 1982. En son temps, le rapport Brandt (4) avait mis en évidence le caractère interdépendant des éléments de la crise, et démontré la nécessité d'une relance concertée et mondiale, seule solution pour faire échec à la récession. En dépit des mises en garde répétées de la CNUCED et, plus récemment, de la Banque des règlements internationaux (BRI), les recommandations du rapport Brandt sont restées lettre morte. Comble du paradoxe, c'est le tiers-monde qui est devenu exportateur net de capitaux, non seulement à l'égard de ses créanciers publics et privés nationaux, mais aussi du FMI.

Au cours de la décennie 70, la concurrence entre les banques s'était traduite par un accroissement vertigineux des engagements sur le tiers-monde, et donc par l'envolée des bilans bancaires. Les années 80 sont marquées par la stabilisation puis par le « nettoyage » des bilans (donc le recul des engagements nets cumulés), par la course au provisionnement des bénéfices réalisés ailleurs, et par la revente des créances les moins douteuses. Cette nouvelle stratégie assèche les crédits nouveaux et accentue le recul des débouchés commerciaux des pays industrialisés dans le reste du monde. Elle affaiblit la position financière des pays en voie de développement et leur capacité économique à l'assainir.

Identifier les tensions et les forces déflationnistes, analyser leur enchaînement récessif, ne revient pas à dire que la déflation est déjà dominante. Des forces contraires existent, même si certains observateurs soulignent que la simultanéité du gonflement des marchés financiers et de l'effondrement des prix des matières premières rappelle étrangement la situation qui a précédé la grande panique de 1929. Pour contre-balancer un tel comportement autodestructeur à l'échelle mondiale, il faudrait utiliser toutes les capacités de régulation, et en premier lieu la puissance publique. Y viendra-t-on, alors que la tentation déflationniste, alimentée par les déséquilibres de la croissance, paraît irrésistible ?

GÉRARD DE BERNIS
et JACQUES LÉONARD.

(3) Voir Frédéric F. Clairmonte, « Frénésie spéculative... jusqu'au point de rupture ? » *le Monde diplomatique*, mars 1987.

(4) Willy Brandt (sous la direction de), *North-South : A Program for Survival*, MIT Press, Cambridge (Massachusetts), 1980.

Calendrier des fêtes nationales

1er-31 octobre

1er	CHINE	Procl. de la Rép. pop.
1er	CHYPRE	Fête nationale.
1er	NIGERIA	Fête de l'indépendance.
3	REP. DE COREE	Fête nationale.
4	LESOTHO	Fête nationale.
7	REP. DEM. ALLEMANDE	Procl. de la Rép.
9	OUGANDA	Fête nationale.
12	ESPAGNE	Fête nationale.
14	REP. DEM. POP. YEMEN	Fête de la révolution.
21	SOMALIE	Fête nationale.
24	ZAMBIE	Fête de l'indépendance.
26	AUTRICHE	Fête nationale.
29	TURQUIE	Procl. de la Rép.

Loin du matraquage médiatique...

De plus en plus nombreux sont les lectrices et lecteurs qui nous écrivent pour nous faire part de leurs réflexions, suggestions, critiques. Qu'ils veuillent bien nous excuser si notre petite équipe ne parvient pas toujours à leur répondre dans un délai raisonnable. Nous le regrettons d'autant plus que ces lettres, même lorsqu'elles marquent un désaccord sur un point particulier, expriment avec force et simplicité les raisons d'un attachement qui semble se renforcer au fil des ans.

C'est un exploitant agricole qui voit dans *le Monde diplomatique* un instrument *« indispensable pour comprendre le monde moderne »*. *« Précieux outil de réflexion sur les grandes mutations en cours »*, ajoute un étudiant en sciences. Un inspecteur des finances utilise une formule lapidaire : *« Je me régale chaque mois en vous lisant »*. *« Ce que j'apprécie le plus, c'est l'abondance des références vérifiables qui accompagnent vos articles »*, précise un ingénieur. *« Je ne partage que rarement vos opinions,* dit courtoisement un diplomate, *et pourtant je vous lis toujours avec plaisir »*. Grâce à vous, écrivent tant d'autres, nous situons mieux la France dans son environnement international, qui pèse d'un tel poids sur nos destinées.

Que nos lecteurs d'âge plus avancé n'en prennent pas ombrage : les lettres les plus touchantes proviennent de très jeunes lycéens, comme celui-ci qui commence sa lettre par ces mots : *« Fidèle lecteur* du Monde diplomatique *depuis trois ans... »* Puis, se rendant compte que trois ans constituent un bien court laps de temps, il précise : *« J'ai dix-huit ans... »*

Les graphiques publiés dans cette page montrent bien que nos lecteurs sont jeunes (pour 59 % d'entre eux, ils ont moins de trente-quatre ans) et très jeune aussi est le ton de ces lettres qui, à l'appui de certains commentaires, évoquent des souvenirs vécus bien avant la seconde guerre mondiale. L'élargissement de l'audience du *Monde diplomatique* ne comporte ainsi aucun mystère : chaque année, des moins de vingt ans découvrent ce journal qui ne veut se permettre aucune concession à la facilité ou à la mode, et ces nouveaux lecteurs continuent de nous suivre après avoir affronté les difficultés de la vie professionnelle. Tel est bien le plus bel hommage qu'ils puissent rendre à nos efforts d'enquête, de recherche, de réflexion.

Pourquoi cette fidélité ? Sans doute parce que, comme le disait en mai 1984 un titre qui marquait le trentième anniversaire du *Monde diplomatique*, l'équipe responsable de ce journal s'efforce sans cesse de rendre plus pénétrante une certaine *« manière de voir »* le monde : écarter l'accessoire pour se concentrer sur l'essentiel, négliger l'éphémère pour accorder toute l'attention requise aux évolutions durables, refuser les modes orchestrées à grand fracas médiatique et déceler ce qui fermente sous la surface. *Certains lecteurs nous disent parfois que nous* devançons l'événement. Qu'ils se détrompent : nous nous attachons simplement à en détecter les signes précurseurs afin d'analyser le problème avant qu'il ne soit envenimé au point d'exclure toute solution raisonnable. Tâche ambitieuse, dont nous voudrions nous acquitter avec plus de rigueur et de lucidité.

Parce que nos lecteurs sont devenus plus nombreux, nous avons pu étoffer un peu notre petite équipe et ainsi améliorer la qualité du journal. Voilà deux ans, l'enquête SOFRES 30 000 nous attribuait 557 000 lecteurs en France métropolitaine (soit une progression de 25 % en trois ans). Ce chiffre révèle un nombre exceptionnellement élevé de lecteurs pour chaque exemplaire vendu. A cette progression très satisfaisante s'ajoute un fait capital : 42 % de la diffusion totale va à l'étranger. Nous disposerons prochainement de la nouvelle enquête SOFRES 30 000, et nous en diffuserons, bien entendu, les résultats.

Au cours de ces dernières années, la formule du *Monde diplomatique* a sensiblement évolué. Nous continuons de consacrer des articles importants à tel ou tel pays particulier que secouent des crises représentatives des grands bouleversements en cours. Mais, de plus en plus souvent, nous abordons aussi des problèmes communs à un groupe de pays (endettement de l'ensemble de l'Afrique noire, difficultés de développement dans la mosaïque très diversifiée que constituent les Caraïbes, etc.), ou des problèmes qui affectent des pays géographiquement dispersés (guerre du blé, rôle du capital financier, compétition technologique, etc.). Les « grandes manœuvres » stratégiques ou monétaires ont été suivies avec un soin particulier. Mais nous avons aussi porté une plus grande attention à tout ce qui surgit dans la vie culturelle : dossiers sur la concentration des moyens de communication, extraits de grands romans étrangers contemporains, série intitulée « Des politiques malades de leur culture », etc.

Tout cela, autant que possible, dans une approche pluridisciplinaire, seule voie permettant de comprendre ce qui se passe en ces temps où une spécialisation très poussée voile le regard et stérilise ou fourvoie la pensée. Par la même démarche, nous voulons notamment rompre la dimension étroitement hexagonale, situer la société française dans son contexte mondial, comparer ses difficultés et expériences à ce qui se passe en d'autres pays.

Nous devons l'avouer : de telles tentatives nous laissent encore insatisfaits. A l'expérience, nous percevons plus concrètement la nécessité d'approfondir les investigations et les recherches, de présenter davantage de réalisations de terrain qui illustrent et affinent nos analyses plus globales, d'intensifier le croisement des compétences, d'améliorer encore la présentation graphique.

LE MONDE diplomatique

LE DIRECTEUR

Madame, Monsieur,

Vous aimez ce journal qui s'efforce d'aller à l'essentiel. Sans exclure passion ou ironie, il le fait avec gravité.

Notre diffusion augmente, mais elle compte trop peu d'abonnés : 14,5 % seulement.

Permettez-moi d'attirer votre attention sur deux chiffres : la distribution en kiosque, nous coûte 44 % du prix de vente, ne dépasse pas, par abonnement, 28 %.

En vous abonnant, vous réalisez une modeste économie tout en augmentant nos recettes nettes. Vous confortez ainsi l'indépendance du "Monde diplomatique" et nous procurez les moyens de l'améliorer.

Je vous laisse le soin d'examiner ce problème et, quelle que soit votre décision, je vous remercie du soutien amical et confiant que vous nous apportez.

Claude Julien

Réalisé en langue française et à Paris, ce journal est pourtant très international : par sa diffusion à l'étranger (rappelons-le, 42 %), par ses collaborateurs appartenant aux pays les plus divers. En quelque langue que ce soit, il n'existe au monde aucune publication comparable, un mensuel consacré aux problèmes mondiaux et atteignant un tel tirage. C'est notre fierté, c'est aussi une grande responsabilité à l'égard de tous ceux qui, dans les pays industrialisés comme dans le tiers-monde, refusent l'idéologie dominante, les shémas simplificateurs, le confort des concepts à la mode, le matraquage médiatique des groupes les plus puissants.

Nous souhaitons améliorer ce journal et étendre son rayonnement. Nous ne pouvons le faire qu'avec votre aide. Etes-vous disposé à nous l'accorder ?

Si oui, nous vous proposons trois moyens simples : d'abord, si vous achetez chaque mois *le Monde diplomatique* chez votre marchand de journaux, vous pouvez accroître nos recettes en vous abonnant *(voir le bulletin d'abonnement page 9)*. Ensuite, vous avez deux possibilités d'élargir l'audience de ce journal que vous appréciez :

I. FAIRE CONNAITRE «LE MONDE DIPLOMATIQUE» EN FRANCE

Pour cela, veuillez remplir le bulletin ci-dessous, en inscrivant votre nom et votre adresse dans la case nº 1, et les noms et adresses de deux amis ou personnes de votre connaissance dans la case nº 2. Le journal leur sera envoyé à nos frais, de votre part :

1	M. ou Mme .... nº....., rue.......... à .... Code postal .... □ abonné □ lecteur au numéro
2	Vous suggère d'envoyer *le Monde diplomatique* pendant deux mois consécutifs à : – M. ou Mme .... nº....., rue .... à .... Code postal .... – M. ou Mme .... nº....., rue .... à .... Code postal ....

Ce bulletin sera adressé à : *Le Monde diplomatique*, « Deux lecteurs de plus », 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

II. FAIRE CONNAITRE «LE MONDE DIPLOMATIQUE» A L'ETRANGER

Dans des pays qui interdisent ou limitent strictement les sorties de devises, ou dont le taux de change est très défavorable, il est pratiquement impossible de s'abonner au Monde diplomatique. *Nous pourrons l'envoyer gratuitement à des bibliothèques, centres de recherche, universités, instituts, groupements associatifs, organisations humanitaires, etc., si, grâce à votre contribution, nous pouvons constituer un fonds qui sera géré non par nous-mêmes mais par un comité de personnalités françaises et étrangères connaissant bien les réalités internationales. Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous :*

M. ou Mme ....
nº....., rue ....
à.......... Code postal..........
lecteur du « *Monde diplomatique* » depuis ..... ans, verse par
□ chèque bancaire □ chèque postal
la somme de □ 250 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.
□ 313 F pour un abonnement en Amérique latine.
ou de □ 50 F □ 100 F □ 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS-SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.
(Chèques libellés à l'ordre du *Monde diplomatique* et adressés au *Monde diplomatique*, « Lecteurs Solidaires », 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09).

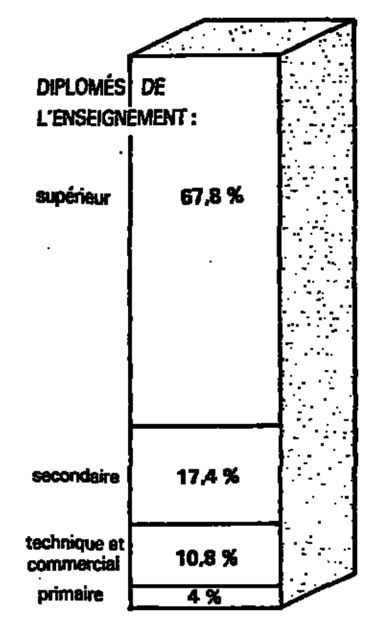
La composition de ce comité chargé de choisir les destinataires sera annoncée dans un prochain numéro. Régulièrement, nous vous rendrons compte des résultats obtenus.

Des lecteurs jeunes et fidèles...

Âge	%
plus de 50 ans	13,5 %
de 35 à 49 ans	27,5 %
de 25 à 34 ans	31,1 %
de 15 à 24 ans	27,9 %

La plupart des lectrices et lecteurs commencent à lire *le Monde diplomatique* à la fin de leurs études secondaires ou lorsqu'ils entrent dans l'enseignement supérieur ; ils lui restent fidèles lorsqu'ils s'engagent dans la vie professionnelle.

... qui refusent la facilité...

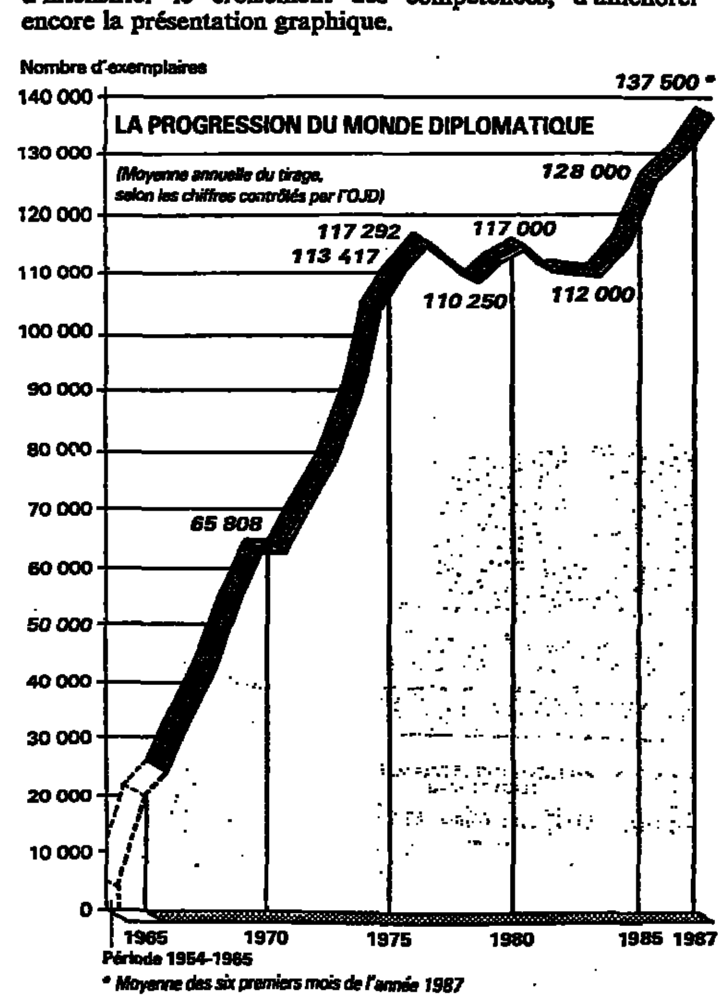


Des articles sérieux, bien documentés, souvent très techniques, sont plus facilement accessibles aux diplômés de l'enseignement supérieur (67,8 % du total). Mais des esprits curieux, avides de comprendre, formés dans l'action militante, y trouvent les informations et analyses dont ils ont besoin.

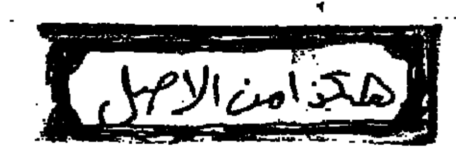
...et sont présents dans tous les domaines d'activité

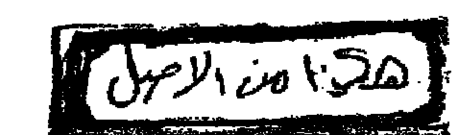
Activité	%
Autres	2,6 %
Inactifs	14,1 %
Ouvriers qualifiés	6,3 %
Employés	14,5 %
Professions intermédiaires	21,2 %
Affaires, cadres	36,7 %
Petits patrons	4,6 %

Cadres supérieurs, ouvriers, petits patrons, exploitants agricoles, etc., puisent dans *le Monde diplomatique* les éléments de réflexion indispensables à leur vie professionnelle ou à leurs activités dans les mouvements associatifs.



* Moyenne des six premiers mois de l'année 1987





Dans les revues...

Pendant que Bertrand Land analyse, dans **STRATÉGIQUE**, le « discours soviétique sur la guerre », Alain Joxe présente dans le même numéro la première partie d'une étude sur « la nouvelle grande stratégie américaine et l'Europe ». (**N° 3, 1987, trimestriel, 35 F. – Fondation pour les études de défense nationale, Hôtel des Invalides, 75007 Paris.**)

Dans **DÉFENSE NATIONALE**, méritent particulièrement de retenir l'attention les articles de Paul Chardin sur la guerre Iran-Irak, de Martial Dassé sur la crise économique aux Philippines, de Yves Boyer, intitulé « Heurs et malheurs d'une grande idée : la décolonisation ». (**Mensuel, octobre, 38 F. – 1, place Joffre, 75007 Paris.**)

Dans la **REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE**, Denis Segrestin esquisse une « introduction à une problématique de la modernisation des rapports sociaux », Jean-Claude Thoenig suggère « une approche analytique de la modernisation administrative », et Jean-Luc Bodiguel et Luc Rouban analysent « la dysfonction publique ou la crise du corporatisme ». (**Bimestriel, août, 85 F. – 27, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.**)

Dans la **REVUE FRANÇAISE D'ÉCONOMIE**, Michel Aglietta plaide en faveur d'une stratégie d'unification monétaire européenne, « réponse adéquate au défi de la globalisation financière ». (**Volume II, 3, été, trimestriel, 75 F. – RFE/Fayard, 23, rue Danielle-Casanova, 75001 Paris.**)

ATLASÉCO publie sa mise à jour annuelle concernant deux cent trois pays et territoires (plus cinq « entités », dont le Vatican). A la suite d'un sommaire développé, c'est en somme sa conclusion générale qu'il présente pour commencer : « L'économie mondiale se porte-t-elle bien sur longue période ? Réponse : Oui. » Mais pour qui ? (**1987, annuel, 75 F. – SGB, 9, rue d'Aboukir, 75002 Paris.**)

En réponse à l'optimisme d' ATLASÉCO, **FRANCE FORUM** tomberait à pic, rien qu'avec deux titres d'articles : « Droits de l'homme et grande pauvreté » (J. Wresinski) et : « La dette : comment s'en débarrasser ? » (Ch. Delamare). (**Juillet-septembre, trimestriel, 25 F. – 6, rue P.-L.-Courier, 75007 Paris.**)

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES aborde, dans une série d'articles, différents aspects de la politique des Etats-Unis : commerce agricole, réforme fiscale, entreprises « noires » et situation des « business schools ». (**N° 2039, 9 septembre, hebdomadaire, 7,50 F. – La Documentation rançaise, Paris.**)

La **REVUE D'ALLEMAGNE** publie l'analyse d'une année d'élections en République fédérale. « Oscillations profondes », « Stabilité et changement ». Bref, cela bouge en hésitant. Une étude comparée du statut respectif des partis politiques en France et en RFA (**Centre d'études germaniques, 8, rue des Ecrivains, 67081 Strasbourg, cedex.**)

La dernière livraison de **LA REVUE NOUVELLE** est consacrée à une analyse critique de l'Etat belge et de sa fonction de médiateur. (**N° 9, septembre, mensuel, 40 F. – 26, rue Potagère, 1030 Bruxelles.**)

Dans l'un de ses derniers numéros, **PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX** pose la question « Québec : fin de l'indépendantisme ? » (**N° 556, 4 septembre**). Le périodique apporte aussi des éléments de réponse aux questions que soulève la « perestroïka » (reconstruction) en URSS, notamment quant aux capacités des cadres d'entreprise à faire preuve de dynamisme et d'esprit de responsabilité. (**N° 567, 18 septembre, un vendredi sur deux, 16 F. – La Documentation française, Paris.**)

La **FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW** analyse les progrès du Japon dans le secteur de l'aviation militaire et leurs conséquences sur les relations entre Tokyo et Washington. Dans le même numéro, une étude des tensions entre groupes d'intérêts rivaux au sein de l'économie indonésienne. (**N° 37, 10 septembre, hebdomadaire, 17 dollars HK. – GPO Box 160, Hongkong.**)

Sous le titre « Les mécomptes d'un socialisme asiatique », **LE COURRIER DES PAYS DE L'EST** présente un tableau très sombre de l'économie vietnamienne. La nouvelle équipe au pouvoir a adopté des mesures d'urgence « pour enrayer la débâcle ». Est-ce l'esquisse d'une politique plus réaliste ? (**N° 320, juillet-août, mensuel, 41 F. – La Documentation française, Paris.**)

Dans **GRIP INFORMATION** : « Afghanistan : l'occupation soviétique ». Tous les éléments du conflit sont présentés en un dossier qui, pour finir, laisse la parole à des Afghans (**N° 12, été, trimestriel, 120 francs belges. – GRIP, 33, rue Van Hoorde, B-1030 Bruxelles.**)

Paul-Marie de la Gorce présente, dans **ARABIES**, la stratégie des puissances étrangères dans la guerre du Golfe : selon lui, « le conflit aurait été réglé depuis longtemps... s'il n'avait mis en jeu que la rivalité des deux Etats ». (**N° 9, septembre, mensuel, 30 F. – 78, rue Jouffroy, 75017 Paris.**)

L'intellectuel américano-palestinien Edward W. Saïd s'interroge, dans le **JOURNAL OF PALESTINE STUDIES**, sur les leçons à tirer du scandale de l'« Irangate » et sur le rôle que jouent les médias américains, alliant ignorance et hostilité lorsqu'il s'agit pour eux de présenter les problèmes du Proche-Orient. La revue publie aussi les documents de la dernière conférence de l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), puissant lobby pro-israélien. (**N° 64, été, trimestriel, 4,95 dollars. – 3501 M Street, NW, Washington DC 20007.**)

A propos du conflit du Golfe, la dernière livraison de **MIDDLE EAST REPORT**, traite de la politique soviétique, des hésitations iraniennes et du rôle du Pakistan. (**N° 148, septembre-octobre, bimestriel, 3,50 dollars. – MERIP, room 518, 475 Riverside Drive, New-York, NY 10115.**)

Un entretien avec le premier ministre Ozal et un article sur les rapports entre la Turquie et la CEE, dans **TURKISH REVIEW**. (**Vol. 2, n° 8, été, trimestriel. – The Directorate General of Press and Information, 203, boulevard Ataturk, 06688 Ankara.**)

LA REVUE CANADIENNE D'ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT analyse l'impact des dépenses militaires sur la dette du tiers-monde et fait le point sur les activités informelles urbaines en Afrique. (**N° 1, deux numéros par an, abonnement : 25 dollars. – Pièce 208-B, 50, ruelle College, Ottawa, Ontario KIN 6N5, Canada.**)

L'industrialisation du Brésil et ses conséquences sur les équilibres régionaux, l'urbanisme et l'habitat sont les thèmes d'un dossier des **CAHIERS DES AMERIQUES LATINES**. (**N° 5, septembre, trimestriel, 70 F. – 28, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.**)

FAIM-DEVELOPPEMENT dresse le bilan de l'activité du CCFD au Burkina-Faso et analyse les résultats de la dernière CNUCED. (**N° 41, août-septembre, mensuel, 3 F. – CCFD, 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris.**)

La **REVUE TIERS-MONDE**, sous le titre « Transfert des technologies de communication et développement », publie un important dossier sur ce « gigantesque puzzle qui se joue à l'échelle de la planète entière » avec la contribution de chercheurs de quinze nationalités différentes. (**N° 111, juillet-septembre, trimestriel. – Presses universitaires de France, Paris.**)

A signaler au sommaire d'**ACTUALITÉS**, revue de la Banque française du commerce extérieur, une étude sur « L'évaluation du prix d'un transfert de technologie et ses modalités de paiement ». (**N° 224, août – dernier reçu – dix numéros par an, abonnement annuel : 580 F. - 21, boulevard Haussmann, 75427 Paris Cedex 09.**)

Vingt-cinq ans après la mort du secrétaire général de l'ONU, **DÉVELOPPEMENT DIALOGUE** rend hommage à Dag Hammarskjöld. Dans le même numéro, des études sur « une stratégie alternative de développement » en Afrique du Sud et en Amérique du Sud. (**1987 : 1, semestriel. - Dag Hammarskjöld Foundation, Ovre Slottsgatan 2, S-752 20 Uppsala, Suède.**)

MIGRATIONS INTERNATIONALES présente le statut et les droits des étrangers qui se trouvent sans papiers légaux aux Etats-Unis, un problème qui concerne tout particulièrement les Mexicains. (**Vol. XXV, n° 2, juin, trimestriel, abonnement annuel : 20 dollars. - Comité intergouvernemental pour les migrations, CP 71, 1211 Genève 19.**)

Le **BULLETIN DU CEDRI** (Comité européen pour la défense des réfugiés et immigrés) attire l'attention sur les difficultés des Kurdes immigrés en Europe. (**N° 28, septembre, abonnement annuel : 80 F. - BP 42, 04300 Forcalquier.**)

Une nouvelle révolution ? La question se pose à la lecture des **CAHIERS MARXISTES** qui consacre un numéro spécial au rôle de l'opinion publique et des médias. (**N° 153, septembre 1987, mensuel, 120 FB. – 20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles.**)

Un superbe numéro du **COURRIER de L'UNESCO** sur le baroque, considéré non comme un style, mais comme une culture. (**Septembre, mensuel, 9 F. – 7, place de Fontenay, 75700 Paris.**)

Les images de synthèse sont-elles un art ? Évolution, techniques et perspectives sont étudiées dans la dernière livraison des **DOSSIERS DE L'AUDIOVISUEL** de l'INA. (**N° 15, septembre-octobre, bimestriel, 49,50 F. – INA, Tour Gamma A, 193-197 rue de Bercy, 75582 Paris cedex 12.**)

POLITIQUE INDUSTRIELLE propose quatre contributions sur le thème « L'industrie face à la révolution financière », et fait le point sur l'évolution des professions de conseil. (**N° 8, été, trimestriel, 90 F. – 23, rue Laugier, 75017 Paris.**)

Au sommaire de **SCIENCES ET TECHNIQUES**, une analyse sur la manière dont se diffusent les innovations et un article sur les objets de la maison du futur à l'horizon 1995. (**N° 40, septembre, mensuel, 29 F. – 2, rue Béranger, 75003 Paris.**)

Dans la **REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE**, une série de contributions d'historiens sur les controverses et les enjeux autour du bicentenaire de la Révolution française. A noter également l'analyse prospective de Jean-Claude Chesnais sur le retournement démographique entre la France et l'Allemagne. (**N° 930, juillet-août, bimestriel, 65 F. – 17, avenue Gourgaud, 75017 Paris.**)

HISTORIENS ET GEOGRAPHES consacre un important dossier à 1917, année charnière de la première guerre mondiale, enrichi de très nombreuses illustrations. (**N° 315 juillet-août, bimestriel, 58 F. – BP 49, 75060 Paris cedex 02.**)

A l'occasion du synode, **L'ACTUALITÉ RELIGIEUSE DANS LE MONDE** consacre un dossier à « la cause des femmes » qui « sont aussi l'Eglise » et « veulent aller au bout de leur vocation ». Mais l'entend-on ainsi au Vatican ? (**N° 48, 15 septembre, mensuel, 25 F. – 163, boulevard Malesherbes, 75017 Paris.**)

Une nouvelle publication : **LES CAHIERS DU DOUTE**, qui se présente comme « anti-autoritaire ». Le premier numéro traite des mouvements de grèves de l'hiver 1986-1987. (**N° 1, mai, périodicité non précisée, 25 F. – Thirion, BP 117, 75961, Paris cedex 20.**)

Le récent sommet de Québec a suscité la publication de nombreux articles ou dossiers consacrés à la francophonie. A noter particulièrement un point de vue polémique de Louis Buxeuil, « Micmac canadien autour de la francophonie », paru dans **ROYALISTE**. (**N° 476, 16-29 septembre, bimensuel, 11 F. – 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.**) Pour sa part, l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) publie la première livraison de son nouveau périodique, **UNIVERS FRANCOPHONE**. On y trouvera notamment des études sur le bilinguisme en Algérie et en Belgique. (**N° 1, septembre, périodicité non indiquée, 25 F. – 13, quai André-Citroën, 75015 Paris.**) **LE MONDE DOSSIERS ET DOCUMENTS** a, de son côté, réuni en un numéro hors série un ensemble très complet d'articles du Monde et du Monde diplomatique, accompagné d'un substantiel appareil documentaire. (**Septembre, 10 F. – 7, rue des Italiens, 75427 Paris, Cedex 09.**) Quant au quotidien libanais **L'ORIENT-LE JOUR**, il a publié sur le thème un ouvrage luxueusement présenté : **FRANCOPHONIE, QUEL AVENIR ?...**

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

● **Progrès économique et social en Amérique latine, rapport 1987** : les traits dominants de l'évolution en 1986, qui, selon la banque régionale, viennent compromettre l'avenir économique et politique de bien des pays. *(BID, 1300 New-York Ave, NW, Washington DC 20577, 1987, 500 pages.)*

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

● **Rapport annuel 1987** : bilan des opérations de crédit, faisant apparaître une augmentation des prêts destinés à soutenir l'ajustement structurel (23 % du total) et insistant sur la gravité du problème de la dette pour les pays les plus pauvres. *(BIRD, 1818 H Street, NW, Washington DC 20433, 1987, 226 pages. Disponible au bureau européen : 65, avenue d'Iéna, 75116 Paris.)*

● **China's Industrial Reform** « (La réforme industrielle en Chine) » sous la direction de Genu Tidrick et Chen Jiyuan : œuvre collective, associant experts de la BIRD et économistes chinois. *(Oxford University Press, New-York, Londres, 1987, 378 pages., 280 F.)*

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

● **Rapport annuel 1987** : l'évolution défavorable de la croissance en 1966 et au début de 1987. Dans une deuxième partie : bilan habituel des politiques et activités du Fonds. *(FMI, Washington DC, 1987, 187 pages.)*

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

● **Les contenus de l'éducation. Perspectives mondiales d'ici à l'an 2000**, par S. Rassekh et G. Vaideanu : les auteurs commencent à juste titre par traiter de l'évolution démographique et économique, qui pèse sur tout projet de réforme. *(Unesco, Paris, 1987, 311 pages., 160 F.)*

● **La drogue démythifiée**, par Helen Nowlis : réédition d'un ouvrage de référence sur les problèmes que pose la toxicomanie dans les sociétés modernes. *(Unesco, Paris, 1987, 99 pages., 74 F.)*

PROCHAINS COLLOQUES

● **Pendant le quatrième trimestre de 1987, le Forum international de politique** propose des séminaires de relations internationales et de stratégie : les Etats africains ; l'Afghanistan ; Afrique du Sud et Afrique australe. *(Forum international de politique, 71, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris – Tél. : (1) 43-38-24-87).*

● **Le quatrième Festival international des francophonies** se déroule à Limoges et dans le Limousin, du 3 au 16 octobre, et propose une riche gamme de spectacles et d'activités culturelles *(8, place des Carmes, 87000 Limoges. – Tél. : 55-34-20-20).*

● **Un séminaire sur « Les stratégies et techniques d'accès aux programmes financés par la commission des communautés européennes »**, organisé par l'Association nationale de la recherche technique (ANRT), aura lieu à Saclay du 6 au 8 octobre. *(ANRT-Europe, 16 avenue Bugeaud, 75116 Paris. – Tél. (1) 47-04-47-57).*

● **Du 6 au 11 octobre, à Rome**, se déroulera le Festival international de cinéma et de télévision. *(Via Bettolo 54, 00195 Rome. – Tél. : 39-6-382951.)*

● **« L'espace audiovisuel européen »** sera le thème d'un colloque organisé le 7 octobre à la Cité des sciences et de l'industrie à Paris par l'Association de recherches d'informations et d'échanges européens (ARIES) et le club Victor-Hugo pour les Etats-Unis d'Europe. *(M. Laurette, Club Victor-Hugo pour les Etats-Unis d'Europe, 71, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris. – Tél. : (1) 43-38-08-47).*

● **« Ving ans après : Ernesto Che Guevara »**, tel est le thème d'un colloque organisé à Paris, les 9 et 10 octobre, par la Maison de l'Amérique latine. *(Maison de l'Amérique latine, 217 bd Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-22-97-60 ; répondeur : 42-22-68-00).*

● **La Ligue internationale de l'enseignement, de l'éducation et de la culture populaire** organise à Paris, au Centre de conférences du Panthéon (16 rue de l'Estrapade, Paris 5e), du 9 au 11 octobre un symposium sur l'éducation à la paix (avec la participation de notre collaborateur Ignacio Ramonet). *(BP 313, 75989 Paris Cedex 20. Tél. : 43-58-97-02).*

● **Le huitième Festival international cinéma et monde rural** aura lieu du 13 au 20 octobre dans le Cantal. *(18, place de la Paix, 15012 Aurillac Cedex. – Tél. : 71-64-32-41.)*

● **A l'occasion du vingtième anniversaire de sa fondation, le Conseil latino-américain des sciences sociales (CLACSO)** organise à Buenos-Aires (Argentine), du 14 au 16 octobre, un colloque international sur le thème « Identité latino-américaine, modernité et post-modernité » (avec la participation de notre collaborateur Bernard Cassen). *(CLACSO, Callao 875, piso 3e, 1023 Buenos-Aires. – Tél. : 44-84-59 ou 41-65-88).*

● **Le Centre de formation aux réalités internationales (CEFRI)** organise, le 15 octobre, à l'amphithéâtre Poincaré du ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur, un colloque sur le thème : « la montée des protectionnismes ». *(CEFRI, 30, rue Cabanis, 75014 Paris. – Tél. : 45-65-25-00).*

● **Le service culturel de la ville d'Amiens**, en liaison avec la commission extra-municipale des immigrés, organise deux colloques : « Israel-Palestine, quel avenir ? », le 20 octobre, et « les enjeux du conflit Iran-Irak », le 23 octobre. *(Service culturel de la ville d'Amiens. – Tél. : 22-97-40-38).*

● **Une conférence de Paul Kessler** sous l'égide de nombreuses associations, sur la situation de l'université de Bir-Zeit, le 24 octobre à Thionville (salle Verlaine).

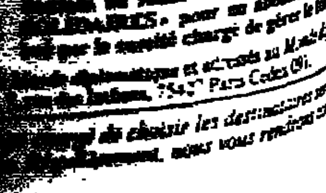
● **L'association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique** réunira les 24 et 25 octobre un colloque sur le thème « Religions, colonisation et décolonisation ». *(21, rue Marceau, 93100 Montreuil. – Tél. : 48-58-71-20.)*

● **Comment assurer immédiatement et durablement** la survie et le développement des populations les plus menacées du tiers-monde ? A l'initiative de Survie 87 et de Food and Disarmament International, un colloque se tiendra le 27 octobre, salle Médicis, au Sénat. *(Survie, 25, rue Jonquoy, 75014 Paris. – Tél. : (1) 45-39-08-62.)*

● **La revue marocaine *Al Asas*** organise à Rabat, les 11 et 12 novembre 1987, un colloque sur le thème : « Où va l'Union soviétique ? (avec la participation de notre collaborateur Ignacio Ramonet). *(Al Asas, 746, Secteur 4, BP 1623, Hay Assalam, Salé, Maroc).*

● **La Brooking Institution et le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII)** organisent, les 20 et 21 novembre, au Palais du Luxembourg, à Paris, un colloque international sur « les obstacles à la croissance européenne vus d'Outre-Atlantique ». (CEPII, 9, rue Georges-Pitard, 75015 Paris. – Tél. : (1) 45-31-42-41).

● **Le centre de Storckensohn** organise le 27 novembre à Mulhouse (Société industrielle, 10 place de la Bourse) une conférence de Claude Julien sur le thème : « La puissance des Etats-Unis aujourd'hui ».



les livres

A LA GUADELOUPE, LE SOUFFLE D'UN VOLCAN...

Un peuple dans l'attente d'une explosion

SOUFRIÈRES, de Daniel Maximin, Le Seuil, Paris, 1987, 279 pages, 82 F.

DANIEL MAXIMIN est un romancier fort poétique. La poésie occupe, dans cette fiction romanesque, une place si grande que le lecteur est entraîné dans un univers où les frontières du réel et de l'irréel se brouillent bien souvent. Un univers cependant toujours vrai. Un univers grave aussi, de la gravité d'êtres qui savent rester de chair et d'os, de rires et de pleurs, de joies et de peines, de vie et de mort. *Soufrières*, qui est une suite de *l'Isolé Soleil* (1), son premier roman, est fait de cette sève et de cette fibre.

Un peuple, le peuple de Guadeloupe, est suspendu à l'attente de l'explosion de la Soufrière, le volcan de l'île. Mais chacun ici a sa Soufrière à lui. Chacun a ses angoisses et ses espoirs, que vient assouvir ou raviver *« la vieille dame crachant sa bave sur notre paradis »* ou – c'est selon, – la *« jeune femme qui nous fera mourir des excès de son amour fou »*. L'auteur nous met sur les pas de jeunes amis pleins d'idéal qui conjuguent chacun la Soufrière à son propre temps et nous livrent des parts de l'âme de ce peuple.

Leur vie est soudain rythmée par l'atmosphère qu'envahit *« l'air soufré »* par le souffle du volcan. Il y a les « profs », Antoine et Inès, qui ont monté, et répètent avec leurs élèves, *la Danse de la femme-volcan*, une pièce adaptée de *La Danse de la forêt*, de Wole Soyinka. Et voilà que la Soufrière, l'invitée inattendue, se mêle comme un symbole à l'ensemble *« pour nourrir de* fatum *la tragédie, et de réalisme notre comédie humaine »*. Or l'héroïne de la pièce n'est autre que la « femme-volcan ».

« C'est la jeune reine de l'île-Karukéra, la Soufrière, en habit de terre, d'air et de feu. » Et puis, elle ne manque pas d'ambition, même révolutionnaire : *« Je veux un peuple debout* – s'exclame-t-elle. – *Je veux une île qui bouge, qui bouge, qui bouge... / et je ferai bourgeonner des mamelles / sur la poitrine immense de la terre... »*

Il y a Toussaint, la tête brûlée, adepte du Black Label, le bon whisky. Celui pour qui le volcan devrait être rempli de bombes politiques. Celui qui *« se saoule à la santé des enfants de Soweto »*, lesquels, quelques heures plus tôt, ont été fusillés par la police de Vorster. Toussaint qui boirait *« cinq cents bouteilles jour après jour chacune à la santé de chacun d'eux »*.

Il y a Rosan le polémiste, et l'agriculteur qui s'échine *« à savoir si... le fait d'aller à des réunions pour négocier les subventions de sa coopérative renforçait l'« aliénation », la « mentalité d'assisté »... »* ou si *« l'argent de la France était un prétexte pour les fonctionnaires à cocagner l'héritage moral des ancêtres esclaves, ou un dû historique pour le développement, même après l'indépendance »*.

Et Adrien, le Parisien qui a écrit l'adaptation de la pièce et doit arriver par le dernier vol avant l'éruption. Il est fou de jazz. Il vibre de l'énergie sereine des accords des Noirs américains et des Sud-Africains. Il est ému – pensant à son île – par ces mots d'un air xhosa (2) chantant colère et révolte : *« Le volcan a en réserve assez de flamme pour réduire en cendres les faiseurs de ghettos... »*

Et puis tous les autres amis. Et bien évidemment, plus présente que tous, la montagne elle-même, la Soufrière. Qui nous parle et parle à chacun des autres. Et qui nous parle d'elle : *« Je suis une bouche de chair en feu. Pourtant je ne me suis jamais sentie aussi seule que ce matin avec ma blessure au flanc... »* Pourtant elle *« n'est pas une bombe au service des avancées d'histoire... Elle n'est pas une héroïne »*.

ON chercherait en vain une histoire linéaire. Maximin nous livre plutôt des tableaux, des séquences, des morceaux de poésie, des dialogues riches d'humour ou de gravité. Avec un fil d'Ariane : ces « Soufrières ». Les rencontres et les échanges intenses des jeunes amis, la fraîcheur des limonades, la douceur des sorbets-coco, la juteuse saveur des litchis, les effluves du « Black Label », la sublime folie des amoureux, sont autant de choses que l'on déguste à travers une écriture et un style pleins de préciosité. On pourrait même parler de dandysme intellectuel. Et cependant on reste intensément pénétré par la force du message des *Soufrières*.

Un message où le naturel rencontre le surnaturel et où la dimension individuelle et collective est politique comme par effraction. Nous sommes à la Guadeloupe. La mémoire historique de cette île frondeuse et turbulente est bien sûr présente. Les clins d'œil de l'auteur à cette histoire ; la conscience souvent meurtrie des personnages (la révolte de 1967) ; les évocations de *« la mémoire de l'Afrique et de l'avenir »* ; le jeu du chassé-croisé des symboles, où même les mots qui font peur ou vibrer, comme indépendance ou liberté (*« il faut être libre pour vouloir l'indépendance »*), se bousculent ; tout cela fait de ce livre une inépuisable source d'inspiration et de réflexion.

MICHEL LOBÉ-EWANÉ.

(1) Le Seuil, Paris, 1981.
(2) Langue sud-africaine.

AFRIQUE

LES IKS. Survivre par la cruauté. Nord Ouganda. – Colin Turnbull

★ *Plon, coll. « Terre humaine », Paris, 1987, 385 pages.*

Dans les années 50, l'anthropologue britannique Colin Turnbull étudie les Pygmées de l'Ituri, au nord-est du Congo belge. Les troubles qui accompagnent l'indépendance l'empêchent de continuer ses recherches. Il tente alors de se rendre chez les negritos de la Petite Andaman dans le golfe du Bengale. Le gouvernement indien lui refuse son visa : des condamnés politiques sont exilés dans cet archipel. Au contraire, en 1964, les autorités de l'Ouganda l'autorisent à séjourner chez les Iks. Ces deux mille chasseurs semi-nomades ont été contraints de quitter leur territoire devenu parc national. « The Mountain People » est le récit de cette malheureuse transhumance, publié à New-York en 1972 ; la traduction française le sera l'année suivante, sous un titre plus dramatique : « Un peuple de fauves ».

Poursuivant sans relâche la défense des minorités, Jean Malaurie en présente une nouvelle édition, avec, en outre, le texte de son adaptation à la scène par Peter Brook et Jean-Claude Carrière et le témoignage d'un autre chercheur américain, Joseph A. Towles, de l'université de Buffalo. Le mérite du directeur de « Terre Humaine » est d'avoir retrouvé le compagnon de terrain de Turnbull pour l'inviter à présenter son point de vue sur les Iks. Ce témoignage porte un autre éclairage sur la situation de cette ethnie déplacée depuis vingt ans déjà : sans avoir l'ampleur des famines que subissent les habitants du Sahel et de l'Ethiopie, elle demeure liée à l'exil d'une population comme au dénuement physique et moral qu'il entraîne. Que des Africains dénoncent une telle situation témoigne d'une prise de conscience des problèmes qu'ils se posent trente ans après l'indépendance – le temps d'une génération.

NOEL BALLIF.

AMÉRIQUES

AT WAR IN NICARAGUA. The Reagan Doctrine and the Politics of Nostalgia. – E. Bradford Burns

★ *Harper and Row, New-York, 1987, 212 pages, 6,95 dollars.*

L'auteur est l'un des meilleurs connaisseurs américains de la crise d'Amérique centrale : il enseigne à l'université de Californie à *Los Angeles* (UCLA) et fut accusé, en mars 1985, par M. Ronald Reagan, de pratiquer la « désinformation » à propos du Nicaragua sandiniste. Il retrace les origines historiques de l'engagement des Etats-Unis en Amérique centrale, et au Nicaragua en particulier ; il analyse les enjeux politiques, économiques et militaires, et montre que l'attitude de Washington dans la région a toujours été caractérisée par une hostilité systématique contre le régime sandiniste. Cela nuit aux intérêts à long terme des Américains.

Même si cette guerre n'a nullement les dimensions militaires de celle du Vietnam, l'auteur estime qu'elle a déjà provoqué un désastre diplomatique comparable.

IGNACIO RAMONET.

EUROPE

LE SYSTÈME POLITIQUE DE L'URSS. – Michel Lesage

★ *PUF, coll. « Thémis », Paris, 1987, 504 pages, 185 F.*

Un manuel utile pour se repérer, au moment où tout est en train de bouger, dans la pyramide institutionnelle du système de pouvoir en URSS. L'ouvrage, conformément à la tradition de la collection « Thémis », bien connue des étudiants en droit et en sciences politiques, livre une description détaillée de l'organisation politique de ce pays. Au cœur de celle-ci, le parti, auquel deux chapitres importants sont consacrés. L'un traite de l'idéologie, du rôle et du fonctionnement du PCUS ; l'autre de sa composition et des modalités de recrutement, qui font de lui ce que Weber appelait un *« groupe fermé »*. Entre ces deux volets sont étudiés la place du citoyen, le fédéralisme et l'institution qui a donné son nom au pays : les soviets. L'introduction historique, notamment sur les origines profondes du système bureaucratique, laisse un peu le lecteur sur sa faim. Il est dommage que Michel Lesage préfère, sur ce point, se référer à A. Leroy-Beaulieu, plutôt qu'à la tradition de l'école historique russe.

MARCEL DRACH.

LES SOURCES DE L'HISTOIRE OUVRIÈRE ET SOCIALE INDUSTRIELLE EN FRANCE XIXe – XXe siècle. – Michel Dreyfus

★ *Les Éditions ouvrières, Paris, 1987, 304 pages, 420 F.*

Ce guide documentaire présente un millier de centres très variés – archives départementales, ou communales, bibliothèques municipales ou universitaire, fonds privés des partis politiques ou des entreprises... – où sont concentrés les sources les plus diverses de l'histoire ouvrière et sociale. Tous les départements français, y compris les DOM-TOM, sont présents dans cet ouvrage dont l'introduction retrace l'historique des archives sociales depuis le XIXe siècle.

PROCHE-ORIENT

REDEMPTION SONG. The Story of Operation Moses. – Louis Rapoport

★ *Harcourt, Brace, Jovanovich, San-Diego, New-York, Londres, 1986, 234 pages.*

Journaliste au quotidien de langue anglaise *Jerusalem Post*, l'auteur est sans doute le meilleur expert de la presse israélienne à suivre le problème des immigrés juifs d'Ethiopie : les falachas. Ayant publié son livre aux Etats-Unis, à l'abri des restrictions de la censure israélienne, il nous livre un document détaillé, et en grande partie inédit, sur les conditions de leur transfert en Israël de 1979 à 1986, notamment lors de l'« opération Moïse ». Au total, quelque quinze mille personnes furent ainsi acheminées vers l'Etat hébreu. Parmi les itinéraires empruntés, il mentionne la traversée de la mer Rouge à bord de vedettes israéliennes (et même, dans un cas, dans un sous-marin) venues les chercher sur la côte soudanaise près de Port-Soudan, et celui de Gedaref où des avions Hercule israéliens se posaient sur une piste d'atterrissage en plein territoire soudanais.

Louis Rapoport passe en revue tous les intermédiaires impliqués dans l'organisation de cette immigration, du gouvernement israélien et du Mossad jusqu'aux diverses agences américaines, CIA en tête, en passant par des organismes juifs américains, dont certains activistes étaient déjà intervenus dans la campagne pour l'émigration des juifs d'URSS. L'auteur évite de trancher dans la polémique sur le point de savoir à qui revient la palme de « sauveur des juifs éthiopiens ». Toutefois, à la lecture, on se rend compte du rôle décisif joué par les Américains, notamment dans le lancement et l'exécution de l'« opération Moïse ».

Le livre se termine par un chapitre sur les difficultés de l'intégration en Israël, où les falachas sont tiraillés entre les exigences du rabbinat et celles de la bureaucratie de l'Etat.

OLGA KAPELIOUK.

ASIE

AS CHINA SEES THE WORLD. – Sous la direction de Harish Kapur

★ *Frances Pinter, Londres, 1987, 239 pages, 25 livres.*

Professeur à Genève, auteur de plusieurs ouvrages sur la Chine, Harish Kapur a demandé à vingt-neuf chercheurs chinois spécialistes des questions internationales de présenter leurs vues sur un certain nombre de problèmes étrangers. Une initiative originale qui permet de comprendre un peu mieux la façon dont *« la Chine voit le monde »*.

L'ouvrage est divisé en trois sections : macro-analyse du système international ; présentation de certaines des crises du tiers-monde ; évocation de quelques exemples d'*« intégration régionale »* au sein de ce même tiers-monde. Comme le souligne Harish Kapur, le ton est plus libre lorsque les auteurs traitent des affaires ou des pays dans lesquels la Chine n'est pas directement impliquée ou au sujet desquels elle n'a pas exprimé un point de vue bien défini.

Ce livre n'a pas pour objet d'apporter des informations nouvelles. Son intérêt réside dans le choix des sujets et dans la manière de les présenter (le rôle des super-puissances et l'importance des questions économiques sont à chaque page soulignés). Les omissions sont à cet égard révélatrices : impasse sur l'évolution interne de l'URSS, « oubli », parmi les craquements enregistrés à l'Est depuis 1945, de la « dissidence » yougoslave, et mutisme au sujet de l'Albanie. Et si l'Amérique du Sud est présente à travers la présentation du pacte andin, un pays aussi important que le Brésil est rayé de la carte. Quant à l'analyse de l'Amérique centrale, elle est fort mesurée ; si, à Pékin, on connaît bien les causes des soulèvements locaux, on dénonce aussi la stratégie *« soviéto-cubaine »* en des termes familiers aux Etats-Unis. En revanche, un autre auteur estime que, contrairement à ce qui se passe en Afghanistan, Moscou *« soutient une juste cause »* en Afrique du Sud.

JACQUES DECORNOY.

PARADIS TCHÉCOSLOVAQUE

Nostalgies étroitement surveillées

LA CHEVELURE SACRIFIÉE, de Bohumil Hrabal, traduit du tchèque par Claudia Ancelot, Gallimard, Paris, 1987, 142 pages, 79 F.

L'AME de Bohumil Hrabal cavale... Cavale, cascade échevelée de chevaux emballés : *« Ils accrochaient leurs pattes de derrière dans leurs queues et les pattes de devant avaient l'air de jaillir tout droit de leurs cornes... »* Et à la même allure se dénoue *la Chevelure sacrifiée*, rouleau d'images parfois incongrues d'une petite ville au bord de l'Elbe dans le début des années 20, dont l'écrivain tourne la manivelle à travers la tête flamboyante de Maryska, la narratrice – la mère de Hrabal, de plus en plus vite, jusqu'à ce que les images forment un film, vision immobile du bonheur, cet oiseau-mouche qui butine l'âge d'or en des milliers de battements d'ailes, jusqu'à ce que le Progrès (la TSF, entre autres) et surtout l'idée souvent aberrante que l'on s'en fait, vienne raccourcir les distances, la durée, les jupes, les pieds de table, éventuellement la queue d'un chien et surtout, comble de l'audace ou du vandalisme, la chevelure extraordinaire, unique, que Maryska viendra sacrifier de bon cœur sur l'autel des « temps nouveaux » afin de ressembler à Joséphine Baker.

En quoi l'âme de Bohumil Hrabal se faufilant dans un passé familial a-t-elle pu gêner les censeurs qui ont interdit la parution de ce livre, écrit en 1970, jusqu'en 1976 ? On « comprendrait » davantage pourquoi la suite de cette chronique, *la Petite Ville où le temps s'arrêta* (1) ne put paraître qu'en version expurgée : l'écrivain y saisissait ce moment de l'histoire où la botte russe remplaçait celle des officiers allemands...

Très populaire en Tchécoslovaquie – Jiri Menzel (2) a notamment tiré en 1967 un film de son livre, *Trains étroitement surveillés* (3), – Bohumil Hrabal est un des rares (grands) auteurs tchèques publiés à la fois en *samizdat* et chez des éditeurs légaux. De plus, il vient d'être admis à nouveau à l'Union des écrivains, après en avoir été exclu pendant dix ans, alors que c'est justement au cours de cette période-là que ses livres avaient recommencé à paraître, si ce n'est qu'en version « édulcorée », après la période d'interdiction totale et de mise au pilon qui suivit l'invasion soviétique.

Au vu de ces fluctuations du sort fait à un écrivain, et si le sujet n'était pas si pénible, on pourrait se répandre en conjectures sur la « surveillance » des œuvres d'art. Cela n'aiderait toujours pas à expliquer le danger que pouvait représenter *la Chevelure sacrifiée* pour le pouvoir en place. Quoi de plus innocent (en apparence, bien sûr) que ce texte dépourvu d'allusions directement politiques ? Quoi de plus sensuel (justement), de plus onirique (crime de liberté) que ces personnages frénétiques et goulus qui planent dans une Tchécoslovaquie fraîchement constituée ? Ce paradis appartient, selon les mots de l'écrivain, aux « temps anciens », et seul l'auteur en a la « clef ». Or cette clef est indispensable à la compréhension des « temps nouveaux ».

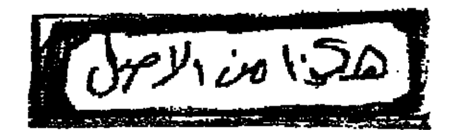
AUCUN pouvoir n'aime que l'on détienne des clefs, que l'on comprenne. La nostalgie est dangereuse car elle est mémoire, elle a valeur de témoignage et grippe les mécanismes de la déculturation accélérée de l'Europe centrale. La mémoire est résistance, et avant tout refus de perdre son identité. Laquelle ? Pas seulement celle de l'« âme tchèque » mais celle de la bohème Bohême, qui, on le sait, appartient à « l'Occident » en partie « kidnappé » par l'Est (4) (comme la chevelure est happée par le progrès).

Lorsque le coiffeur Bod'a, mis en demeure de sacrifier la chevelure, s'exclame : *« Couper ce qui reste de l'ancien empire d'Autriche ? Moi jamais ! »*, la boucle est bouclée, ou presque, et l'on comprend. En deux temps et deux questions : que faut-il sacrifier pour acquérir la liberté ? Ensuite, sous la folie enthousiaste de Maryska, sous l'humour du récit qui se cache derrière la folie, une angoisse secrète s'installe tandis qu'elle effleure Maryska : *« Je voyais Bod'a couper les mains de Francin* [son mari]... *»* Quelle sera l'amputation suivante ? *« Suivez mon regard »*, semble dire Bohumil Hrabal, sans y toucher. De quoi faire frémir les censeurs qui justifieront ainsi la surveillance étroite de nostalgies telles que la sienne.

MARIE-FRANÇOISE ALLAIN.

(1) Robert Laffont, Paris, 1985 (Voir *le Monde diplomatique*, octobre 1985). Du même auteur, chez le même éditeur : *Moi qui ai servi le roi d'Angleterre* (1981) et *Une trop bruyante solitude* (1983).
(2) Dont le film, *Mon cher petit village* (1987), est actuellement diffusé en France.
(3) Gallimard, Paris, 1969, et aussi en collection « Folio ».
(4) Milan Kundera, « Un Occident kidnappé », *le Débat* ; Paris, novembre 1983.





du mois

CULTURE

AUTOBIOGRAPHIE. Naissance de l'évolutionnisme libéral. – Herbert Spencer

★ Presses universitaires de France, collection « Philosophie d'aujourd'hui », Paris, 1987, 600 pages, 220 F.

Du monde transformé qui naît de la révolution industrielle anglaise, Spencer extrait le système philosophique le plus puissant de l'Occident moderne : l'évolutionnisme, d'où sortira le dogme inégalitaire du « darwinisme social ». Les contradictions théoriques de cette doctrine – à laquelle Darwin lui-même n'adhéra jamais – recouvrent exactement celles qui traversent l'idéologie libérale soucieuse de prouver sa conformité avec l'acquis – indéfiniment réinterprété – des sciences biologiques. *L'Autobiographie*, écrite durant le dernier quart du dix-neuvième siècle – Spencer s'éteint en 1903, – retrace la genèse de cette immense hypothèse totalisante sur le devenir.

Dans une préface impitoyable, Patrick Tort, poursuivant l'entreprise commencée dans *la Pensée hiérarchique* (Aubier) et *Misère de la sociobiologie* (PUF), met en évidence les contradictions du libéralisme au sein de la théorie de la connaissance.

GEORGE GUILLE-ESCURET.

LUKACS 1955 - Être marxiste aujourd'hui. – Henri Lefebvre et Patrick Tort

★ AUBIER, « Résonances », Paris, 1986, 152 pages, 75 francs.

Il s'agit d'un montage plaçant deux textes en regard. Le premier est une conférence prononcée par le philosophe Henri Lefebvre en 1955 : il y défend contre les attaques des partis communistes hongrois et français le théoricien hongrois Georges Lukacs revendiquant pour l'activité intellectuelle la liberté de l'erreur, indissociable de celle de la recherche. Le second est une série de variations dues au jeune philosophe Patrick Tort, membre rénovateur du PCF sur le thème : être marxiste aujourd'hui.

Cette composition en abîme, où l'écrit du second se reflète dans la lumière orageuse du premier, plaide une fois de plus pour l'autonomie de l'intellectuel communiste ; pour son rôle spécifique dans la déconstruction des dispositifs d'assujettissement qui font du peuple – telle est la définition qu'en propose Patrick Tort – un objet de pouvoir. Travail d'édification de la conscience populaire que le marxisme doit de nouveau effectuer, dit encore celui-ci. Regrettons, toutefois, que le marxisme ainsi remobilisé aille un peu trop de soi. Car sa refonte n'est pas moins d'actualité que la reprise de ses fonctions critiques.

MARCEL DRACH.

ON NOUS A CHANGÉ LA TÉLÉ. Les télévisions dans les pays de la CEE : histoire, programmes, produits et publics. – Frédéric Antoine

★ Bureau européen des Unions de consommateurs et Confédération des Organisations familiales de la Communauté (17, rue de Londres, B.1050 Bruxelles), mai 1987, 108 pages, 500 francs belges.

La « nouvelle télévision » est généralement décrite, du moins dans la majorité des discours, à partir de technologies, de stratégies industrielles, de groupes multimédia, d'opérations financières, voire de transferts d'animateurs. L'étude de Frédéric Antoine, au contraire, a le grand mérite de rendre au téléspectateur la place qui doit être la sienne.

Car malgré un titre passéiste, ce travail est avant tout une analyse du développement actuel d'un monde de la télévision trop exclusivement attentif aux sirènes de l'économisme. Replacer au centre le téléspectateur, ses pratiques et ses attentes, oblige à regarder d'un autre œil les promesses des nouvelles chaînes. Un regard lucide sur le fonctionnement du système de la télévision permet de bien montrer les limites des développements en cours. En particulier, il est nécessaire de se rappeler que « plus » est souvent le contraire de « mieux ». L'important n'est pas de développer la diffusion de programmes à tout prix, mais bien d'essayer de déterminer quelles missions une « bonne » télévision doit aujourd'hui remplir. Si Frédéric Antoine n'a pas de réponse à cette question, il nous met en garde et nous invite à la prudence : est-il nécessaire, au nom du retour à un certain libéralisme, de risquer de figer le futur de la télévision ? « *Demain on rasera gratis* » : c'est en quelque sorte ce que nous promettent les chantres de la multiplication des chaînes. Souhaitons que ce ne soit pas la télévision qui en vienne à raser le spectateur...

ÉRICK LAMBERT.

RELIGIONS

L'ETAT DES RELIGIONS DANS LE MONDE. – Sous la direction de Michel Clévenot

★ La Découverte, Paris, 1987, 640 pages, 169 F.

La remontée de l'intégrisme, qu'il soit musulman, chrétien ou juif, impose aujourd'hui aux citoyens et aux dirigeants une attention particulière aux phénomènes religieux. L'ouvrage coordonné par Michel Clévenot apporte, dans un format pratique, une immense somme d'informations. Après un examen de quelques questions stratégiques (le choc iranien, l'effet Pologne, Israël et la diaspora, etc.), les grandes religions du monde sont passées en revue. Viennent ensuite une série d'entrées, non plus par religion, mais par pays ou régions du monde. Les deux dernières sections de cet ouvrage sont consacrées aux problématiques religieuses (par exemple : islam et rationalité, les rituels laïques des pays socialistes, etc.) et aux interactions avec la société (le pèlerinage à La Mecque, les nouvelles sectes, la stratégie multimédia du Vatican etc.). Plus de cent quarante essais, concis et passionnants, sont offerts aux lecteurs curieux.

BERNARD CASSEN.

BRÈVES

● ÉCONOMIE POLITIQUE. – Claude Alquier (*Economica, Paris, 1987, 601 pages, 145 F*) : traité sur l'économie contemporaine, qui lie analyse et observation.

● LES RESSOURCES GÉNÉTIQUES VÉGÉTALES, ATOUTS DU DÉVELOPPEMENT ? (*ORSTOM, Paris, 1987, 199 pages, 35 F*) : comment sauvegarder un patrimoine inestimable.

● GÉOPOLITIQUE CONTEMPORAINE. – Charles Zorgbibe (*PUF, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1986, 128 pages, 25 F*) : les conflits, de la Méditerranée au Golfe, en passant par l'Afrique australe.

● LES POLITIQUES INDUSTRIELLES. – Anne Davie (*Hatier, Paris, 1987, 128 pages, 28 F*) : analyse de cinq cas : les Etats-Unis, le Japon, la RFA, la Grande-Bretagne et la France.

● SOCIÉTÉS URBAINES CONTEMPORAINES DU MAGHREB ET DU MOYEN-ORIENT. – (*Institut du monde arabe, Paris, 1987, 209 pages*) : dix ans de recherches en langue anglaise (1975-1985), un essai de bibliographie critique.

● LE TEMPS DES RÉFUGIÉS. – Urs Gfeller (éd.) (*Editions de l'Aire, Lausanne, 1987, 149 pages*) : comprend une longue contribution de Jean-Pierre Hocké, haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés.

HISTOIRE

ARMÉNIE 1915. – Heinrich Vierbücher

★ Gessarentz, Montélimar, 1987, 124 pages, 45 F.

Parmi la demi-douzaine de réimpressions ou rééditions d'archives, de documents et de témoignages sur le génocide arménien des années 1915-1916, l'ouvrage d'Heinrich Vierbücher est sans conteste l'un des plus intéressants. Son auteur, pacifiste allemand, fut pendant trois ans l'interprète du maréchal Liman von Sanders, un des principaux conseillers militaires prussiens de l'armée ottomane durant la première guerre mondiale.

L'auteur n'est ni un membre de l'Entente, ni un de ces religieux allemands philo-arméniens uniquement par pure bonté chrétienne. Il livre un témoignage irréfutable et sans complaisance des réalités du génocide. Ne cherchant à dédouaner ni l'Empire ottoman, ni même le Reich et ses représentants, pas plus que l'Entente ou les congrégations protestantes de toutes origines (allemandes, suisses et américaines pour la plupart), l'officier pacifiste Heinrich Vierbücher raconte sans faux-fuyants les événements dont il fut le témoin oculaire. Certes, Guillaume II et son gouvernement ne sont pas responsables des massacres, mais ses concitoyens, sur place ou en métropole, se sont volontairement voilé les yeux.

Cet ouvrage, publié une première fois en 1930 sous la République de Weimar, fut interdit dès l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933. Deux réimpressions sont disponibles aujourd'hui en RFA (1985 et 1986). Grâce au travail des époux Gessarentz, c'est la première fois qu'une édition de ce témoignage primordial est disponible en langue française.

CHRISTOPHE CHICLET.

DROIT

VOCABULAIRE JURIDIQUE. – Sous la direction de Gérard Cornu

★ Presses universitaires de France, Paris, 1987, 830 pages, 490 F.

Des générations de juristes ont fait du *Vocabulaire juridique* d'Henri Capitant leur viatique. Mais l'ouvrage, publié en 1936, avait subi les assauts du temps. Il devenait indispensable de le réactualiser et d'en moderniser la présentation.

C'est à ce travail de bénédictin que s'est attelée il y a une quinzaine d'années une équipe prestigieuse animée par Gérard Cornu. Le résultat, proprement monumental, est à hauteur des attentes. En 830 pages présentées avec soin, les auteurs de ce lexique inventorient la langue juridique de toutes les grandes disciplines, du droit civil au droit administratif, en passant par le droit international et le droit du travail.

Un instrument indispensable non seulement pour les juristes mais également pour les « profanes » en quête d'une définition précise ou tout simplement en mal d'exotisme...

JACQUES LE GOFF.

RECTIFICATIF. – Un membre de phrase a malencontreusement sauté dans le compte rendu par Claude Wauthier du livre d'Eric Makédonsky, *le Sénégal, la Sénégambie* (p. 27 du numéro de septembre). Il fallait lire ainsi la seconde phrase du premier paragraphe : « *Son livre reflète sa connaissance approfondie du pays et de ses habitants, qu'il juge – ce n'est pas une flatterie – « particulièrement ingénieux* ».

« Les Hommes partis de rien », de René Cassin

Par YVES FLORENNE

« PARTIS *de rien* » : on ne saurait mieux dire. Mais... pour réussir aussitôt quelque chose d'assez remarquable, et aboutir, quatre ans après, à ce que tout le monde sait. Un résultat assez peu commun. Et, pour ces hommes-là, une façon plutôt rare d'« arriver ».

Le 19 juin 1940, sans avoir entendu l'appel, simplement sur ce qu'on lui en a dit, le professeur René Cassin prépare dans l'heure son départ pour Londres. Voyage alors incommode et risqué : il lui faudra dix jours pour se présenter au général de Gaulle, dont les premiers mots seront : « *Vous tombez à pic !* » La veille au soir, Churchill avait déclaré au premier des Français libres : « *Vous êtes seul. Eh bien ! je vous reconnais tout seul.* » Au-delà de ce mot romantique et d'un humour généreux, restait à établir, sur des bases juridiques solides, le projet d'accord politique tel que de Gaulle le concevait. Il lui manquait un homme : il arrivait. Mais celui-là était non seulement un juriste éminent, mais encore il avait des principes inflexibles, et il entendait s'assurer qu'il pouvait être lui-même d'accord sur l'esprit dudit projet : « *Nous sommes bien, non une légion, mais des alliés, reconstituant l'armée française et visant à maintenir l'unité de la France ?* »

– *Nous sommes la France.* »

« *Telle fut,* écrit Cassin, *la réponse du général, décisive dans sa simplicité, et avec laquelle je me sentais en communion.* » Aujourd'hui, une telle réponse paraîtrait emphatique, « matamoresque », ou dérisoire. Aux yeux d'un sage professeur plein de raison mais animé d'une exigence et d'une certitude pareilles, et pareillement passionnées, elle était la simplicité même.

AINSI commence l'histoire. Une histoire qui, certes, a déjà été beaucoup écrite. Mais, outre qu'elle l'est ici dans une vue qui en éclaire, parfois en renouvelle, plus d'un aspect et certaines perspectives, et toujours avec le plus grand souci d'impartialité à l'égard des faits et des personnes, elle renforce, complète – ou rectifie – par un témoignage direct d'un accent particulier ceux qui en si grand nombre l'ont précédé... ou suivi... Celui-ci est accablant d'abord quant à une connivence « objective » avec l'ennemi en pleine guerre, « drôle » ou pas, et des plus répandues dans maints milieux, chez les personnalités qu'on n'ose dire les plus responsables, et plus criante qu'ailleurs, au sein même du Commissariat général à l'information, créé pour répondre à la propagande ennemie. Giraudoux, qui en avait reçu la charge, n'est bien entendu pas en cause dans ce que Cassin peut écrire : « *J'y étais quasiment seul avec Joxe à lutter contre une marée de défaitisme.* »

Son tableau de la décomposition générale à Bordeaux est saisissant. C'est une nouvelle « *marée* », celle-là de joie « *hilare* », que provoqua un peu partout la consécration du désastre ; ce fut la forme la plus éhontée de la « divine surprise ». Face aux professionnels du nationalisme intégral, ce militant de l'universalisme humain se trouve être un échantillon scandaleux du patriotisme intègre. S'il écrit en vingt lignes, se bornant aux faits, sans violence, mais conclut par deux mots implacables, l'acte d'accusation de celui qui a « *livré la France* », s'il confond trop dans un même mépris indigné, sans assez les nommer, les véritables instigateurs de cette « *livraison* », ce qui l'indigne pardessus tout et qui le bouleverse, c'est l'inconcevable abdication d'un Parlement républicain dont quatre-vingts membres seulement s'opposent à cette dernière « marée » de trahison et de lâcheté. Le juriste ne s'emploiera que plus efficacement à fonder en droit, sur une forfaiture sans exemple, l'illégitimité du « *gouvernement de fait* » de Vichy.

On ne peut même énumérer les sujets sur lesquels ces Mémoires apportent d'irremplaçables témoignages. Ainsi de la rédaction et de la signature des accords avec le Royaume-Uni, consacrant à la fois le caractère d'une alliance et la « *soumission aux lois de la République* ». Un an après : sur la fondation du Comité national français, véritable gouvernement et base de sa future reconnaissance comme tel ; sur le ralliement des territoires de l'Empire, et la loyauté spontanée, l'acceptation des sacrifices dans des populations qui avaient conscience d'un choix, pour elles-mêmes, entre un avenir de liberté et le pire des esclavages.

On ne veut pas omettre ce qui, dans ce contexte, pourrait sembler secondaire ou inactuel : le plein appui à de Gaulle pour sa décision d'apporter aux femmes, dans une France renouvelée, l'égalité sociale et politique avec les hommes. Et l'on ne peut se retenir non plus de noter le salut à la Pologne quand on se souvient que des Polonais, pour qui l'insurrection nationale et la résistance sont une tradition et une pratique deux fois séculaires, y ont initié, dès les premiers jours, une poignée de Français. Enfin, en dépit d'une fière modestie et de son abnégation, le mémorialiste ne pouvait que retracer, dans l'organisation et la conduite de la France libre, son propre rôle, qui fut des plus importants. Ce qu'on ne sait pas assez.

Car René Cassin fut une de ces grandes figures d'hier qui pouvaient se permettre d'ignorer les tréteaux, les projecteurs, les caméras. Il fallut son prix Nobel de la paix pour faire de lui la vedette d'un instant. Au moment où il est pour la première fois de sa vie, par son entrée au Panthéon, le héros d'une cérémonie nationale solennelle, trouvera-t-on mauvais que nous citions un trait de lui, le plus simple, mais qui le peint ? Quittant Paris pour rejoindre le gouvernement dans ses paniques successives, il prend pour tout bagage un sac de matelot, avec ses cours de droit enveloppés dans un papier goudronné, et sa robe de professeur ; puis il court acquitter ses impôts, d'ailleurs encore non exigibles, pour « *le plus grand étonnement du percepteur* ».

Revenons sur les hauteurs. Sa foi en l'homme et une rigueur morale aussi irréductible que sans étalage le faisaient déjà passer pour « démodé ». Ce fut d'ailleurs le qualificatif que des autorités politiques plus affranchies appliquèrent au projet, dont l'avait chargé l'ONU, de Déclaration universelle des droits de l'homme, inspirée de celle de 1789. Il répondit doucement, rappelle dans sa préface Mme Ghislaine René Cassin, que « *l'homme n'est pas une mode* », que « *la mode est du côté des actualisations provisoires, des ajustements circonstanciels, des compromis, et non du côté des exigences permanentes* ».

AUSSI, quand ces Mémoires paraissent pour la première fois en 1975 (1), l'auteur justifie-t-il cette date tardive par l'inopportunité qu'aurait eue, au cours d'années marquées par « *diverses élections présidentielles* », la publication d'un livre qui « *se rattache à un ensemble de luttes, beaucoup plus vastes et permanentes, pour la liberté des peuples et les droits fondamentaux de l'homme* » et qui, à ce titre, « *n'offre délibérément aucune actualité électorale* ».

Bien malgré lui, le voilà qui, de nouveau, tombe à pic dans une actualité, un peu différente de celle où s'engagèrent les « *hommes partis de rien* ».

(1) René Cassin, *les Hommes partis de rien*, Plon, Paris, 1987, 496 pages, 135 F (réédition illustrée de l'ouvrage paru en 1975, augmentée de la préface de Ghislaine René Cassin).

ÉCONOMIE

RAPPORT CYCLOPE : LES MARCHÉS MONDIAUX EN 1986-1987. – Sous la direction de Philippe Chalmin et Jean-Louis Gombeaud

★ Economica, Paris, 1987, 248 pages, 300 F.

Comment ont évolué en 1986 les grands marchés des produits agricoles, énergétiques, des minerais et métaux et du fret maritime. Pour chaque produit ou groupe de produits – une cinquantaine – le rapport analyse l'évolution des prix, de la production et des échanges, présente les grandes orientations et fournit statistiques et graphiques.

S'y ajoute une étude des tendances générales concernant les marchés, les opérations, les négociations et accords. Un remarquable travail du Centre de recherches sur les marchés des matières premières (CREMMAP).

CHRISTIAN DE BRIE.

SOCIÉTÉ

LA GALÈRE : JEUNES EN SURVIE. – François Dubet

★ Fayard, « Mouvements 4 », Paris, 1987, 503 pages, 140 F.

François Dubet, auteur de nombreux ouvrages sur la société française, s'est livré à une enquête sur les « *jeunes galériens* ». La « galère », c'est d'abord la précarité dans le travail, un flottement dans les buts, une oisiveté dans les actes.

Les voies traditionnelles d'intégration ne fonctionnant plus, les jeunes réagissent selon une logique d'exclus.

Ce n'est pas le moindre intérêt de ce livre que de les situer dans leurs relations avec les adultes, et, surtout, dans l'évolution des mouvements sociaux de jeunes en France ou à l'étranger.

MICHEL RAFFOUL.

REDÉPLOIEMENT INDUSTRIEL ET ESPACE DE TRAVAIL. – Sous la direction de Daniel Bachet

★ Centre d'étude des systèmes et des technologies avancées (CESTA), Paris, 1987, 136 pages, 200 F.

Quelle est la place dévolue au « travail » en termes de localisation géographique, quel rôle reste-t-il aux salariés lors des redéploiements industriels à l'échelle mondiale ? Les auteurs de cet ouvrage collectif soulignent que, jusqu'à ce jour, le problème de la participation aux décisions d'implantation géographique ne s'était pas réellement posé au mouvement ouvrier français alors que, de leur côté, les directions d'entreprise ont toujours été attentives au « climat social » lorsqu'elles devaient choisir leurs sites de production. L'intérêt de ce livre est de montrer que l'espace est autant un effet des rapports sociaux qu'un déterminant de ceux-ci.

PIERRE DOMMERGUES.

NOUVELLE TÉLÉVISION, VIEUX IMMORALISMES

Misère de l'audiovisuel

Par IGNACIO RAMONET

NUL ne peut désormais en douter: les jours de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) sont comptés. Si, à la suite de la prochaine élection présidentielle de mai 1988, la gauche revenait aux affaires, elle balaierait cette commission qui, selon M. François Mitterrand, *« n'a rien fait jusqu'ici qui puisse mériter ce sentiment qu'on appelle le respect* (1). »

En se débarrassant après mars 1986 de la Haute Autorité de l'audiovisuel, la droite a créé un redoutable précédent. Tout nouveau changement de majorité risque maintenant d'entraîner la création d'un nouveau conseil suprême de l'audiovisuel.

Telle est la grande misère de la télévision française: ses liens maladifs avec le pouvoir politique. Celui-ci se résigne mal à ne pas contrôler, directement ou indirectement, la fascinante machine à fabriquer des images, à tatouer les esprits.

La télévision est devenue l'objet d'un débat permanent qui traverse toute la société ; elle déclenche des passions, des colères et des rages semblables à celles que déchaînent les débats sur l'enseignement.

Nulle part ailleurs, la télévision n'est au cœur de si vives polémiques. Dans les Etats le plus souvent cités en exemple – le Royaume-Uni et les Etats-Unis, – les commissions chargées de veiller à l'éthique de la communication sont fort anciennes et ont été créées avant même l'âge de la télévision. Celle-ci, dès sa naissance, a donc été accompagnée, structurée, corrigée par un organisme autonome. Et les citoyens ont appris, peu à peu, au cours de décennies, à débattre des problèmes de la télévision dans un cadre juridique indépendant du pouvoir exécutif.

Au Royaume-Uni, il existe deux commissions. L'une chargée de la télévision du secteur public, la British Broadcasting Corporation (BBC), instituée en 1926, et l'autre du secteur privé, l'Independent Broadcasting Authority (IBA), créée en 1954. Chacune d'elles est composée de douze membres nommés pour cinq ans. Ceux de la BBC sont désignés par la reine sur proposition du gouvernement ; les membres de l'IBA sont nommés par le ministre de l'intérieur. Ces deux institutions jouissent d'une totale indépendance dans l'organisation de leur gestion (2).

Aux Etats-Unis, la Federal Communication Commission (FCC), créée en 1934, est directement responsable devant le Congrès. Elle est dirigée par cinq membres nommés par le président des Etats-Unis et confirmés par le Sénat pour un mandat de sept ans (le mandat du président est de quatre ans) (3). Depuis le président Roosevelt (1933), de nombreuses commissions ont été créées qui régissent et arbitrent d'autres aspects de la vie collective.

Bien que ces instances britanniques et américaine passent pour des modèles, chacun comprend qu'il serait impossible, en France, d'imiter le mode de désignation de ses membres. Les gouvernements y sont trop directement impliqués. C'est pourquoi, lors de la création, en 1982, de la Haute Autorité, la gauche hésita longuement. Mme Michèle Cotta a raconté comment le modèle du Conseil constitutionnel (4) fut finalement choisi par le chef de l'Etat (5).

Malgré cela, la droite mit en cause la Haute Autorité et la condamna à disparaître dès son retour aux affaires après mars 1986. Certes, la Haute Autorité commit des fautes : elle manqua de fermeté devant des initiatives du pouvoir (création de Canal Plus, attribution de la cinquième puis de la sixième chaîne à des favoris) et ne sut résister à toutes les pressions du pouvoir (nomination de M. Jean-Claude Héberlé à la présidence d'Antenne 2 par décision de M. Laurent Fabius) (6).

L'indispensable besoin de durée

FALLAIT-IL pour autant supprimer la *Haute Autorité ?* A *en juger par les* errements actuels de la CNCL, il semble clair que non. Sans doute convenait-il de la doter de plus amples moyens et de plus vastes prérogatives, mais elle avait surtout un besoin vital de temps. C'est en effet la durée qui peaufine et assagit les instances d'arbitrage, c'est elle qui en fait d'indiscutables institutions. Le Conseil d'Etat a dû attendre un bon siècle avant d'être unanimement respecté ; le Conseil constitutionnel n'a vu sa fonction et son rôle acceptés par tous que vingt-cinq ans après sa création.

Le gouvernement de M. Chirac a balayé de telles considérations et, sous le fort louable prétexte de *« couper la télévision du pouvoir politique »*, a mis sur pied l'actuelle CNCL. La tartuferie d'une telle procédure saute aux yeux. Et cela scandalise d'autant plus que, moins d'un an après sa création, la CNCL se meurt précisément d'une trop grande servilité à l'égard du gouvernement. Comme le reconnaît l'un de ses propres membres, M. Bertrand Labrusse, la CNCL est *« malade de non-pluralisme* (7) ».

Les exemples de « non-pluralisme » fourmillent. On n'en rappellera, pour mémoire, que les plus grossiers. A commencer par la fort pittoresque désignation de ses treize membres (8), qui permet au gouvernement de compter en son sein une majorité d'alliés. Ceux-ci ont destitué, dès décembre 1986, tous les présidents des sociétés de radio et de télévision et les ont remplacés par des proches du RPR. Une mesure tellement partisane que M. François d'Aubert, pourtant député UDF, devait se déclarer *« inquiet pour le pluralisme à la télévision ; le choix des présidents de chaîne est maladroit et décrédibilise d'emblée la CNCL* (9) ».

Sa crédibilité n'a cessé, depuis, de s'éroder, en particulier après l'attribution gratuite de la Cinq à M. Robert Hersant et de M 6 à la CLT et à La Lyonnaise des eaux, que préside M. Jérôme Monod, ancien secrétaire général du RPR et ami de M. Jacques Chirac...

Quant à la désignation de M. Francis Bouygues pour la reprise de TF1 privatisée, au détriment d'Hachette, elle est surtout apparue comme une façon d'écarter M. Jean-Luc Lagardère, grand rival de M. Hersant. Celui-ci se retrouve aujourd'hui, par la grâce de la CNCL, à la tête d'un groupe de médias sans équivalent en France, possédant une chaîne de télévision – de diffusion bientôt nationale, – 38 % des quotidiens nationaux, 20 % des quotidiens régionaux et, ce que l'on ignore souvent, un des principaux réseaux (quatre-vingt-sept stations) de radio FM (10). Une telle concentration, pourtant préoccupante, est au contraire applaudie des deux mains par M. Léotard, ministre de la culture, qui souhaite la constitution de gigantesques groupes d'envergure internationale.

Comme si tout cela n'avait pas suffi à compromettre la neutralité de la CNCL, deux graves affaires éclatent début septembre. D'abord, l'accusation lancée par Radio-Larsen – qui a vu son autorisation d'émettre annulée – contre Radio-Courtoisie, fondée par un journaliste du *Figaro-Magazine*. Selon Radio-Larsen, ce journaliste se serait rendu coupable de *« corruption active et passive, forfaiture et trafic d'influence dans l'obtention de sa propre autorisation* (11) » auprès de membres de la CNCL.

Ces graves accusations seront répétées par l'avocat de Radio-Larsen, M. Jean-Louis Bessis, au cours de l'émission de Michel Polac, « Droit de réponse », sur TF1 le samedi 12 septembre.

L'autre affaire concerne Radio-Rythme bleu, station proche du RPCR, en Nouvelle-Calédonie, qui a fait installer à la mi-août – sans l'autorisation de la CNCL – un puissant réémetteur de 500 watts, *« sous la protection des parachutistes* (12) » et *« sur ordre du président de TDF, M. Gouyou-Beauchamp, à la demande de M. Bernard Pons* (13) ». Radio-Rythme bleu a également installé en brousse trois radios sœurs dont les fréquences n'ont pas été attribuées par la CNCL. Malgré la dénonciation de ces irrégularités – d'autant plus graves qu'elles se produisaient en pleine campagne pour le référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, – la CNCL n'a demandé l'arrêt des émissions pirates que le 22 septembre. Neuf jours après la victoire au référendum des thèses du RPCR...

Cette affaire a entraîné la démission de Mme Catherine Tasca de la commission information de la CNCL et a sans doute poussé M. Mitterrand à critiquer directement la CNCL dans l'entretien publié par *le Point* le 21 septembre.

Une liberté d'expression limitée

ENTRE-TEMPS, une autre querelle opposait la CNCL au patron de TF1, M. Francis Bouygues. Celui-ci a comparu, le 8 septembre, devant la commission, qui lui a reproché de ne pas diffuser assez de créations françaises et de pratiquer une forme agressive et grossière de publicité indirecte au cours de certaines émissions comme « Intervilles ». M. Bouygues devait répliquer en accusant la CNCL de complaisance à l'égard de la Cinq, la chaîne de M. Hersant, et de favoriser les efforts de ce dernier pour atteindre une audience nationale.

Michel Polac, dans son émission du 12 septembre, formulera des reproches identiques à l'encontre de la CNCL. Ce qui a fortement irrité la commission. Dans une lettre du 14 septembre adressée à M. Bouygues, elle se plaindra des propos de Michel Polac, qui *« reproduisaient, jusque dans les termes, des thèses qui sont les vôtres, ainsi qu'en témoigne votre mémoire remis à la CNCL »*.

Dans sa réponse du 17 septembre, le patron de TF 1, en quête sans doute de conciliation, se désolidarise soudain de Michel Polac et convient avec la CNCL qu'*« il est bien évident que la liberté d'expression a des limites »*. Et ces « limites évidentes », il va bientôt les fixer lui-même, pour la plus grande satisfaction de la CNCL, lorsque Michel Polac précisément, dans son émission du 19 septembre, évoquera la pratique du financement des partis politiques par la concession de grands travaux comme celui du pont de Ré que construit actuellement l'entreprise Bouygues.

Le licenciement de Michel Polac est la première grande manifestation de censure dans une chaîne privatisée. C'est une bien néfaste inauguration ; elle souligne la naïveté de ceux qui, gagnés par la propagande néolibérale, pensaient comme Mme Michèle Cotta (directrice de l'information à TF 1) que : *« La privatisation, c'est non seulement plus de liberté, mais surtout une nouvelle liberté* (14). »

Certains découvrent aujourd'hui la signification profonde de la vente de TF 1 (60 % de l'audiovisuel français) à un patron privé. A la grande satisfaction de M. Léotard, M. Bouygues ne croit qu'en la culture d'entreprise, c'est-à-dire celle du profit. Sa profession de foi tient en deux fières formules : *« Le béton c'est la matière grise* (15) » et *« Il y a des choses que nous ne souhaitons pas faire, par exemple du culturel, par exemple du politique, des émissions éducatives...* (16) » Impressionnée sans doute par une telle philosophie, la CNCL lui concéda la première chaîne. Au nom du prétendu *« mieux disant culturel »*...

(Selçuk)

(1) *Le Point*, 21 septembre 1987.

(2) Cf. Nicholas Garnham, *Structures of Television*, British Film Institute, Londres, 1980.

(3) Cf. « Aspects de la télévision américaine », *Problèmes politiques et sociaux*, La Documentation française, Paris, 25 mai 1973,

(4) Les membres de la Haute Autorité étaient désignés pour neuf ans par le président de la République, le président du Sénat et le président de l'Assemblée nationale, qui nommaient chacun trois membres. Ceux-ci étant renouvelables, par tiers, tous les trois ans, l'actuelle majorité aurait pu, avec le temps, contrôler si elle le souhaitait la Haute Autorité.

(5) Michèle Cotta, *les Miroirs de Jupiter*, Fayard, Paris, 1987, p. 82.

(6) Sur les maladresse de la gauche en matière d'audiovisuel, lire absolument : Jean-Michel Quatrepoint, *Histoire secrète des dossiers noirs de la gauche*, Ed. Alain Moreau, Paris, 1986.

(7) Déclarations sur Europe 1, 23 septembre 1987.

(8) Le président de la République, le président du Sénat et le président de l'Assemblée nationale désignent chacun deux membres ; la Cour de cassation, la Cour des comptes, le Conseil d'Etat et l'Académie française désignent chacun un membre ; ces dix membres en élisent trois autres représentant la création audiovisuelle, la presse écrite et les télécommunications.

(9) *Le Monde*, 23 décembre 1986.

(10) *Le Monde*, 5 septembre 1987.

(11) *Libération*, 23 septembre 1987.

(12) *Le Monde*, 27 septembre 1987.

(13) *Le Figaro*, 23 septembre 1987.

(14) *Le Matin*, 18 août 1987.

(15) Déclaration sur TF 1, émission « 7 sur 7 », 28 juin 1987.

(16) Déclaration sur Europe 1, citée dans *le Canard enchaîné*, 1er juillet 1987.

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois de septembre 1987 a été tiré à 135 000 exemplaires.



